

هناك من النحل

REPRISES

UNITE DE PROFESSIONNALISME
REHAUSSONS LE BLANC.

Whirlpool

Juriste droit public

German Park

Lextra Systemes

Directeur
Administratif
et Financier

M0147 - 0304 0 - 7.00 F



« Arts et Spectacles » : Luis Bunuel

Le Monde

15, rue Falguieres, 75001 Paris Cedex 15

BOURSE

CINQUANTIÈME ANNÉE - N° 14861 - 7 F

JEUDI 4 MARS 1993

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURN

Une douzaine de localités dans une situation dramatique

Les Serbes poursuivent la « purification ethnique » dans le nord-est de la Bosnie

Double jeu

ON pensait, il y a quelques jours encore, que la décision américaine de parachuter vivres et médicaments en Bosnie allait avoir un effet dissuasif sur la terreur. Car l'opération « Tenir les promesses » (Provide Promises), bien que strictement humanitaire, marquait quand même l'entrée en scène des États-Unis dans le conflit des Balkans. Et, historiquement, dans ces régions troubles, la voix de Washington compte plus que d'autres. Mais ceux qui défendaient ce point de vue optimiste n'ont guère de raisons, pour le moment, de pavloiser. Ils doivent même faire triste mine. Les largages de secours humanitaires, médiatisés à souhait, donnent lieu, à des commentaires moqueurs et sarcastiques parmi les belligérants ; et, tandis que les vivres tombent du ciel, se perdent souvent dans la nature, les Serbes poursuivent tranquillement leurs campagnes militaires et leur « purification ethnique ». Dans l'est de la Bosnie, des milliers de Musulmans ont encore été chassés, ces derniers jours, de leurs foyers, et on fait état de nouveaux massacres. Selon le HCR, on compte à ce jour, dans les six Républiques de l'ex-Yougoslavie, plus de deux millions de réfugiés ou de personnes déplacées.

SUR le plan politique, l'initiative américaine n'a pas eu non plus, jusqu'à présent, d'effets notables sur les négociations de paix qui viennent de reprendre à New-York. Avant son élection, M. Bill Clinton avait eu des mots durs pour le plan de MM. Cyrus Vance et David Owen, qui faisaient, à ses yeux, la part trop belle aux Serbes et laissent les Musulmans. Une fois à la Maison Blanche, il s'est « assagi », pour finalement se rallier aux thèses de la mission de médiation ONU-CEE.

L'espoir des négociateurs est, semble-t-il, que les États-Unis fassent maintenant pression sur le dirigeant des Musulmans de Bosnie, M. Alija Izetbegovic, jusqu'alors particulièrement intransigeant, pour qu'il accepte rapidement les trois volets du plan : Constitution, redécoupage de la Bosnie en dix provinces autonomes, cessation des hostilités. C'est sur le deuxième point que les difficultés sont aujourd'hui les plus grandes. MM. Vance et Owen paraissent attendre un « coup de main » de la Russie, alliée traditionnelle de la Serbie. Car Moscou est entré en lice, diplomatiquement, et pourrait, dans le meilleur des cas, exploiter ses liens d'amitié avec Belgrade pour amener les Serbes de Bosnie à faire des concessions.

En décembre, à Genève, M. Stobodan Milosevic se posait subitement en champion de la paix. Il affirmait que le plan Vance-Owen offrait une base de discussion sérieuse, tenant compte des intérêts des trois peuples de Bosnie, et qu'il était prêt, personnellement, à s'impliquer dans les pourparlers de paix. Était-ce simplement pour gagner du temps ? Depuis, en tout cas, il ne s'est guère exprimé ; et le double jeu serbe continue : d'un côté, on négocie ou l'on fait semblant de négocier (tour à tour à La Haye, à Genève et à New-York), et, de l'autre, on approvisionne en armements les milices qui, en Bosnie, se chargent, avec les moyens que l'on sait, de rendre certaines régions « ethniquement pures ».

Tandis que des appareils américains ont effectué mardi 2 mars une troisième opération de largage de vivres en Bosnie orientale, les forces serbes ont poursuivi leur offensive et la « purification ethnique » dans cette région, ainsi qu'en Bosnie centrale, provoquant l'exode de milliers de civils.

Cerska, l'une des enclaves musulmanes du nord-est de la Bosnie, assiégée depuis dix mois, est tombée mardi 2 mars aux mains des Serbes. De cette petite ville-martyre, à laquelle les Américains avaient en principe destiné les premiers secours aéroportés qu'ils larguent depuis lundi au-dessus de la Bosnie, parviennent à nouveau les échos d'une politique de « purification ethnique » qui n'est donc pas encore parvenue à son terme.

De sources officielles, mais prises au sérieux par les organismes humanitaires à Genève, la ville, ainsi qu'une douzaine de villages environnants, seraient dans une situation désespérée : bombardements particulièrement meurtriers, exode précipité de femmes, d'enfants et de vieillards qui fuient dans la neige et sous les tirs, massacres de civils, chantage à l'évacuation de 1 500 blessés avec lequel est aux prises, ces jours-ci, le Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés. Le HCR, appelé à l'aide par les autorités de l'enclave musulmane assiégée

musulmans. A New-York, dans les milieux de la conférence de paix, on n'exclut pas que le dirigeant des Musulmans de Bosnie, M. Izetbegovic, donne son accord aux modalités de la cessation des hostilités prévues dans le plan Vance-Owen et déjà acceptées par les Serbes et les Croates.

pour évacuer d'urgence ces blessés, a mis sur pied, conjointement avec le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) et les observateurs de l'ONU et de la CEE, une opération à laquelle participent des médecins et du personnel infirmier disposant de douze camions de secours sanitaire, nous rapporte notre correspondant à Genève, Isabelle Vichnia.

Lire la suite page 3

Lire également

- Les négociations à New-York par AFSANÉ BASSIR POUR
- La Russie propose de participer au parachutage de vivres
- La Communauté européenne fournit l'essentiel de l'aide humanitaire page 3
- Débarroi étudiant en ex-Yougoslavie par JEAN-MICHEL DUMAY page 15

Les comportements sexuels en France

CE SOIR, C'EST LE BIG BANG !



La Documentation française publie un rapport du professeur Spira sur « Les comportements sexuels en France ». Ce document indique notamment que moins de 18 % des Français ont modifié leur pratique sexuelle depuis l'apparition de l'épidémie de sida. Lire nos informations page 26

Drewermann et le tabou clérical

« Fonctionnaires de Dieu », l'ouvrage monumental du théologien allemand condamné par la hiérarchie catholique, est publié en France

par Henri Tincq

« Retenez ce nom : Drewermann. » Celui qui, hier, donnait ce conseil, avec des airs de conspirateur, à qui désespérait de voir l'Eglise catholique bouger, et qui parlait du théologien allemand comme d'un nouveau Luther, ne suscitait guère que des haussements d'épaules et des ricanements. La comparaison avec le moine réformateur est sans doute disproportionnée. Toutefois, comme les 95 thèses placardées par Luther au château de Wittenberg, en 1517, la somme Kleriker (900 pages), publiée par Eugen Drewermann en 1989 et déjà diffusée en Alle-

magne à 270 000 exemplaires, traduite et mise en vente en France à partir du jeudi 4 mars (1), est une écharde dans la chair de l'Eglise.

De l'Eglise allemande d'abord. Riche mais généreuse, elle subit de plein fouet dans un pays où, depuis trois ans, s'effondrent nombre de certitudes, une contestation de son statut et de sa hiérarchie, à laquelle le livre Kleriker a - involontairement - prêté la main. Le cinquième procès du système clérical qu'instruit, à l'aide de son scalpel psychanalytique, le théologien de Paderborn, ville symbole de l'aimable catholicisme rhénan, aurait été inimaginable en dehors de ce

contexte allemand. La parution de *Fonctionnaires de Dieu* (titre discuté choisi pour la traduction de Kleriker) aura-t-elle le même retentissement en France ? Lire la suite page 14

(1) *Fonctionnaires de Dieu*, Albin Michel, 760 pages, 180 F.

EDUCATION & CAMPUS

■ Les éditeurs à la conquête des facs. ■ L'école des citoyens. ■ Le mystère du budget étudiant. ■ Nouveaux maîtres, nouveau métier. pages 15 à 17

FONDATION DE CULTURE INTERNATIONALE ARMANDO VERDIGLIONE

Le ciel d'Europe

Congrès de la deuxième renaissance

Paris, 4-5-6 mars 1993

Maison de la Chimie - 28, rue Saint-Dominique, Paris - 7^e

ENTRÉE LIBRE

La Russie dans l'Europe - La Méditerranée et l'Europe - l'Italie - Les médias dans l'invention de l'Europe - Arts et inventions de la deuxième renaissance - L'intellectuel et la République - La nouvelle langue diplomatique - Nation ou botisme ? - La cité planétaire - Sarajevo - Inventer la politique, l'éthique et l'Europe - La charte européenne de la tolérance - Les femmes, l'écriture, la société - Science, finance - L'image de l'Europe du troisième millénaire - L'antisémitisme aujourd'hui - La conjuration des idiots

Tél : 1-49270961 - Fax : 1-49270930

La guerre civile au Rwanda

Le gouvernement et le guérilla doivent reprendre les négociations. Lire l'article de FRANCIS CORNU page 6

Baisse de 21,5 % des immatriculations d'automobiles

L'effet des fluctuations monétaires aggrave, en France, la chute des ventes de voitures. Lire l'article d'ANNIE KAHN page 18

Le prix moyen des appartements anciens a diminué de 11 % à Paris

Les cinq pièces ont perdu un quart de leur valeur en 1992. Page 18

ARTS ET SPECTACLES

■ Cinéma : le producteur Serge Silberman se souvient de Luis Bunuel. ■ Théâtre : « John Gabriel Borkman », d'Ibsen, mis en scène par Luc Bondy à l'Odéon. ■ Jazz : la dixième édition du festival Banlieues bleues ; un entretien avec le pianiste Laurent de Wilde. ■ La chanteuse pékinoise Zhenge au Théâtre de la ville. pages 27 à 38

Le sommaire complet se trouve page 26

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 8 DH ; Tunisie, 850 m ; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 25 ATS ; Belgique, 45 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Antilles-Réunion, 9 F ; Côte d'Ivoire, 485 F CFA ; Danemark, 14 KRO ; Espagne, 190 PTA ; Grèce, 250 DR ; Irlande, 1,20 £ ; Italie, 2.200 L ; Luxembourg, 46 FL ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 2,75 FL ; Portugal, 190 esc ; Sénégal, 450 F CFA ; Suisse, 15 KHS ; Suède, 1,90 SK ; USA (NY), 2 \$; USA (autres), 2,50 \$.

DÉBATS

Justice

Reconstruire

par Jean Tibéri

L'INSTITUTION judiciaire mérite la plus grande attention. D'abord, parce qu'elle est un rouage essentiel de notre démocratie, ensuite, parce que la crise profonde qu'elle traverse la rend d'une extrême vulnérabilité.

Ces seules considérations auraient dû amener le gouvernement à différer la réforme de la procédure pénale. La volonté de réformer une procédure incontestablement inadaptable à la situation actuelle du système judiciaire français est certainement louable; toutefois, une réforme de cette nature appelle d'importantes précautions.

La procédure pénale est, en effet, un difficile compromis entre le respect des libertés publiques et individuelles, et la nécessité de réprimer crimes et délits. Le législateur, dans ce domaine, doit agir de façon sereine et après avoir recueilli des avis autorisés. Un grand débat politique et une réelle concertation doivent entourer une telle réforme.

Telle n'a pas été la méthode retenue, chacun en conviendra pour cette loi du 4 janvier 1993, dont l'application pour une part de ces dispositions dès le 1^{er} mars provoque l'émotion de tous les professionnels concernés.

Seule la précipitation a présidé à l'élaboration de cette loi en fin de mandature, par une majorité à bout de souffle. Et demandant, comme ils en ont le droit, à être déchargés de leurs fonctions, les professionnels (magistrats, mais aussi greffiers, réels auxiliaires de justice) utilisent la seule voie que le gouvernement leur a laissée pour exprimer leurs inquiétudes.

Nul ne peut raisonnablement les soupçonner d'arrière-pensées politiques ou leur reprocher un manque de considération des valeurs républicaines.

Se contenter de leur opposer le principe de la séparation constitutionnelle des pouvoirs relève d'une grave irresponsabilité politique.

Nos magistrats sont responsables. Ils appliqueront, après avoir tiré le signal d'alarme, la loi votée, dans

toutes ses dispositions, avec les imperfections qu'elle comporte. Car, outre la méthode suivie pour son adoption, que l'on ne peut que déplorer, le texte, malgré de bonnes dispositions, comporte des incohérences, des notions contradictoires.

Une des grandes erreurs du gouvernement a été de méconnaître des considérations matérielles, malheureusement devenues primordiales, dans une institution étouffée par la pauvreté. Les lois de 1985 et 1987 sont restées lettre morte faute de moyens pour les appliquer. La loi de 1993 court le même danger. Certaines dispositions qui s'imposaient ont été prises :

— le renforcement des droits des personnes gardées à vue est une bonne chose, les droits de la défense et le principe du contradictoire étant deux éléments essentiels de tout bon système judiciaire ;

— la réforme de l'inculpation s'imposait ; inculper n'a jamais signifié culpable. Mais qui le savait ?

— le régime des outillages a aussi été revu, bien que insuffisamment, pour limiter les annulations de procédure et libérations de délinquants ou de criminels pour des raisons de pure forme.

Nombreuses incohérences

Malheureusement, des erreurs déjà dénoncées, commises dans la précipitation, sont à l'origine de nombreuses incohérences. C'est ainsi que, si la procédure d'enquête demeure inquisitoire, celle de l'audience devient accusatoire. Le président est désormais cantonné dans un strict rôle d'arbitre, les accusés, témoins et experts, étant interrogés par le ministère public, les avocats des parties civiles et accusés et par les parties elles-mêmes. Comment peut-on à la fois rayer d'un trait de plume une maturation juridique de plusieurs siècles qui a conduit à la différenciation du système français ?

La Grande-Bretagne, aujourd'hui, se tourne pourtant vers notre procédure que les plus éminents juristes

estiment plus protectrice des libertés. Peut-être doit-on voir dans un tel revirement l'influence insidieuse des séries télévisées américaines qui rend nos compatriotes plus familiers des tribunaux anglo-saxons que des nôtres.

Que doit-on, de même, penser de la notification par lettre recommandée à une personne sur laquelle pèse de sérieuses présomptions de culpabilité, de sa « mise en examen » ? Combien de procédures n'aboutiront-elles pas, le coupable ayant disparu ?

Bien d'autres aspects de ce texte ont déjà été, à juste titre, stigmatisés, notamment parce qu'il affaiblit les défenses de la société face au crime organisé et au trafic de drogue, et parce qu'il va établir une justice à deux vitesses favorable aux grands délinquants.

Le légitime souci de mieux garantir les libertés individuelles aurait pu trouver sa traduction dans l'instauration d'un référé pénal permettant en quelques heures de réexaminer une décision de mise en détention.

Cette loi est donc imparfaite et, en l'état des mythes dénoncés à la justice, inacceptable.

Les demandes de convocation d'une session extraordinaire du Parlement afin de suspendre l'application de la loi se seront certainement pas entendues. Il appartient donc à la nouvelle majorité que les Français appelleront de leurs suffrages de proposer une procédure équilibrée qui seule peut recevoir la confirmation de la pratique. Mais il faudra aussi veiller à la cohérence de notre système pénal, qui doit cesser d'être constamment remis en cause. Voilà pourquoi seules les réformes absolument indispensables devront être conduites, avec comme fil conducteur les valeurs de sérénité et de bon sens. L'essentiel sera de reconstruire une justice apaisée qui pourra à nouveau trouver la place qui lui revient dans notre construction démocratique.

► Jean Tibéri, ancien magistrat, ancien ministre, est le premier adjoint du maire (RPR) de Paris.

Quel étrange pays !

par Joseph Rovin

QUEL étrange pays où les juges d'instruction et des commissaires de police entreprennent de paralyser l'exercice de la justice pour tester contre une loi qu'ils sont tenus d'appliquer et de respecter comme tous les autres citoyens ! Quel étrange pays où magistrats et officiers de police judiciaire feraient de la loi un usage sélectif !

Quel étrange pays où un ancien ministre de la justice qui a tenté de protéger ses amis politiques non seulement par une loi d'amnistie qui, si elle ne fut pas un crime, fut certainement une erreur, mais aussi par des interventions visant à détourner ou à assécher les enquêtes dont d'autres de ses amis faisaient l'objet, n'a tel ancien ministre peut affirmer que la justice ne doit pas être un pouvoir indépendant mais une « autorité de la puissance publique » !

Quel étrange pays où la détention préventive, dont les textes disent qu'elle doit être exceptionnelle, continue plus que jamais d'être pratiquée massivement avec la complicité d'une grande partie de la magistrature et d'une grande partie de la police, et sous la protection des politiques qui devraient, au contraire, veiller à ce que cette mesure exceptionnelle ne devienne pas ou ne constitue pas une sorte de coadjuvance par anticipation !

Quel étrange pays, enfin, où des policiers et des magistrats peuvent protester contre le dispositif qui veut qu'un suspect interrogé puisse bénéficier immédiatement de l'assistance d'un avocat ! En arrivant placé Veodone en janvier 1993, Edmond Michelet, me confia le projet de réforme du code de procédure pénale préparé par les collaborateurs de son prédécesseur, M. Michel Debré. Mon premier soin fut de réduire la durée de la garde à vue à vingt-quatre

heures, et de restituer de droit le recours à un médecin. Et même temps, on facilitait l'appel contre les décisions de mise en détention préventive. Les successeurs d'Edmond Michelet, MM. Chevènement et Foyer, firent sur ces points machine arrière sous les applaudissements des prédécesseurs, de ceux qui maiotenaient veulent paralyser une loi qui reprend certaines de nos dispositions d'il y a trente-quatre ans.

Deux fonctions inconciliables

La prison, préventive ou après condamnation, n'est pas, dans la plupart des cas, un remède contre les délits. La prison n'est pas un remède contre la prison. Les textes de 1960 ont voulu étendre le domaine des peines non privatives de liberté, réservant la prison aux récidivistes et aux grands criminels. Mais presque rien n'a été entrepris ensuite pour développer de nouvelles formes de pénalisation et pour former les personnels chargés de les appliquer. Le travail au service de la communauté, les prélèvements sur les revenus opérés mois après mois, l'aide et l'assistance aux faibles — il existe mille moyens de punir qui ne livrent pas l'homme ou la femme sanctionnés aux effets de la solitude ou de la promiscuité — ont pu être envisagés avec raison de la « petite accessoire d'honorabilité ».

Mais la procédure pénale, le code pénal, et le système de détention (avec cette grande nouveauté du texte de 1959 que fut le juge de l'application des peines) ne sont pas tant, et même pas l'essentiel. L'essentiel, c'est une justice aussi indépendante que possible des pouvoirs politiques et sociaux tout en étant continuellement offerte sans voiles au regard des citoyens. Cela implique d'abord la séparation complète du parquet et du siège. Ce sont là deux fonctions

existentielles inconciliables : poursuivre et juger. La manière française de faire passer les magistrats de l'un à l'autre fonction nous donne davantage de juges qui se comportent en accusateurs que de procureurs se comportant en arbitres ! Toutefois, l'accusation doit être elle aussi libre de ses mouvements. Cela signifie qu'elle ne doit plus recevoir d'ordres de la chancellerie mais être seule responsable de ses décisions.

Autre mesure fondamentale au service d'une magistrature indépendante : la séparation du grade et de la fonction. Les magistrats, ceux du Siège comme ceux du Parquet, ne doivent avancer qu'à l'ancienneté, notamment en ce qui concerne la rémunération qui doit être élevée dès le départ de la carrière. Quant aux fonctions, elles devraient être attribuées par le Conseil de la magistrature avec un droit de veto laissé au ministre qui se serait tenu à en justifier l'usage. Enfin, réforme également essentielle, la police judiciaire devrait être élevée au ministère de l'Intérieur et soumise à l'autorité du Garde des Sceaux.

Le système actuel s'ouvre impuissant devant le développement des délits plus encore qu'il ne devant celui des crimes. Le doublement de la population carcérale est, de toute évidence, un remède inefficace. Les réformes de 1992, loin d'être excessives, sont oisivement insuffisantes. La République n'a pas la justice de ses principes. Pour assurer la sécurité et faire progresser le respect des droits de l'homme, il faut enfin mener un changement plus ambitieux que la répression, la punition, le guérison et la réinsertion puissent associer d'un même pas.

► Joseph Rovin a été chargé de mission et conseiller technique au cabinet d'Edmond Michelet, garde des sceaux (1959-1960).

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FAUCONNIER
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-99
Tél. : 206.806F

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 49-60-30-10
Tél. : 261.311F

Édité par la SARL Le Monde
Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944
Capital social :
620 000 F
Principaux associés de la société :
Société civile
« Les rédacteurs du Monde »,
« Association Hubert-Beuve-Méry »
Société anonyme
des lecteurs du Monde
Le Monde-Entreprises,
M. Jacques Lesourne, gérant.

Le Monde
PUBLICITE
Président directeur général :
Jacques Lesourne
Directeur général : Michel Cops
Membres du comité de direction :
Jacques Guin, Philippe Dupuis,
Isabelle Tourni
15-17, rue du Colonel-Pierre-Aria
75002 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Tél. : 44-64-44-71. Société filiale
de la SARL Le Monde de Médias et Média Group SA.

Impression :
« Le Monde »
12, r. St-Jacques
94852 IVRY CEDEX
Commission paritaire des journaux
et publications : n° 57 437
ISSN : 0395-2037
PRINTED IN FRANCE
Renseignements sur les microfilms
et index du Monde au (1) 40-65-25-33

Le Monde
TÉLÉMATIQUE
Composés 38-15 - Tapez LE MONDE
ou 38-15 - Tapez LM
Reproduction interdite de tout article,
sauf accord avec l'administration

ABONNEMENTS

1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX.
Tél. : (1) 49-60-32-90 - (de 8 heures à 17 h 30)

TARIF	FRANCE	SUISSE-BELGIQUE LUXEMBOURG-PAYS-BAS	AUTRES PAYS Voie normale-CEE
3 mois	536 F	572 F	790 F
6 mois	1 038 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 890 F	2 086 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.
Pour vous abonner, renvoyez ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL : 36-15 LE MONDE code d'accès A360
« LE MONDE » (USPS - mailing) is published daily for \$ 9.92 per year by « LE MONDE » 1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 Ivry-sur-Seine - France. Second class postage paid at Champlain, N.Y., and additional mailing offices. POSTAGE: 78% (Second class postage paid at 158 of 78V Box 151A, Champlain, N.Y. 12919 - 151A.
For the subscription service call USA
INTERNATIONAL MEDIA SERVICE, Inc. 3330 Pacific Avenue Suite 404 Virginia Beach, VA 23461 - 2961 USA
Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonnement.

BULLETIN D'ABONNEMENT

301 MON 01 PP-Paris RP
Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐
Nom : _____ Prénom : _____
Adresse : _____
Localité : _____ Code postal : _____
Pays : _____
Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Libertés

La résistible ascension de la vidéosurveillance

par Bernard Spitz

Il faut nous y faire : depuis des années, les systèmes de télé-vision en circuit fermé sont entrés dans notre vie quotidienne.

Au guichet de banque comme dans les boutiques, dans les transports en commun comme dans les entreprises, des caméras sont de plus en plus fréquemment disposées pour observer, enregistrer, mesurer, sauvegarder ou contrôler. On qualifie cette activité récente, dans la « novlangue » actuelle, de « vidéosurveillance ».

Ses utilisations sont de plus en plus diverses. Il y a les fonctions classiques, comme surveiller les spectateurs des stades de football et les clients indisciplinés des commerces ou confondre les chauffeurs et les cambrioleurs imprudents. Mais ces systèmes de caméras peuvent tout aussi bien servir à la garde des malades, à l'animation des discothèques branchées, à la fluidité de la circulation routière, à la sécurité des parkings ou au contrôle des opérations de production dans les usines.

Les raisons invoquées pour l'implémentation de ces dispositifs font donc le plus souvent l'objet d'un consensus général : assurer la sécurité des personnes et des biens, éviter les troubles de l'ordre public, réduire les risques d'accident. La preuve en est que les usagers sont souvent les premiers à réclamer l'installation de ce type de surveillance ; à tel point que des caméras faciles sont parfois employées, qui suffisent à rassurer la population par leur seule présence.

Mais l'enfer peut aussi être pavé de bonnes intentions ; et la vidéosurveillance, aussi utile soit-elle, pose de redoutables questions sur la vie privée et les libertés publiques face auxquelles notre système apparaît pour le moins désemparé.

Il e fallu attendre 1978 pour que le législateur se préoccupe de l'usage des fichiers et des traitements automatisés d'infor-

mations nominatives (1), et 1991 pour que soient réglementées les écritures téléphoniques (2), qui constituaient pourtant un facteur évident d'atteinte à la vie privée depuis des décennies. Nos grands principes en matière de libertés publiques ne seraient-ils donc que des lettres mortes, dans le cas de la vidéosurveillance, d'une réaction aussi tardive du droit face à l'évolution des faits : c'est aujourd'hui qu'il importe d'évoquer les deux points essentiels, l'un d'ordre pratique, l'autre d'ordre juridique.

Le premier, très concrètement, consiste à veiller à l'emploi à bon escient de la vidéosurveillance : c'est-à-dire à évaluer son efficacité, pour qu'on évite de recourir à cette technique là où elle n'est ni indispensable ni performante, en réduisant à l'effort de mûre qu'elle peut susciter dans un premier temps.

Le second point, juridique, consiste à contrôler strictement son utilisation, en particulier dans les lieux publics, et plus encore les enregistrements et traitements automatisés divers qui pourraient en découler.

Cet objectif implique en particulier que soient strictement définies les conditions d'utilisation des systèmes de vidéosurveillance en soumettant leur installation à l'accord d'une autorité indépendante et en veillant à ce que la public soit informé de son existence.

Il convient également d'encadrer les opérations effectuées avec ces systèmes, en faisant de l'enregistrement de ces données une exception, et non la règle, et en veillant à l'effacement de celles-ci au-delà d'un certain délai.

Tout aussi importante sont les questions relatives à la désignation des opérateurs de ces systèmes et, plus généralement, des personnes susceptibles d'avoir accès aux images ainsi filmées ou enregistrées sur des lieux publics.

Enfin, se posent les questions de contrôle et du suivi de ces systèmes de surveillance, problème d'autant plus complexe que les progrès technologiques ne cessent d'ouvrir de nouveaux champs à la mise en place de systèmes clandestins ; et celle du droit des individus à l'information sur les systèmes en place, à l'accès aux images qui y seraient stockées et à l'effacement de celles qui porteraient atteinte à leurs droits de personne privée.

Vide juridique

Ces questions complexes, l'état de notre droit ne permet que très incomplètement d'y faire face, comme en témoigne l'avis du 12 janvier 1993 de la Commission nationale de l'information et des libertés (CNIL), en réponse à la demande de la commune de Levallois-Perret (3) quant à la mise en place d'un service de vidéosurveillance exploitée par les services de la police locale. La CNIL, à saisi, a en effet cette occasion pour dresser un premier constat du vide juridique actuel, en attendant le résultat d'investigation plus complètes sur le sujet.

Elle a notamment estimé que lorsque le procédé technique utilisé par la vidéosurveillance « n'induit pas de procédé de numérisation des images », celui-ci ne constitue pas un traitement automatisé au sens de la loi du 6 janvier 1978 et que, en conséquence, la CNIL n'était pas compétente.

La CNIL a également considéré dans sa délibération qu'un éventuel enregistrement des images recueillies aurait pu être assimilé à une collection de photographies, et donc entrer à cet égard dans le champ d'application de la loi de 1978. Mais le maire de la commune de Levallois-Perret, ayant renoncé à ce développement, la CNIL n'a pu conclure son avis que par des « conseils » qui, pour

être « éclairés », n'ont guère de portée juridique.

Il ressort en somme de cette délibération, que, en l'absence de traitement numérisé de l'image ou d'enregistrement, notre droit positif est muet sur ces questions, et ce, bien que la France ait ratifié la Convention européenne des droits de l'homme qui garantit le respect de la vie privée et familiale.

L'avis de la CNIL tombe donc à point nommé pour nous inciter à combler ce vide. Il en va de l'intérêt de chacun : des municipalités d'abord et des administrations de l'État, qui ont besoin de règles du jeu claires pour envisager ce type d'équipement ; des acteurs de la vie économique, ensuite, et en premier lieu des compagnies d'assurances et des câblo-opérateurs qui portent un intérêt bien naturel à ces développements ; enfin et surtout de l'ensemble des citoyens, légitimement soucieux de la protection de leurs droits fondamentaux.

La définition d'un cadre juridique cohérent sera en tout cas le plus sûr moyen de concilier les avantages de ces nouvelles techniques avec l'impératif de protection des libertés publiques.

La vidéosurveillance est, en somme, un excellent test de notre capacité collective à nous protéger de nous-mêmes. Sachons anticiper son développement par le jeu combiné de la réglementation, du contrôle et de l'évaluation. Bref, surveillons la vidéosurveillance.

(1) Loi du 6 janvier 1978, relative à l'information, aux fichiers et aux libertés.

(2) Loi du 10 juillet 1991.

(3) Projet prévoyant à l'origine l'installation d'une centaine de caméras entre 1992 et 1994 sur la commune de Levallois-Perret (soit une caméra pour deux hectares et demi) avec utilisation de la voie remanente du câble coaxial et de la fibre optique qui équipent le Plan Câble de la commune. Le coût de l'opération a été évalué par le journal *l'Europe* à plus de 10 millions de francs.

► Bernard Spitz est maître des requêtes au Conseil d'État.

! etrange pays !

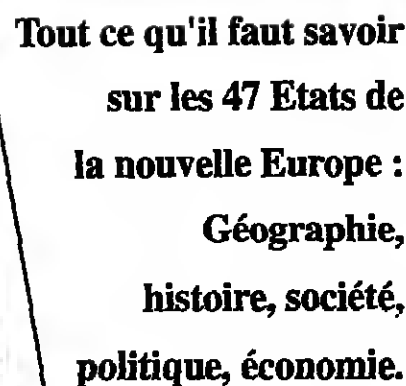
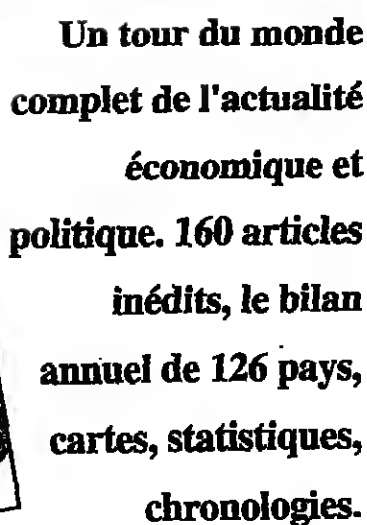
Le gouvernement bosniaque s'apprêterait à approuver le volet militaire du plan Vance-Owen

AFSANÉ BASSIR POUR



Le célèbre *Jane's Defence Weekly*, repris notamment par le *Times* du 2 mars, fait état d'un accord secret, en n'écartant pas la possibilité qu'il n'ait pas été validé au sommet par le président

LE MOND



Editions du Seuil

EUROPE

290 millions d'euros en 1991 et 1992

La CEE fournit l'essentiel de l'aide humanitaire à l'ex-Yougoslavie

BRUXELLES
(Communautés européennes)

de notre correspondant

La Commission européenne vient de décider d'affecter 60 millions d'euros (393 millions de francs) aux opérations d'aide humanitaire dans l'ex-Yougoslavie. Il s'agit d'une première tranche en attendant une évaluation des besoins pour le semestre en cours, à laquelle procède actuellement une mission des Nations unies.

Au moment où les Américains font un énorme tassage autour de leurs parachutes de vivres et de médicaments en Bosnie, la Commission ne trouve pas inutile de rappeler que l'essentiel de l'effort financier en faveur des victimes du conflit — sans parler de l'envoi des « casques bleus » — est consenti par la Communauté et ses États membres.

La Communauté, sur son propre budget, a accordé une aide de 13 millions d'euros (83 millions de francs) en 1991 et de 277 millions d'euros (1,814 milliard de francs) en 1992. En vertu de la clé de répartition convenue au sein du G 24 — le groupe des pays donateurs aux pays d'Europe de l'Est — la CEE prend en charge 30 % des besoins, ses États membres 25 %, et les autres pays du G 24, dont les États-Unis et le Japon, 25 %.

Les services de M. Manuel Merin, le commissaire chargé d'Echo, l'office européen d'aide humanitaire d'urgence, estiment à 325 millions d'euros (2,128 milliards de francs) les besoins de financement au cours du 1^{er} semestre 1993, ce qui signifierait, si ces montants étaient confirmés, une contribution du budget européen de 97,5 millions d'euros (1,064 milliard de francs), les États membres prenant en charge 81,25 millions d'euros (532 millions de francs), de même que les autres pays du G 24.

L'aide ainsi fournie est multiforme : il s'agit de nourrir, de soigner, d'abriter les trois millions de réfugiés et de personnes déplacées (sans compter les 700 000 habitants qui ont trouvé accueil dans d'autres

pays européens, en particulier en Allemagne), mais aussi d'alléger le fardeau qu'ils représentent pour les gouvernements des Républiques de l'ex-Yougoslavie, dont l'économie se trouve déjà, du fait de la guerre, dans un état de délabrement avancé.

Selon l'inventaire dressé par Bruxelles, les 290 millions d'euros dépensés par la CEE en 1991 et 1992 ont permis, « l'envoi de 300 000 tonnes de produits alimentaires, de 2,7 millions de colis familiaux, 178 000 couvertures, 50 000 matelas, 4 500 tonnes de savoir-vivre, la réalisation de programmes médicaux pour environ 24 millions d'euros, des programmes d'abris pour environ 37 millions d'euros ».

Le principal partenaire de la Communauté pour l'acheminement et la répartition de l'aide est le HCR (le Haut-Commissariat pour les réfugiés des Nations unies), mais elle travaille également avec le CICR, l'UNICEF et plusieurs ONG (organisations non gouvernementales). Une « task force » européenne, disposant de logisticiens et de techniciens servant un parc d'une cinquantaine de camions, a été mise en place à Zagreb.

Ph. L.

Le président Clinton a adressé un avertissement aux dirigeants serbes à propos du Kosovo. Le président américain, M. Bill Clinton, a mis en garde les dirigeants serbes contre le recours à la force contre les Albanais du Kosovo, a rapporté, mercredi 3 mars, le *Washington Post*. Cet avertissement est semblable à celui adressé l'année dernière par M. George Bush menaçant de recourir à une action militaire contre les Serbes, en cas de conflit au Kosovo « provoqué par des agissements serbes », ont indiqué au *Post* des responsables du département d'État, dont le porte-parole s'est borné à rappeler de récentes déclarations de M. Warren Christopher, avertissant « les dirigeants serbes » que les États-Unis « répondraient de manière appropriée si la violence éclatait au Kosovo ».

M. Michel Kovac, premier président de la Slovaquie, est entré officiellement en fonctions mardi 2 mars. Plusieurs chefs d'État étrangers assistaient à sa prestation de serment, notamment MM. Havel (République tchèque), Walesa (Pologne), Goncz (Hongrie) et Klesil (Autriche).

BRATISLAVA

de notre envoyé spécial

« Cette frontière, avec ces douanes, c'est absurde », peste M. Mikuláš Svoboda, commerçant à Holic, un hameau à la frontière tchéco-slovaque. « Et c'est humiliant de devoir à chaque passage prouver sa bonne foi », ajoute-t-il. Deux mois après la scission de la Tchécoslovaquie, l'apprentissage de la vie de frontalier est difficile et mal accepté. « Les policiers de Prague et Bratislava nous avaient promis une frontière formelle, mais aujourd'hui, il est plus pénible d'être en Moravie qu'en Autriche, tellement les douaniers tchèques sont tatillons ».

De même, à l'ouest de la rivière Morava, qui sépare les deux pays, on s'interroge sur l'utilité et la nécessité d'un strict régime frontalier. A Hodonin, centre industriel et de services qui rayonne sur les communes slovaques limitrophes, les Slovaques se font de plus en plus rares. « Nous avons perdu la plupart de nos clients de Slovaquie », constate M. Jarmila Sulova, responsable commerciale de la coopérative d'achats de Hodonin. « Ce n'est plus rentable pour les commerçants slovaques de s'approvisionner chez nous car ils perdent trop de temps à régler les formalités douaniers », explique-t-elle. « Nous aurons donc besoin nous réorienter vers l'intérieur du pays et chercher des clients en Moravie ».

La dégradation du commerce

Deux mois après la scission

La mise en place des postes de douane à la frontière tchéco-slovaque est mal acceptée par la population



entre les deux ex-Républiques tchécoslovaques et la définition d'un régime frontalier ont été les principaux sujets des entretiens, qui se sont déroulés le 23 février à Bratislava, entre le premier ministre tchèque, M. Václav Klaus, et son homologue slovaque, M. Vladimír Mečiar. A l'occasion de son premier voyage officiel à l'étranger, M. Klaus est venu plaider en faveur de la création d'une véritable frontière avec des postes de douane et de police communs, afin de mieux contrôler l'afflux d'immigrés clandestins et de percevoir la TVA.

« Il n'y a aucune haine entre nous ! »

Les dirigeants de Bratislava, sous la pression des frontaliers mécontents, refusent néanmoins une telle frontière. Selon M. Klaus, la solution serait un régime frontalier à

deux vitesses, souple pour les riverains mais strict pour les autres. Toutefois, les deux hommes ont manifesté leur intention de sauver le commerce bilatéral, qui n'a chuté de 30 à 40 % selon certaines estimations, contre les 10 à 15 % prévus par les deux gouvernements avant la séparation. Les échanges, qui avaient commencé à diminuer dès la fin de l'année 1992, ont encore davantage reculé après la séparation des monnaies tchèque et slovaque, le 8 février dernier.

Ces problèmes de l'après-séparation viennent s'ajouter à la question du partage non résolu de certaines institutions de la Fédération disparue le 31 décembre. Ainsi Prague et Bratislava ne se sont toujours pas entendus sur une compensation des placements slovaques dans des entreprises tchèques dans le cadre de la privatisation par coupons, ni sur le partage des

avoirs de la banque d'État tchécoslovaque — le Slovaquie doit 24,5 milliards de couronnes à la République tchèque.

Les deux gouvernements sont en désaccord sur le partage de l'entreprise exploitant le gazoduc reliant la Russie à l'Europe occidentale, de l'héritage de la principale agence de voyage Codak, et de celui du capital de la compagnie aérienne CSA. Une nouvelle pomme de discorde s'y est récemment ajoutée à l'initiative de M. Mečiar, concernant la répartition des navires de la Société tchécoslovaque de marine marchande.

Tous ces problèmes, qui sont une source de tension entre les deux gouvernements, contribuent à approfondir le fossé qui se creuse chaque jour davantage entre les deux pays et les deux nations. « Il n'y a aucune haine entre nous », clament pourtant tchèques et Slovaques des deux côtés de la frontière. Cependant, chacun se plaint des douaniers, de la bureaucratie du voisin, qui « nous compliquent la vie à dessein ». Et les anciens compatriotes commencent à s'habituer à se tourner le dos, regardant leur capitale respective. Chacun cherche à survivre au mieux en milieu des difficultés économiques de ce début d'année en espérant que son pays sortira du tunnel au plus tôt. « Et ce phénomène va se renforcer », estime M. Sona Szomolanyi, une sociologue de Bratislava.

« Même les liens culturels et intellectuels se défont très vite : par exemple, les journaux circulent mal entre les deux pays et, à partir de l'an prochain, seuls quatre-vingts étudiants tchèques et slovaques pourront commencer des études dans le pays voisin, au lieu de 2 100 actuellement », constate-t-elle. Mais comme M. Klaus le confie à des journalistes à son retour de Bratislava, « la Slovaquie est davantage l'étranger que je ne le pensais ».

MARTIN PLUCHTA

HONGRIE : des « révélations » sur l'ancien premier ministre

Les communistes orthodoxes russes tentent de discréditer la mémoire d'Imre Nagy

Des « révélations » publiées les 27 et 28 février par le quotidien italien *La Stampa* sur la collaboration présumée d'Imre Nagy avec le NKVD ont été accueillies avec prudence, voire méfiance, à Budapest.

BUDAPEST

de notre correspondant

Imre Nagy, le premier ministre de la République hongroise écrasée par l'armée rouge en 1956, était-il un agent zélé du NKVD, l'ancêtre du KGB, pendant son exil à Moscou entre 1930 et 1941 ? Ces questions ont été soulevées par des documents publiés par *La Stampa*, en collaboration avec la revue ultra-conservatrice russe *Rodina*, qui n'ont été accueillis avec beaucoup de méfiance à Budapest.

Les deux documents reproduits proviennent, selon *La Stampa*, des archives du PC soviétique. Le premier est une lettre d'engagement d'Imre Nagy, aujourd'hui héros national, qui s'engage à ne rien révéler de ses activités ; le second est une lettre écrite en juin 1939 au comité central du PCUS par l'ancien patron du KGB, M. Vladimir Kriouchkov, qui recommandait la publication des archives pour ternir l'image d'Imre Nagy, dont les funérailles solennelles à Budapest le 16 juin 1989, date anniversaire de son exécution en 1958, constituèrent une grande victoire de l'opposition anticomuniste de l'époque.

GRANDE-BRETAGNE : l'écrivain Salman Rushdie divorce de sa deuxième épouse. — L'écrivain britannique Salman Rushdie, condamné à mort il y a quatre ans par un décret de l'imam Khomeini, a officiellement divorcé, mardi 2 mars, par consentement mutuel, de sa deuxième épouse, la romancière américaine Marianne Wiggins. Tous deux âgés aujourd'hui de quarante-cinq ans, Salman Rushdie et Marianne Wiggins s'étaient mariés en 1988, moins d'un an avant la publication des *Versets sataniques*. — (AFP.)

L'objectif était de discréditer l'opposition et d'affaiblir le camp des réformateurs au sein du PC hongrois qui tentaient d'imposer leurs vues au secrétaire général Karoly Grosz. Ce dernier, qui coule aujourd'hui une retraite paisible, a affirmé au quotidien *Népszabadság*, mardi, que c'était lui qui avait personnellement demandé à M. Mikuláš Svoboda, au printemps 1939, de lui fournir des informations sur les activités d'Imre Nagy en URSS. Les documents ensuite envoyés par le chef du KGB démontrent, selon M. Grosz, qu'Imre Nagy « a dénoncé trente à trente-cinq émigrés hongrois à Moscou et près de soixante-dix émigrés allemands ».

« Nous nous sommes tus par peur »

Toutefois, ni M. Grosz ni *La Stampa* n'évoquent les preuves de ces accusations. « A l'époque, tous les dirigeants communistes étrangers à Moscou collaboraient avec le NKVD. C'était naturel, souligne l'historien György Litván. Il est donc probable qu'Imre Nagy a été un agent, mais rien, à l'heure actuelle, ne permet de dire qu'il a sciemment dénoncé des dizaines de personnes. Il faut se garder de prononcer des jugements définitifs à partir de textes isolés ».

Tout en affirmant que les documents du KGB sont authentiques, M. Grosz a demandé, en juin 1989, au comité central hongrois de ne pas les révéler. Pourquoi ?

TURQUIE : Ankara lance un mandat d'arrêt contre l'imam Kaplani, dit la Voix noire. — La Cour de la sûreté de l'État d'Ankara a lancé un mandat d'arrêt contre l'imam Cemalettin Kaplani, dit la Voix noire, o-t-on appris mardi 2 mars de source judiciaire. La Voix noire, qui réside en Allemagne, avait proclamé en avril 1992 la création d'un « Etat fédéral islamique en exil » avec pour capitale Istanbul, ce qui a été qualifié par la Cour de sûreté de « séparatisme visant à bouleverser l'Etat turc ». — (AFP.)

« Nous nous sommes tus par peur », dit l'ancien chef du PC hongrois à *La Stampa*, expliquant que l'opération aurait été contre-productive car l'opinion n'y aurait pas cru.

Aujourd'hui à Budapest, on avance une autre explication : M. Grosz, dans les relations avec Gorbatchev n'était pas excellent, craignait de s'être fait « rouler » par le secrétaire général du PCUS. A défaut d'en avoir le cœur net, M. Grosz a choisi de se taire. M. Mikuláš Svoboda, qui a passé cinq ans en prison pour avoir été le ministre de l'information d'Imre Nagy en 1956, ne croit pas à l'authenticité de ces documents. « Nous savons que les textes provenant des archives soviétiques ont souvent été falsifiés », dit-il au *Népszabadság*.

Pour lui, cette polémique est avant tout une manipulation montée par les communistes orthodoxes russes pour embarrasser M. Boris Eltsine : « Les documents [de *La Stampa*] mentionnent plusieurs fois le nom de l'ancien chef du KGB, M. Kriouchkov, qui était l'un des protagonistes du putsch d'août 1991 à Moscou et qui attend maintenant son procès. Cette affaire vise surtout à discréditer M. Eltsine, qui a été le premier dirigeant de l'ex-URSS à demander pardon pour l'intervention de 1956 et qui a rendu hommage à Imre Nagy, lors de son voyage à Budapest en novembre dernier ».

YVES-MICHEL RIOIS

Selon l'historien François Fejtő, les documents dont fait état *La Stampa* seraient déjà publiés, « quasi-clandestinement », dans un bulletin fin 1989 par un groupe de communistes impénitents à Budapest, sans que les milieux politiques y aient prêté attention. A l'époque, o-t-il indiqué au *Monde*, « les historiens ayant essayé de vérifier l'authenticité des documents n'ont pas pu y parvenir, et Karoly Grosz s'est refusé à toute déclaration ». Interrogé par M. Fejtő, un ancien dirigeant du PC hongrois qui a bien connu Imre Nagy a souligné que « deux ou trois fois, bien rares étaient les communistes étrangers exilés à Moscou qui n'étaient pas sollicités par le NKVD ». Mais les « révélations » du KGB, conclut François Fejtő, ne doivent pas servir l'image de « communiste international loyal converti en patriote démocrate résolu » laissée par Imre Nagy.

A TRAVERS LE MONDE

AFGHANISTAN

Ouverture de pourparlers de paix à Islamabad

Après le président Burhanuddin Rabbani, le chef du parti fondamentaliste Hezb-e-Islami, M. Gulbuddin Hekmatyar, est arrivé, mardi 2 mars, à Islamabad. Les pourparlers entre factions afghanes se sont ainsi ouverts dans les meilleures conditions de représentativité, et des « progrès considérables » ont déjà été enregistrés, selon le secrétaire général des affaires étrangères pakistanaises, M. Shahryar Khan. A ainsi été admise la nécessité : de signer un cessez-le-feu permanent ; d'instaurer une commission chargée de mettre en place une armée nationale ; de remettre toutes les armes lourdes de Kaboul à un commandement central et d'éloigner de la capitale les lance-roquettes ; de maintenir toutes les routes ouvertes.

Outre le Pakistan, l'Iran et l'Arabie saoudite, représentées aux discussions d'Islamabad, se verront confier la supervision des accords. Des divergences demeurent pourtant sur des questions fondamentales : en particulier, l'élection à la présidence, en décembre, de M. Rabbani par une assemblée convoquée par ses soins reste inacceptable pour M. Hekmatyar. Demeurent aussi en discussion la date et la forme des élections futures et la distribution des portefeuilles. — (AFP, AP, Reuters.)

CONGO

Près de cent cinquante Zaïrois expulsés ont péri dans un naufrage

Selon un bilan provisoire, fourni mardi 2 mars par la police locale, cent quarante-sept Zaïrois expulsés du Congo sont morts noyés lorsqu'ils ont pris d'assaut, samedi, un bateau venu les chercher à l'embarcadere de Brazzaville (*Le Monde* du 3 mars).

L'embarcadere assailli pour l'Office national des transports du Zaïre la liaison entre Brazzaville et Kinshasa, les capitales congolaises et zairoises, situées de part et d'autre du fleuve Zaïre, large d'environ 2 kilomètres.

Selon la télévision congolaise, une manœuvre impromptue du capitaine serait à l'origine de l'accident. Voyant la foule des expulsés tenter

de monter à bord, il aurait donné le signal du départ sans attendre l'accord de ses supérieurs. La passe-elle, bondée, se serait alors effondrée et, sous le choc, l'arrière du navire se serait enfoncé dans l'eau. — (AFP.)

INDE

Reddition de militants sikhs

Une cérémonie de reddition de 101 indépendantistes sikhs e a eu lieu, mardi 2 mars, dans l'Etat indien du Pendjab, annonçant les agences de presse. C'était la deuxième manifestation du genre depuis le début de l'année : en janvier, 119 militants s'étaient vu accorder une telle amnistie de fait. Au total, selon les autorités, 766 anciens combattants ont été ainsi « recyclés » ces derniers mois : ces « repentis », qui acceptent de collaborer avec la police, reçoivent un pécule et se voient proposer des facilités de travail. Depuis l'été de 1992, les forces de l'ordre ont marqué des points contre les groupes qui lutent pour établir un Etat indépendant « Khalistan » (le Pays des purs) indépendant, dominé par sa majorité sikhs. Plusieurs dizaines de chefs des principaux groupes indépendantistes ont été tués — souvent sur dénonciation — ce qui témoigne d'une baisse du soutien populaire pour une cause qui a parfois viré au banditisme.

ITALIE

Nouvelles arrestations pour corruption

M. Ciriaco De Mita, ancien président du conseil démocrate-chrétien, a démissionné, mardi 2 mars, de ses fonctions de président de la commission parlementaire des réformes institutionnelles. Cette démission est intervenue au lendemain de l'arrestation de son frère Michele, entrepreneur, pour escroquerie lors des opérations de reconstruction des zones détruites en 1980 par un séisme près de Naples. M. De Mita précise qu'il a pris cette décision pour éviter que l'arrestation de son frère ne provoque des « spéculations » qui entraveraient les travaux de la commission. Cette dernière, présidée d'ailleurs de la Chambre des députés et du Sénat, a pour tâche de proposer, notamment, une modification du système électoral.

De son côté, le Parti démocratique

de la gauche (PDS, ex-PCI), jusqu'alors le moins touché par les scandales liés au financement illicite des partis politiques, est, lui aussi, pris dans la tourmente depuis l'arrestation, lundi, de M. Primo Greganti, ex-fonctionnaire de cette formation à Turin. M. Greganti est accusé d'avoir escroqué pour le compte du parti le poste de vice-ministre de l'Intérieur, un mystérieux compte en Suisse. Le trésorier du PDS, M. Marcello Stefanini, a demandé à la justice « de faire diligence pour établir toute la vérité ». « Nous ne pouvons tolérer le soupçon », a-t-il ajouté, en démentant que le parti ait couvert un tel compte en Suisse, similaire à celui dont le Parti socialiste (PSI) aurait disposé, selon les enquêtes milanaises.

L'ex-secrétaire du PSI, M. Bettino Craxi, entendu mardi par la commission parlementaire chargée d'étudier la requête de levée de son immunité parlementaire, a contre-attaqué énergiquement en estimant l'enquête milanaise entachée d'illégalité, dans un volumineux mémoire apporté à la commission. — (AFP.)

MALAISIE

Américains et Russes se disputent le marché d'avions de chasse

Américains et Russes continuent de se faire une concurrence effrénée pour vendre des avions de chasse à la Malaisie. Lundi 2 mars, le ministre malaisien de la défense avait annoncé que McDonnell Douglas et General Dynamics avaient réduit leurs prétentions concernant leurs F-15 et F-16, qui seraient offerts au prix d'une trentaine de millions de dollars pièce. Mais les Russes auraient également baissé leur prix, proposant de vendre dix-huit MiG-29 et six hélicoptères Mi-35 pour 800 millions de dollars, soit 24 millions environ par avion. Cette nouvelle offre intervient alors que le vice-président russe, M. Alexandre Rousskov, se trouve en visite à Kuala Lumpur, où il a été reçu mardi par le premier ministre malaisien, M. Mahatir Mohamad. Russes comme Américains proposent en outre à la Malaisie, qui a besoin de renouveler une flotte vieillissante (composée d'A-4 Skyhawk et de F-5E Tiger américains), une coopération industrielle. La France est également sur les rangs, avec le Mirage 2 000 et le Rafale.

De son côté, le Parti démocratique

PROCHE-ORIENT

SYRIE : ayant obtenu la liberté de voyager

La grande majorité des juifs ont déjà émigré aux États-Unis

DAMAS

de notre envoyée spéciale

Onze mois après que la liberté leur ait été octroyée de voyager en famille, c'est-à-dire implicitement d'émigrer s'ils le désirent, près des trois quarts des juifs syriens ont déjà quitté le pays. Selon un responsable de la communauté, 90 % des 1100 restants ont demandé des visas de sortie. Et pourtant, avoue l'un d'eux, revenu après un séjour de plusieurs semaines à Brooklyn où vit l'immense majorité de la communauté juive syrienne émigrée, « la vie est terrible là-bas. Si chacun de nous avait l'assurance de pouvoir aller et venir comme il le voudrait, dit-il, sans rembourser ici, car c'est tellement plus facile ».

Après avoir délivré massivement des visas de sortie — 2 700 les quatre premiers mois — les autorités ont, à en croire les représentants de la communauté, nettement ralenti le rythme, soulevant des doutes quant au maintien d'une mesure décidée par le président Hafez al-Assad lui-même. « Aujourd'hui, confie un membre du conseil communautaire, une dizaine de visas seulement sont délivrés par mois et ils ne sont pas groupés pour une même famille, ce qui complique les situations ». De source officielle syrienne, on attribue ce phénomène aux lenteurs de l'administration, mais cela ne donne pas pour autant confiance aux candidats au départ, qui craignent toujours un revirement improbable des autorités.

Les dirigeants de la communauté, qui avaient été reçus par le président Assad en avril dernier, veulent croire que « ces traverses administratives sont le fait de subalternes » et affirment espérer que « les promesses faites par le président sont respectées à tout : les schémas », ils déplorent d'autant plus cet état de fait que, compte tenu de la difficulté d'adaptation que rencontrent les juifs syriens aux États-Unis, nombre d'entre eux, à en croire les témoignages, souhaitent pouvoir revenir, comme l'ont déjà fait certains, s'ils avaient la garantie permanente du droit à la libre circulation.

« Les gens vont aux États-Unis, car ils pensent que s'ils ne le font pas

maintenant, ils ne pourront plus y aller, avoue un membre de la communauté. Mais là-bas, il n'y a rien à faire pour eux. Aucun des émigrés n'a trouvé du travail dans sa branche et il y a plus de cinquante médecins ou pharmaciens qui ne trouvent même pas à s'employer comme infirmiers. Redevenir étudiants (pour satisfaire aux lois américaines) alors qu'ils étaient les médecins les plus renommés de Damas, c'est dur. Quant aux commerçants, le plus chanceux d'entre eux est employé à 200 dollars par mois à raison de dix heures de travail par jour », ajoute-t-il, amer.

Pouvoir se déplacer en toute liberté

Certes la communauté déjà installée aux États-Unis, qui a largement encouragé l'émigration, aide financièrement et massivement tous les arrivants, mais, poursuit-il, « nous ne pouvons pas vivre éternellement en assistés ».

« Si nous devons sûrement obtenir nos visas de sortie (valables un an) quand nous le voudrions, assure un ingénieur dont la famille est déjà partie, il n'y aurait pas un problème des juifs syriens. La plupart repré-

sentent leurs activités ici, où ils étaient beaucoup plus heureux et iraient voir leur famille aux États-Unis, quand ils le voudraient. Beaucoup de Syriens le font, pourquoi pas nous ? C'est tout ce que nous demandons ».

En attendant, les départs massifs ont déjà quelque peu vidé le vieux « quartier juif » de Damas, compliquant la vie de ceux qui sont restés. « Il n'y a plus de rabbin pour les circoncisions, déplore une mère de famille. Douze enfants nés depuis six mois attendent. » Une seule boutique casher est encore en activité, se lamente une autre, ce qui nous oblige à de longs trajets ».

Certains, environ quatre cents — soit 10 % de la communauté — ont présenté il y a un an, — n'entendant pas quitter la Syrie. « Les témoignages que nous recevons des émigrés récents ne nous encouragent pas, et, de toute façon, pourquoi partir ? », s'interroge un commerçant. « Ici c'est notre pays, nous y connaissons tout le monde, tout le monde nous connaît. Que ferions-nous ailleurs ? »

FRANÇOISE CHIPAUX

Un Israélien a été tué à Gaza et un Palestinien à Jérusalem

Un peu plus de vingt-quatre heures après l'assassinat de deux Israéliens à Tel-Aviv par un Palestinien originaire de la bande de Gaza (le Monde du 3 mars), un civil israélien a été tué, mardi 2 mars, dans un camp de réfugiés de ce territoire.

Selon des témoins palestiniens, l'Israélien, âgé d'une quarantaine d'années, qui circulait à bord d'une voiture immatriculée en Israël, s'est trompé de route et est entré par mégarde sur la place centrale du camp. Les habitants ont alors lapidé le véhicule. Le conducteur en a perdu le contrôle et a percuté un mur. Les Palestiniens ont continué à lancer des pierres, alors que des hommes armés, appartenant aux « Fauces » du « Groupe de choc de la principale composante de

l'OIP », ont tiré au fusil d'assaut Kalachnikov. La victime est un comptable d'une compagnie israélienne de distribution de gaz, originaire de Rishon-le-Tzion, dans la bande de Gaza. L'assassinat a été imputé au camp de Rafah, où des affrontements entre manifestants palestiniens et soldats israéliens ont fait dix blessés.

À Jérusalem-Est, le conducteur d'un véhicule israélien a été tué par balle, samedi 2 mars, par des Palestiniens, après des jets de pierres sur sa voiture. — (AFP, Reuters)

AMÉRIQUES

BRÉSIL : au lendemain de sa nomination

Le nouveau ministre de l'économie sur la sellette

RIO-DE-JANEIRO

de notre correspondant

Le nouveau ministre de l'économie brésilien, M. Eliseu Resende, a connu une première journée difficile. Après les multiples critiques formulées sur le troisième remaniement du cabinet du président Itamar Franco en moins de cinq mois, la presse a réagi, mardi 2 mars, à un épisode peu glorieux de la carrière de M. Resende : la condamnation que lui avait infligée, en juillet 1975, le Tribunal des comptes de l'Union (TCU), équivalent de la Cour des comptes française.

Haut fonctionnaire à l'époque de la dictature militaire, le nouveau ministre avait été jugé coupable par le TCU d'« irrégularités dans les comptes du département national des routes », dont il avait la charge entre 1967 et

1974. Il avait été condamné à l'amende maximale prévue par la loi, pour des surfacturations de 1 090 % à 5 891 % — concernant l'édification de routes et d'ouvrages d'art. M. Resende avait été débouté en appel.

Après que M. Itamar Franco, au pris l'engagement de s'entourer de « collaborateurs irréprochables », cette vieille affaire pourrait causer de nouveaux remous.

Le président du Parti des travailleurs, M. Luis Inacio Lula, s'est empressé de déclarer que « la biographie de M. Resende » ne le qualifie pas « pour un tel poste » dans un Brésil encore sous le choc de la condamnation pour corruption de l'ancien président Fernando Collor de Mello.

D. H-G.

CHILI : accusé de l'assassinat d'Orlando Letelier

Le général Contreras met en cause la CIA et le FBI

SANTIAGO

de notre correspondant

Les auditions du procès des assassinats de l'ex-ministre des affaires étrangères de Salvador Allende, tué à Washington le 21 septembre 1976 (le Monde du 20 février), ont eu beau prouver les liens existant entre Michael Townley, l'assassinat direct de l'attentat, et la DINA, la police secrète de la dictature, le général Manuel Contreras, ancien chef de cette dernière et principal accusé, n'en démord pas : « Les services secrets chiliens ne sont pas impliqués dans les assassinats d'opposants ou général Pinochet à l'extérieur du pays ».

Dans un entretien diffusé par la chaîne de télévision RTU, lundi 1^{er} mars, le général Contreras, désormais à la retraite, a réaffirmé que « la mort d'Orlando Letelier, dans un attentat à la bombe », résultait d'un « vaste complot mené par la CIA et le FBI », dont le but était de « déstabiliser le régime militaire chilien ». La première audition du général, qui est accusé d'homicide, a laissé une impression de malaise, ce dernier ayant répondu d'une voix monocorde, parfois ironique, que la DINA n'était qu'un organisme d'« information » de la junte.

Tel n'était pas l'avis de la foule massée devant le tribunal qui, en accueillant le général Contreras au cri d'« assassin », avait en mémoire les milliers de victimes attribuées officiellement par une commission sénatoriale — pourtant prudente — à la DINA entre 1973 et 1977.

BRUNO ADRIAN

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde
DES LIVRES

ASIE

CAMBODGE

Le prince Sihanouk renonce à son projet de gouvernement de coalition

Le prince Norodom Sihanouk est arrivé, mardi 2 mars, à Pékin, venant de Phnom-Penh. Le président du Conseil national suprême khmer (CNS) doit y assister aux obsèques d'une de ses tantes et subir des examens médicaux. A son arrivée dans la capitale chinoise, le prince, qui avait demandé lundi que le mandat des Nations unies au Cambodge ne soit pas prolongé (le Monde du 3 mars), a affirmé qu'il « renonçait définitivement à former un gouvernement de coalition nationale comportant une participation khmère rouge ».

Il laissera désormais le régime de Phnom-Penh et les Khmers rouges « décider eux-mêmes de la paix ou de la guerre entre eux ». D'autre part, Hanoi a refusé de rapatrier trois ex-soldats vietnamiens que l'ONU a découverts, au Cambodge et qui tombent sous le coup de l'accord de Paris prévoyant le retrait de toutes les troupes étrangères du Cambodge. « En réalité, ces hommes sont devenus des Cambodgiens d'origine vietnamienne. (...) C'est pourquoi le Vietnam ne peut les reprendre », affirme un communiqué publié mardi.

Les « mercenaires »

BANGKOK

de notre correspondant

A l'issue de longs mois de recherches entreprises à la demande pressante des Khmers rouges et d'autres politiciens locaux, l'ONU a fini par découvrir, au Cambodge, « trois soldats vietnamiens qui correspondaient au qualificatif de forces étrangères », aux termes de l'accord de Paris d'octobre 1991. Les trois hommes ont appartenu au corps expéditionnaire vietnamien, qui a occupé le Cambodge de décembre 1978 à septembre 1989, ont épousé des Cambodgiennes et disposent de cartes d'identité khmères délivrées par le régime de Phnom-Penh. Les deux premiers — un interprète et un mercenaire à temps partiel — rendraient donc encore des services à l'armée de Phnom-Penh, alors que le troisième aurait pris sa retraite en 1990.

Ce que « découvre » aujourd'hui l'APRONUC, l'autorité provisoire de l'ONU pour le Cambodge, est de notoriété publique depuis des mois. L'existence d'anciens déser-teurs ou de soldats retraités vietnamiens, qui ont fait souche sur place, a été rapportée à plusieurs reprises. Des sources officielles vietnamiennes estiment même, l'an dernier, à trois ou quatre mille le nombre des Vietnamiens instal-

lés au Cambodge et qui, à l'occasion, donnent un coup de main aux forces de Phnom-Penh face aux Khmers rouges. On les appelle les « mercenaires » (le Monde du 9 juillet 1992). Hanoi a toujours nié entretenir la moindre des relations avec eux.

Après avoir annoncé le « retrait total » de ses forces du Cambodge en septembre 1989, le Vietnam y a maintenu, selon de bonnes sources, une discrète présence militaire jusqu'en juillet 1991, soit trois mois avant la signature de l'accord de Paris. Il s'agissait de 4 000 hommes qui jouaient le rôle d'un support léger mais assez efficace pour tenir les Khmers rouges à distance (le Monde des 28-29 juillet 1991).

Les Khmers rouges et les adversaires du régime de Phnom-Penh ne manquent pas d'exploiter une

« découverte » qui ferait sourire en d'autres circonstances puisqu'elle semble indiquer qu'il existe aussi des histoires d'amour khmère-vietnamiennes. En cherchant davantage, l'APRONUC pourrait bien trouver des dizaines d'anciens militaires vietnamiens ou, quand ces derniers sont morts au combat, leurs veuves et orphelins demeurés sur place (le Monde du 9 janvier 1993).

Quant aux cartes d'identité cambodgiennes, elles se négociaient encore — ce n'est pas un secret — à moins de dix dollars la pièce il y a cinq mois et, pour circuler plus librement au Cambodge, les ressortissants thaïlandais en étaient tout autant demandeurs que les vietnamiens.

JEAN-CLAUDE POMONTI

○ JAPON : 62 % des Japonais ont un jugement favorable sur le président Clinton. — 62 % des Japonais ont un jugement favorable sur le président américain Bill Clinton, mais s'attendent plutôt à une détérioration des relations nippo-américaines, selon un sondage publié, mercredi 3 mars, et réalisé par le Nippon Research Center. Seulement 6,3 % des personnes interrogées ont déclaré qu'elles s'attendaient à une

amélioration des relations entre Tokyo et Washington, contre 21 % prévoyant une détérioration et 70 % pas de changement. Si M. Clinton est connu de 97 % des sondés, sa politique commerciale est en revanche peu appréciée : 4 % seulement des personnes interrogées estiment qu'elle permettra d'améliorer le déséquilibre commercial entre les deux pays, contre 54 % qui pensent le contraire. — (AFP)

L'A.D.I.C.

Association pour le dialogue international islamo-chrétien et les rencontres interreligieuses.

Son président :
M. Ali EL SAMMAN
avocat, membre du Conseil supérieur
islamique d'Égypte

Son coprésident :
M. Stélio FARANDJIS
secrétaire général du Haut Conseil de la
Francophonie

Ses présidents d'honneur : le cardinal Franz KOENIG,
membre du Sacré Collège au Vatican
Tedjint Haddam, ancien recteur de la Mosquée de Paris

REMERCIENT LES FEMMES ET LES HOMMES QUI ONT RÉPONDU TRÈS NOMBREUX tant en France qu'en Allemagne, en Belgique, en Grande-Bretagne, en Suisse, en Italie, en Bulgarie, en Norvège, en Égypte, aux États-Unis, au Maroc, au Japon et en Arabie Saoudite

A L'APPEL DE L'A.D.I.C. publié dans le « Monde », le 16 janvier 1993 adressé au secrétaire général de l'ONU :

« ASSEZ DE CRIMES CONTRE L'HUMANITÉ »

ET LES INFORMATIONS :

1) Que le Conseil de Sécurité des Nations Unies a répondu oui à notre appel par la résolution n° 808 adoptée à l'unanimité lundi 22 février 1993, et qui a décidé la création d'un tribunal pour juger les responsables présumés de crimes de guerre dans l'ex-Yougoslavie (le Monde 24-02-1993) ;

2) Que le SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE L'ONU, M. BOUVIER, a répondu à notre appel par la promesse et à son engagement exprimés dans sa réponse au président de l'A.D.I.C. M. Ali EL SAMMAN, publiée dans le Monde, le 20-01-1993.

« JE ME SENS SOLIDAIRE DE VOTRE ACTION ET M'ENGAGE A AGIR DANS LE CADRE DES NATIONS UNIES POUR CONDAMNER ET PUNIR LES CRIMINELS DE GUERRE », affirmant également que : « L'A.D.I.C. A UN RÔLE TOUT PARTICULIER À JOUER DANS LA PROMOTION DU DIALOGUE ET DE LA RÉCONCILIATION ». L'A.D.I.C. PRIE POUR LE SUCCÈS DE SA MISSION.

Aujourd'hui, nous lançons un deuxième appel pour venir en aide au camp de réfugiés bosniaques de Nagyatad, situé en Hongrie, à 60 kilomètres de la frontière de l'ex-Yougoslavie.

Qui répond à la vocation de l'A.D.I.C. car s'y côtoient environ 4 000 musulmans et 2 000 chrétiens dans un même destin et dans les mêmes souffrances.

Cette aide répond à des besoins vitaux dont une liste précise et détaillée a été établie dans un rapport d'expert mandaté par l'A.D.I.C.

Cette aide comprend :
— une aide vestimentaire immédiate et de première nécessité (sous-vêtements, vêtements chauds, chaussures, etc.), pour laquelle nous faisons appel à votre aide financière pour couvrir ces achats.
Cet argent servira aux achats d'urgence.

— une aide en matériel pour équiper ce camp des machines nécessaires à la fabrication de vêtements, chaussures, etc. qui permettra à ces gens de subvenir par eux-mêmes à leurs besoins en retrouvant leur dignité.
Voire aide financière couvrira l'achat de machines.

Vous pouvez adresser vos dons par chèque libellé :

A.D.I.C. — AIDE NAGYATAD-compte n° 5100 N.

Sous pli affranchi à :
A.D.I.C. — 11, rue de Berri, 75008 Paris. Tél. : 45-61-23-18. Fax : 45-61-23-32.

ÉTATS-UNIS

Un camion pourrait avoir été utilisé dans l'attentat du World Trade Center

Les policiers enquêtant sur l'attentat perpétré au World Trade Center de New-York le 26 février, qui a fait cinq morts et plus d'un millier de blessés, s'efforcent de tirer près d'un camion qui, au moment de l'explosion, a quitté le garage où était placée la bombe. Selon un policier rapportant les propos d'un témoin, le conducteur de ce véhicule roulait si vite qu'il a tout renversé sur son passage. De plus, la suspension de ce camion était tellement haute lorsqu'il est sorti du deuxième sous-sol que son toit a touché à plusieurs reprises le plafond du

garage. Selon les enquêteurs, le camion, une fois chargé de la bombe, qui pesait entre 250 et 750 kilos d'après les estimations, a repris sa hauteur normale, ce qui pourrait expliquer ses difficultés à la sortie. M. James Fox, directeur du bureau new-yorkais du FBI, a indiqué que ses services orientaient leurs recherches vers plusieurs organisations terroristes, parmi lesquelles le Front populaire de libération de la Palestine (FPLP) et le groupe intégriste palestinien Hamas sans exclure la piste serbe. — (AFP, AP)

AFRIQUE

RWANDA : après une tentative de médiation française

Le gouvernement et la guérilla doivent reprendre les négociations

Des représentants du gouvernement de Kigali et de l'opposition armée, le Front patriotique rwandais (FPR), devraient renouer, vendredi 5 mars, à Dar-es-Salaam, la capitale tanzanienne, les négociations de paix interrompues au début du mois dernier lors de la reprise des combats dans le nord du Rwanda.

Avant la relance des pourparlers, la situation dans ce pays était, mardi, jugée très préoccupante par M. Marcel Debarge, ministre délégué à la coopération et au développement, de retour à Paris après une mission à Kigali ainsi qu'en Ouganda, dont l'armée est accusée de soutenir les troupes du FPR.

« Urgence »

Les négociations menées à Arusha, dans le nord de la Tanzanie - à la suite du cessez-le-feu conclu au cours de l'été 1992 - avaient échoué lorsque les maquisards du FPR avaient déclenché, le 3 février, une large offensive contre les forces gouvernementales pour répliquer au massacre de plus de trois cents Tutsis, en janvier, par des membres de l'armée majoritaire des Hutus. Des fidèles du président Juvénal Habyarimana, membres de l'ancien parti unique, avaient été plus particulièrement dénoncés pour leurs exactions, non seulement contre la minorité tutsie, parmi laquelle recruté le FPR, mais encore contre des membres de l'opposition légale qui occupent maintenant la plupart des postes du gouvernement de transition démocratique, dirigé par M. Dismas Nsengiyumva, premier ministre.

Depuis, la situation n'a cessé de se dégrader et les rebelles ont progressé en direction de la capitale, Kigali. Près d'un million de Rwandais (un septième de la population) ont dû fuir les zones de combats et beaucoup d'entre eux vivent dans des conditions dramatiques, l'aide humanitaire étant encore insuffisamment organisée. M. Debarge nous a déclaré avoir été notamment « choqué » par la visite, à une dizaine de kilomètres de Kigali, d'un camp de fortune où s'entassaient une centaine de milliers de réfugiés qui ont dévasté les plantations des alentours, celles de cannes à sucre surtout, « à l'édifier de sommaires abris. La sécheresse, actuellement, l'un des principaux éléments explosifs du problème rwandais », a ajouté le ministre français qui veut de plaider pour une solution politique, estimant qu'il y a

«urgence». A Kigali, M. Debarge s'est entretenu successivement, dimanche, avec le président Habyarimana et le premier ministre, en ayant le souci d'essayer d'apaiser les tensions qui subsistent dans la cohabitation des représentants de l'ancien régime et d'un gouvernement de transition, dont les membres appartenant à l'ex-parti unique sont désormais minoritaires. Tensions qui compliquent la recherche d'une solution au conflit armé mais que la formation présidentielle et l'opposition, la semaine dernière, se sont engagées, dans un communiqué conjoint à surmonter. « Un espoir », selon M. Debarge, qui dit avoir tenu aux uns et aux autres « le langage de la raison avec fermeté ».

« Quelques progrès » malgré des divergences

A Kampala, lundi, le ministre a rencontré le chef de l'Etat voisin, M. Yoweri Museveni, en qui il voit « un homme d'influence » dans cette région de l'Afrique et donc « sur les événements au Rwanda ». Allusion diplomatique aux récentes informations fournies par les services de renseignement français selon lesquelles l'Ouganda apporte un soutien important à la rébellion rwandaise (le Monde du 17 février), ce que démentent les autorités de Kampala.

Chassés du Rwanda après que les Hutus leur eurent pris le pouvoir à Kigali, en 1959, nombre de Tutsis - qui allaient former plus tard le FPR - avaient rejoint, au milieu des années 80, la guérilla ougandaise dirigée par M. Museveni et aidé ce dernier à s'installer à la tête de l'Etat, en 1986. Pour le moins, il reste de cette époque une sympathie prononcée des dirigeants de l'Ou-

ganda pour la cause du FPR. M. Debarge n'a pas rencontré de délégation du FPR mais souligne avoir noté, malgré des divergences persistantes, « quelques progrès » dans ses conversations avec M. Museveni et son entourage.

Mais, après ces entretiens, le gouvernement ougandais a continué de reprocher à la France de s'ingérer dans les affaires intérieures du Rwanda. Il est vrai que Paris est particulièrement concerné par ce qui se passe dans ce pays francophone. Six cents soldats français se trouvent maintenant au Rwanda, après un récent renfort, et la France a fourni à une armée ougandaise largement contrôlée par le président Habyarimana du matériel et des instructeurs. Mais M. Debarge a dit à ses différents interlocuteurs que la présence militaire française n'avait pas d'autre mission que de protéger les ressortissants français et étrangers.

M. Debarge considère que, pour faciliter la reprise des négociations, le FPR devrait revenir sur les lignes qu'il tenait avant sa dernière offensive. Au moment de la rupture des conversations, les deux camps discutaient de l'interprétation des maquisards dans l'armée régulière, du retour des exilés et de la durée de la période de transition politique.

Les partis représentés au gouvernement de Kigali - hormis celui du président - ont clos mardi des discussions avec le FPR en prévoyant la relance des négociations. Mais la formation du premier ministre n'en a pas moins déclaré que l'entrée pacifique du FPR à Kigali était préférable au maintien du président Habyarimana au pouvoir.

FRANCIS CORNU

Togo : le grand exode

Selon le HCR, plus de cent trente mille personnes ont fui au Bénin, et près de cent mille au Ghana, à la suite de la répression de la fin janvier à Lomé

AFLAO (Ghana)

de notre envoyé spécial

Les gamin d'Aflao d'avaient jamais connu pareil défilé. Sur la grande rue, celle qui s'accroche d'ordinaire que des taxis bruyants et des camionnettes posées, un somptueux cortège paradait sous le soleil, en ce 23 février, jour de Mardi gras : dix, vingt, trente véhicules tout-terrain de marque japonaise roulaient au ralenti, aussi rutilants et hautains que des limousines. Ils étaient immatriculés Lomé, la capitale togolaise, pour rallier Aflao, de l'autre côté de la frontière. Leur propriétaire, un concessionnaire automobile, avait pas trouvé meilleure solution que l'exil vers le Ghana pour échapper aux pillages.

Un mois après les carnages provoqués par les soldats du président Gnassingbé Eyadéma dans les rues de Lomé (le Monde du 2 février), le Togo des contestataires et des inquiets continue donc de camper chez son voisin Ghana. Des mouvements de population sont signalés plus au nord, mais c'est bien là, à Aflao, sorte de Vintimille du golfe de Guinée, que l'exode prend toute sa mesure. Il n'est pas un quartier qui ne soit transformé en petit Lomé, pas une maison où une famille sans le son n'ait installé ses poussettes en haillons. Les Togolais dorment dans les églises et les écoles, occupent les hôtels et les arrière-salles d'épicerie. A Lomé, ville fantôme, orpheline d'un mois d'un tiers de sa population, la tension reste vive. A Aflao, les réfugiés menacent d'assphyxie, le provisoire s'éternise.

Système D

et solidarité

Entre un dictateur sur le solé et une population traumatisée par des massacres dont le véritable bilan n'a jamais été rendu public, certains habitants du quartier populaire de Bè parlent de centaines de morts, évacués par camions militaires vers des charniers, l'issue du bras de fer est imprévisible. « Plutôt mourir ici que rentrer maintenant », assurent des jeunes gens. Tous se disent prêts à attendre des semaines, des mois s'il le faut, pour que le « bouc de Lomé », l'un des multiples surnoms du président détesté -

quitte le poste qu'il monopolise depuis 1967 : « La grève générale paralyse le pays depuis le 16 novembre, les militaires abattent des gens sans défense, nous n'avons plus d'argent et rien à perdre... Alors, autant aller jusqu'au bout ». Avec l'aide d'une population locale au sein de laquelle ils comptent presque tous des amis ou des cousins - l'ethnie ewe est majoritaire dans la région, aussi bien au Togo qu'au Ghana, - les Togolais s'organisent pour « tenir ». Une vie de brie et de broc, régie par les seules lois du système D et de la solidarité, a fini par trouver son rythme. Les femmes ont pris en charge les tâches d'entretien. Certaines effectuent de courtes virées au pays et reviennent le soir même avec diverses victuailles qu'elles vendront le long de la route, sur des étals de fortune.

Des autorités sereines

Après plus de trois mois de grève, l'argent manque. Il faut donc négocier au plus juste les tarifs de location des pièces minuscules où l'oo s'entassera parfois à dix ou quinze, sans eau courante ni électricité, dans des conditions d'hygiène chaque jour plus pénibles. Les hommes, eux, ne traversent plus la frontière, de crainte d'être arrêtés et exécutés. Ils se contentent d'attendre toute la journée et, le soir venu, d'écouter FM 105, une radio « pirate » qui émet depuis le pays. Ils apprendront ainsi qu'un commerçant libanais aurait été abattu par des soldats, ou que les banques n'ont toujours pas ouvert leurs guichets.

Les hommes parlent aussi de la France, accusée d'avoir « abandonné le Togo », ou encore de M. Giscard d'Estaing et de M. Pasqua, qualifiés d'« enfants du dictateur ». Les auteurs de l'événement d'intervention militaire des passimistes se demandent si la « communauté internationale n'attend pas une « sommation » de la crise ». Certains dirigeants de l'opposition se sont également réfugiés au Ghana, où ils s'efforcent de canaliser l'énergie des militants. Quelques dizaines de jeunes gens, promus « responsables de la sécurité », pratiquent les arts martiaux et tentent de débarrasser d'éventuels « agents » du président Eyadéma. Une quinzaine d'hommes armés suspectés de vouloir entretenir un climat de violence au sein de la

communauté en exil, auraient déjà été démasqués.

Ce climat de suspicion, cette situation d'attente, ces heures passées à refaire le Togo et l'histoire de l'Afrique de l'Ouest, favorisent la multiplication des rumeurs, contribuant à accroître la tension entre le pouvoir et les exilés, et donc à rendre tout compromis bien improbable. Les autorités ghanaises, critiquées par Lomé pour leur soutien aux opposants, démentent d'une étonnante sérénité face à cet exode. Si le général Eyadéma et son homologue ghanéen, le capitaine d'aviation Jerry Rawlings, n'ont jamais eu d'atomes crochus, les populations, elles, entretiennent d'excellentes relations. Aussi, après avoir lancé un appel à l'aide internationale qui lui permettrait de financer cette opération humanitaire sans mettre à mal un développement économique en bonne voie, le Ghana se prépare-t-il à héberger ses voisins tant qu'il le faudra.

A une vingtaine de kilomètres d'Aflao, non loin de la gigantesque embochure de la Volta, un premier camp de réfugiés est d'ailleurs en cours d'installation. Il devrait pouvoir héberger au moins trente mille personnes d'ici au 15 mars. « Nous allons essayer de les convaincre de se regrouper », prévient M. David Boateng, le ministre ghanéen des affaires sociales. Ça sera le seul endroit où la nourriture sera distribuée et, pour nous, l'unique moyen de contrôler la situation.

Dans l'immédiat, on y vit cent cent soixante-cinq personnes, dont de nombreux enfants en bas âge. Elles font chauffer le riz sur une cuisinière et dorment serrées les unes contre les autres, dans des bâtiments défectueux, en pleine nature. La proximité des marais et l'approche de la saison des pluies, donc des épidémies, font craindre des épidémies. Des cas de paludisme et de maladies de peau ont déjà été signalés. La perspective d'un séjour prolongé dans des conditions difficiles a incité pourtant pas ceux que Lomé traite de « fuyards manipulés » à changer d'avis. Là encore, toutes les conversations aboutissent au même ultimatum : « Eyadéma doit partir. Il n'y a pas d'autre solution ».

PHILIPPE BROUSSARD

DIPLOMATIE

Le conflit du Sahara occidental

L'ONU souhaite le référendum d'autodétermination avant la fin de l'année

Le Conseil de sécurité de l'ONU a approuvé, mardi 2 mars l'unanimité, une résolution demandant que le référendum sur l'autodétermination du Sahara occidental se déroule « au plus tard » d'ici la fin de l'année. Dans cette résolution, votée après que les Etats-Unis, l'Espagne et le Venezuela eurent obtenu quelques modifications mineures d'un premier texte qui avait mécontenté le Polisario, le Conseil demande au secrétaire général, M. Boutros Boutros-Ghali, de lui adresser un rapport, « au plus tard le 30 mai prochain », faisant le point des efforts qu'il aura entrepris pour rapprocher les positions du Polisario et du Maroc. - (Corresp.)

M. Alexandre Watson nommé secrétaire d'Etat adjoint aux affaires latino-américaines. - Le président Bill Clinton a nommé, mardi 2 mars, M. Alexandre Watson, un diplomate de cinquante-trois ans, au poste de secrétaire d'Etat adjoint chargé des affaires latino-américaines. M. Clinton avait initialement pressenti un avocat noir, M. Mario Baeza, mais ce choix avait été fortement contesté par le puissant lobby anti-castriste (le Monde du 4 février). - (AFP, Reuters)

L'italien Emilio Colombo à la tête de l'Internationale démocrate-chrétienne. - L'italien Emilio Colombo a été élu, mardi 2 mars, président de l'Internationale démocrate-chrétienne (IDC) pour une période de trois ans. Ministre des affaires étrangères, M. Colombo, soixante-deux ans, est membre du Parlement italien depuis 1946. - (AFP)

SÉNÉGAL : l'élection présidentielle

Ultimatum du Conseil constitutionnel pour la proclamation des résultats

Le Conseil constitutionnel a décidé, mardi 2 mars, de donner soixante-douze heures à la commission nationale de recensement des votes pour « procéder à la proclamation provisoire » des résultats de l'élection présidentielle du 21 février. « A défaut », il procédera « à la proclamation définitive des résultats, conformément à la Constitution », a-t-il annoncé.

La commission - composée d'un magistrat et de représentants des huit candidats à l'élection, - seule habilitée à publier des résultats, avait cessé ses travaux samedi, ses membres n'ayant pas réussi à se mettre d'accord. Considérant comme un « échec personnel » le blocage actuel dans la désignation du prochain chef de l'Etat, le président du Conseil constitutionnel, M. Kéba Mbaye, ancien vice-président de la Cour internationale de justice de La Haye, a démissionné mardi. M. Mbaye, qui a été remplacé par M. Ynoussoupha Ndiaye, premier président de la Cour de cassation, avait présidé une commission chargée de réformer le nouveau code électoral. « Je crains à un scrutin transparent avec des résultats absolument incontestables. Les faits me donnent tort », a-t-il écrit dans sa lettre de démission adressée au président Abdou Diouf. - (AFP)

ALGERIE : malgré les coups sévères portés aux activistes

Les forces de l'ordre ne parviennent pas à réduire le terrorisme

ALGER

de notre correspondant

Le bilan du mois de février a été extrêmement lourd : près de quatre membres des forces de sécurité ont été assassinés et vingt-six islamistes armés ont été tués. Le terrorisme persiste, plus d'une année après l'instauration de l'état d'urgence dans le pays et malgré l'imposition, depuis le 5 décembre 1992, du couvre-feu sur les sept départements du centre, y compris l'Algérois, où les groupes armés d'activistes islamistes sont le mieux implantés.

Malgré des moyens de plus en plus perfectionnés et une connaissance accrue de la lutte anti-guérilla, les forces de l'ordre ne parviennent pas à endiguer la vague de terrorisme, bien que des coups relativement sévères aient été portés aux activistes. Le 26 février, Ikhef Cherati, co-dirigé par la police ennemi l'un des dirigeants du Mouvement islamique armé (MIA), était arrêté sans résistance dans une cabine, à El Harrach, dans la banlieue d'Alger.

Entré dans la clandestinité au début de l'année 1992, il était membre du Majlis ech-Choura, l'organe dirigeant du Front islamique du salut (dissous) au sein duquel il s'occupait de la propagande religieuse. Imam du quartier très populaire de la Mon-

tagne, ses prêches étaient suivis avec ferveur par de nombreux jeunes. Selon des sources policières, il serait l'animateur de l'un des trois principaux maquis implantés dans l'Algérois, plus précisément dans les monts Zibarr, théâtre, en 1992, de violentes accrochages avec les unités anti-guérilla.

Mardi 2 mars, neuf islamistes qui avaient fêté un barrage de gendarmerie à bord d'une camionnette volée ont été tués à Damous, à une trentaine de kilomètres de Tipasa, sur la côte ouest. Une importante quantité d'armes et de munitions a été saisie. - (Initrim)

Amnesty International dénonce la réapparition de la torture. - Dans un rapport publié mardi 2 mars à Londres, Amnesty International affirme que, depuis l'instauration de l'état d'urgence en février 1992, les violations des droits de l'homme se sont multipliées en Algérie, et que la torture est redevenue une pratique répandue. L'organisation humanitaire assure avoir reçu des dizaines de témoignages sur la torture en prison, le qui avait presque disparu après 1989 mais a repris en février 1992 et a considérablement augmenté au dernier trimestre de cette année.

Depuis un an, indique le rapport, plus de neuf mille personnes soupçonnées d'être des « militants islamistes » ont été détenues sans inculpation ni jugement dans des camps situés dans le désert, et plus d'un millier d'entre elles sont toujours en détention administrative. Amnesty ajoute qu'environ trois cents personnes, « profils de simples passants », ont été tués par les forces de l'ordre, lors d'« affrontements armés ». Toutefois le document souligne que « 270 membres des forces de l'ordre et 20 civils » ont été également tués par « des groupes d'opposition armés ».

Le Monde de l'éducation

Mars 1993

SONDAGE EXCLUSIF

LES ETUDES APRES LE BAC

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

محند بن النعمان

• Le Monde • Jeudi 4 mars 1993 7



**A quoi peut bien s'exposer une compagnie pétrolière
qui n'investirait pas pour vous proposer des carburants
toujours moins polluants ?**

OGRENT

POLITIQUE

À l'occasion de la réforme de la Constitution

M. Mitterrand propose l'abrogation de l'article 16

M. François Mitterrand a indiqué, mardi 2 mars, qu'il proposerait, dans le projet de révision constitutionnelle qui sera prochainement soumis au conseil des ministres, l'abrogation de l'article 16, qui donne au président de la République des pouvoirs exceptionnels en cas de crise grave. Les dirigeants de l'opposition ont réagi négativement à cette proposition.

M. François Mitterrand a demandé que le projet de loi de révision constitutionnelle, qui doit être présenté au conseil des ministres le 10 mars, prévienne l'abrogation de l'article 16 de la Constitution. « J'ai préféré l'abrogation pure et simple de cet article plutôt qu'une nouvelle rédaction », a répondu mardi 2 mars le président de la République à l'AFP, qui l'interrogeait à propos d'un article dans *Globe* daté du 3 mars qui faisait état de cette décision.

L'abrogation de l'article 16 ne figurait pas parmi les propositions de réforme de la Constitution annoncées par M. Mitterrand le 10 novembre et rendues publiques à la fin du même mois. Le président de la République s'était en effet borné pour cette occasion à inviter le comité consultatif, qui devait par la suite se saisir des projets présidentiels, à s'interroger « sur les modalités d'organisation des pouvoirs publics en cas de crise grave ». Il n'était donc pas question de remettre en cause le principe de cet article.

Les membres du comité consultatif ne s'étaient pas montrés plus audacieux que M. Mitterrand.

Dans leurs recommandations, communiquées le 15 février, ils s'étaient limités à confier au Conseil constitutionnel, en cas d'urgence, le soin de « constater » le moment venu, que « les conditions exigées par l'application de cet article ne sont plus réunies » dans le souci « d'éviter l'abus de ce pouvoir du fait d'une trop longue durée ». Le comité avait précisé que le Conseil interviendrait soit à la demande du chef de l'Etat, soit à la demande « conjointe » du président de l'Assemblée nationale et de celui du Sénat. Les membres du comité avaient enfin décidé qu'il appartiendrait également au Conseil de fixer la fin de l'application de chacune des mesures prises par le président de la République en vertu de cet article.

Le putsch de 1961

En 1958, devant le comité consultatif constitutionnel, M. Michel Debré avait justifié cet article, puis dans les conceptions constitutionnelles du général de Gaulle formulées dès le discours de Bayeux en 1946, en rappelant le précédent de 1940 et la paralysie dont avait été victime, selon lui, le chef de l'Etat, Albert Lebrun. Comme l'avait souhaité le général de Gaulle à Bayeux, « s'il devait arriver », une nouvelle fois, « que la patrie fût en péril, le devoir d'être le garant de l'indépendance nationale et des traités conclus par la France » devait revenir au président de la République. Les réserves du comité et notamment de son président, Paul Reynaud, nommé chef du gouvernement en 1940, étaient restées lettre morte. Quel-

ques années plus tard, en 1964, M. François Mitterrand faisait de la critique des dispositions de l'article 16 une des pierres angulaires du Coup d'Etat permanent, pamphlet virulent contre la république gaullienne.

Stigmatisant « l'insidieuse infiltration de pouvoirs subtils dans l'organisation constitutionnelle », M. Mitterrand assurait alors que l'article 16, « qui confie les pleins pouvoirs au président de la République », « offense franchement les règles démocratiques ». Il ajoutait qu'en matière constitutionnelle l'article 16 (et l'article 11, sur le référendum) était « un élément du dispositif mis en place par un pouvoir absolu qui ne peut se vivre qu'abusivement et qui, pour se prémunir contre tout accident, doit légitimer l'arbitraire ». Fort logiquement, l'abrogation des dispositions de

l'article 16 figure dans le programme du candidat à l'élection présidentielle de 1981, même si elle n'apparaît pas explicitement parmi les 110 propositions de M. Mitterrand.

En revanche, cette préoccupation n'est plus évoquée dans la Lettre aux Français rendue publique sept ans plus tard à l'occasion de l'élection présidentielle de 1988.

L'article 16 n'a été appliqué qu'à une seule reprise, en 1961, à l'occasion du putsch des généraux à Alger, au plus fort de la guerre d'Algérie.

Le 22 avril, dans une mémorable allocution diffusée à la radio et à la télévision, le général dénonçait « l'Etat bâillonné », et « le nation défilée » par des « usurpateurs », par un « quarton de généraux en retraite ». Une situation qui justifiait à ses yeux d'abord l'instauration

de l'état d'urgence, décrété aussitôt par le conseil des ministres, puis, après l'avis favorable du Conseil constitutionnel le 23 avril, « devant le malheur qui plane sur la patrie et la menace qui pèse sur la République », l'application de l'article 16. Le Parlement étant réuni de plein droit, un message lui était adressé dans lequel Charles de Gaulle précisait que les Assemblées devaient poursuivre normalement leurs tâches. Les dispositions de l'article seront prorogées avec l'autorisation du Conseil constitutionnel jusqu'à la fin du mois de septembre, soit bien après l'échec du putsch algérien.

GILLES PARIS

PROPOS DE CAMPAGNE

M. BÉRÉGOVOY
« Pas question de toucher au SMIC »

M. Pierre Bérégovoy a mis en garde, mardi 2 mars à Figeac (Lot), contre une éventuelle remise en cause du salaire minimum (SMIC) en cas de victoire de l'opposition. « Le patronat demande un assouplissement du SMIC, a-t-il déclaré. Est-ce que cela veut dire que l'on va revenir sur le SMIC alors qu'on nous dit qu'il n'est pas question de conquêtes sociales ? » Le premier ministre a ajouté : « Pas question d'y toucher, pensez-y le 21 mars et pensez-y le 28 mars. »

M. MADELIN (UDF)

Le partage du travail est « une solution filieuse »

M. Alain Madelin, vice-président de l'UDF, a expliqué, mardi 2 mars à Issoudun (Indre), que « la solution filieuse » du partage du travail était « une erreur à ne pas refaire ». « Quand les gens travaillent moins, a déclaré l'ancien ministre de l'Industrie, il y a moins de richesses produites, il ne faut pas refaire cette erreur comme celle de subventionner massivement les créations d'emplois. (...) Chaque fois que l'on subventionne un emploi, c'est de l'argent pris à un consommateur ou à une entreprise. Le plus souvent, on a détruit ou déplacé un emploi mais on ne l'a pas créé. » Selon M. Madelin, les réductions de charges sociales devraient être orientées prioritairement vers des emplois de proximité.

M. PASQUA (RPR)

« Délit de képi »

M. Charles Pasqua, président du groupe RPR du Sénat, a estimé, mardi 2 mars à Aix-en-Provence, que « la gravité du problème » de l'immigration est devant nous et non pas derrière nous. « Nous sommes à la veille d'une grande vague migratoire », et « dans la mesure où il y a moins de contrôles aux frontières, il faut rétablir les contrôles à l'intérieur », a déclaré l'ancien ministre au cours d'une réunion da soutient à M. Jean-Bernard Raimond (RPR), ancien ministre des affaires étrangères. « Actuellement, n'importe qui, un caissier ou un pompiste, peut demander sa carte d'identité à quelqu'un, sauf la police » et « le délit de képi » a remplacé le « délit de sale gueule », a affirmé M. Pasqua. « Il faut faire savoir », a-t-il souligné, que « si l'immigré clandestin est pris, on l'expulse et quand on aura fait passer ce message on aura moins d'immigrés clandestins ».

M. LE PEN

« L'autorité du président du FN »

Interrogé dans le journal da TF1, mardi 2 mars, sur les conséquences internes à son mouvement de son éventuel échec aux élections législatives, M. Jean-Marie Le Pen a affirmé que « tout le monde reconnaît l'autorité du président fondateur du Front national ». « Cette autorité ne serait pas atteinte par quelque avers électoral que ce soit », a précisé le président du parti d'extrême droite, qui s'est déclaré « tout à fait optimiste » sur la résultat électoral du Front national. « A un mois des élections législatives, en 1986 et en 1988, les sondages nous donnaient 7 %, a-t-il affirmé. Ils nous en donnent 12 aujourd'hui. Par conséquent, c'est un gros progrès. »

Le Monde
FRANÇOIS MITTERRAND
Président républicain.
Commencez-vous le
candidat socialiste ?
Consultez
L'HISTOIRE
AU JOUR LE JOUR
pages 587 et 588

Le texte de la Constitution

L'article 16 de la Constitution est ainsi rédigé :

« Lorsque les institutions de la République, l'indépendance de la nation, l'intégrité de son territoire ou l'exécution de ses engagements internationaux sont menacées d'une manière grave et immédiate et que le fonctionnement régulier des pouvoirs publics constitutionnels est interrompu, le président de la République prend les mesures exigées par ces circonstances, après consultation officielle du premier ministre, des présidents des

assemblées ainsi que du Conseil constitutionnel.

Il en informe la nation par un message.

« Ces mesures doivent être inspirées par la volonté d'assurer aux pouvoirs publics constitutionnels, dans les moindres délais, les moyens d'accomplir leur mission. Le Conseil constitutionnel est consulté à leur sujet.

Le Parlement se réunit de plein droit.

« L'Assemblée nationale ne peut être dissoute pendant l'exercice des pouvoirs exceptionnels. »



véritable groupe parlementaire dnat disposera M. Pasqua, non plus seulement au Sénat mais aussi à l'Assemblée ? « S'ajoutent les calculs politiques : la pression sera forte sur le futur gouvernement, de la part des présidents, pour que celui-ci se donne des marges (y compris monétaires), donne des gages aux multiples clientèles qui auront contribué à la victoire législative et qu'il s'agisse de ne pas décevoir en vue de l'élection présidentielle. Il sera ainsi difficile de ne pas tenir certaines promesses, comme celles qui sont faites chaque jour aux agriculteurs, du moins aux plus virulents d'entre eux.

Exemple : on promet de renégocier la nouvelle politique agricole commune. Cela signifie donc que le gouvernement de l'après-mars devra faire mieux que le précédent, c'est-à-dire obtenir plus. Outre que le fait d'entretenir un tel espoir est lui-même hasardeux, il faut rappeler qu'à près de 60 % la ressource communautaire est consacrée à l'agriculture. Or la France en perçoit une part non négligeable, tandis que l'Allemagne y contribue fortement. Vouloir obtenir plus, c'est donc demander plus à l'Allemagne. Au moment où celle-ci connaît les difficultés économiques que l'on sait au moment où, précisément, elle ne sait pas comment financer sa propre unification, le risque est donc pris, pour des raisons électorales, d'affaiblir le moteur franco-allemand de l'Europe. Alors même que les circonstances mondiales exigeraient que celui-ci soit conforté.

Plus grave encore, lorsque Jacques Chirac assure qu'il considère comme « nul » les engagements commerciaux pris par la Communauté envers les Etats-Unis et affirme tranquillement que « s'il y

o crise, il faudra l'assumer », il est clair qu'il joue avec le feu. Et la mise au point du ministre allemand des affaires étrangères, M. Kinkel - « Nous avons atteint un point où notre conception ne coïncide plus avec celle de la France » a-t-il déclaré - s'adressait bien davantage au futur gouvernement qu'à la menace de veto sur le volet agricole du GATT agité pour des raisons de sauve-qui-peut électoral par MM. Bérégovoy et Soisson.

Voilà donc, là encore, à un moment où l'histoire européenne batte, la France sur le point de lui faire prendre un risque majeur. Mais, si le scénario de la crise évoqué par Jacques Chirac devait se mettre en place, nul doute que François Mitterrand l'européen sortirait du bois. C'est là que l'on retrouve la cohabitation et ses dangers : autant se préparer dès maintenant à de graves turbulences, autant savoir que François Mitterrand mettra ses dernières forces à tenter de préserver ce qui reste la marque principale de son deuxième septennat, à savoir la mise sur les rails de l'union européenne.

Au reste, si crise il devait y avoir, il serait alors donné de constater à nouveau à quel point la nouvelle frontière politique apparue lors du débat sur le référendum de Maastricht est plus pertinente que celle qui, à quelques semaines du scrutin législatif, continue de séparer les formations dites de droite des formations dites de gauche. A charge, évidemment, pour les européens de tous les partis, d'avoir le courage de s'assumer.

JEAN-MARIE COLOMBANI

La cohabitation contre l'Europe

Suite de la première page

Ses principaux « premiers ministres », à commencer par son premier ministre « naturel », M. Edouard Balladur, sont assez éloignés des positions nationalistes de MM. Pasqua et Séguin.

Mais si l'on regarde de plus près tout indique que le risque existe d'une cohabitation de crise pouvant mettre en jeu un dogme européen aussi anciennement ancré que la Cinquième République : l'axe franco-allemand.

Revenons à M. Giscard d'Estaing. Il n'a pas fait mystère de l'objectif prioritaire de la future majorité : « Faire en sorte de gagner l'élection suivante », c'est-à-dire l'élection présidentielle. Or, l'intérêt du candidat de la droite le mieux placé en vue de cette échéance, à savoir le maire de Paris, est évidemment de saisir au plus tôt son avantage, et donc de provoquer une élection présidentielle anticipée ; celle-ci ne pourrait intervenir que si la cohabitation tournait mal, ce qui suppose qu'un terrain de crise soit rapidement trouvé. C'est précisément pour prévenir cette manœuvre, tenter d'en dissuader par avance M. Chirac, qui y songe fortement, ou au moins prendre ses distances et avertir l'opinion pour préserver ses propres chances, que M. Giscard d'Estaing a pris si fermement la parole.

Guerre de mouvement sur les institutions

Du côté de M. Mitterrand, les choses sont également moins paisibles qu'il n'y paraît. A la ligne de défense des « acquis sociaux », il faut désormais ajouter une guerre de mouvement sur les institutions. Comme chaque fois qu'il est en difficulté, le chef de l'Etat s'en saisit, reprend pied, la circonstance la pose de l'antigaulliste parenté, se rappelle au bon souvenir des libéraux (qu'y a-t-il de plus symbolique que ce fameux article 16, conçu et appliqué en un temps de guerre civile ?), et prépare peut-être, lui aussi, une occasion d'affrontement. Car le problème, pour lui comme pour M. Chirac, n'est plus de conduire la cohabitation à son terme, celui de la lutte finale devant le corps électoral. Il est bel et bien de choisir sa sortie, donc d'en déterminer le moment et d'en choisir le terrain.

Il lui faut certes, dans un pre-

mier temps, installer la cohabitation pour éviter précisément que M. Chirac ne puisse concrétiser son avantage ; mais dans un second temps, une fois la droite à l'œuvre, une fois retrouvé un terrain minimum d'entente avec le pays - tâche particulièrement délicate - le président de la République tentera de choisir le jour et l'heure. De ce point de vue, les institutions peuvent être un bon sujet, cohésif et souhaité avec les engagements du passé, idéal pour qui songe, au-delà du jugement des contemporains, à celui d'une Histoire qui s'aime rien tant que de célébrer la permanence d'un combat.

Un opposant qui piaffe, un président qui attend le bon moment, l'un qui a besoin d'une crise rapide, l'autre qui pourrait bien en vouloir une à terme : au contraire des discours officiels, la cohabitation pourrait donc bien être plus mouvementée qu'on ne le croit. Qu'à cela ne tienne, peut-on se rassurer : le pays comptera les points en connaissance. Mais, hélas ! cette fois le jeu pourrait bien être redoutablement dangereux. Car le risque existe bel et bien de voir la cohabitation mettre en danger l'Europe elle-même.

Le contexte s'y prête : il est donné par le dogmatisme américain, qui conduit la nouvelle administration à tenter de tuer dans l'œuf toute véritable affirmation de l'identité européenne, notamment sur le plan commercial. Or, c'est à ce moment précis que la France, par son attitude, peut choisir d'affaiblir celle-ci. C'est pourquoi tous les regards - notamment du côté de Londres - se portent vers l'actuelle opposition. Au-delà des plate-formes et des discours, elle est fortement divisée : même si MM. Pasqua et Séguin ne sont pas aux commandes, ils ne se feront pas défaut de rappeler le succès, dans le gros des troupes RPR, du « non » à Maastricht. M. Le Pen ne manque d'ailleurs pas une occasion de souligner qu'il y a là une puissante contradiction, susceptible d'affaiblir rapidement la coalition victorieuse.

Affaiblir le moteur franco-allemand

Aux divisions qui alimentent et contournent d'alimenter les incertitudes sur les choix de gouvernement qui seront faits - a-t-on mesuré ce que sera l'impact du

حکومت الرشید

محطات الوقود

article 16

M. BERGOUY

M. MADEUN

M. PASQUA

M. LE PEN

**CHEZ TOTAL,
NOUS ELABORONS DES CARBURANTS MOINS POLLUANTS**

	Normes françaises	Normes TOTAL	
(GAZOLE)		TOTAL GAZOLE PREMIER	4 kg de soufre en moins par an et par véhicule diesel
Soufre	0.30%	0.15% =	
(SUPER SANS PLOMB)		TOTAL SUPER PREMIER 98	10% d'émissions toxiques en moins
Oxygène	Non obligatoire	1% minimum =	
(TOUS CARBURANTS)		TOUS CARBURANTS DE MARQUE TOTAL	Moteurs plus propres Moins d'émissions polluantes
Additifs de propreté	Non obligatoire	OUI =	

**Chez Total, nous investissons
3 milliards de francs pour que vous ne choisissiez plus
votre carburant par hasard.**

Chez Total, nous investissons 3 milliards de francs dans nos raffineries pour réduire la teneur en soufre du gazole et élaborer des carburants sans plomb. Car, aujourd'hui la performance d'un carburant c'est aussi sa capacité à respecter au mieux l'environnement. Dès à présent, sur chaque pompe, dans plus de 3000 stations-service Total, un tableau vous permet de vérifier l'avance de nos carburants par rapport aux normes actuellement en vigueur en France. Ainsi, en faisant le plein chez Total, vous pouvez connaître les effets de votre carburant sur l'environnement et constater le résultat des efforts que nous engageons pour élaborer des carburants moins polluants. Chez Total, vous ne choisirez pas votre carburant par hasard. **VOUS NE NOUS CHOISIREZ PLUS PAR HASARD.**



POLITIQUE

La campagne pour les élections législatives

D'UNE RÉGION À L'AUTRE

Aquitaine : jeux troublés

Les écologistes, les chasseurs et les socialistes dissidents sèment la perturbation à droite et à gauche

BORDEAUX

de notre envoyé spécial

Passé encore le reflux angoissé mille et une fois du PS, mais les trublions chasseurs, à nouveau présents, mais les chèvènementistes, déchaînés en Dordogne, mais les premiers singuliers de la droite, reliefs de vieilles querelles, mais l'absence inhabituelle de M. Jacques Chaban-Delmas, tenu à l'écart de la campagne par la maladie... Du Médoc à la côte basque en passant par le Périgord, la campagne législative en Aquitaine a des allures brouillonnées.

À l'évidence, dans le Sud-Ouest, le mouvement Chasse, pêche, nature, traditions (CPNT), croisement hybride d'un corporatisme et d'un ras-le-bol de la politique, ressemble de plus en plus à un parti. « On a mis le doigt dans l'engrenage, et l'avenir nous montrera aussi présents aux élections cantonales et municipales », avoue M. Jean Seintury, vice-président du CPNT, candidat en Gironde. Même si le scrutin majoritaire à deux tours, contrairement au scrutin proportionnel, interdit aux traqueurs de tourterelles de rêver d'une percée comparable à celles qu'ils ont faites aux européennes et aux régionales, leur présence risque d'agacer les familles politiques classiques, pénalisées par ce vote protestataire qui grappille en effet ses électeurs tant à droite qu'à gauche.

Depuis les élections régionales, en revanche, l'indépendance politique que revendiquent les chasseurs prête à sourire à gauche. M. Seintury a beau affirmer, pour en faire la démonstration, que les candidats CPNT ne se désolent pour personne au second tour et qu'ils se maintiendront envers et contre tout partout où ils le pourront, les socialistes ne se privent pas de faire remarquer que les chasseurs soutiennent sans faiblir depuis un an la majorité du conseil régional que préside M. Jacques Valade (RPR). M. Seintury justifie sans façon ce choix : « On l'aide à gérer à condition que l'ascenseur revienne, et, rassurez-vous, il revient à chaque fois ».

Pour les législatives, les candidats de Chasse, pêche, nature, traditions ont concentré leurs forces en Gironde. Les chasseurs y seront présents dans six circonscriptions sur onze. Le président du CPNT, M. André Goustard, sera également candidat dans la Dordogne. En revanche, aucun chasseur n'est en lice en Lot-et-Garonne ou dans les Landes, où ils avaient pourtant obtenu de très bons résultats.

Gironde : tous contre M. Mamère (GE)

En Gironde, la règle de la neutralité souffrira au moins d'une exception, dans la troisième circonscription, bastion de la gauche, où est candidat leur « bête noire », M. Noël Mamère, maire de Bègles et candidat de Génération Ecologie. M. Seintury le clame haut et fort, « les chasseurs feront tout pour le faire battre ». Ils ne sont pas les seuls.

Pourtant mieux placé que le candidat socialiste sortant, M. Claude Barade, discrédité par la gestion erratique de sa commune de Villeneuve-d'Ornon, M. Mamère ne compte plus ses adversaires. Des communistes, auxquels il a ravi en 1989 la mairie de Bègles, aux socialistes, qui ne pardonnent pas à l'ancien suppléant de M. Gilbert Mitterrand d'avoir profité de la mansuétude calculée de M. Jacques Chaban-Delmas (qui fit de lui un vice-président de la communauté urbaine), sans oublier le RPR, qui ne digère pas ses récentes prises de distances sur le dossier du métro bordelais. M. Mamère semble avoir risqué autour de lui un solide réseau de rancunes.

Dans sa mairie, M. Mamère tonne contre les « rivaux dangereux » du CPNT, entrent les communistes, « sanctionnés par l'Histoire », et assure les socialistes de son encrage à gauche. « Je suis le seul aujourd'hui à n'être tenu par aucune logique d'appareil », affirme-t-il avant d'indiquer, pour mémoire, que les socialistes girondins auront certainement besoin dans les autres circonscriptions des

voix qui se seront portées sur les candidats écologistes.

Du fait de ces perturbateurs, et compte tenu de la vague nationale, les candidats PS risquent en effet de perdre une bonne partie des huit circonscriptions qu'ils détenaient aujourd'hui. La deuxième circonscription, détenue actuellement par M. Chaban-Delmas, illustre jusqu'à la caricature la faible combativité du PS girondin, puisque, faute de combattants pugnaces, elle avait été en effet « réservée » à un candidat MRG.

Dordogne : la fronde des « chèvènementistes »

M. François-Xavier Bordeaux, qui a fait longtemps figure de rival de l'ancien premier ministre au conseil municipal, a refusé le combat en mettant en avant ses responsabilités de banquier, et c'est finalement un conseiller municipal dissident socialiste, M. Daniel Jault, qui s'est porté candidat de son propre chef. Longtemps immobilisé loin de sa ville pour des raisons de santé (hospitalisé à l'origine pour une séquelle hyperalgique, il a été opéré à près de soixante-dix ans d'une péritonite aiguë), M. Chaban-Delmas devrait retrouver une nouvelle fois cette circonscription taillée sur mesure.

De la discorde en Bergeracois

BERGERAC

de notre envoyé spécial

« Dans tout palais, soupire M. Yves Guéna, il faut un cloaque sinon c'est tout le palais qui devient cloaque ». Le sénateur RPR de Dordogne, fervent lecteur de saint Augustin, en a pris son parti. En Bergeracois, la discorde est reine et gouverne toutes les familles.

Enfants prodiges de la politique périgourdine, les socialistes profitant de l'occasion que leur procurent les élections législatives pour s'entre-déchirer une nouvelle fois avec allégresse, un an seulement après avoir dilapidé le patrimoine que constituait la présidence du conseil général, gagnée après mille et une péripéties par le RPR. A Bergerac, comme dans les trois autres circonscriptions du département, les électeurs auront donc le choix entre deux socialistes, M. Renuud Boisvert, officiellement investi par le PS, et M. Michel Suchod, député sortant, soutenu par le Mouvement des citoyens de M. Jean-Pierre Chevènement, qui conteste les modalités de cette désignation.

Une haine « stupéfiante »

Cet affrontement, qui tourne pour l'instant, selon les sondages, en faveur de M. Suchod, mène en fait une querelle plus terrible, celle qui oppose depuis 1982 le député sortant au maire de Bergerac, M. Michel Maréchal, sénateur socialiste de la Dordogne. Celui-ci avait alors perdu la présidence du conseil général et en avait rendu M. Suchod responsable. De son côté, le député sortant n'a pas de mots assez durs pour condamner la gestion, qualifiée d'autocratique, de M. Maréchal. « Malheur à la ville dont le maire est un tyran », clame-t-il à l'envi, bien secondé par la droite qui trouve, elle aussi, que le « meurtre » de M. Maréchal sur Bergerac outrepassa la bienséance. « L'opacité de la haine d'une partie de la ville contre son maire est stupéfiante », note M. Guéna.

Cette diatribe, relayée par une presse locale plus ou moins inspirée (le Tarin, hebdomadaire « antimamériste », a suscité Réparations, d'une moindre qualité, dont le directeur de publi-

En dehors de la Gironde, c'est en Dordogne, où les perturbateurs viennent de leurs propres rangs, que les intérêts socialistes sont les plus menacés. En 1988, la gauche avait réussi la passe de quatre. Cinq ans plus tard, elle risque, comme en 1968, de tout perdre. Ce déclin redouté s'inscrit dans l'histoire de ce département, où le PS est en recul constant depuis des années. N'a-t-il pas perdu en mars 1992 la présidence du conseil général qu'il détenait depuis des lustres ? Battu en 1988 par M. Bernard Bioulas (PS), M. Yves Guéna (RPR), devenu depuis sénateur, pense que « l'heure de la reconquête » a sonné, en dépit des nombreuses primaires qui diviseront le RPR et l'UDF au premier tour.

Les difficultés de la droite paraissent en fait bien secondaires lorsqu'on les rapproche de celles des socialistes, qui devront tenir compte non seulement de l'évaporation d'une partie de leur électorat au profit des écologistes, de leurs relations traditionnellement difficiles avec le Parti communiste, mais aussi de la fronde menée par les candidats « chèvènementistes ». Le Mouvement des citoyens de l'ancien ministre de la défense a en effet décidé, pour répondre à l'injustice faite, selon lui, à M. Michel Suchod, candidat sortant victime lors des investitures d'un vote litigieux, de présenter des candidats contre ceux du PS.

De la discorde en Bergeracois

lution n'est autre que M. Maréchal (lui-même), semble avoir donné des idées à la droite, pourtant en bonne posture dans cette circonscription, et qui s'est lancée à son tour avec un certain succès dans la division.

Candidate invitée par l'UDF et par le RPR, M^{me} Katharine Traissac (UDF), médiatrice légiste, qui a sa propre littérature de campagne qualifiée de « famma peu ordinaire », côtoyant depuis vingt ans « la souffrance ordinaire », doit compter avec la candidature sauvage de M. Daniel Garrigue (RPR), mollement désavoué par ses pairs, et qui fait campagne sous l'étiquette consensuelle de l'Union pour la Bergeracois.

L'humour belliqueux de M^{me} Traissac, agacée par ce enlèvement érotic-jambes à droite et qui s'en est pris vertement à M. Garrigue dans les colonnes de Sud-Ouest, inquiète ses amis, qui redoutent de mauvais reports pour le second tour. « M^{me} Traissac l'emportera sur M. Garrigue parce qu'elle dispose du label de l'opposition ; pour le reste, une fois que toutes les voix auront été identifiées, nous parviendrons bien à les faire se porter sur la bonne candidate », assure, conciliant, M. Guéna.

Il n'empêche, l'ardeur de la candidate UDF, gratifiée amicalement par M. Suchod du titre d'« impératrice des quines », les conneries de loto régionales, constitue sans doute la seule chance de succès du député sortant. S'il accède au second tour, l'ancien diplomate aura cependant fort à faire pour rassembler sur son nom les voix socialistes ainsi que celles qui se seront portées sur d'autres candidats du premier tour, qu'ils soient communistes, écologistes ou même chasseurs, en la personne du fondateur du mouvement CPNT, M. André Goustard.

Philosophe, M. Guéna concède que tout cela fait « énormément beaucoup de querelles et de candidats. Mais que voulez-vous, ajoute-t-il, à l'aise, la seule industrie de la Dordogne, c'est la politique, et par là, qu'est-ce que vous voulez faire d'autre ? » A Bergerac, la discorde a assurément de belles années devant elle.

G. P.

Cet éparpillement des voix risque d'être préjudiciable à M. Bioulas, à M. Suchod (lire l'encadré) et à M. Bernard Cazeau, candidat présent dans la circonscription de M. Alain Bonnet (MRG), qui a décidé de ne pas se représenter et entame une véritable « tournée d'adieux ». M. Roland Dumas, ministre des affaires étrangères, c'est guère mieux loti. Candidat sortant à Sarlat-la-Canéda, il risque d'être victime de la rancœur des communistes, qui attribuent la perte de la mairie, passée au RPR en 1989, à la présence d'une liste socialiste concurrente au second tour. Les mauvais reports de voix entre le PC et le PS enregistrés depuis l'occasion des élections cantonales ne laissent rien augurer de bon.

Mais M. Dumas devra également plaider un dossier difficile, le sien. La droite, parce que c'est de bonne guerre, mais aussi les socialistes ne se privent pas en effet de critiquer la négligence dont aurait fait preuve ce proche du président de la République à l'encontre de son département.

L'ancien avocat ne se prive pas de mettre en avant le poids de sa charge ministérielle ni de vitupérer contre « la bande de petits fascistes » qui dirige, selon lui, la Dordogne. Il reste à savoir si ses attaques peu courtoises seront efficaces face à M. Jean-Jacques de Peretti (RPR), maire de Sarlat-la-Canéda, qui s'efforce de faire sienne les manières radical-socialistes de la région.

Plus au sud, en Lot-et-Garonne, en l'absence de perturbateurs de poids, les jeux semblent mieux équilibrés entre la droite et la gauche. Opposé à un candidat RPR, alors que le nom du rugbyman Daniel Dubroca, proche de l'UDF, avait été incriminé, M. Gérard Gouzes (PS), député sortant et président de la commission des lois, devrait conserver de justesse son siège à Marmande. « On peut critiquer le résultat, mais on doit reconnaître qu'il travaille sur terrain », avoue sans rechigner ses adversaires. A Agen, il devrait en aller de même pour le député Paul Chaillet (app. UDF).

Dans la dernière circonscription, à Villeneuve-sur-Lot, en revanche, la plus grande incertitude pèse sur le scrutin. Si le candidat socialiste, M. Christophe Donon, chef de cabinet de M. Michel Delebarre après avoir été celui de M. Nallet, ne semble pas en mesure de faire sien le siège détenu jusqu'à présent par M. Marcel Garrouste (PS), qui ne se représente pas, la droite locale a été ébranlée par l'impignoration pour basqueroute et tescquerie, puis par le bref emprisonnement du maire de Villeneuve-sur-Lot, M. Claude Larroche, conseiller général UDF, qui avait envisagé un instant de se porter candidat aux élections législatives.

La quiétude de M. Emmanuelli

Une triangulaire « sauvage » va donc opposer M. Michel Gonnelle (RPR), député de 1986 à 1988, M. Daniel Souleige, soutenu par l'UDF et poussé discrètement par le président du conseil général, M. Jean François-Poncet, qui ne souhaite pas voir un membre du RPR s'installer sur ses terres, et une diverse droite, M^{me} Evelynne Dupuy, RPR dissidente, ancienne conseillère régionale, alors que l'extrême droite sera divisée par le « parachutage » de M. Martin Pelletier, en congé provisoire du Quotidien de Paris. Le face-à-face qui risque d'opposer au second tour M. Gonnelle et M. Souleige est souligné par la venue de responsables de poids, dont MM. Edouard Baladur pour le RPR et René Moory pour l'UDF. Pour faire bonne mesure, outre les candidats écologistes, communistes ou d'extrême gauche, les électeurs pourront compter sur la présence de la journaliste Anne Carpentier, qui anime l'hebdomadaire satirique local la Feuille.

M^{me} Carpentier, qui se revendique du Parti d'en bas, n'en est pas à son coup d'essai. Présente lors du scrutin dans deux cantons lors des dernières élections de mars 1992, la journaliste avait déjà

obtenu un score honorable à Fumel (près de 10 % des suffrages exprimés), alors qu'elle avançait à Villeneuve-sur-Lot ses adversaires écologistes et communistes.

Dans la forêt landaise, la campagne gagne curieusement en clarté. Les vieux perturbateurs que sont les candidats du Front national y sont moins farauds depuis l'impignoration pour faillite frauduleuse et l'incarcération en Belgique de leur chef de file, M. Eric Barouillet, qui était candidat à Dax. Dans les Landes, en outre, nulle dissidence ne vient troubler la quiétude de M. Henri Emmanuelli (PS), président de l'Assemblée nationale et du conseil général.

Le département qu'il dirige d'une poigne de fer constitue sans aucun doute le meilleur refuge pour les socialistes. Ces derniers conserveront peut-être même les trois sièges mis en jeu pour ces élections, si le plus menacé, M. Alain Vidalies, député sortant de la circonscription de Mont-de-Marsan, la plus étendue de France, parvient à l'emporter face à M. Louis Lauga (RPR), dont la désignation a eu à souffrir la contestation des militants.

Pyrénées-Atlantiques : primaires à droite

En revanche, les socialistes n'ont rien à attendre des Pyrénées-Atlantiques, fief traditionnel de la droite. Si M. André Labagère, solidement implanté dans sa ville de Pau, peut espérer conserver son siège, le siège occupé par M. René Cazenave et guigné par M. René Majesté (PS) pourrait revenir au RPR. Les primaires internes à la droite retiennent davantage l'attention que les trois candidatures des petites formations « abertzales », c'est-à-dire nationalistes basques.

M. François Bayrou ne devrait pas trop être handicapé par la présence d'un candidat dissident du RPR, M. Michel Cantet. M^{me} Michèle Alliot-Marie risque en revanche de pâtir de la candidature de M. Paul Badiola, maire centriste oon adhérent de l'UDF de Saiot-Jean-de-Luz. Ce « basquiste » convaincu est soutenu activement par M. Didier Borotra (CDS), maire de Biarritz, proche lui aussi du parti basque, qui est un des piliers de sa majorité et qui sortait d'avoir battu en 1991 M. Bernard Marie, père du député sortant. L'enjeu de ce scrutin est en plus ni moins le maintien du RPR sur une côte basque de plus en plus dominée par un CDS qui s'impose tout autant en Béarn.

GILLES PARIS

► Nous avons déjà analysé la préparation des élections législatives dans le Limouzin, en Aube, en Languedoc-Roussillon, en Bourgogne, en Auvergne, en Bretagne, dans le Centre, en Champagne-Ardenne, en Corse, en Haute-Normandie, en Basse-Normandie, en Rhône-Alpes, en Lorraine et en Provence-Alpes-Côte d'Azur (le Monde des 3, 4, 5, 6, 10, 13, 16, 18, 19, 23, 24, 26, 27 février, 2 et 3 mars).

► Création d'un Mouvement des écologistes de gauche en Aquitaine (MEGA). Deux anciens membres de Génération Ecologie (GE), candidats aux élections législatives en Gironde, ont créé le Mouvement des écologistes de gauche en Aquitaine (MEGA) pour se démarquer de ce qu'ils estiment être une « dérive droitière » de l'Entente des écologistes entre GE et les Verts. MM. Kléber Haye, universitaire, conseiller régional et député PS de la Gironde de 1981 à 1986, et Aziz Radi, médecin, se présentent respectivement dans la septième et la quatrième circonscription de ce département. Ils s'opposent tous deux à des candidats présentés par l'Entente des écologistes.

Deux sondages prédisent la défaite de M. Rocard dans les Yvelines

Deux sondages portant sur les intentions de vote des électeurs de la septième circonscription des Yvelines indiquent que M. Michel Rocard y serait aujourd'hui battu, au second tour de scrutin, par son adversaire de l'UDF, M. Pierre Carde (UDF-PR), maire de Chanteloup-les-Vignes. Selon une enquête de l'institut BVA pour France 2, Europe 1 et Paris-Match, réalisée par téléphone, du 26 au 28 février dernier, auprès de huit cent deux personnes inscrites sur les listes électorales, M. Rocard recueillerait 49 % des intentions de vote contre 51 % à M. Carde (9 % des personnes interrogées n'ont pas exprimé d'intention de vote). Au premier tour, ce dernier obtiendrait 35 % des voix, l'ancien premier ministre, 31 %, la candidate écologiste, M^{me} Monique Le Saux (GE), 14,5 %, le Front national, 14,5 %, et le PCF, 4,5 %. Toujours selon cette enquête, 32 % des personnes qui voteraient pour M^{me} Le Saux au premier tour se prononceraient, au second, pour M. Carde, et 55 % pour M. Rocard.

L'institut CSA, dans un sondage fait par téléphone, le 27 février dernier, auprès de six cent trente-cinq personnes inscrites sur les listes électorales, pour France 3-Ile-de-France et le Parisien (qui en publie les résultats mercredi 3 mars), corrobore ces résultats en indiquant que M. Rocard recueillerait 48 % des suffrages, au second tour, face à M. Carde, qui l'emporterait avec 52 % (28 % des électeurs s'abstiendraient ou émettraient un vote blanc ou nul). Dans l'hypothèse d'une « triangulaire » avec la candidate de l'Entente des écologistes, la maire de Conflans-Sainte-Honorine recueillerait 36 % des voix, contre 47 % à celui de Chanteloup-les-Vignes et 17 % à M^{me} Le Saux (il y aurait 29 % d'abstentions et votes blancs ou nuls).

Interrogé, mardi soir, par France 3, M. Rocard s'est nettement « échauffé » sur sa défaite : « Un échec, de qui ? De moi ? Vous n'y pensez pas, un instant ! Qu'en est-ce que c'est que cette idée ! », a-t-il déclaré.

EN BREF

► Le Juge Jean-Louis Bruguière a respecté « l'obligation de neutralité et de réserve », selon M. Alain Marsaud. — Dans une lettre adressée, mardi 2 mars, à M. Michel Vauzelle, garde des sceaux, M. Alain Marsaud, magistrat en disponibilité et candidat RPR aux élections législatives en Haute-Vienne, affirme que M. Jean-Louis Bruguière a respecté « l'obligation de neutralité et de réserve » lors du débat consacré au terrorisme auquel il avait participé à Limoges. « Aucun propos de nature politique n'a été tenu par le juge », note M. Marsaud, qui avait invité M. Bruguière. Il s'est contenté d'apporter aux auditeurs attentifs des informations concernant la menace terroriste dans notre pays. La chancellerie, qui a adressé une mise en garde au juge Bruguière ainsi qu'à son collègue Thierry Jean-Pierre à la suite de leur participation à des débats lors de la campagne électorale, avait affirmé vendredi 26 février que ces deux magistrats « feroient l'objet d'une solennelle mise en garde de la magistrature au cas où ils continueraient à ne pas respecter leur devoir de réserve » (le Monde du 1^{er} mars).

► M. Le Pen interdit de salle à Molsheim. — Le conseil municipal de Molsheim (Bas-Rhin) a demandé au maire, lundi soir 1^{er} mars, d'interdire la réunion publique prévue en présence de M. Jean-Marie Le Pen dans cette localité le 9 mars. Convoquée en séance extraordinaire, l'assemblée locale a estimé que ce meeting fait passer de graves menaces sur l'ordre public et qu'il dépasse le strict cadre d'une réunion électorale. Le conseil s'est notamment appuyé sur une motion adoptée en décembre 1991 interdisant la réservation d'une salle communale pour des manifestations de caractère extrémiste. Le 25 février, le député régional du Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF) avait demandé au maire de Molsheim d'annuler la location d'une salle municipale au Front national, qualifié de « parti de l'exclusion, du racisme et de l'antisémitisme ».

مكتبة القرآن

هذه من الصحف

SOCIÉTÉ

Le Monde • Jeudi 4 mars 1993 11

Le drame de Waco (Texas)

L'assaut contre la secte des Davidians est vivement critiqué aux Etats-Unis

WASHINGTON
de notre correspondant

L'assaut final contre le siège de la secte des Davidians (1) à Waco (Texas) n'avait toujours pas eu lieu, mardi soir 2 mars. Dans la journée, Vernon Howell, qui sous le nom d'emprunt de David Koresh se proclame « Jésus-Christ », avait pris l'engagement de se rendre avec tous ses fidèles à condition de pouvoir diffuser un message sur les ondes du Texas, mais il n'a pas tenu parole.

Depuis le printemps dernier, les autorités surveillaient les activités insolites de la secte qui disposait d'une mitrailleuse, de plusieurs fusils d'assaut et de nombreuses armes semi-automatiques. Koresh avait invité ses fidèles à se servir de leurs cartes de crédit pour acheter des revolvers, en vue, disait-il, d'un affrontement qui aboutirait à sa « crucifixion » et leur permettrait de le rejoindre au paradis. Le « messageur de Dieu » avait déclaré que « les récentes bagarres de Los Angeles ne seraient rien en comparaison de ce qui

se passerait à Waco ». Les autorités craignaient la répétition du massacre de Jonestown (Guyana) en 1978 où 900 fidèles du révérend Jones avaient trouvé la mort. D'où la décision d'intervenir au plus vite, dimanche 28 février. Mais, infortunés, Koresh et ses disciples ouvrirent le feu sur la centaine d'agents fédéraux.

L'opération, qui aurait fait un total de six morts, a été vivement critiquée. Pourquoi n'a-t-on pas tenté de s'emparer du « nouveau messie », alors qu'il sortait souvent seul pour faire du jogging ? Pourquoi avait-il été attaqué dans la matinée et non à l'aube où les fidèles auraient été surpris dans leur sommeil ? Les autorités accusent les représentants des médias d'avoir singulièrement compliqué leur tâche.

HENRI PIERRE

(1) La ville de Waco compte 200 000 habitants. Elle est connue pour la mort de son fondateur, le général Motors, qui y a été assassiné en 1927.

La dérive des médias

Les médias se retrouvent sur la sellette aux Etats-Unis. Avec, en toile de fond, de nouvelles questions sur la déontologie à respecter en matière de communication et les dangers qu'engendre la course à l'audience dans le paysage audiovisuel.

NEW-YORK et WASHINGTON
de nos correspondants

La presse écrite et la télévision sont mises en cause dans la tuerie de Waco, au Texas, où la police assiégeait toujours, mardi soir, le chef, Vernon Howell, alias David Koresh, et les disciples de la secte des Davidians.

Lundi 1^{er} mars, dans les colonnes du *Dallas Morning News*, agent du bureau de l'alcool, du tabac et des armes à feu (BATF), dont quatre collègues ont été tués dans l'assaut du dimanche 28 février, accusait un autre journal local, *The Waco Tribune Herald*, d'avoir forcé la police à lancer prématurément son attaque contre cette propriété transformée en forteresse en ayant commencé, samedi, la publication d'une enquête censurée à cette secte.

Cité, mardi, par le *New York Times*, le rédacteur en chef de ce journal reconnaissait que le BATF lui avait demandé, il y a un mois, de reporter cette publication de peur que Vernon Howell, qui se proclame Jésus-Christ, et ses disciples ne réagissent violemment en attaquant les habitants de Waco.

Démision à NBC

L'assaut, qui a déjà coûté la vie à quatre policiers et à plusieurs membres de la secte, a été filmé en direct par une équipe de la télévision locale, arrivée sur les lieux en même temps que les forces de l'ordre, et le *Washington Post* comparait mardi les images diffusées, et reprises par la plupart des autres chaînes américaines, à l'émission « Cops » (« Flics »), l'un de ces *reality shows* ensembles de reconstitutions de faits divers. Le quotidien soulignait l'ambiguïté

des relations entre les médias « mis sur la sellette quand ça tourne mal » et les policiers « qui invitent fréquemment les journalistes à les filmer en direct pour justifier leur action aux yeux du public ».

Aux dernières nouvelles, tous les journalistes avaient été repoussés à 4 kilomètres du camp retranché de la secte.

Cette affaire survient au moment où la firme General Motors vient d'obtenir la désignation de Michael Gartner, directeur de l'information et des magazines de NBC, le troisième réseau national de télévision, qui avait dû lui présenter ses excuses publiques à la suite d'une enquête « bidonnée » (*Le Monde* du 18 février). Reconstituant un accident de la route dans lequel, en 1989, l'un des modèles de camionnette fabriqués par la firme avait été incriminé, le péri brûlé, cette chaîne avait diffusé, le 17 novembre dernier, dans son magazine « Dateline », une trop spectaculaire reconstitution de l'accident. Les journalistes en charge du « sujet » avaient laissé faire un « consultant » qui avait provoqué un bel incendie après avoir placé dans le même modèle de camionnette utilisé pour les besoins du tournage des engins incendiaires ministériels et commandés à distance.

Pour Michael Gartner, qui a essayé de convaincre ses collaborateurs et qui a mis en avant les conséquences des sévères coupes budgétaires opérées dans tous les secteurs au détriment de la qualité de la production et du respect des procédures de contrôle, le succès de ce magazine représentait un moyen d'essayer de rattraper le retard en audience de NBC sur ses rivaux CBS et ABC. L'image de leur chaîne était ternie, ses patrons n'ont pas leur directeur de l'information au nom des principes. Et, peut-être, de quelques réalités. La chaîne NBC appartient au groupe industriel General Electric, lequel est un important fournisseur de...

Membre en direct

Mais la NBC n'est pas la seule à avoir manqué aux règles de l'éthique. Ainsi, récemment, la chaîne ABC, pour mieux stigmatiser la prétendue trahison d'un diplomate du département d'Etat, avait projeté une image le surprénant en flagrant délit au moment où il communiquait des informations confidentielles à un agent du KGB. Or, la scène avait été jouée par des acteurs professionnels.

Les meilleurs journaux, eux aussi, ne sont pas à l'abri de ces dérives. Ainsi, en 1981, le *Washington Post* avait dû rejeter le prix Pulitzer obtenu par l'une de ses collaboratrices, auteur d'un reportage entièrement fabriqué sur les jeunes drogués. De même, il y a quelques jours, le quotidien *USA Today* publiait en première page une photographie de plusieurs Noirs, l'air menaçant, armés de revolvers.

Il s'agissait d'illustrer un article sur la violence des gangs de Los Angeles prêts à procéder leur revanche sur la police. En fait, les Noirs étaient venus désarmés, si bien que le journaliste avait dû transporter lui-même certains d'entre eux à leur domicile pour qu'ils se procurent les armes

jugées nécessaires pour la photographie. Les Noirs veulent poursuivre en justice le journal mais ce dernier, étant donné la tension actuelle créée par l'ouverture d'un nouveau procès des policiers de Los Angeles, a suspendu le journaliste et lui a infligé une « amende » de plusieurs milliers de dollars.

Est-ce que les images de violence, aussi véridiques et saisissantes soient-elles, doivent être projetées à la télévision ? Avant l'affaire de Waco, la question était déjà redevenue d'actualité, en janvier, à la suite d'un reportage de *TV Telemundo* montrant en direct près de Miami, un homme en train d'abattre en direct sa femme de quinze coups de revolver.

Fallait-il féliciter ou blâmer le cameraman de sa conscience professionnelle, tournant avec un grand sang-froid la scène du meurtre avant d'appeler la police ? Un porte-parole de la chaîne, qui avait largement diffusé la scène sur le réseau national et les stations locales, avait justifié cette diffusion par la nécessité d'« illustrer l'horreur des violences familiales ».

En fait, le « sang à la une » est autant, si non plus, rentable à la télévision que dans les journaux. Mais il y a six ans, un haut fonctionnaire du Texas s'était suicidé au cours d'une conférence de presse télévisée en se tirant une balle dans la bouche. Et aucune des trois grandes chaînes n'avait diffusé cette image sensationnelle. Il faut donc croire que les scènes de brutalité et de violence à la télévision se sont multipliées ces dernières années, au point d'insensibiliser un public blasé.

SERGE MARTI et HENRI PIERRE

Selon les ministères de l'intérieur et de la défense

La délinquance et la criminalité ont augmenté de 2,3 % en 1992

Avec 3 829 497 délits et crimes constatés en 1992 par les services de police et de gendarmerie, les statistiques officielles de l'insécurité ont augmenté de 2,3 % par rapport à 1991 (3 744 112 faits constatés), selon un communiqué des ministères de l'intérieur et de la défense. En commentant ces chiffres, mardi 2 mars sur RTL, le ministre de l'intérieur et de la sécurité publique, M. Paul Quilès, s'est félicité de ce « tassement de l'augmentation » en 1992, après les accroissements de 7,2 % en 1991 et de 6,9 % en 1990.

Il faut néanmoins noter que la loi de décembre 1991 dépenalisant les chèques sans provision avait induit une forte diminution de 120 000 faits des statistiques de 1992. Cette diminution automatique est estimée à environ 2 % des chiffres de la délinquance qui, à indicateurs constants, seraient donc proches de 4,5 %.

Les vols et atteintes aux biens,

ainsi que la délinquance économique et financière, composent toujours la part essentielle (89 %) des faits constatés. La progression des infractions liées à l'automobile et aux deux-roues s'est poursuivie (+10 % en 1992); représentant la principale source d'augmentation du chiffre global de la délinquance, elles constituent environ 43 % de l'ensemble des crimes et délits. Par ailleurs, la hausse statistique est due à l'activité accrue des services en matière de lutte contre les stupéfiants et contre l'immigration irrégulière, qui reflètent des baisses respectives de 7 % et de 21 % des faits constatés dans ces deux domaines.

La délinquance contre les personnes représente à nouveau une part très minime (3,8 %) du total des infractions. Cette rubrique, qui recense en particulier les agressions physiques et les vols, a pourtant enregistré une hausse de 2,9 % en 1992.

Les homicides ont, de leur côté, diminué de plus de 2 %. Au plan géographique, « on peut noter que onze régions sur vingt et une, et cinquante-deux départements, enregistrent en 1992 une baisse de la délinquance », indique le communiqué des ministères. Globalement, les vingt-sept départements les plus urbanisés ont néanmoins continué de concentrer les trois quarts des faits constatés.

« La France reste, avec un taux de délinquance de 65,8 [infractions] pour mille habitants, dans une position plus favorable que ses voisins industrialisés que sont l'Allemagne (66,5 pour 1 000) et surtout le Royaume-Uni (110,8 pour 1 000), précise le communiqué. Une tendance à la décroissance, analogue à celle constatée en 1984 qui avait précédé quatre années de baisses successives, paraît ainsi s'amorcer. »

E. In.

Electoralisme

par Erich Inciyan

POUR en finir avec les calculs politiques et les polémiques statistiques, les ministres de l'intérieur avaient cessé, depuis 1989, de présenter au public les chiffres de la délinquance. Avec la souci de dépolitiser le débat, M. Pierre Joxa avait alors décidé de laisser ce soin aux directeurs de la gendarmerie et de la police nationales. Sage décision: chacun sait que les statistiques de l'insécurité - thermomètres imparfaits reflétant l'activité des services plutôt que la délinquance « réelle » - doivent être examinées sans passion et avec circonspection. Et qu'il faut, pour cela, disposer des données les plus précises possibles.

Bien que se disant méfiant à l'égard des statistiques, M. Paul Quilès a néanmoins cédé à la pression des élections. Il fallait, expliquait-on dans son entourage, couper court aux « chiffres absurdes » d'ailleurs publiés dans la presse hebdomadaire et à l'« exploitation de ces fausses informations » par les candidats de l'opposition en campagne. Ceux de la majorité pourront maintenant s'appuyer sur les assurances du ministre pour affirmer que la gauche gouvernementale a en passe de maîtriser l'insécurité. Peu importe, dès lors, si les maigres statistiques présentées empêchent tout examen sérieux, par type d'infraction et par département, de la sécurité en France: les démons électoraux ont repris de la voix et le ministre s'est prêté à un exercice à peu près vide de sens.

DÉFENSE

Selon l'état-major

Le passage à une armée professionnelle coûterait entre 20 et 35 milliards de francs

Le passage à une armée de terre uniquement composée de 180 000 professionnels prendrait sept ans et coûterait entre 20 et 35 milliards de francs, selon des études menées par l'état-major et rapportées, mardi 2 mars, par le général Yves Créne, sous-chef « organisation et ressources humaines » à l'état-major de l'armée de terre. Cette étude porte sur un volume d'effectifs fréquemment évoqué par le RPR. En décidant de maintenir l'appel à la conscription, le gouvernement actuel a, pour sa part, choisi de faire passer de 260 000 à 225 000 hommes (115 000 appelés et 110 000 engagés) le nombre des personnels militaires (toutes origines confondues) en 1997.

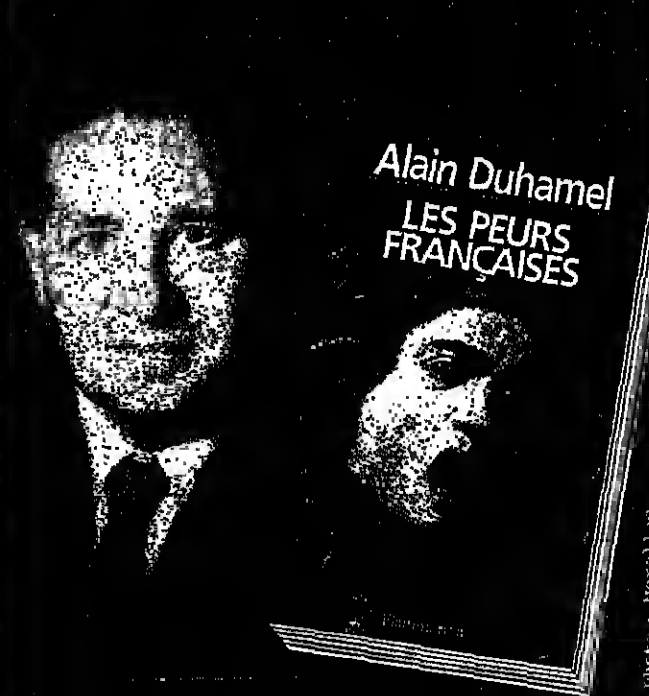
Les Américains et les Britanniques ont respectivement mis sept et huit ans pour transformer leur armée de terre en armée d'engagés, a rappelé le général Créne, en indiquant qu'une telle décision en France impliquerait « l'abandon de nombreuses garnisons supplémentaires » par rapport à ce qui est prévu.

Le coût en France d'une telle transformation en cinq à sept ans est estimé, selon l'état-major, à

environ 4 à 5 milliards de francs par an, pour notamment augmenter les salaires des militaires, afin d'être compétitif sur le marché de l'emploi, et appliquer le plan social qui sera nécessaire. Car la réduction à 180 000 hommes implique des départs parmi les 18 000 officiers et 58 000 sous-officiers actuels, soit par un plan social, soit par une loi de « dégauchissement » des cadres.

Le général Créne a notamment souligné que tout cela se pourra se faire sous la condition « de pouvoir recruter ». De 5 000 militaires du rang engagés par an, il faudra passer à 25 000 par an pour une armée professionnelle de 180 000 hommes. Dans la perspective d'une armée de terre de métier, le chiffre de 36 000 civils déjà employés par cette armée devra être maintenu, voire augmenté pour remplacer les appelés aux postes de médecins, spécialistes, informaticiens ou linguistes. Avec 130 000 hommes, l'armée de terre professionnelle britannique, « pas mieux équipée », coûte 20 % plus cher que l'armée de terre française actuelle (230 000 hommes), selon le général Créne.

ALAIN DUHAMEL.
LES PEURS
FRANÇAISES.
DROIT
DANS LES YEUX.



"Sans complaisance, mais attentif, Alain Duhamel met la France sur le divan." Guy Carcassonne - Le Point

"Alain Duhamel, psychothérapeute attentif, prescrit une forte dose de vitamine C pour soigner la déprime nationale." Bruno Frappat - Le Monde

"Ses analyses limpides, alertes et distancées, sont un antidote contre la sinistrose, une invite à raison garder." Alain-Gérard Slama - Le Figaro

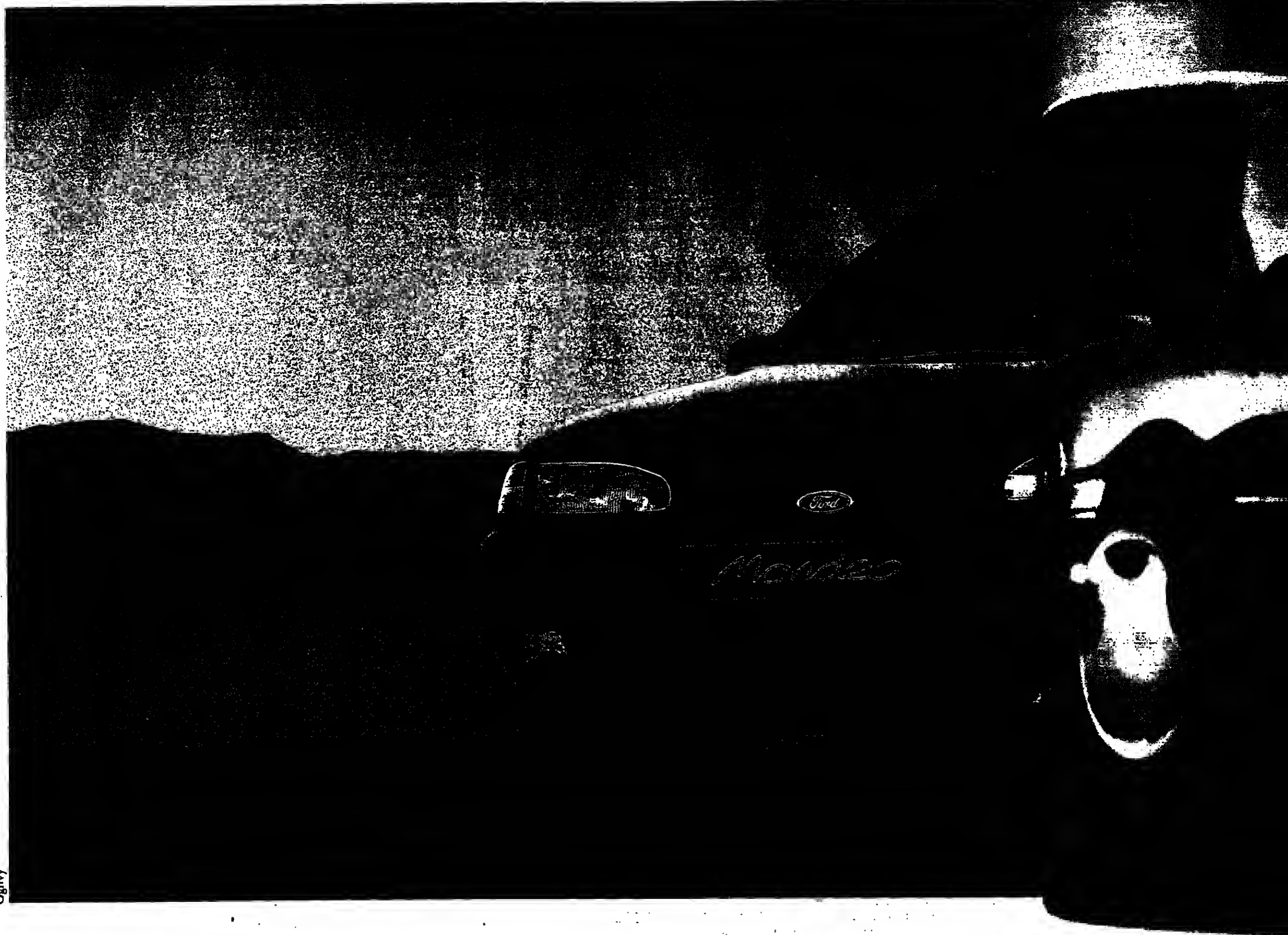
"Quelle leçon de civisme! et quel plaisir de l'intelligence." René Remond - L'Express

"Le meilleur guide qu'on puisse trouver de l'échéance de mars." Laurent Joffrin - Le Nouvel Observateur

"Il convient de s'imprégner de cet essai comme d'une vitamine." Catherine Nay - Le Figaro Magazine

Flammarion

Aujourd'hui 3 mars 1993



Ogilvy

MONDEO.

Beauté et Force Intérieure.

Dynamic Safety Engineering¹
Rarement beauté a offert une telle sécurité.

Mondeo a été développée autour d'un concept global de sécurité unique: "Dynamic Safe Engineering". Un système de sécurité actif et passif pour vous permettre de voyager en toute tranquillité.

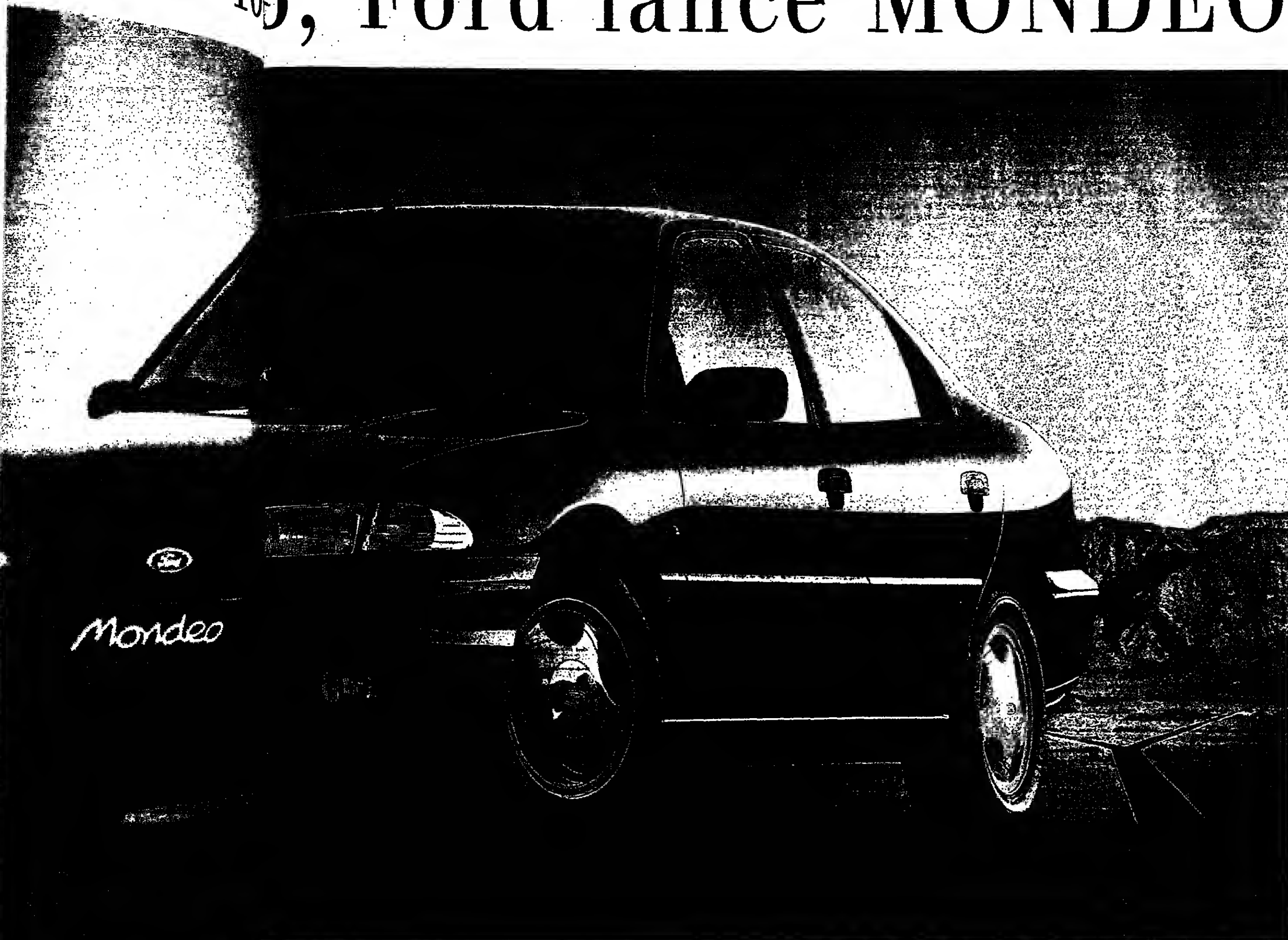
Architecture haute protection

Conçue pour dépasser les normes internationales les plus sévères l'architecture Mondeo regroupe des technologies spécifiques qui vous protègent point par point. Afin de parer aux chocs latéraux, des structures de protection latérales ont été intégrées dans les portières, aussi bien au niveau des places avant que des places arrière. Pour absorber les chocs frontaux, les pare-chocs avant sont renforcés par une structure de déformation intégrée. D

1/ Concept Intégral de Sécurité Dynamique. 2/ Coussin gonflable de sécurité côté conducteur. 3/ Mondeo 1600 116i CLX: 99 900 F. A.M. 93. Tarif au 01/02/93. 4/ Mondeo 2.0 116i GLX: 128 700 F. A.M. 93. Tarif au 01/02/93. 5/ Consommations normes CEE: 7,9 l à 90 km/h, 7,3 l à 120 km/h, 10,6 l en ville. Modèle présenté: Mondeo Ghia, peinture métallisée et jantes alliage en option.

هك من الفصل

Le 4 mars 1993, Ford lance MONDEO.



renforts entre les montants du pare-brise complètent cette architecture. Vous le voyez, l'habitacle Mondeo a été conçu comme une véritable "cellule de sécurité".

Système Airbag de série*

Sur Mondeo, pas de compromis avec la sécurité. Pour vous protéger, l'Airbag est de série sur tous les modèles. En cas de choc, en 45 millièmes de seconde, il se gonfle et vient s'interposer devant le conducteur.

Prétensionneurs de ceinture de sécurité. Les ceintures de sécurité sont équipées de prétensionneurs. Lors d'une décélération, ils participent avec les bloqueurs de sangle au maintien parfait des occupants sur leur siège.

Sièges antiglisement. Enfin, l'assise des sièges Mondeo a été dessinée de façon à ce que vous ne puissiez glisser en avant, sous la ceinture de sécurité.

Air conditionné de série

Sur toutes les Mondeo, l'air conditionné de série c'est le confort, et aussi la sécurité. Il assure une température toujours parfaite, été comme hiver, sans condensation. Et pour que vous vous sentiez encore mieux, un filtre anti-pollen micronique crée un véritable barrage à toutes les impuretés microscopiques.

Technologie 16 soupapes

Le choix de la technologie multivalve sur toutes les Mondeo, asso-

ciée à une injection séquentielle multipoints, permet d'offrir de meilleurs démarrages à froid et une grande souplesse. Ces nouvelles motorisations sont aussi garantes de longévité et d'économie.

Le respect de l'environnement

Le système d'air conditionné Mondeo utilise un gaz qui ne détériore pas la couche d'ozone. Tous les moteurs essence sont pourvus d'un pot catalytique trois voies, mais aussi les systèmes d'injection multivalve et la gestion électronique des nouveaux moteurs assurent une exploitation maximum du carburant, donc une consommation minimale d'énergie. En plus, Mondeo a été conçue pour être recyclée à 85%.

Le choix MONDEO

A partir de 99 900 F*, la Mondeo vous offre le choix d'une 7 CV avec Airbag de série, air conditionné de série et une motorisation 16 soupapes. La Mondeo Techno 2.0 l est "l'exception technologique" qui, à partir de 128 700 F*, vous offre en plus la suspension active à amortissement piloté, l'ABS associé à un système antipatinage et un moteur 16 soupapes de 136 ch DIN⁵ (100 km/CEE). La gamme Mondeo vous propose donc trois motorisations différentes, quatre niveaux de finitions ainsi que le choix entre des carrosseries quatre ou cinq portes. Mondeo, c'est l'harmonie parfaite entre beauté et force intérieure.



LA QUALITÉ QUE VOUS RECHERCHEZ

SOCIÉTÉ

Au tribunal de grande instance d'Orléans

Les réformés de Blois

ORLÉANS

de notre correspondant

Le tribunal de grande instance d'Orléans a condamné, mardi 2 mars, quatre-vingt-onze jeunes gens coupables d'une fraude au service national. Les organisateurs de la fraude ont été condamnés à des peines allant de trente mois d'emprisonnement, dont vingt-six avec sursis – les moles formelles couvrant la détention préventive, – et à des amendes variant de 40 000 à 3 000 francs. Les bénéficiaires de la fraude ont été punis de dix mois d'emprisonnement avec sursis et 5 000 francs d'amende.

Ces sort de tout jeunes gens. Encore étudiants, déjà chômeurs, ou bien installés dans la vie. Il y a un ingénieur-conseil, un PDG d'une société d'informatique, un agent EDF, un boulanger, un bénévole dans une ONG, et même un avocat. Ils ne s'attendaient sûrement pas à ce que la justice les rattrape pour leur demande des comptes, après avoir échappé à une autre institution, l'armée.

Les faits remontent aux années 1986-1987, au centre de sélection n° 10 de la caserne Maréchal-de-Saxe à Blois. L'Orléans-Cher où des futurs appelés effectuaient la fameuse période des « trois jours », à l'issue de laquelle l'autorité militaire décidait de l'aptitude au service armé. La fraude est simple, grossière même. A leur arrivée, les futurs appelés sont accueillis par des militaires du service médical qui leur proposent de se faire réformer contre une somme de 1 000 à 2 500 francs. On se met d'accord. Sur la fiche médicale de l'appelé est alors apposée, au moyen d'un simple coup de « correcteur », la mention « P3 » signifiant que l'intéressé est « apte à la vie en collectivité », ce qui entraîne une réforme systématique.

Au mois de février 1988, les autorités militaires découvrent le supercherie. L'enquête de la gendarmerie de Blois aboutit à l'inculpation des organisateurs du

trafic, dix-sept appelés qui falsifient les documents ou démontrent la « clemence », prévenus de « complicité de fraude tendant à l'exemption du service national, de corruption passive », et, pour certains d'entre eux, de « faux en écriture privée et usage ». Mais, dans un second temps, à la suite d'un réquisitoire suppléant en date du 8 août 1991 – jugé trop tardif par les avocats qui ont demandé la prescription pour leurs clients – c'était au tour des bénéficiaires du trafic, aobstant-quinze jeunes gens initialement entendus comme témoins, d'être inculpés de « fraude tendant à l'exemption du service national, et de corruption active de militaires ».

Pent-être incorporés ?

Au cours des audiences, qui ont duré, fin février, pas moins de six jours dans un prétoire bondé, on a appris que des radeurs étaient aux ordres des organisateurs du trafic, qu'on choisissait de préférence les nouveaux arrivants bien mis, et aussi qu'une fois leur temps de service achevé, les organisateurs cédant leurs successeurs à la combine. Bref, le système fonctionnait sans qu'il soit fait preuve d'une excessive discrétion, ce qui aurait dû inciter les responsables militaires de la caserne à plus de vigilance.

Quant aux jeunes gens réformés, qui ont bénéficié de la fraude, certains ont expliqué qu'ils n'étaient pas « tellement motivés » par le service national. D'autres ont justifié leur geste – tout en le regrettant aujourd'hui – par la crainte de perdre alors un emploi difficilement acquis.

Ils risquent de le perdre aujourd'hui. En effet, si le tribunal a prononcé à leur encontre des peines pesantes ou avertis, qui se trouvent couvertes par l'amnistie consécutive à l'élection présidentielle de 1988, rien n'empêche maintenant l'autorité militaire de procéder sans délai à leur incorporation.

RÉGIS GUYOTAT

MÉDECINE

Des associations dénoncent la multiplication des tests de dépistage du sida à l'insu des patients

Selon l'association AIDES (aide aux malades atteints de sida), « les pratiques de dépistage à l'insu des patients se multiplient » en France. Dans un communiqué publié mardi 2 mars, elle affirme avoir été saisie récemment de trois cas à l'hôpital Broussais (service de cardiologie), à la Clinique du sport de Paris et à la SNCF. AIDES estime que « ces exemples illustrent des pratiques que nous savons fréquentes et qui ne font pas réagir les pouvoirs publics tous les jours trop illicites face au corps médical ».

Elle rappelle qu'en France le dépistage de l'infection par le virus du sida est volontaire et que le consentement de la personne doit

être recueilli formellement. « Il est grand temps de mettre un terme à ces agissements illégaux et potentiellement discriminatoires », conclut AIDES. Plusieurs dizaines de militants de l'association Act Up ont fait irruption, mardi 2 mars, dans les bureaux du PDG de la SNCF, M. Jacques Fournier, pour protester contre ces tests pratiqués, disent-ils, à l'insu du personnel.

M. Fournier a démenti que des dépistages soient réalisés sans l'accord des intéressés et affirmé que la SNCF ne se livre « à aucune pratique illégale, à aucun dépistage du sida, ni à l'embauche, ni au cours de la carrière de [ses] agents ».

Au centre Louis-Mourier à Colombes (Hauts-de-Seine)

Des médecins protestent contre les difficultés d'application de la loi Veil

Lundi 1^{er} mars, les médecins du centre Louis-Mourier à Colombes (Hauts-de-Seine), en grève depuis le 4 novembre pour protester contre les mauvaises conditions de l'application de la loi Veil sur l'avortement (le Monde daté 31 janvier-1^{er} février), ont pratiqué des avortements sur des femmes qui, n'ayant pu trouver un accueil en France s'apprêtaient à partir à l'étranger. Chaque année, au moins cinq mille femmes vont ainsi avorter en Angleterre ou aux Pays-Bas. La plupart, selon les médecins de Louis-Mourier, auraient pu interrompre leur grossesse en France si tous ceux qui accueillent et suivent ces femmes avaient fait leur travail.

Lundi par exemple, ils ont reçu une jeune fille de dix-sept ans et demi accompagnée de sa mère. La jeune fille n'avait pas eu de règles depuis la fin novembre. Toutes deux s'étaient rendues chez un médecin qui avait demandé à la jeune fille, devant sa mère, si elle avait eu des rapports sexuels. Devant la réponse négative, le médecin n'avait pas poussé plus loin ses investigations, et avait recommandé un traitement hormonal pour faire venir les règles, conseillant, si celui-ci n'avait pas

d'effet, une échographie. Les semaines s'écoulaient. L'échographie est faite. La jeune fille parla enfin. Elle dit aussi ne pas vouloir d'enfant. Mère et fille vont alors voir une assistante sociale qui les dirige vers le planning familial, qui lui-même s'adresse aux médecins du centre Louis-Mourier.

D'autres femmes dans des situations de détresse analogues – une Colombienne venue en France au titre du regroupement familial mais ne disposant pas encore de son permis de séjour, une mère célibataire des difficultés financières avaient empêché d'aller chercher suffisamment rapidement les examens et échographies, – avaient accepté de témoigner. Chaque récit rendait compte, de la résistance passive, du mépris et de l'opprobre, ou de l'incroyable légèreté face à des situations dramatiques, dont fait souvent preuve le corps médical quand il est question d'appliquer la loi sur l'avortement. Le 1^{er} mars, les médecins du centre IVO Louis-Mourier devaient être reçus par des représentants de l'assistance publique.

Ch. Ch.

Drewermann et le tabou clérical

Suite de la première page

La problématique soulevée est-elle exclusivement allemande, ou européenne, voire mondiale ? C'est la seule question qui vaille, aujourd'hui, s'agissant d'Eugen Drewermann, dont les premières œuvres publiées depuis un an de ce côté-ci du Rhin n'ont pas soulevé la vague espérée.

Si la réponse était positive, alors plus que Hans Küng et son harcèlement du pouvoir pontifical, plus que Leonardo Boff, théologien de la libération, et ses flirts avec le marxisme, Drewermann passerait pour un fossé de son Église. Et l'histoire retiendrait que le catholicisme allemand aura été à la fois celui qui permit l'élection d'un pape polonais et celui qui synthétisa les principales crises de son pontificat.

Mais la question repose sur un malentendu. Drewermann fait scandale pour un livre épaissi sur le système clérical qui, dans son œuvre, est presque atypique et marginaux. Sa force et son originalité se sont d'abord dans cette dénonciation d'une technocratie appelée Église, dont les « fonctionnaires » servent des prêtres, religieux et religieuses ayant mal digéré leur complexe d'Édipe, ressemblant trait pour trait au saint curé de campagne, névrosé, de Bernanos, obéissant au doigt et à l'œil à une institution méritée, qui demande à son personnel de prêcher un message d'amour qu'elle ne pratique pas dans ses rangs et pour lequel il n'a pas été éduqué.

L'Église, « citadelle desséchée »

Pour redoutable qu'elle soit, cette déstabilisation de l'autorité ecclésiastique n'est pas l'essentiel, en effet, des vingt volumes de Drewermann. Résumant l'érudition du professeur suisse Küng et les qualités académiques du franciscain brésilien Boff, Eugen Drewermann – militant écolo, pacifiste, vivant sans téléphone ni réfrigérateur et versant aux pauvres tous ses droits d'auteur – est beaucoup plus « prophétique », comme disent ses fidèles, que les deux premiers théologiens-chocs déjà nommés. Et plus dangereux, car il remue jusqu'aux fondements mêmes de la foi chrétienne et du « tabou » clérical.

C'est l'anxiété devant son propre salut qui, au seizième siècle, avait inspiré les thèses de Martin Luther. Chez Drewermann, c'est l'anxiété de l'œuvre, la perception de l'an-

goisse et du désespoir de l'homme moderne, qui donne tout son sens à une théologie qui se veut thérapeutique. À travers ses commentaires des évangiles, ses interprétations du *Petit Prince* ou des contes de Grimm, il livre une guerre impitoyable à la théologie néoscholastique, à l'interprétation historiciste de la Bible, à la parole fermée et dogmatique, qui ont droit de cité dans tous les noviciats et séminaires, alors qu'ils entretiennent l'homme dans son angoisse et sa culpabilité, au lieu de l'apaiser et de le libérer.

Des figures de roman

Pour cet écrivain éclectique, qui recourt à la psychologie des profondeurs de Jung autant qu'à l'histoire des religions, à la littérature ou au cinéma, le christianisme est d'abord un formidable réservoir d'images, de récits, de mythes libérateurs, qui empruntent aux religions païennes, grecques ou bouddhiques. Mais rigidifié par une exégèse qui prétend à l'authenticité de la naissance virginale du Christ, du récit de la Résurrection ou de l'Ascension (Dieu sait combien de lances Drewermann a rompues sur ces thèmes avec son évêque), par des formules rationnelles et dogmatiques, par un appareil crispé et oppressif, le catholicisme a perdu peu à peu de sa capacité libératrice. Devenu « une citadelle desséchée », il n'est plus pertinent pour l'homme moderne, qui fait plus de cas de l'affirmation de sa propre subjectivité que d'une révélation, fût-elle divine.

C'est dans ce contexte qu'il faut comprendre l'ouvrage en vente aujourd'hui en France, intitulé *Fonctionnaires de Dieu*. C'est moins l'audace de ses patients depuis vingt ans, prêtres ou religieux venus le consulter sur son divan, qui a inspiré ce brûlot, que les premiers effets provoqués en Allemagne par ses engagements d'écologiste, de pacifiste et par sa théologie. Drewermann démonte tous les mécanismes d'autodéfense dont s'entoure « l'appareil » de l'Église, et c'est en cela que ce livre est unique, car il a été écrit par un théologien officiel, et à l'insu de la hiérarchie ecclésiastique. Il touche moins que ses précédents ouvrages à la question religieuse, mais plus au système ecclésiastique. Ou, dit autrement, après avoir sapé les fondements, il s'attaque à la superstructure.

Et son diagnostic est accablant. Dépositaire d'une révélation et

d'un message d'origine divine, l'Église se conduit comme une banale bureaucratie, comme un système administratif cramponné sur des positions de pouvoir, défendu par une armée de fonctionnaires « dépersonnalisés ». Des personnages de romans français (le coré d'Ozerson chez Francis Jammes, Lucien Fleurier dans *Enfance d'un chef* de Sartre, le curé de campagne de Bernanos, l'abbé Moret d'Émile Zola) lui servent d'archétypes. À travers eux, Drewermann décrit tout le refoulement de l'enfance et de l'inconscient, qui ligote définitivement un homme ou une femme à une « fonction » et l'insépare dans son rapport avec sa « mère-Église ».

À la lire, les conséquences psychologiques de l'oppression du clerc : prédication coupée de la vie ; hypocrisie de comportements prétendument fondés sur la pauvreté, l'obéissance, la chasteté ; fausseté des rapports avec les autres (surtout les femmes) ; diffusion d'une morale autoritaire et patriarcale faite de « lois impraticables », de « refoulement masochiste de la sexualité ». La séduction joue grâce au cliquetis des formules, aux emprunts à la littérature française, à la philosophie germanique (Hegel, Feuerbach, Nietzsche), à Van Gogh, à Fellini, au mythe Baroque, autant qu'à la grande tradition théologique allemande (Rabner, Bultmann) (2).

L'affirmation du sujet

Même si ses thèses sur l'interprétation psychanalytique de la Bible ou sur la névrose des clercs, déjà explorées les unes par François Dolto ou Maria Balmay, les autres par Marc Oraison ou le docteur Solignac, en France au moins, sont loin d'être neuves, on assiste, avec Drewermann, à une réorientation radicale de la contestation au sein du catholicisme. Elle s'agit jamais revendiqué, à ce point, l'affirmation de la subjectivité d'un « sujet » enfin pris pour lui-même, avec ses expériences et ses affectivités. L'homme de 1993 ne reconnaît comme « vérité » que ce qu'il a lui-même éprouvé, et, pour exister, un prêtre ou pour plus inroquer une « fonction » ou une « autorité » : il devra s'imposer par son équilibre et ses propres qualités.

Cette revendication surgit à un moment historique pour le catholicisme, qui doit faire face à une double désaffection : celle de « clercs », qui, peu nombreux, âgés, ne garantissent plus la pérennité du système ; celle de fidèles qui s'en vont, le plus souvent sur la pointe des pieds, de plus en plus étrangers à une institution dont est d'abord perçue, à tort ou à raison, la formalisme rigide.

Est-elle, pour autant, justifiée, en

tout temps et en tout lieu ? Le clergé français, qui a nourri cette abondante littérature de l'entre-deux-guerres, a souffert d'une brutale hémorragie – lors des années 68-70, aujourd'hui moralement et économiquement affaibli, est très éloigné de ce clergé allemand fonctionnarisé, protégé par des privilèges matériels et une sécurité institutionnelle, qui subit avec retard la crise d'identité. La projection faite par Drewermann d'un christianisme post-moderne a déjà des rides. Son livre provoquera le coup de grâce chez les clercs et les fidèles fragilisés ; chez les autres, la révolte et le rejet.

Car la méthode, pour certains, frise aussi l'imposture. *Fonctionnaires de Dieu* parle de littérature et de théologie, glisse de la psychologie des profondeurs à la psychanalyse. Or, une vraie psychanalyse n'a de sens que dans l'étude de cas. Et Drewermann ne fait jamais de sociologie. Il ne se prend pas pour un scientifique, mais son va-et-vient entre une psychanalyse collective d'un état clérical – qui ne distingue jamais entre le curé de village, le vicar de banlieue et la carmélite cloîtrée – et une critique globale du système catholique gênera le lecteur à plus d'une reprise.

Ces défauts de méthode ne sont rien à côté de la petite vertigineuse sur laquelle Drewermann entraîne son lecteur. Quand il presse l'Église de renoncer à l'« objectivité » de son message de salut, pour inventer « une théologie » et une « pastorale où la parole sur Dieu n'exclurait plus l'humain et la réalisation de l'individu, mais au contraire les exigeait et les favorisait », ne réduit-il pas la foi chrétienne à une simple proposition de bien-être et de sens, parmi d'autres, ébauchées aujourd'hui, entre lesquelles l'homme « zappe » pour réduire ses angoisses ? Ne s'agit-il pas au climat de religiosité diffuse, au besoin de thérapeutiques immédiates, voire irrationnelles, ignorant les références objectives, normatives et morales ?

Que l'Église présente mal les siennes, c'est un point qui peut se discuter. Qu'elle puisse en faire l'économie, ce serait, pour elle, encourager une régression dans ce que Tony Anatrella, un autre psychanalyste, appelle « un narcissisme dominant, qui privilégie les émotions, les croyances sans trop de raisons et l'imagination aux dépens d'une parole ». Si le théologien Drewermann ne doit pas en paix dans son Église, on ce peut reprocher au psychologue d'avoir fait un « travail de deuil » indispensable et utile.

HENRI TINCO

(2) L'index des noms cités comprend 295 mentions.

« On ne peut éduquer à l'amour en apprenant à le fuir »

« Il n'y a pas dans l'Église catholique du tabou plus tenace que l'idéal clérical », écrit Eugen Drewermann au début de son livre. Pourquoi à l'attaque à ce tabou ? « Pour que chaque prêtre, chaque religieux, cesse de voir dans ses problèmes psychologiques l'affaire d'une faute personnelle ; pour révéler à l'Église catholique que sont les siennes, afin qu'elle affronte l'inconscient collectif qui est le sien ».

Drewermann décrit longuement la processus d'une vocation religieuse, qui, comme pour l'Enfance d'un chef raconté par Sartre, est un moyen d'échapper à la banalité de l'existence : « Est chef ou clerc celui qui, en raison d'une insécurité ontologique ou de l'angoisse profonde qu'il ressent face à son néant, a fonctionnel besoin d'avoir une fonction particulière et une mission officielle pour se sentir vivre comme personne ».

Il présente les « clercs » comme « des êtres fondamentalement incertains d'eux-mêmes », que l'Église rassure par la corset du fonctionnarisme. Mais « en refoulement » leur inconscient, en entretenant leur « infantilisme » à la « puérilité d'une innocence asexuée », elle crée chez eux une sorte d'absolue dépendance et de « schizophrénie spirituelle ». Une « logique romanesque », dit Drewermann, « tolère toutes les anormales possibles à ses règles du moment qu'elles restent d'ordre privé », mais au même temps « elle exige la reconnaissance de la valeur objective, absolue, inconditionnelle et contraignante de ces normes ».

Eugen Drewermann examine

ensuite les trois conseils évangéliques – la pauvreté, l'obéissance et la chasteté – attachés au statut du clerc. Il décrit par le menu l'affaire du Banco Ambrosiano, dont le président, Roberto Calvi, a été retrouvé pendu, en 1982, à Londres, et de ses liens avec la Vatican, pour conclure à l'« évanescence de cette éthique fondamentale de l'Église, faite à la fois de mépris et de vénération singulière et presque magique de l'argent, mais qu'une crainte superstitieuse l'empêche de connaître vraiment ».

Pauvreté, obéissance, chasteté

Le thème de la chasteté est largement développé. « Deux mille ans après Jésus-Christ », écrit Drewermann, « l'Église catholique en route toujours à une attitude de peur et de méfiance à l'égard de tout ce qui est naturel : au lieu de chercher à intégrer le monde des pulsions, elle en réclame un sacrifice, une soumission et une crucifixion ». Il décrit la spiritualité catholique comme la conjugaison de trois facteurs : « le centralisme autoritaire du pouvoir papal, une sévérité de la morale sexuelle qui restreint les conduites autorisées et une vénération très large de la Vierge et mère ». Il en conclut à une « sorte de complexe d'Édipe projeté au niveau collectif et amplifié socialement » par l'Église.

À propos du célibat des prêtres, Drewermann note encore qu'« il n'est pas possible de fonder plus longtemps l'imitation du Christ sur des tabous

et des refoulements de tous genres et de la décrire, par-dessus le marché, en termes de don total, de renoncement libre et de vie chrétienne vertueuse ». De même, à propos de la théologie morale de l'Église, il estime « impossible de prendre plus longtemps au sérieux cette véritable ordonnance médicale de croire qu'on ne peut éduquer à l'amour qu'en apprenant à le fuir ».

Il traite des « fantaisies masturbatoires » des clercs, de leur « échappatoire homosexuelle », de leurs « faiblesses sous le signe de l'interdit ». Si la masturbation est courante dans les séminaires, c'est d'une tolérance du mensonge, dit le théologien, ajoutant : « J'aimerais le magistère de l'Église catholique n'admettre la licéité d'une jouissance sexuelle hors mariage, donc celle de la masturbation. Jamais elle ne s'est reconnue responsable d'avoir conduit des jeunes, obéissants par leur culpabilité sexuelle et leur crainte du châtiement, à la médisance et à la folie ».

Il décrit ainsi la formation du futur clerc comme « le refoulement masochiste de sa sexualité, la haine de son corps et de ses sentiments, la pratique de la souffrance érotique et la réaffirmation d'un idéal, qui, loin de servir la vie, ne fait que renforcer, à n'en plus finir, un sentiment de culpabilité ». Les cent dernières pages du livre de Drewermann sont consacrées à des « propositions de thérapie », fondées sur une lecture des trois « conseils » évangéliques de pauvreté, obéissance et chasteté.

H. T.

Autres publications

Les Éditions du Cerf, qui ont renoncé (au profit d'un éditeur profane, Albin Michel) à publier *Fonctionnaires de Dieu* d'Eugen Drewermann (le Monde du 6 janvier), sortent, mercredi 3 mars, le Cas Drewermann, les documents (296 pages, 125 F). On y trouvera toutes les pièces de la polémique autour du théologien contesté : lettres, entretiens, échanges entre Drewermann et l'évêque de Paderborn, Mgr Degenhardt, qui, en mars 1992, l'a interdit d'enseignement et de prédication. Le Cerf sort aussi en 3 mars deux autres ouvrages de Drewermann : *l'Évangile de Marc*, qui livre l'essentiel de sa pensée théologique, et *Népalbanche et Roseau*, une lecture psychanalytique du célèbre conte de Grimm.

De son côté, le mensuel *l'Actualité religieuse dans le monde* (ARM) publie, un hors-série exceptionnel intitulé *Clares pour comprendre* Drewermann (Malesherbes Publications, 163, bd Malesherbes, 75017 Paris). Enfin, journal de catholiques contestataires, *Golles* sort aussi un dossier spécial : *Drewermann, la bombe et le souffle* (BP 4034, Villeurbanne 69615).

Votre emploi et vos droits

Consultez, 24 h sur 24, par MINITEL

code d'accès direct :

3629 1968

- Les CONVENTIONS COLLECTIVES en texte intégral
- Le code du travail
- La jurisprudence

Les Presses de la République

هنا نحن الفصل

*Croates, Musulmans ou Serbes, ils s'accrochent à leurs études
comme à la seule façon d'effacer le cauchemar*

3 sessions du 12 juillet
au 25 septembre 1993.
Cours pour débutants et avancés.
Laboratoire de chimie des
Diplômes particuliers
pas nécessaires.
Excursions, soirées.
Age minimum 18 ans
Droits d'inscription et de cours
pour 4 semaines
ATS 3 750.- Ca. FF. 1 820.-
Prix forfaitaire (inscription,
cours, chambre) pour 4 semaines
ATS 9 800.- Ca. FF. 4 650.-
Programme détaillé :
Wiener Internationale
Chemisch-Technische
A 1010 Wien, Universität.
Tél. : 43/1/42-12-54
Fax : 43/1/42-12-54 10.

Nouveaux instits, nouveau métier

Les difficultés de la formation des professeurs d'école

VOLONTAIREMENT sourd aux incertitudes politiques du moment qui jettent une lumière vacillante sur les dossiers sensibles, le Conseil national des programmes (CNP) poursuit son travail d'évaluation et de mise à plat sous la houlette de son président, le mathématicien Didier Dacunha-Castelle. Après l'enseignement de l'environnement en juin dernier et le place de l'informatique dans l'enseignement en novembre, les membres du CNP s'attaquent à la formation des professeurs d'école dans les instituts universitaires de formation des maîtres (IUFM), particulièrement à ses contenus disciplinaires.

La tâche était délicate tant la réalité sur le terrain est mouvante et les plans de formation des vingt-huit IUFM disparates, soumis à d'incessants remaniements depuis l'entrée de la formation des instituteurs dans le giron universitaire à la rentrée de 1991. La création des IUFM a consacré en effet tout un métier de structures entre les anciennes écoles normales d'instituteurs et les universités. Mais on ne s'est guère précipité, comme le souligne le CNP, de donner « des orientations claires sur les contenus de formation des professeurs d'école ». D'où cette mission qu'il s'est fixée : formuler, pour chaque grand domaine disciplinaire, le bagage commun des futurs instituteurs.

Une question centrale traverse ce rapport qui devrait faire l'objet d'une large diffusion. Comment éla-

borer une formation véritablement « professionnelle » pour les futurs enseignants du primaire ? Comment, sans les renier, s'émanciper des découpages et des logiques disciplinaires de l'enseignement secondaire et universitaire qui, à elles seules, ne suffisent pas ?

Une des difficultés rencontrées par les formateurs des IUFM est l'énorme hétérogénéité des parcours et des cursus des étudiants censés devenir, en deux ans, des maîtres polyvalents. Pour éviter de tomber dans une logique de « rattrapage » ou de « remise à niveau » — notamment en mathématiques et plus encore en sciences où les futurs instituteurs accusent de vraies faiblesses — l'issue, pour le CNP est de tracer « une perspective clairement professionnelle » à la formation disciplinaire. En mathématiques par exemple, si remise à niveau il doit y avoir, elle doit être axée sur l'élève et ses apprentissages et poser des jalons qui permettront ensuite aux étudiants de poursuivre seuls leur formation.

Qui a bu boire : c'est apparemment le dévot des IUFM pour certaines disciplines comme les sciences et techniques qui sont peu assurées dans l'école primaire malgré les directives officielles. La formation dans ces disciplines concerne, pour la première année d'IUFM, plutôt les étudiants d'origine scientifique, souligne le CNP. D'où cette proposition : que l'on fournisse à chaque instituteur débutant un « bagage de prototypes et de

modèles d'activités qu'il pourra reproduire dès sa prise de fonction dans la classe ». Surtout, les experts déclarent que ces disciplines ne soient plus optionnelles au concours de professeur d'école. Les sciences et techniques ainsi que l'histoire-géographie doivent faire l'objet d'une évaluation pour tous les candidats — ce qui n'est pas le cas actuellement.

Formateurs sans formation

Cette recommandation revient, en fait, à réclamer une véritable « personnalisation », pour chaque étudiant, de son parcours de formation dont on s'émancipe qu'elle ne constitue pas, déjà, une exigence minimum. De la même façon, on s'émancipe de voir le CNP réclamer que la formation théorique ne soit pas coupée de la pratique professionnelle et que... « tous les formateurs aient une connaissance effective de l'école primaire ». Sur ce point, comme sur les autres, il manque d'ailleurs à ce rapport d'être enrichi d'une analyse de l'existant qui donnerait davantage de portée aux propositions des experts.

Ces derniers expriment avec force une autre revendication : que des formateurs issus du primaire et du « terrain » entrent en force dans les IUFM. Le danger est grand, note le CNP, de voir se constituer un corps de formateurs issus de l'enseignement secondaire, sans formation spécifique et sans pratique de la classe, qui ont tendance à ce propo-

ser aux étudiants qu'un « rattrapage disciplinaire de type secondaire ». Autrement dit, ce travers, souvent dénoté, des anciennes écoles normales serait paradoxalement renforcé dans les IUFM. De la même façon, la création des IUFM n'a visiblement pas permis de créer la synergie nécessaire entre formation initiale et formation continue, celle-ci restant, contre vents et marées, sous la responsabilité des inspections académiques, donc coupée de l'université.

Finalement, le rapport établi par le CNP souligne un paradoxe : au moment où la formation des instituteurs rejoint l'université et cesse progressivement d'être séparée de celle des enseignants du second degré — uniformisation des statuts oblige — on redécouvre la nécessité de proposer aux futurs professeurs d'école une formation très spécifique, qui oille « bien au-delà des connaissances disciplinaires » et qui réponde à une contrainte majeure : la polyvalence. A travers ce rapport, les experts du CNP tentent timidement de prendre date pour les mois à venir. La formation des maîtres du premier degré pose des problèmes particulièrement complexes qu'on ne résoudra pas en un tour de main, suggèrent-ils. Et l'on fait fausse route si l'on croit que le renforcement de la logique disciplinaire qui sert pour le moment de credo exclusif à la droite, est la solution miracle.

CHRISTINE GARIN

Les éditeurs à la conquête des facs

Suite de la page 15

La politique de relance des bibliothèques universitaires confirme qu'il s'agit là d'un marché sérieux. Entre 1987 et 1993, leurs moyens de fonctionnement sont passés de 85 à 335 millions de francs et le flux d'acquisitions annuelles de 270 000 volumes à 400 000 environ.

Enfin, l'hétérogénéité croissante des étudiants et les taux élevés d'échec, notamment au premier cycle, ont suscité, depuis quelques années, des analyses de plus en plus sérieuses sur le décalage entre les attentes des nouveaux étudiants et les missions traditionnelles de l'institution, comme sur l'adaptation entre le profil de ces étudiants et les dispositifs et outils pédagogiques mis en œuvre dans l'enseignement supérieur. Et il est tout à fait symptomatique que bon nombre de menées enquêtes ou des actions menées récemment aient porté sur les rapports moins évidents, moins familiers qu'auparavant, entre les étudiants et le livre.

Autant d'évolutions qui n'ont pas échappé aux éditeurs. M. Michel Prigent, directeur éditorial des Presses universitaires de France, n'est pas le dernier à souligner ce « changement complet de psychologie de la génération montante. Il y a dix ou vingt ans, les étudiants dénonçaient le système universitaire comme un outil d'intégration. Aujourd'hui, au contraire, ils ne contestent plus ni le système, ni les enseignements magistraux, ni les profs. Le diplôme est devenu un passeport pour l'emploi. Il était inévitable et nécessaire que les outils pédagogiques fassent l'objet d'une réflexion intégrant cette évolution, cette demande des étudiants d'être mieux encadrés et sécurisés ».

M^{me} Françoise Juhel, responsable chez Nathan du département enseignement supérieur, va dans le même sens. « La tradition universitaire consistait à mettre les étudiants en contact avec un savoir déjà élaboré et sophistiqué, avec ses codes et ses rituels, en pensant que c'était à eux de trouver leurs marques. Nous nous sommes rendu compte que la rupture était trop brutale et qu'il fallait les aider à passer plus en douceur des habitudes de lecture et de travail du secondaire à celles du supérieur ».

Des manuels universitaires

Et M. Jacques Montaville, responsable des publications à vocation universitaire chez Hachette, renchérit : « L'étudiant n'avait pas de publication de transition entre le manuel de terminale et le « paré universitaire ». Et chacun s'appuyait sur les analyses récentes des pratiques de lecture des étudiants pour souligner la nécessité de faciliter la lecture grâce à un effort de lisibilité, de concision, de présentation et d'accompagnement méthodologique. « Il ne s'agit pas, souligne M. Montaville, de faire de l'utilitarisme à court terme, mais de faire entrer la pédagogie dans les livres destinés aux étudiants ».

Cette stratégie que partagent la plupart des éditeurs les a conduits à concentrer leurs efforts sur un public privilégié — les étudiants de premier cycle — et sur trois types de livres, comme l'explique M. Serge Eyrolles, président du Syndicat national de l'édition : d'une part, les manuels généralistes dont la collection « Premier cycle » des PUF, avec sa quarantaine de titres parus depuis deux ans et sa centaine de titres à l'horizon 1995, est un peu l'archétype, mais sur lesquels réfléchissent également les éditions Hachette.

D'autre part les précis, comme ceux de la collection « 128 » de Nathan, correspondant pratiquement à une unité de valeur de premier cycle universitaire. Il est d'ailleurs symptomatique que les meilleures ventes de la vingtaine de titres déjà parus depuis l'automne dernier répondent manifestement à l'attente d'outils de travail de base de la part des étudiants, qu'il s'agisse de lecture et prise de notes ou des deux petits manuels de sociologie sur l'enquête et ses méthodes. Enfin, chacun relève ou développe des collections de références (« Ref » et « Fac » chez Nathan, « HU lettres », chez Hachette, « Cursus » chez Colin) destinées, à côté des manuels, à constituer le fonds de « bibliothèque

universitaire personnelle » des étudiants, selon la formule de M. Montaville.

Chacun, cependant, s'emploie à défendre le sérieux de ces nouvelles collections. Pas question, disent en chœur les éditeurs, de faire du « para-universitaire ». Pour les uns, depuis longtemps implantés dans ce secteur, comme les PUF, il s'agit de faire bénéficier les étudiants de premier cycle des acquis de la recherche en s'appuyant notamment sur une politique d'auteurs confirmés. Pour les éditeurs surtout implantés sur le secteur scolaire, l'ambition est manifestement de dépasser la frontière du bac et d'investir progressivement le domaine universitaire en mettant le paquet sur les étudiants débutants.

La recherche et le commerce

Ce qui fait dire à Jean-Paul Pirion, enseignant d'économie à l'université Paris-I et responsable de la collection « Repères », à La Découverte : « Deux démarches sont à l'œuvre actuellement. L'une est scientifique et consiste à rendre accessible l'état de la recherche dans tous les domaines et à permettre aux étudiants de comprendre la logique d'une discipline pour les inciter à plonger dedans. L'autre est industrielle et commerciale, appuyée par un gros effort de marketing et d'autant plus efficace qu'elle remplace avantageusement les polycopiés traditionnels et coûteux et s'appuie sur des structures de diffusion puissantes. » Le risque, souligne-t-il, est que cette multiplication de titres « sature le marché » et déclenche des surenchères dangereuses pour entraver les meilleurs auteurs.

Une chose est sûre en tout cas. La croissance progressive des chiffres d'affaires dans ce secteur montre que les étudiants mordent peu à peu à l'hameçon. Et surtout que les universitaires ne rechignent plus à rédiger des ouvrages qui leur semblaient, il y a quelques années encore, peu dignes de la reconnaissance académique. L'objectif des éditeurs serait-il davantage que bico des projets de réforme pour réhabiliter la pédagogie dans l'enseignement supérieur ?

GÉRARD COURTOIS

Les enseignants parisiens invités à voir « l'œil de Vichy » en avant-première. — Le recteur de Paris invite tous les professeurs d'histoire, de géographie et de lettres de l'académie (2 400 personnes au total) à assister en avant-première, dimanche 7 mars, à une projection du film de montage « l'œil de Vichy », réalisé par Claude Chabrol à partir de documents filmés pézaloistes. La sortie publique aura lieu le 10 mars. La projection aura lieu à 10 heures au cinéma Gaumont-Marginal (deux salles, 2 000 places) en présence de l'auteur, qui répondra aux questions des enseignants et expliquera pourquoi il a voulu faire ce film.

POINT DE VUE

Illusion patronale

par Michel Gutsatz

Le livre blanc sur l'école, *Réussir la formation professionnelle des jeunes*, que le Conseil national du patronat français vient de rendre public, présente enfin la synthèse attendue de la pensée du patronat français en matière de formation. Son constat est clair : la formation professionnelle des jeunes ne répond pas aux attentes des entreprises, car le système éducatif est incapable de répondre « à l'évolution des besoins du marché du travail ». Ce constat est sans appel : domination des « formations à caractère académique », « inadéquation des contenus de formation », « méthodes pédagogiques », « processus d'exclusion », « logique de réforme en vase clos », « refus de considérer l'entreprise comme un véritable partenaire ». La messe est dite.

Le CNPF en vient alors à revendiquer responsabilité et coéducation en matière de formation professionnelle : évaluation des besoins des entreprises, pilotage de la gestion des diplômes et des procédures de qualification, régulation des flux de diplômés... Veste programme, qui serait plus crédible si la réalité des entreprises n'était ce que nous constatons au quotidien dans notre travail de responsables de filières de

formation professionnalisées. Deux points essentiels laissent sceptiques.

Vu de Paris, le problème semble réglé : le nombre d'entreprises prestigieuses qui ont fait de la formation — voire des relations école-entreprise pour certaines — leur cheval de bataille devient impressionnant. Vu de la province, il se présente en d'autres termes : soit les sièges sociaux — et donc les centres de décision — sont à Paris, soit les entreprises sont des PME-PMI, pour lesquelles le discours sur les relations école-entreprise reste du latin.

Dans les deux cas, tout de même, quelques constantes : la prime exorbitante donnée aux grandes écoles, la quasi-impossibilité de « capitaliser » sur des relations saines aux côtés de la conjoncture économique ou des mutations d'individus, le décalage trop souvent constaté entre discours officiel et réalité du terrain...

Nombre de ces entreprises prestigieuses qui évoquent plus haut sont aussi en train de se distinguer par leur empressément à régler leurs problèmes de productivité en jouant sur une seule variable d'ajustement : l'emploi.

On peut, en fait, distinguer deux modèles culturels dans les entreprises en fonction desquels elle mènent leurs stratégies. Celui, tout

d'abord, de la « machine vivante », où se construit au quotidien une véritable gestion des ressources humaines. En période d'incertitude, celle-ci valorise son « capital de compétences ». L'accent est mis sur l'organisation du travail, sur la flexibilité interne. Tous les aspects développés en « marche normale » sont alors utilisés : la polyvalence, la pluri-fonctionnalité (capacité à effectuer des tâches différentes, à conduire plusieurs machines sur des opérations successives, à gérer maintenance et qualité, etc.), une forte structure incitative des salariés.

Le second modèle est celui de la « machine artificielle ». C'est l'entreprise d'inspiration taylorienne. Il se trouve que le modèle taylorien, dans des versions modernisées, reste dominant en France à l'heure actuelle, malgré les discours sur sa mort annoncée. Il se fonde sur trois points essentiels : une vision de court terme, trop souvent exclusivement financière ; une forte aversion pour le risque, impliquant que l'entreprise ne change que par nécessité, sous le contrainte ; enfin, une méfiance instinctive vis-à-vis de la capacité d'autonomie des individus. L'évidence, en période d'incertitude, ces caractères s'exacerbent.

Surqualification à l'embauche

Ainsi la recherche d'une rentabilité de court terme, allée à un manque de vision prospective sur l'évolution des métiers, implique la surqualification à l'embauche. L'appel croissant à des diplômés bac+2, en substitution à des ouvriers qualifiés ou à des employés sans qualifications, et sans modification de l'organisation du travail, en témoigne : cette surqualification à l'embauche est plus vraisemblablement l'indicateur d'un échec relatif dans la mobilisation des ressources internes. Cela évite d'avoir à réfléchir à l'organisation du travail, mais cela porte en germe d'importants problèmes — à moyen terme — de gestion des carrières des « surqualifiés ».

L'attitude par rapport à la formation s'inscrit aussi dans ce cadre. La formation est devenue un principe décisif d'organisation du travail et de gestion de l'emploi. Mais à une condition : la recours à la formation ne peut revêtir une efficacité économique et être un facteur de compétitivité que si elle vient s'inscrire dans une organisation du travail qui la valorise et dans une politique de gestion des ressources humaines qui, elle-même, s'articule étroitement avec la stratégie d'ensemble de l'entreprise. Cela implique nécessairement une remise en cause du taylorisme — langueur des lignes hiérarchiques, faible autonomie des personnels, parcellisation des tâches,

division du travail et cloisonnement des structures fonctionnelles.

Or que constate-t-on en matière d'accès des différents statuts à la formation professionnelle continue (FPC) ? Les chiffres sont éloquent : en 1991, 71,3 % des dépenses de FPC ont été réalisées par seulement 7,2 % des entreprises, lesquelles emploient un peu plus du tiers des salariés. En revanche, deux tiers des entreprises (occupant 30 % des salariés) ne dépassent pas l'obligation légale. Dans les entreprises de 500 à 2 000 salariés, la proportion de salariés cadres ayant suivi des stages en 1991 était de 59,5 %, alors que celle des ouvriers qualifiés était de 31,1 % et celle des ouvriers non qualifiés de 16,1 %. Dans les entreprises de 50 à 500 salariés, ces proportions passent respectivement à 43,6 %, 18,3 % et 10,8 %. Il y a plus inquiétant : le plus souvent, les individus qui accèdent à la FPC sont déjà diplômés.

On peut aisément déduire de cette situation apparemment paradoxale que :

• La FPC fonctionne souvent sur la mode de l'exclusion : ceux qui ont échoué au sein du système scolaire n'ont guère plus de chances d'accéder à une deuxième chance au sein de l'entreprise.

• La FPC, au lieu d'être une aide à la mobilité interne, est dans certains cas l'objet d'un chantage à l'emploi : « Si vous ne vous formez pas, votre emploi risque d'être remis en cause ».

• Le faible score des ouvriers à la FPC implique une faible transformation des structures d'emploi au sein des entreprises, et par conséquent, un immobilisme des formes d'organisation du travail.

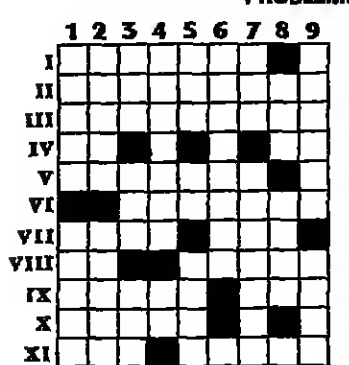
• L'argument de certains directeurs des ressources humaines selon lequel on forme d'abord les cadres parce qu'ils sont amenés à occuper des fonctions très diversifiées et des responsabilités importantes et évolutives est strictement conforme à une organisation de type taylorien.

Il est impossible de nier que le système éducatif français n'est plus adapté au fonctionnement du monde moderne, mais, à l'évidence, l'entreprise n'est pas encore ce lieu idéal que de la « success story » de tel ou tel manager que le *spécialiste* pense à l'ambition véhicule : au-delà des discours officiels, la réalité du terrain réside. Si correspondance il y a entre entreprises et système éducatif, c'est bien dans l'état actuel de l'économie française. Si correspondance il doit y avoir, c'est dans la mise à plat en commun de l'ensemble des problèmes, ceux de l'entreprise comme ceux du système éducatif. Quand commencerons-nous ?

► M. Michel Gutsatz est maître de conférences à l'université d'Aix-Marseille-II.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5989



VERTICALEMENT

- Quand elle est civile, s'ajoute à la galette des rois. Recherché par ceux qui ont beaucoup d'esprit.
- Attachée par ceux qui savent cuisiner. Franc quand il est brun.
- N'est évidemment pas un agrément. Un roi. Entre en tournant.
- Une mousseline qui ne fait du tout purée. Branché.
- Partie de campagne. Symbole. Dans le Gard.
- Des hommes qui font couler des larmes.
- Républicaine, n'a pas duré longtemps. Bien fait.
- Nourrit un dieu. On peut l'avoir à l'œil.
- Très fin. Vieux tube.

Solution du problème n° 5988

Horizontalement

- Martiel.
- Il. Ivraie.
- Cl.
- Ris. Arche.
- IV. Oseu. Orin.
- Edsie.
- VI. Tep. Eteng.
- Er. An.
- VIII. Regrattor.
- IX. Ibis. Inu.
- X. Eur. Pou.
- XI. Samoncas.

Verticalement

- Microtine.
2. Avis. Erabus.
3. Rosée. Gite.
4. Ti. Ut. Ara.
5. Ira. Mns. Pô.
6. Aérostation.
7. Crie. Truc.
8. Crien. Eu.
9. Bien. Gernis.

GUY BROUTY

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde

Comité de direction : Jacques Lecaillon, gérant ; directeur de la publication Bruno Freppert ; directeur de la rédaction Jacques Galu ; directeur de la gestion Manuel Lucot ; secrétaire général Daniel Vermet (directeur des relations internationales).

Anciens directeurs : Hubert Beau-Méry (1944-1969) ; Jacques Fauvet (1969-1982) ; André Laurens (1982-1989) ; André Fontaine (1989-1991).

RÉDACTION ET SÈGE SOCIAL : 15, RUE RAUGIERE 75001 PARIS CEDEX 18 T. (1) 40-45-25-26 Télécopieur : 40-45-25-99

ADMINISTRATION : 1, PLACE HUGERT-BOUVE-MÉRY 94882 IVRY-SUR-SEINE CEDEX T. (1) 40-55-25-26 Télécopieur : 40-55-30-10

سكس النفل

EDUCATION • CAMPUS

L'école des citoyens

Les pressions croissantes du marché de l'emploi menacent l'exigence éthique de l'institution scolaire

La préparation à la vie professionnelle est-elle le seul objectif de l'école? Au moment où le nombre de diplômés flirte avec la barre des trois millions, où la reprise économique se fait attendre et où l'emploi apparaît comme le principal enjeu de la bataille électorale, la question pourrait s'apparenter à une provocation. Pourtant, en organisant, vendredi 5 février, au Conseil économique et social, un colloque sur «l'école, une exigence éthique», les membres du Groupe de réflexion sur l'enseignement supérieur (GRES) s'avaient pas l'intention de jouer les iconoclastes.

Leur réflexion, loin de combattre les objectifs imposés au système éducatif par l'économie et de sombrer dans la dénonciation caricaturale, le dépasse. Ainsi M. Philippe Lucas, recteur de Bordeaux et l'un des animateurs du GRES, précise-t-il que «si l'école ne peut ignorer les logiques et les attentes économiques, elle ne peut perdre de vue son fondement propre : culture de la curiosité, développement de la maîtrise de soi et de l'intelligence des autres, exercice de jugement et de responsabilité».

Réfléchir au contenu des enseignements

Ce colloque était loin d'être superflu. Le consensus qui s'impose aujourd'hui semble limiter la mission du système éducatif à la seule formation d'actifs. La question, pour le Conseil économique et social, est de savoir si la volonté de former des jeunes au savoir-faire n'a pas déjà pris le pas sur la for-

mation au savoir-être. Car la fonction utilitaire plus que jamais reconnue à l'enseignement initial a provoqué un retournement de situation, pour le moins inattendu. Tout se passe en effet comme si l'école avait désormais la charge de «produire» des professionnels, et l'entreprise, celle d'offrir aux individus le cadre d'un épanouissement. Or, a rappelé M. Jean Matéoli, président du CES, «l'école doit apprendre à apprendre, l'entreprise doit apprendre à faire».

Cette mise au point est d'autant plus importante que la société est en crise, ont souligné les participants à cette manifestation : crise des valeurs, de l'identité, de la citoyenneté, dilution du sentiment d'appartenance. M. Jacques Delors, président de la Commission des Communautés européennes et qui anime, en outre, la commission éducation pour le XXI^e siècle de l'UNESCO, a vigoureusement posé le débat : «La question de l'éducation est revenue au premier rang des priorités gouvernementales. Mais elle est généralement posée sous sa forme instrumentale ou gestionnaire. Or, au-delà de l'augmentation quantitative des effectifs, de la diversité des filières, de l'augmentation de l'efficacité d'ensemble du système éducatif, il faut réfléchir aux contenus des enseignements, aux missions que nous souhaitons assigner à l'école».

Rappelant que la formation professionnelle ne remplacera jamais la formation générale, M. Delors a considéré que l'école doit éduquer à la citoyenneté. «Elle est le principal instrument de toute action visant à

la construction d'un projet commun», a-t-il indiqué. Fallait-il pour autant faire référence à un éventuel «âge d'or» sous la troisième République? M. René Rémond n'en est pas certain. Refusant de céder à «l'illusion rétrospective», cet historien n'est pas loin de penser que la société française est aujourd'hui plus unie et pacifique qu'elle ne l'a été en ce temps-là. «A l'époque, pour préserver l'unité de l'institution scolaire, on excluait de l'école tout débat métaphysique, religieux ou politique. La paix sociale était certes préservée mais on gardait le silence sur tout ce qui divisait».

Le mépris des exclus

Choqué par la position du ministère de l'Éducation nationale qui, pendant la guerre du Golfe, avait demandé aux enseignants de ne pas aborder le sujet, M. Rémond s'est présenté comme un ardent défenseur du dialogue : «On en parlait partout, en famille, dans la rue, à la télévision, mais on ne devait pas introduire le sujet à l'intérieur des salles de classe. Quel aveu d'impuissance de la part de l'institution scolaire!» Refusant l'apparition de cours d'éthique et de spécialités d'«exclus», il a conclu que la plupart des enseignants peuvent y concourir, à condition que le corps enseignant soit préparé et que cette mission apparaisse clairement dans les objectifs que se fixent les différents acteurs. Elle pourrait ainsi être explicitement présente dans les projets d'établissement.

Ce pourrait être un moyen de contrebalancer la prééminence actuelle du discours magnifiant les finalités économiques de l'institution scolaire et universitaire. L'idée qu'il existe un marché de l'éducation, régulé par le seul jeu de l'offre et de la demande, valorise en effet les comportements individuels au nom des théories économiques qui placent l'individu, voire l'entreprise, au centre de la réalisation de l'intérêt général. L'éducation nationale dévie, dans ce marché, un simple gestionnaire. Pour M^{me} Danièle Blondel, professeur d'économie à l'université Paris-IX-Dauphine, le détour, qui a pourtant son intérêt dans le cheminement personnel, est désormais banni. La compétition, induite par l'admission des valeurs de concurrence dans le corps de l'école, n'a l'idée d'émulation. «Dans une compétition, il y a quelques gagnants et beaucoup de perdants. Ces valeurs économiques entraînent le mépris des exclus, conclut M^{me} Blondel. On valorise désormais dans le système éducatif le spectaculaire, la réussite immédiate et non plus le long terme».

M. François Schoeller, directeur des enseignements supérieurs à France-Télécom, a tempéré ces affirmations. Refusant de renvoyer dos à dos l'école et l'entreprise, il a souligné que l'on ne pouvait pas, pour rétablir l'équilibre, limiter l'entreprise à son seul rôle économique. Volens nolens, les entreprises jouent sur les hommes. Mais aujourd'hui chacun s'attache à l'école en cherchant des stages pour ses élèves, l'entreprise en bouloignant à la hâte des stages de formation continue pour ses salariés. L'exigence éthique s'impose à tous. Ni l'école ni l'entreprise ne peut les fournir séparément, a-t-il indiqué, tout en considérant que l'on se saurait évaluer l'éducation, les professeurs et les filières sur la seule sanction du marché de l'emploi.

MICHELLE AULAGNON

Un avis du Conseil national d'éthique

Le Conseil national consultatif d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé (CNCE) souhaite que les expériences de sensibilisation des élèves et des étudiants aux problèmes posés par les progrès des sciences et techniques biomédicales se généralisent. Dans un avis rendu public le 9 février, le CNCE considère en effet que «le moment est venu, pour les autorités éducatives, les pouvoirs publics, les communautés éducatives et leurs partenaires de s'engager plus avant dans la formation à l'éthique biomédicale des générations en âge scolaire et universitaire».

La principale originalité de l'avis rendu par cette instance consultative réside dans le domaine recommandé. Faut-il reprendre le modèle anglo-saxon et favoriser l'émergence de spécialistes de l'éthique? Ou doit-on au contraire introduire cette préoccupation dans tous les enseignements traditionnels? Le CNCE

prend clairement position en faveur de cette deuxième solution. L'éthique, estime-t-il, est l'affaire de tous et ne saurait donc être réservée à des spécialistes. Pas question, par conséquent, de voir apparaître des professionnels, des «éthiciens», qui requerraient de s'arroger un monopole de réflexion sur le sujet et permettraient à l'enseignant de se consacrer à l'économie de tout engagement.

Selon le CNCE, cette logique devrait être respectée dès le collège, où la formation à l'éthique pourrait être émaillée par des cours sur la santé, l'environnement ou l'éducation civique. Au lycée, l'éthique devrait être intégrée dans les enseignements de biologie, de philosophie, d'histoire, etc. Non point en abordant les programmes concernés, mais les concernant de telle sorte que les maîtres et les élèves soient conduits à aborder ces questions.

Dans l'enseignement supérieur, et plus particulièrement dans les formations médicales, le Conseil national préconise l'introduction dans l'un des enseignements obligatoires de second cycle d'une formation aux problèmes éthiques, liée à la pratique, notamment sous la forme d'étude de cas. Une réunion de travail avec la conférence des doyens de médecine est envisagée. La même démarche pragmatique pourrait être envisagée, dès le premier cycle, dans d'autres formations comme le droit, les sciences politiques et sociales, la psychologie, ou l'anthropologie. Enfin, pour que les enseignants puissent intégrer cette préoccupation, le Conseil national, avec l'accord du ministère de l'Éducation nationale, propose de réunir régulièrement les responsables des Instituts universitaires de formation des maîtres (IUFM).

M. A.

Le mystère du budget étudiant

Malgré la controverse, le rapport du CREDOC sur le coût des études est rendu public

Le 23 octobre, l'Observatoire de la vie étudiante (OVE) rendait publics les premiers résultats d'une enquête réalisée par le Centre de recherches, d'études et de documentation sur la consommation (CREDOC) sur le budget des étudiants. Selon cette étude, le budget moyen d'un étudiant célibataire serait de 63 600 francs par an, un montant bien supérieur aux estimations habituelles qui situent le coût d'une année universitaire à environ 30 000 francs.

Les conclusions de l'enquête du CREDOC, qui transformait presque les étudiants en catégorie sociale favorisée, disposant d'un budget à peu près équivalent au SMIC, étaient immédiatement contestées. Les syndicats d'étudiants les qualifiaient d'«aberrantes», et au sein même de l'Observatoire de la vie étudiante, des voix s'élevaient pour en contester la validité et déclaraient l'enquête «impubliable» (le Monde du 7 novembre 1992).

Le nouveau président de l'Observatoire de la vie étudiante, M. Christophe Borgel, ommé le 15 décembre 1992 en remplacement de M. Etienne Trémé, avait alors qu'il avait remis son rapport contesté au fond d'un tiroir, soit il co assumait les conclusions, quitte à les assortir de réserves. Et

choisissant la deuxième option, M. Borgel, ancien président du syndicat d'étudiants UNEF-ID (indépendante et démocratique), attribue au travail du CREDOC la mention de «contribution utile», mais met l'accent sur les recommandations émises par le comité scientifique de l'OVE, réuni après la publication de l'enquête.

Une population hétérogène

Reconnaissant que le Centre de recherches, d'études et de documentation sur la consommation avait réalisé, sur une question complexe et dans les délais coevus, «une étude conforme aux exigences du contrat», le comité scientifique demande que la publication de cette enquête soit assurée dans des conditions qui évitent toute ambiguïté. La page de garde de rapport indique ainsi que ce dernier est «issu d'une enquête réalisée à la demande de l'Observatoire de la vie étudiante et publié sous la responsabilité du CREDOC». Cette précaution d'usage est induite par une «probable» surestimation des dépenses des étudiants qui ne met pas en cause «le réalisme comptable des montants calculés».

En revanche, les interprétations des résultats sont contestées pour deux raisons. La première tient en fait que cette étude coesidère la

population étudiante en tant que groupe social suffisamment homogène pour être approché par un calcul de moyenne. Or, considère l'Observatoire de la vie étudiante, «du point de vue économique, il y a des sous-populations étudiantes». La seconde réserve résulte du fait que le CREDOC intègre les flux financiers concernant les étudiants dans un modèle comptable assimilant leurs ressources et dépenses à un budget comparable à celui des ménages. «Il est clair, indique l'Observatoire, que les étudiants ne disposent pas d'un budget au sens où on l'entend pour les groupes actifs. Mieux vaut parler de coûts particuliers des études ou dans certains cas, de «pseudo-budgets» ou de «bricolage budgétaire».

Ces réserves ont pour objectif avoué de couper court à la polémique. Il n'empêche que tous ceux qui cherchent à mieux connaître les étudiants, qui souhaitent connaître leurs besoins, leurs ressources et leurs dépenses, ceux enfin qui regrettent la faiblesse de la recherche française en ce domaine, resteront sur leur faim. M. Borgel aura beau leur rétorquer que la notion de budget moyen n'a pas de sens pour une population aussi disparate et annoncer une enquête sur les conditions de vie des étudiants, le mystère demeure.

M. A.

REPÈRES

FINANCES. Le Club des jeunes financiers du Centre national des professions financières organise la dixième édition de son Concours du mémoire financier. Ce concours est destiné à récompenser des travaux d'étudiants de deuxième et troisième cycle d'université ou de grandes écoles. Il est doté d'un prix de 20 000 francs et d'un stage de trois mois dans un établissement financier new-yorkais.

► Renseignements : (18-1) 43-80-10-80.

ÉCOLES DE COMMERCE. Pour la première fois après des années de développement très rapide, les écoles supérieures de commerce marquent le pas. Déjà, à l'automne, les chiffres d'inscription dans les classes préparatoires aux concours de ces écoles avaient fait apparaître un tassement des effectifs de quelques centaines d'élèves. Le premier bilan des inscriptions aux concours de ces écoles, qui se dérouleront au printemps, confirme cette dérive. En effet, la vingtaine d'écoles de commerce appartenant à la conférence des grandes écoles (hors les établissements du réseau Escrimo) ont enregistré cette année une baisse d'un millier de candidats par rapport à l'an dernier (12 800 contre 13 800 candidats en 1992, soit une diminution de 7,6 %). En outre, ces candidats sont plus économes de leurs efforts et de leur budget : ils se présentent, cette année, à 5,4 écoles en moyenne, contre 6 l'an dernier.

PÉDAGOGIE SUR MINITEL. Avec 3615 CNDF, le Centre national

de documentation pédagogique met en place un nouvel outil d'information sur ses activités et sur les nouvelles technologies. Les utilisateurs peuvent d'ores et déjà choisir et commander par Minitel les différentes publications du catalogue national et connaître le contenu des émissions de télévision produites par le CNDF. Un annuaire mis à jour présente l'ensemble des centres du réseau et oriente les usagers vers le centre de documentation pédagogique le plus proche. Deux autres modules, «Conseils-expertises» et «Questions-réponses», sont en cours d'élaboration et seront mis en place progressivement au fur et à mesure des demandes. Le premier apportera aide et conseils pour l'intégration des nouvelles technologies dans l'enseignement, le second permettra d'interroger directement des experts sur les logiciels, le matériel informatique et audiovisuel et d'obtenir une réponse sous quarante-huit heures.

THÉÂTRE GRATUIT. Le samedi 6 mars, huit théâtres parisiens offriront une place gratuite aux élèves munis de leur carte de lycéen. Ils auront le choix entre la Comédie-Française, le Théâtre national de Chaillot, l'Odéon-Théâtre de l'Europe, le Théâtre de la Colline, le Théâtre de l'Athénée-Louis Jouvet, le Théâtre de la Bastille, le Théâtre de l'Est parisien et le Théâtre de la Tempête. Les places, valables pour tous les spectacles présentés jusqu'à la fin de la saison, sont à retirer le samedi 6 mars, de 13 heures à 17 heures au foyer du Théâtre de l'Odéon, 1, place Paul-Claudel, 75006 Paris.

VITEC de PARIS

Contrôle de gestion et management

P.-L. Bescois/P. Dobler
C. Mendoza/G. Naulleau

Une vision renouvelée du contrôle de gestion

dans la collection Entreprendre-Montchrestien

Jusqu'à 50% d'économie avec les nouveaux "Tarifs Privileges" d'ITT Sheraton.

Les Hôtels ITT Sheraton lancent deux nouvelles formules conçues pour simplifier vos voyages en vous faisant faire des économies.

Tarifs Privileges Affaires... de 5% à 30% de remise
Du Dimanche au Jeudi sans réservation ni paiement à l'avance. Même pour un voyage de dernière minute vous bénéficiez de prix exceptionnels.

Tarifs Privileges Week-end... de 30% à 50% de remise
N'hésitez plus à partir en Week-end. Aujourd'hui vous faites des économies en arrivant le Vendredi ou le Samedi. Demandez notre brochure Week-end.

Quelques exemples de nos Tarifs Privileges :

	Tarifs Normaux	Tarifs Privileges Affaires	Tarifs Privileges Week-end
Bonnets Sheraton Bruxelles	FR 10900	FR 7200	FR 4800
Interhotel Sheraton Amsterdam	155 231,00	155 189,66	155 167,00
Lisbonne Sheraton Lisbonne	ESC 40000	ESC 23750	ESC 17000
Moscou Sheraton Moscou	DM 430	DM 261,25	DM 196
Paris Prince de Galles	FF 2200	FF 1940	FF 1450
London Park Tower	£ 230	£ 185,25	£ 170
London Nelsonia	£ 245	£ 186,25	£ 155
Bahrein Sheraton Bahrain	BHD 65	BHD 49,40	BHD 42
Dubai Sheraton Dubai	AED 770	AED 636,50	AED 445
Le Caire Sheraton Le Caire	158 129 (2000) / 158 142 (2000)	158 106,40 (2000) / 158 118,50 (2000)	158 82 (2000) / 158 101 (2000)

Pour réserver, appelez votre agence de voyages ou le numéro vert suivant et demandez notre Tarif Privileges.

France : 05.90.76.35

ITT Sheraton

Le tarif comprend le petit-déjeuner. Le tarif comprend la taxe et le service. Les tarifs indiqués s'entendent pour l'occupation d'une chambre et par une personne, sauf pour le Tarif Privileges Week-end. Tous les tarifs sont soumis à la disponibilité et peuvent être modifiés sans préavis. Les Tarifs Privileges ITT Sheraton sont valables dans les hôtels ITT Sheraton en Europe, en Union et dans le Moyen-Orient. Certaines restrictions sont applicables.

ÉCONOMIE

BILLET

Remords de la majorité, flou de l'opposition

Une fois de plus, la proximité des échéances électorales inverse les rôles du débat démocratique. Les socialistes multiplient d'autant plus allègrement les propositions que la droite leur semble promise, alors que la droite, démunie largement favorite, vante sa volonté réformatrice mais laisse les électeurs sur leur faim dès qu'il s'agit d'exposer des intentions précises.

Les projets de dernière heure sont devenus une spécialité des socialistes. Au pouvoir depuis près de douze ans, exception faite de la parenthèse 1986-1988, les voilà qui découvrent que les trente-cinq heures de travail hebdomadaire ne constituent plus une utopie et que le partage du travail est un levier essentiel pour lutter contre le chômage. De même, le gouvernement n'est brusquement devenu qu'il convenait de consolider l'avenir des retraites à l'horizon 2005 et de se préoccuper enfin de la prise en charge des personnes âgées dépendantes. Ces deux projets – que les socialistes auraient eu tout le temps d'inscrire à leur actif – n'ont fait l'objet que de velléités de réforme (un projet de loi mort-né dans le premier cas, un texte de portée limitée adopté en première lecture pour le second). En dressant ainsi l'inventaire de ses occasions manquées, la majorité sortante risque de renforcer encore un peu plus l'emertisme des électeurs qui lui avaient fait confiance.

Les socialistes espèrent au moins trouver quelques arguments en dénonçant les intentions cachées de la droite, notamment à propos du SMIC. Mais l'exercice est difficile, car l'imprécision de la plate-forme RPR-UDF ne leur offre guère de prise. Quant aux tenants de l'opposition, ils assurent qu'ils ne modifieront pas le mécanisme du salaire minimum, égratigné par les mesures prises ces dernières années en faveur de l'insertion des jeunes. Mais le patronat entend bien les faire changer d'avis.

Combien de temps la droite pourra-t-elle « surfer sur la vague » du reflux socialiste ? Peu de temps, sans doute. Alors que, ces derniers jours, l'opposition assurait qu'il n'était pas question de relever les impôts ou les cotisations sociales, M. Alain Juppé, secrétaire général du RPR, admet mercredi 3 mars dans les Echos qu'il ne peut « pas prendre aujourd'hui l'engagement (...) que nous ne serons pas contraints de faire une action en comblement de passif pour éviter la cessation de paiement des régimes sociaux ». Une décision qui, bien entendu, interviendrait « à titre tout à fait exceptionnel ».

JEAN-MICHEL NORMAND

Précision. — Un titre paru dans le Monde du 3 mars (« M. Zuccarelli dénonce les projets de privatisation de la Poste et de France Télécom ») était inexact. S'il est vrai que le ministre des postes et télécommunications prête à la droite le projet de céder au secteur privé les télécom-

Le prix moyen des logements anciens a baissé de 11 % à Paris

Le prix du mètre carré a baissé de 11,1 % en 1992 dans le logement ancien à Paris pour retomber, en moyenne, sous la barre des 20 000 francs, selon les dernières statistiques des notaires. Le volume des transactions a régressé dans les mêmes proportions, pour ne s'établir qu'aux deux tiers d'une année « normale ». Si le prix des studios et des deux pièces a reculé moins que la moyenne, les cinq pièces et plus ont perdu un quart de leur valeur.

Le prix du mètre carré dans l'ancien à Paris a baissé en moyenne de 11,1 % en 1992, pour s'établir à 19 551 francs, soit en francs constants le niveau moyen atteint au premier semestre de 1989, selon les dernières statistiques des notaires parisiens.

Ce recul s'est opéré dans un marché « gelé » pour le second semestre consécutif : le nombre de transactions (23 957) a reculé de 10,9 % au 1^{er} janvier, pour ne plus atteindre que les deux tiers d'une année considérée comme « normale » par les notaires (34 000 à 36 000 mutations). La baisse du nombre des transactions jointe à celle du prix a fait reculer à 26 milliards en 1992 le marché de l'immobilier ancien parisien. Et la mauvaise conjoncture entraînera un manque à gagner en recettes fiscales de 1,12 milliard de francs rien que pour la capitale.

Ces chiffres globaux cachent de nombreuses disparités : les prix des petits appartements (studios et deux pièces) résistent mieux à la crise, avec des baisses de 8,8 % et 7,35 % respectivement. Le recul des 3 et 4 pièces est en ligne avec celui du niveau moyen. En revanche, les 5 pièces et plus « décrochent » avec une baisse de 26,9 %. Leur prix moyen retombe de 5 133 812 francs au 31 décembre 1991 à 3 782 639 francs un an plus tard. « Et, assurent les notaires, la baisse du volume touche beaucoup plus les appartements chers. » Les notaires évoquent plusieurs explications à la baisse du prix des grands logements : c'est surtout sur ce segment de marché que l'on trouve des vendeurs obligés de céder leurs biens, soit qu'il s'agisse de particuliers contraints d'acquiescer des droits de succession, soit de sociétés commerciales cédant les logements destinés à l'origine à leurs cadres. C'est aussi sur ces montants importants que l'immobilier supporte mal la comparaison avec les organismes de placements collectifs en valeurs mobilières (sicav et fonds de placement).

Sous la barre des 15 000 francs

Selon les notaires, « pour la première fois, la proportion de transactions inférieures à 500 000 francs a augmenté ». L'an passé, elles représentaient un tiers des mutations. A l'inverse, le nombre de transactions supérieures à 2 millions a régressé.

Autre différence : l'évolution selon les quartiers. Champion de la baisse des prix, le 16^e arrondissement affiche un recul de 20,3 %. Dans le même ordre de grandeur, on trouve le 1^{er} arrondissement (20 % de baisse) et le 7^e (16,6 %). Dans les 17^e, 14^e et 2^e arrondissements, on note également de fortes baisses tant en volume qu'en prix. A l'inverse, les 10^e, 11^e, 12^e et 19^e arrondissements – les quartiers les moins chers de Paris – ont peu régressé.

« Alors qu'en 1991, aucun arrondissement n'était sous la barre des 15 000 francs le mètre carré,

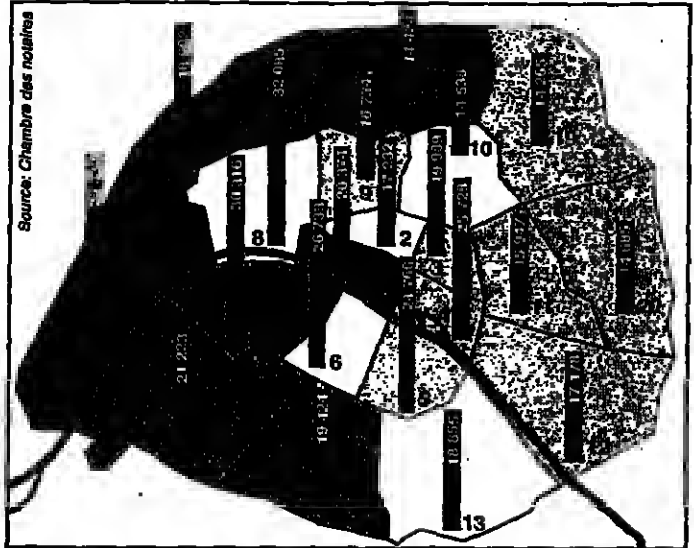
on en dénombrait quatre en 1991 » (les 18^e, 19^e, 20^e et 10^e).

Enfin, seuls à tirer leur épingle du jeu dans ce marasme, les parkings et les chambres de service continuent de se renchérir (+ 9 % et + 4,9 % respectivement).

Les notaires – qui ont présenté

une série de mesures pour lutter contre la crise – ont constaté un peu plus de « manifestion d'intérêt » de la part d'acheteurs en janvier-février, sans pourtant se prononcer sur ce léger regain.

F. V.



POINT DE VUE

Airbus n'est pas un usurpateur

par Louis Gallois

DES deux côtés de l'Atlantique, l'industrie aéronautique civile souffre – probablement plus qu'elle n'a jamais souffert. Elle subit en fait la conjonction de deux phénomènes.

Le premier résulte de notre myopie collective. Nous avons, aux États-Unis et en Europe, surestimé la solidité des économies couramment des années 1988-1990. Les études de marché sérieuses ne donnaient pas de tels volumes. Nous avons donc cru que les études de marché se trompaient – ça leur arrive ! – et nous avons fondé nos planifications d'entreprise sur des carnets de commandes gonflés à l'excès – premier effet de la dérégulation américaine. Felleil-il être d'investir pessimistes face à des clients – compagnies aériennes et sociétés de leasing – qui se bousculaient pour prendre rang chez leur fournisseur ? Notre profession n'a pas cru devoir l'être ; qui d'ailleurs aurait compris une telle attitude ? Désormais, la réalité rattrape chacun d'entre nous au galop, et cela, d'autant plus qu'après l'euphorie le transport aérien s'enfonce dans une crise sans précédent.

C'est le deuxième phénomène, le plus grave. Les compagnies aériennes – hors celles d'Extrême-Orient, à l'abri de ce phénomène – sont emportées dans une guerre tarifaire absurde, généralisée, elle aussi, par une dérégulation non maîtrisée. Elle s'accompagne financièrement emportant avec elle certaines des compagnies de leasing qui les fournissent en avions. Le trafic n'est que marginalement en cause ; il progresse très modérément du fait du marasme économique mondial, mais il progresse. L'application de la loi sur les faillites aux États-Unis, qui permet à certaines compagnies importantes de développer une politique de recettes sans véritable préoccupation de rentabilité, joue son rôle. Il n'est cependant que second.

La réalité est qu'une activité de services aussi lourde et infrastructure et en équipements (la dictature des frais fixes) que le transport aérien ne peut s'équilibrer face à des clients parfaitement volatiles si un minimum de discipline n'est pas respecté, surtout en période de crise. Or personne ne paraît vouloir

l'imposer. Le mal gagne l'Europe par une sorte de contagion suicidaire. Il faudra bien que, celle s'écroule, que chacun se ressaisisse sans doute que les États s'en mêlent – pour que la confiance renaisse, que les rentabilités se redressent... et que les banquiers reviennent ! Je ne suis pas sûr que cela soit rapide et que l'embellie soit proche.

Les conséquences de tout cela sont claires : les commandes nouvelles se raréfient, les commandes passées sont déstabilisées par la multiplication des annulations et des reports. Boeing se prépare à abattre ses cadences de production, peut-être un peu tard. Airbus les a déjà fortement réduites, avec sans doute plus d'anticipation. McDonnell-Douglas, plus discret que les deux premiers, a certainement suivi le mouvement.

Les effets sur l'emploi

Comme les rochers à marteau descendant, les surcapacités apparaissent partout dans le monde. Les effets sur l'emploi sont directs. Ils sont plus sensibles aux États-Unis, où l'industrie, beaucoup plus ancienne, a atteint depuis longtemps son régime de croisière : la baisse de charge est donc une baisse absolue. Les effets sont, jusqu'à présent, plus limités chez les partenaires d'Airbus parce que l'industrie européenne, beaucoup plus jeune, développait sa gamme de produits et était donc en phase de forte croissance avec une base plus étroite ; elle s'apprêtait en fait à embaucher ; elle y a renoncé. Si la crise se poursuit, elle devra, elle aussi, réduire ses capacités de manière significative. Nous verrons bientôt dans notre industrie les conséquences financières de tout cela.

Il est donc illusoire de chercher la cause des difficultés actuelles de l'aéronautique dans les soutiens dont a bénéficié l'industrie européenne. Airbus joue ici le rôle d'alibi. Boeing, notamment, n'a pas perdu de parts de marché au cours des années récentes. Il réduit l'emploi parce que le marché régresse. C'est la vérité. Chacun sait d'ailleurs, des deux côtés de l'Atlantique, que les États sont de gros clients – notamment militaires – de

Alors que le Salon de Genève abonde en nouveautés

Les immatriculations françaises d'automobiles ont chuté de 21,5 % en février

GENÈVE

de notre envoyée spéciale

Qui achètera la nouvelle Mondeo de Ford, la Xantia de Citroën, la Twingo de Renault, la Corsa d'Opel, la 306 de Peugeot, sans parler du cabriolet de BMW ou de la sublime Bugatti, toutes présentées au 63^e Salon international de l'automobile de Genève ? Les visiteurs de cette exposition annuelle dont les portes ouvrent jeudi 4 mars auront de quoi satisfaire leur curiosité. En revanche, sur leurs stands respectifs, les représentants des constructeurs ont grisé mine. Les statistiques publiées la veille de l'ouverture ont confirmé leurs craintes.

Le recul des ventes est impressionnant : les immatriculations françaises ont baissé de 21,5 % en février. Sur les trois derniers mois, le recul est de 9 %. Au niveau européen, seules la Grande-Bretagne – avec une progression de 6 % depuis le début de l'année, la baisse de 10 % des taxes sur les voitures ayant eu, à l'évidence, un effet incitatif – et l'Autriche affichent des hausses. Certains segments de marché courent aussi d'afficher de bonnes progressions. Chrysler aurait ainsi accru ses ventes européennes de 17 % grâce à son monospace Voyager et aux Jeep Cherokee et Grand Cherokee. Partout ailleurs, c'est la chute libre.

Sur l'ensemble de l'année, les constructeurs révisent donc leurs pronostics sur l'évolution du marché européen à la baisse : entre -3 % pour les optimistes (M. Louis R. Hughes, président de General Motors Europe ou M. Jacques Calvet, président de PSA Peugeot-Citroën) et -15 % pour M. Daniel Gaudet, président de la marque Volkswagen.

L'effet des fluctuations monétaires

A cette chute des ventes s'ajoute l'effet catastrophique des fluctuations monétaires pour les constructeurs des pays à monnaie forte : pour M. Calvet, elles coûteraient 2 milliards de francs environ à son groupe si les prix n'étaient pas réajustés. Chez Renault, on parle même de 3 milliards de francs.

Pour M. Calvet, ces annonces de nouveautés en pleine crise économique n'ont néanmoins rien de paradoxal : « Au contraire, plus le climat est morose, plus un constructeur doit avoir des voitures qui seront des succès. » On peut, on outre, penser que l'attente des nouveaux modèles présentés à Genève a différé un certain nombre d'achats. Un report de commandes qui s'ajoutait, en France, à celui dû aux élections.

ANNIE KAHN

suprès des compagnies aériennes (108 à ce jour), sans casser les prix, la crédibilité des produits Airbus et des services associés – décisifs tout au long de la vie de l'avion pour nos clients : formation des personnels des compagnies, gestion des pièces de rechange, service après-vente... Cela ne résulte ni du hasard ni d'un coup de bluff dopé à la subvention. Les compagnies aériennes sont les clients les plus compétents et les plus exigeants qui existent : elles ont reconnu des qualités du fond et parfois, il faut le dire, une réelle avance technique.

Un espace pour chacun

Ce qu'il est convenu d'appeler la « système Airbus » a eu le mérite d'associer, dans une synergie exceptionnelle, les industriels de quatre pays en Europe. Le mécanisme juridique peut certes être amélioré. Nos partenaires et nous-mêmes y réfléchissons sans a priori « idéologique », avec un objectif essentiel qui est de ne pas apporter de modifications – voire de transformations – à un système qui marche que dans le meilleur des mondes, notre véritable raison d'être.

Nous avons beaucoup appris et nous continuons à apprendre beaucoup au contact parfois rugueux de ces magnifiques entreprises que sont Boeing, McDonnell-Douglas, General Electric ou Pratt & Whitney. Peut-être le moment est-il venu pour nos amis américains de regarder ce qui se fait en Europe. Peut-être avons-nous aussi des choses à leur apprendre.

La compétition entre les deux rives de l'Atlantique est le meilleur des stimulants pour l'amélioration de nos produits et la satisfaction de nos clients. Il y a, sur un marché du transport aérien qui aurait retrouvé ses esprits, un espace pour chacun.

Je le répète, personne n'y a usé sa place.

► Louis Gallois est le nouveau PDG d'Airbus.

CENTRE D'ESSAIS

47-39-71-13



Mondeo

SADEVA PARIS OUEST

129, boulevard Jean-Jaurès
92110 CLICHY

ÉCONOMIE

ETRANGER

Un projet industriel controversé

La renaissance des Coccinelle brésiliennes

Disparue des chaînes de production depuis près de sept ans, la très respectable Coccinelle devrait être à nouveau fabriquée au Brésil dès le mois de juin.

RIO-DE-JANEIRO

de notre correspondant

La Coccinelle, cet ancêtre automobile, imaginée par Volkswagen à la demande d'Adolf Hitler, dans les années 30, a connu une brillante carrière internationale. Plusieurs millions d'exemplaires ont été produits à travers le monde et le Mexique était, jusqu'à présent, le dernier pays à la construire encore. C'est le président brésilien Itamar Franco qui a lui-même souhaité la reprise de la production de ce symbole de la voiture populaire (le Monde du 3 mars).

Au début, ce projet a été perçu par les principaux intéressés comme un gag ou une boutade : « La Fusca - ainsi qu'elle est nommée au Brésil - c'est la réalité brésilienne et non le rêve mégalomane d'une fausse modernité », avait affirmé le président. Il a maintenu son idée en dépit des critiques. Un accord a été signé entre l'Etat et la firme Autolatina, qui regroupe les constructeurs Ford et Volkswagen.

L'Etat s'engage à alléger les taxes (1), ce qui devrait permettre un prix de vente réduit - aux

alentours de 7 000 dollars (près de 40 000 francs). Autolatina, pour sa part, promet la production de cent véhicules par jour et l'embauche de huit cents personnes.

Des sarcasmes ont, bien sûr, continué de saluer ce retour au passé, critiqué par beaucoup d'éditorialistes. « Pourquoi ne pas envisager la réhabilitation du tibur ? », s'est interrogé publiquement le gouverneur de l'Etat de Bahia, M. Antonio Carlos Magalhães. « Le président américain pourrait prendre exemple, et relancer le Ford modèle 73 », plaisante un cadre brésilien. « C'est de la modernisation qui nous mène vers le Moyen Age », résume un banquier.

« L'œuf d'Itamar »

Plus pragmatiques, les autres constructeurs - principalement Fiat et la petite entreprise nationale Gurgel - tentent maintenant d'obtenir les mêmes avantages fiscaux pour leurs voitures de bas de gamme, dorénavant édulcorées « populaires ». Pour la Fiat, déjà signée avec M. Itamar Franco un protocole d'accord prévoyant une réduction des taxes fédérales concernant son modèle de base, un peu plus dépoli encore pour la circonstance.

Mais, dans un Brésil où le salaire minimum par mois n'atteint pas l'équivalent de 360 francs, où l'inflation men-

(1) Les taxes représentent environ 33 % du prix du véhicule. Deux tiers vont au gouvernement fédéral, un tiers au gouvernement de l'Etat.

DENIS HALTIN-GUIRAUT

Selon l'OCDE

Le Danemark connaîtrait une croissance de plus de 2 % en 1993

Invité à la seconde fois à approuver, le 18 mai, le traité de Maastricht, les Danois vont se prononcer par référendum sur fond de reprise économique, comme le prouve le rapport sur le Danemark que vient de publier l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques).

« La croissance molle de l'activité (en 1992) doit faire place à un redressement jusqu'à fin 1993 et à une accélération (...) en 1994 », écrivent les économistes du cabinet de la Muette, qui voient dans la demande intérieure, plutôt que dans les exportations, le moteur futur de la croissance. La progression du PIB devrait être de 2,1 % en 1993 et de 2,4 % en 1994, ce qui ne mettra pas en péril la poursuite de la désinflation et contribuera à réduire le chômage.

L'OCDE note cependant que le taux du chômage restera « supérieur à 10,5 % de la population active ». Evoquant le budget de 1993, l'OCDE juge que l'augmentation prévue des dépenses publiques « pourrait améliorer d'un demi-point la croissance du PIB (tandis que) le chômage diminuerait en conséquence ».

Dans la mesure où les critères de convergence financière sont « large-

ment atteints » par le Danemark, le principal problème demeure le chômage, même si son accroissement est plus modéré que dans beaucoup d'autres pays industrialisés. Une première étape consistait, selon l'OCDE, à suivre les recommandations d'une commission chargée des problèmes du marché du travail. Entre autres remèdes, celle-ci préconisait de faire davantage supporter par les salariés et les entreprises le financement de l'assurance-chômage alors qu'aujourd'hui l'Etat en prend à sa charge les deux tiers. La commission proposait de mener une politique « active » de l'emploi (mise en place de cycles de formation pour éviter que la perception d'allocation-chômage ne devienne « une solution de facilité ») et de réformer le régime d'indemnisation du chômage.

L'OCDE n'en conclut pas moins que, grâce aux « bons résultats » de ces dernières années, le fait d'une politique macro-économique « ferme et cohérente », les conditions sont remplies au Danemark pour « une croissance de l'emploi qui ne compromette pas les acquis récents de la stabilisation ».

J.-P. T.

INDICATEURS

ALLEMAGNE

● Inflation : + 0,4 % en février. - Les prix à la consommation en Allemagne de l'Ouest ont augmenté de 0,4 % en février par rapport à janvier, soit 4,2 % en glissement annuel, selon des chiffres provisoires. En janvier, les prix avaient enregistré une progression en rythme annuel de 4,4 %, et de 1,1 % par rapport à décembre, notamment en raison de la hausse d'un point du la TVA.

● Production industrielle : + 3 % en janvier. - La production industrielle a enregistré en Allemagne de l'Ouest une hausse de 3 % en janvier par rapport au mois de décembre. Ce bon indice est quelque peu artificiel car lié à la baisse de l'activité en décembre (-3 %), période où de nombreuses firmes avaient fermé durant les fêtes de fin d'année. C'est dire que, en janvier, la production n'a fait que retrouver son niveau de novembre 1992.

ÉTATS-UNIS

● Indices composites : + 0,1 % en janvier. - L'indice composite des principaux indicateurs économiques a progressé de 0,1 % en janvier aux Etats-Unis. Cette hausse est la plus faible enregistrée depuis septembre. Ce résultat est néanmoins meilleur que ce que prévoyaient les analystes, qui s'attendaient à une baisse de 0,2 %, compte tenu de la forte progression enregistrée depuis septembre dernier.

ITALIE

● Prix de détail : + 0,4 % en février. - Le coût de la vie a augmenté de 0,4 % en février par rapport à janvier. Sur un an (février 1993 comparé à février 1992), les prix de détail sont en hausse de 4,5 %. En janvier, le taux annuel d'inflation était de 4,3 %, son niveau le plus bas depuis 1987.

Après deux semaines d'accalmie

Le rouble de nouveau en forte chute face au dollar

Le rouble a repris sa chute face au dollar après deux semaines d'accalmie, perdant en une semaine plus de 12 % de sa valeur au marché des devises interbancaire de Moscou. Mardi 3 mars, le cours de la monnaie américaine a atteint un sommet de 649 roubles, contre 593 jeudi 25 février, et 576 mardi 23. Un dollar valait 125 roubles le 1^{er} juillet 1992.

Des rumeurs circulent à Moscou selon lesquelles le président de la Banque centrale, M. Viktor Guzerichenko, aurait l'intention de supprimer le marché des changes pour revenir à un cours administré du rouble, supprimé en juillet 1992. Le vice-président de la Banque centrale, M. Dimitri Toulina, a démenti, mardi, cette information, mais a précisé que la Banque discute en revanche de l'instruction, au 1^{er} avril, d'un cours pivot autour duquel le rouble serait autorisé à fluctuer dans une marge de 3 % à 5 %.

Cette mesure implique la création d'un fonds de stabilisation du rouble, alimenté notamment par les ressources en devises des entreprises exportatrices et la production de diamants du pays ainsi que par une éventuelle aide occidentale. - (AFP)

● Le pétrolier est-allemand de la métallurgie dénonce l'accord salarial de 1991. - L'ensemble des fédérations régionales du patronat de la métallurgie en ex-RDA a désormais rejeté l'accord salarial de 1991, qui révoquait l'alignement des salaires de l'Est sur ceux de l'Allemagne de l'Ouest en l'espace de cinq ans (le Monde du 25 février). Aux termes de cet accord, les salaires des ouvriers de la métallurgie devaient augmenter de 26 % cette année, mais le patronat propose un relèvement de 9 % seulement, compte tenu de la faible augmentation de la productivité.

AFFAIRES

Affectées par une guerre des prix

Les marges de l'industrie chimique se dégradent

« Tout le monde s'attend à une année 1993 très difficile. Elle sera noire si les prix restent au niveau actuel et moins sombre si les entreprises arrivent à les faire remonter », a affirmé, mardi 2 mars, M. Philippe Trépo, président de l'Union des industries chimiques (UIC) à l'occasion de la présentation du bilan de l'année écoulée.

Si, en 1992, la chimie française, quatrième producteur mondial et troisième exportateur, a progressé de 5 % en volume et connaît une croissance supérieure à celle du produit intérieur brut (+ 1,8 %), sa rentabilité, en revanche, a souffert. Selon l'UIC, le résultat après impôt pourrait tomber à environ 3 % du chiffre d'affaires, près d'un point de moins qu'en 1991.

La concurrence de l'Est

Cette contraction est due à la récession économique que traversent de nombreux pays européens, mais aussi à l'importante concurrence en provenance d'Europe de l'Est et d'Asie qui se traduit par une vigoureuse baisse des prix. A titre d'exemple, l'UIC cite la chute intervenue dans le secteur des matières plastiques, qui est « de l'ordre de 10 % par rapport au niveau déjà déprimé de 1991. Pour certains plastiques de grande diffusion, cette baisse a parfois atteint 20 à 30 % ». Les coûts des matières premières ont suivi la même tendance (- 19 % pour le prix du naphtha en francs). Pourtant, les charges des entreprises (coûts de gestion, dépenses de personnel, amortissement) continuent de progresser de 3 % à 4 %.

Pour 1993, les prévisions sont extrêmement prudentes. La production chimique française devrait progresser de 1 % à 2 % en volume, mais son rentabilité sera concentrée jusqu'en fin d'année, signe de reprise de l'économie en Europe, s'ajoute désormais, outre

la concurrence des pays de l'Est, le plein effet des dévaluations des monnaies anglaise, espagnole ou italienne, qui vont rendre plus attractifs les produits de ces pays. Que faire pour stopper cette guerre des prix ? Quelques entreprises avaient annoncé leur intention de relever leurs tarifs, mais elles hésitent encore car, comme le rappelle M. Trépo, « la chimie est devenue une industrie mondiale avec beaucoup d'acteurs ». Faut-il pour restaurer ses marges relever ses prix au risque de perdre des parts de marché ?

D. G.

● Un investisseur privé prend le contrôle du groupe chimique tunisien ICF. - Un investisseur privé, représenté par la Banque internationale arabe de Tunisie (BIAT), a acquis 40 % du capital de l'Etat dans la société Les Industries chimiques du fluor (ICF). Cette opération, révélée par la Bourse de Tunis le 1^{er} mars, entre dans le cadre de la politique de privatisation du pays. Elle a rapporté à l'Etat 11,826 millions de dinars (64 millions de francs). L'action a été vendue 32,850 dinars pour un prix de départ de 21,7 dinars. L'acquéreur est M. Mohamed Driss, un homme d'affaires tunisien installé à Souss, qui possède déjà une entreprise dans le secteur, le Comptoir national des plastiques, tout en étant également dans le tourisme. M. Driss va constituer le « noyau dur » de la direction des ICF, désormais contrôlées par le secteur privé. Les 21,37 % du capital que retient l'Etat tunisien feront ultérieurement l'objet d'une offre publique de vente (OPV) à un prix qui devrait avoisiner les 32 dinars par action. Le gouvernement tunisien applique, depuis 1986, un programme de privatisation qui a concerné jusqu'en fin d'année dernière, 19 entreprises. Il prévoit d'en accélérer le rythme cette année.

AGRICULTURE

Les pouvoirs publics octroient 2,5 milliards de prêts bonifiés supplémentaires

Le ministre de l'Agriculture, M. Jean-Pierre Soisson, a annoncé mardi 2 mars l'octroi d'une enveloppe supplémentaire de 2,5 milliards de francs de prêts bonifiés destinée à la consolidation des dettes des agriculteurs.

Ce montant s'ajoutera aux 10,5 milliards décidés la semaine dernière par le gouvernement.

L'enveloppe, annoncée le 2 mars, sera réservée à la consolidation de la dette des paysans les plus touchés par la réforme de la politique agricole commune (PAC), c'est-à-dire les producteurs de grande culture de céréales et d'oléagineux et les éleveurs de bovins. Le taux est de 8 % sur sept ans.

Pour aider les producteurs de pommes de terre, qui souffrent d'un effondrement des cours depuis trois mois, le ministère a décidé que cette catégorie pourrait également obtenir ces prêts.

SOCIAL

Selon le patronat de la métallurgie

Le prochain gouvernement doit réduire « quelques embarras sociaux »

L'Union des industries métallurgiques et minières (UIMM) estime, dans son dernier bulletin interne, que « le prochain gouvernement risque fort de connaître quelques embarras sociaux, outre des difficultés économiques et financières ». Selon le patronat de la métallurgie, des conflits ne devraient pas effleurer le secteur privé mais plutôt le secteur public où « une détérioration du climat social pourrait se produire assez rapidement ». Pour l'UIMM, « il n'y a rien à craindre, ni à espérer des syndicats, qui, décidés ou résignés à tracer un trait sur leur avenir, vivent leur déclin en continuant, par bonheur, à être reçus sinon écoutés ».

L'organisation patronale, qui s'inquiète des déficits publics, assure « qu'il faudra bien, à un moment ou à un autre, payer plus pour avoir moins ». Mais, conclut-elle, « qui aura le courage de le dire ? Et de le faire ? Comme le libre-échangeisme a tout va nous entraîne dans un tourbillon imprévisible, on peut légitimement s'interroger sur l'avenir ».

Le Monde DOSSIERS & DOCUMENTS

FÊTE SES VINGT ANS

Numéro spécial - 24 pages

MARS 1993

A LA UNE

LES NOUVEAUX ENJEUX DE L'ASIE

Le continent le plus peuplé de la planète est devenu l'un des moteurs de la croissance économique mondiale, autour du Japon, de la Chine, de Taïwan, de Singapour... Pourtant, en Afghanistan comme au Vietnam, en Corée du Nord comme en Chine ou au Cambodge, la démocratie reste un vain mot.

Au sommaire des Clés de l'Info : les violences au Zaïre et au Togo, les élections législatives en France, la réforme du système de santé américain, les expulsions de Palestiniens hors d'Israël, les suites de la partition de la Tchécoslovaquie, la réforme de la Constitution belge, le « dumping » social en Europe, la face cachée des galaxies.

EXCEPTIONNEL

DEUX DOSSIERS LITTÉRAIRES

Pour préparer les examens de français :

- du bac : Proust et son temps
- des classes prépas scientifiques : L'autre et l'ailleurs, à travers l'Illiade d'Homère, Tristes Tropiques de Claude Lévi-Strauss et Un barbare d'Henri Michaux.



EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX - 10 F

هكنا من النكل

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde • Jeudi 4 mars 1993 23

LES LOCATIONS DES INSTITUTIONNELS

Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges	Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges	Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges
PARIS			13^e ARRONDISSEMENT			92 HAUTS-DE-SEINE		
2^e ARRONDISSEMENT			4 PIÈCES 90 m², 1 ^{er} étage terr. 15 m², park.	14, rue Charles-Fourier GÉRER - 49-42-25-40 Commission agence	8 900 + 800 5 073	3 PIÈCES 69 m², 3 ^e étage	BOULOGNE 33-37, rue Louis-Pasteur GÉRER - 40-67-06-99	7 300 + 1 035
2 PIÈCES 82 m², 5 ^e étage droite	5, rue Volney GCI - 40-16-28-71 Honoraires rédaction	8 822 + 1 215,55 328,66	4 PIÈCES 81 m², 3 ^e étage parking	2, villa Tolbiac GÉRER - 40-67-06-99	7 705 + 820	4 PIÈCES 82,59 m², terr. 20 m² R.-d.-s. parking	BOULOGNE 52, rue de Bellevue GÉRER - 49-42-25-40 Frais de commission	8 100 + 820 4 817
4^e ARRONDISSEMENT			14^e ARRONDISSEMENT			2 PIÈCES 82 m², R.-d.-s. parking	COURBEVOIE 46, rue de l'Alma SAGGEL VENDÔME - 46-08-80-35 Commission agence	4 320 + 978 3 110
1/2 PIÈCES 60 m², 1 ^{er} étage	15, bd Bourdon CIGIMO - 48-00-89-89 Honoraires location	3 670 + 900 2 912	2 PIÈCES 88 m², 4 ^e étage parking	8, rue de l'Ouest AGIFRANCE - 43-20-54-58 Frais de commission	6 878 + 795 4 885	4 PIÈCES 83 m², 3 ^e étage parking	GARCHES 54-50, rue du Col-de-Rochefort AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	5 684 + 1 150 4 045
2 PIÈCES 50 m², 1 ^{er} étage	18 bis, bd Morland CIGIMO - 48-00-89-89 Honoraires location	4 140 + 850 3 251	4 PIÈCES 74 m², 4 ^e étage ascenseur	3, villa Bruna LOCARE - 40-61-66-00 Commission d'agence	5 800 + 1 289 5 054	3 PIÈCES Résidentiel 72 m² 1 ^{er} étage, 2 parkings	MEUDON 2, rue des Capucins SAGGEL VENDÔME - 46-08-80-35 Commission d'agence	7 100 + 787 6 112
7^e ARRONDISSEMENT			15^e ARRONDISSEMENT			2 PIÈCES 59 m², 2 ^e étage parking	NEUILLY-SUR-SEINE 22, bd du Cal-Lederc GCI - 40-16-28-68 Frais d'acte	6 490 + 785 357
2 PIÈCES 39 m², 6 ^e étage	222/224 bd Saint-Germain LOC INTER - 47-45-17-65 Frais agence	4 270 + 513 3 386	2 PIÈCES 56 m², 3 ^e étage parking	6/8, rue du Lac AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	5 250 + 1 092 3 736	4 PIÈCES 159 m², 2 ^e étage box	NEUILLY-SUR-SEINE 74, rue de Chézy GCI - 40-16-28-68 Frais d'acte	19 900 + 3 358 800
2 PIÈCES 43 m², 2 ^e étage parking	50, rue de Bourgogne GÉRER - 40-67-06-99	5 850 + 990	3 PIÈCES 78 m², 6 ^e étage parking (+ 810 F)	13, square Ch.-Lauront GÉRER - 49-42-25-40 Commission d'agence	7 200 + 1 250 5 185	4 PIÈCES 87 m², 2 ^e terr. R.-d.-c. 1 parking	NEUILLY-SUR-SEINE 9, rue de Rouvray LOC INTER - 47-45-16-09 Frais d'agence	10 060 + 818 7 830
3 PIÈCES 106 m², 1 ^{er} étage	282, bd Saint-Germain AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	13 000 + 1 000 9 251	4 PIÈCES 122 m², R.-d.-c.	7, rue Alexandre-Cabanel AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	11 250 + 1 590 8 008	6 PIÈCES 167 m² 5 ^e étage	NEUILLY-SUR-SEINE 15-17, av. Sainte-Foy AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	20 510 + 2 200 14 595
7 PIÈCES 194 m², 3 ^e étage	91, av. de la Bourdonnais SAGGEL VENDÔME - 47-42-44-44 Commission	21 340 + 3 089 15 365	16^e ARRONDISSEMENT			3 PIÈCES 80 m², 5 ^e étage	SÈVRES 37, Grande-Rue GÉRER - 40-87-06-99	8 970 + 800
8^e ARRONDISSEMENT			2 PIÈCES 53 m², 6 ^e étage	10, passage des Eaux SAGGEL VENDÔME - 47-42-44-44 Commission d'agence	4 500 + 1 205 3 240	94 VAL-DE-MARNE		
3 PIÈCES 75 m², 5 ^e étage	8, rue Jean-Goujon AGIFRANCE - 49-03-43-03 Frais de commission	8 874 + 1 235 6 315	17^e ARRONDISSEMENT			4 PIÈCES 87 m², 1 ^{er} étage	NOGENT 68, rue François-Rolland GÉRER - 40-67-06-99	5 700 + 1 570
3 PIÈCES 85 m², 6 ^e étage	5, rue de Stockholm LOC INTER - 47-45-14-65 Frais agence	8 200 + 890 8 174	3 PIÈCES 68 m², 5 ^e étage	52, bd des Batignolles GCI - 40-16-28-71 Frais d'actes	7 820 + 735 364	3 PIÈCES 68 m² + balcon 3 ^e étage, parking	SAINT-MANDÉ 35, av. Joffre LOC INTER - 47-45-16-09 Frais d'agence	6 212 + 781 4 770
12^e ARRONDISSEMENT			77 SEINE-ET-MARNE			STUDIO 37 m², 2 ^e étage parking	VINCENNES 40, rue des Vignerons AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	3 756 + 422 2 872
STUDIO 35 m², 4 ^e étage parking	52/54, cours de Vincennes AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	3 600 + 828 2 562	3 PIÈCES 76 m², R.-d.-c. Parking	NOISIEL 7, allée des Noyers AGIFRANCE - 49-03-43-05 Frais de commission	3 513 + 811 2 875,88	95 VAL-D'OISE		
STUDIO 35 m², 1 ^{er} étage ascenseur	78, rue de Bercy LOCARE - 40-61-66-00 Commission agence	3 818 + 290 3 505	78 YVELINES			4 PIÈCES 105 m² + terr. 2 ^e étage, parking	MONTMORENCY 128, av. Ch.-de-Gaulle CIGIMO - 48-00-89-89 Honoraires location	5 900 + 2 382 4 518
2 PIÈCES 56 m², 3 ^e étage	32, rue de Plépus GÉRER - 40-67-06-99	5 300 + 784	2/3 PIÈCES 85 m², 1 ^{er} étage	LE CHESNAY 50-52, rue Mosouris CIGIMO - 48-00-89-89 Honoraires location	3 200 + 1 025 2 574			
			4 PIÈCES 87 m², 2 ^e étage parking	SAINT-GERMAIN-EN-LAYE 40, rue des Ursulines AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	2 574 + 787 + 1 100			
			3 PIÈCES 70 m² R.-d.-c.	VERSAILLES 35 bis, rue du Mal-Gallien CIGIMO - 48-00-89-89 Honoraires de location	5 395 5 175 + 815 3 996			
			91 ESSONNE					
			4 PIÈCES pavillon 122 m² ras-de-jardin parking	LONGJumeau 2, rue des Bruyères AGIFRANCE - 49-03-43-05 Frais de commission	6 471 + 358 4 505			

CETTE PAGE A ÉTÉ RÉALISÉE AVEC LA PARTICIPATION DE

PHENIX
GESTION

gérer
Le Service Immobilier

LOC INTER
Transactions Tel. 07 45 19 97

CIGIMO
GTF

GENERALI

AGIFRANCE
GROUPE CREDIT DES BOURGOGNES

LOCARE
CONSEIL EN IMMOBILIER

SAGGEL
VENDÔME
GROUPE UAP

Le Monde

Chaque mercredi (numéro daté jeudi)
Vos rendez-vous IMMOBILIER

La sélection immobilière - Les locations des institutionnels - L'immobilier d'entreprise
Professionnels : 46-62-73-90 - Particuliers : 46-62-72-02

CULTURE

Les derniers feux du ministère Lang

Un dossier-bilan pour le théâtre

Avant les élections législatives, M. Jack Lang, ministre de l'éducation nationale et de la culture, s'est décidé à faire le point sur la situation du théâtre. Il n'aime pas les chiffres, dit-il, et c'est Alain Van der Maelère, directeur du théâtre - qui, avec Emmanuelle Knausner, conseiller, s'est chargé d'établir le dossier-bilan de son ministère. Un dossier plein de cartes et de graphiques montrant l'impressionnant développement des activités. On s'en rend compte tous les soirs à la multitude de spectacles présentés, y compris en province où beaucoup de ceux que l'on voit à Paris sont créés. Le retour à l'esprit de troupe, le rajeunissement d'un public qui s'agrandit et se renouvelle, la mise en place des scènes nationales, «consolidation de ces unités», la formation professionnelle, le succès du bac A3 - option théâtre - sont pour le ministre et son équipe autant de sujets de satisfaction.

Pour l'avenir, il s'agit d'assurer au mieux la continuité d'une action globalement positive. La génération née au théâtre sous le ministère Lang, et qui ne connaît rien d'autre, a révélé nombre de talents divers et des ambitions communes : lieux, durée, moyens. Au ministère, on rêve pour elle d'un «compagnonnage avec les institutions» qui, pour l'heure, restent stables. Les mandats des acteurs directeurs des théâtres nationaux sont prolongés : celui de Jacques

Lassalle à la Comédie-Française, de Jorge Lavelli à la Colline, de Luis Pasqual à l'Odéon-Théâtre de l'Europe. Celui de Jean-Marie Villégier au TNS ne se termine qu'en décembre 1993, et celui de Jérôme Savary à Chaillot en juin 1994. Les contrats dans les centres dramatiques et autres établissements publics ne sont pas à renouveler cette année. Toutefois, nommée à la tête du Jeune Théâtre national, Josselyne Horville quitte l'Athénée. Les paris demeurent ouverts pour son successeur : un créateur ou un programmeur. M. Lang demande encore quelques jours de réflexion.

Un nouveau centre dramatique

Un nouveau centre dramatique est créé à Orléans, dans l'enceinte de la Scène nationale, et confié à Stéphane Braunschweig - qui attendait depuis des mois cette confirmation. Mais il devra partager le bâtiment avec le Centre artistique et de diffusion d'Orléans (CADO) et le chorégraphe Josef Nadj, l'une de ces situations bâtarde qui ont fini par coûter la vie à d'autres centres, notamment celui des Alpes. Stéphane Braunschweig, pourtant, ne s'inquiète pas : «J'ai un contrat de trois ans. Si mon bilan est négatif je m'en vais. Mes moyens ne changent pas sensiblement. En tant que compagnie, je trouvais des coproductions, qui, désormais, me seront refusées.

En revanche, je peux cesser de monter une pièce, de l'annuler en tournée le plus longtemps possible, sans pouvoir rien préparer pendant ce temps. Je veux mener des projets artistiques plus vastes, plus cohérents.

La Maison des arts de Gréteil, fermée pour travaux, ouvrira au début de 1994 avec un nouveau directeur, Didier Fusillier. Il s'est fait connaître des téléspectateurs en accompagnant M. Jack Lang dans son face-à-face avec M. Michel Schneider, ancien directeur de la musique, chez Bernard Pivot. Mais il est d'abord le fondateur et directeur du premier «centre culturel transfrontalier», prolongé d'un Festival international, à Maubeuge, «étape sur les lignes Berlin-Paris, Copenhague-Paris, Moscou-Paris. Pendant l'année, nous grâçons cinq scènes entre Valenciennes et Jeumont. Et le Festival se décentralise en Belgique». En trois ans, son centre est devenu un point de rencontre privilégié. Y ont été accueillis Kantor, Bob Wilson, Robert Lepage, entre autres.

Enfin, le Centre Georges-Pompidou ayant demandé au ministère de réfléchir sur l'exploitation de sa salle de théâtre, mal employée et d'ailleurs mal connue, Claude Régy serait prêt à accepter d'y travailler quelques mois dans l'année.

COLETTE GODARD

Une loi-programme pour le patrimoine

Le ministre de l'éducation nationale et de la culture ne laissera pas à la droite le plaisir de présenter une deuxième loi-programme en faveur du patrimoine. C'est M. François Léotard, alors Rue de Valois, qui avait eu l'initiative de la première, lancée en janvier 1988, pour une durée de cinq ans. Celle-ci, concoctée par M. Jack Lang, devrait comporter 8,94 milliards de francs de crédits, établis sur cinq ans à l'encore, avec une progression annuelle de 3 % par an et un champ d'application un peu plus large puisqu'elle s'étend à l'archéologie, à l'inventaire et à l'ethnologie. Rappelons que le budget du patrimoine s'élève, cette année, à 1,75 milliard de francs, soit une hausse de 3,85 % par rapport à 1992.

Le ministre a dû convaincre son collègue des finances, traditionnellement hostile à ce type de loi. Bien sûr, celle-ci devra être votée par la prochaine Assemblée. Mais on voit mal comment l'opposition s'opposerait à une proposition qui figure dans son programme. «Les chantiers

des Monuments historiques, explique Christian Dupavillon, directeur du patrimoine, sont compliqués et s'étendent très loin. Il est donc indispensable de pouvoir compter sur des investissements continus, étalés dans le temps. Grâce à cette deuxième loi-programme, des monuments comme Charroux ou Versailles pourront bénéficier de dix ans de travaux sans interruption. Cette loi est d'autant plus prometteuse que le budget des Monuments historiques est largement multiplié (plus de deux fois et demi) par les collectivités territoriales.

Le ministre a précisé que «la direction du patrimoine proposera cette année des accords contractuels aux collectivités territoriales et même aux propriétaires privés». Mais il s'est opposé avec force à la décentralisation de l'ensemble des crédits des Monuments historiques. «Le contrôle scientifique finirait par se diluer et l'égalité devant les monuments historiques serait remise en cause», a-t-il déclaré. Parmi les grands chantiers en cours ou à ouvrir : la réfection des jardins de

Versailles et de Fontainebleau ; celle de cathédrales comme Amiens ou Beauvais dont l'état est si alarmant que la direction du patrimoine songe à les fermer au public le temps des travaux ; ou le site de Carnac dont l'interdiction aux visiteurs avait ému la Bretagne tout entière.

Le laboratoire de Champs-sur-Marne où sont mises au point les nouvelles techniques de restauration devrait voir son budget doublé grâce au mécénat d'entreprise. Une découverte capitale y a été faite : elle permettrait la restauration des pierres par biomimétisme. Les moellons dégradés par la pollution et les ravalements pourraient se reconstituer grâce à l'application d'une «soupe bactériologique». Restera à régler le problème de l'invasion des villes historiques par des flottilles de cars, toujours plus nombreuses, et la régulation du flot des touristes dans certains monuments «stratégiques».

E. de R.

Le chef Alain Lombard à nouveau immobilisé. - Alain Lombard, directeur du Grand Théâtre, de l'Orchestre national de Bordeaux-Aquitaine et du Mai de Bordeaux, est à nouveau immobilisé à cause de «problèmes vertébraux nécessitant un arrêt prolongé». Il ne pourra donc assurer la direction de la nouvelle production de Boris Godounov de Moussorgski. Il a choisi d'être remplacé par Vakhtang Matchavariani, chef permanent de l'Orchestre national de Géorgie. Alain Lombard avait déjà dû renoncer à assurer un programme Wagner à Bordeaux au mois de février. Les dates des représentations de Boris Godounov sont inchangées : 12, 17, 19 et 21 mars. Renseignements et location : 56-48-58-54.

Décès du pianiste Julian von Karolyi. - Le pianiste allemand, d'origine hongroise Julinn von Karolyi est mort le 1^{er} mars, à Munich, des suites d'une longue maladie. Il était âgé de soixante-dix-neuf ans. Né le 31 janvier 1914, à Losonc (Hongrie), il avait été élève d'Ernst von Dohnanyi, à Budapest, et d'Alfred Cortot, à Paris. A son tour, Julian von Karolyi était devenu un professeur réputé, dont les master classes étaient recherchées. Il a enregistré quelques disques, consacrés à Chopin et à Liszt, qui témoignent d'un jeu plus sensible que virtuose. En 1972, Julian von Karolyi avait été nommé professeur au Conservatoire de Würzburg (RFA).

Rectificatif. - Le Grand Prix national de poésie n'a pas été attribué à Jean Tardieu en 1990, comme nous l'avons écrit dans le Monde du 3 mars, mais en 1986.

Le Monde
DES LIVRES

CARNET DU Monde

Naissances

M. et M^{me} Jean-François MEJANES, née Ishtar Kottaneh, partagent avec leurs filles, Balila et Amal, la joie de faire part de la naissance de leur fils.

Mikal,

le 29 janvier 1993.

13, rue des Saints-Pères, 75006 Paris.

Décès

M^{me} Mary-Ann Warrick, et James Warrick-Alexander, ont la douleur de faire part du décès de

M^{re} Léon ALEXANDER, avocat et conseiller à la Cour suprême des États-Unis d'Amérique.

Un office religieux sera célébré le vendredi 5 mars 1993, à 11 heures, en la cathédrale américaine de Paris, 23, avenue George-V.

L'urne cinéraire reposera au mausolée de l'American Legion, au cimetière nouveau de Neuilly-sur-Seine (Hauts-de-Seine).

Adressez vos dons à l'Association Franco-Parissienne, 29, rue Mirabeau, 75016 Paris.

- Marseille, 2 mars 1993.

M^{me} Maurice Bourgeat, Emmanuel et Jean-Stéphane, ses enfants, Petite sœur Marguerite de Jésus, M. et M^{me} E. Bourgeat, La Fraternité séculière Charles-de-Foucauld, font part du décès de

M. Maurice BOURGEAT.

«Out, j'en ai l'assurance, ni la mort ni la vie, rien ne pourra nous séparer de l'amour de Dieu.» (Rom. VIII, 38)

- La société Rolha Bucher SA

Le regret de faire part du décès de

Patrick REVOL, directeur général.

Les obsèques ont eu lieu le samedi 20 février 1993, en l'église Saint-Simon de Bruxelles (Belgique).

M. Michel Saccout, et toute la famille, font part du décès de

Colonel Roger SACQUET, de l'infanterie coloniale, promotion de la garde au Rhin (19-21), commandeur de la Légion d'honneur,

survenu le 1^{er} mars 1993, à l'âge de quatre-vingt-trois ans.

Les obsèques seront célébrées le jeudi 4 mars, à 9 h 30, en l'église de Montreuil (Seine).

88, avenue Jean-Jaurès, 89400 Migennes.

Eddy Edouard et sa femme Yolaine, Jean Stadler, Jean Reoing et sa femme Jacqueline, Jacques Caulio, Nicole de Bédencourt, Dominique Versini, Gioia Emmaouelli-Zara, Xavier Emmaouelli, ont la douleur d'annoncer la mort, à New-York, de

Raymond KLEIN, né le 8 août 1938.

Il était également connu sous ses deux noms de plume,

Edmond Clay ou Raymond Kera.

Après un étrange et difficile parcours sur la terre, il a rejoint dans la paix son père.

Julius KLEIN,

qui l'avait suivi en Amérique, et sa mère, dispersée dans les camps de concentration nazis quand il n'était qu'un petit enfant.

C'était un homme juste et bon, un esprit universel profondément tolérant, et nous l'aimions.

M^{me} Marguerite Ponard, son épouse,

M. et M^{me} Jean Lepostolle, M. et M^{me} Jean-Pierre Canale, M. et M^{me} Pierre Ponard, ses enfants,

Ses petits-enfants, Parents, Et amis, ont la douleur de faire part du décès de

M. Louis FONARD, commandeur du Mérite agricole, chevalier de l'Ordre national du Mérite,

président d'honneur de la Meunerie du Jura, ancien vice-président de la chambre de commerce et d'industrie du Jura,

ancien président de la Louvererie du Jura, président fondateur du comité de défense de la pierre et moyenne meunerie française,

survenu le 26 février 1993, à son domicile, à l'âge de quatre-vingt-cinq ans.

La cérémonie religieuse et l'inhumation ont eu lieu à Audelange (Jura), le 1^{er} mars.

Le Moulin Rouge, 39700 Audelange.

Sa famille, Ses proches, Ses amis, font part du décès de

Zizi URTIZVEREA,

survenu le 2 mars 1993, à Paris.

Selon sa volonté, il n'y aura aucune cérémonie.

232, boulevard Saint-Germain, 75007 Paris.

M^{me} Françoise Hermet-Lartigue, son épouse, Guillaume et Thomas, ses enfants, M. et M^{me} Jean Lartigue, ses parents, Sa famille, Et ses amis, ont la douleur de faire part du décès de

M. Christian LARTIGUE, magistrat,

survenu le 1^{er} mars 1993.

La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 4 mars, à 8 h 30, en l'église Saint-Ferdinand des Termes.

8, rue Anatole-de-la-Forge, 75017 Paris.

49, rue Laugier, 75017 Paris.

Remerciements

M^{me} Marielle Nordemann Et ses enfants, profondément émus par les témoignages d'affection et de sympathie qu'ils ont reçus à l'occasion du décès de

Pierre NORDEMANN,

remercient bico vivement tous ceux qui leur ont écrit ou qui se sont associés à leur peine, le 3 février 1993.

Messes anniversaires

Une messe sera célébrée le lundi 8 mars 1993 à 17 heures, en l'église Saint-Pierre du Gros-Cailhou, 92, rue Saint-Dominique, Paris-7, à la mémoire de

Walter GERSTGRASSER, ancien président du groupe Franco-Lorrain,

décédé il y a un an, le 8 mars 1992.

Puisse sa mémoire demeurer fidèle dans le cœur de chacun d'entre vous.

Anniversaires

Il y a trois ans, les 3 et 11 mars, Hélène et Anne-Marie nous quittaient.

Merci à tous ceux qui se souviennent.

Patrick BLOCH.

Il y a un an, le 4 mars 1992, disparaissait

Jeanne FORTIER, née Berli.

Que tous ceux qui l'ont connue, que tous ceux qui l'ont aimée, aient une pensée à son intention.

Le 2 mars 1993.

David GARBOUS, Rose GARBOUS,

arrêtés par la police française, internés à Drancy, ont été livrés par le gouvernement de Vichy aux nazis. Convoi n° 49 du 2 mars 1943 pour Auschwitz.

Aucun d'eux n'est revenu.

Nous n'oublions pas.

Il y a cinquante ans

Juda HERTZ SZAJEWICZ, quarante-quatre ans,

était assassiné à Auschwitz.

Engagé volontaire dans l'armée française, il fut livré aux nazis par le gouvernement de Vichy.

Un des mille déportés juifs du convoi n° 49 parti de Drancy le 2 mars 1943. Six sont revenus.

Maurice Sajet, son fils, Leda Sajet, sa belle-fille, Virginie Sajet-Kierbel et David Kierbel, Guillaume Sajet, ses petits-enfants, Rody Kierbel, son arrière-petit-fils.

Nous n'oublions pas. Nous ne pardonnons pas.

Communications diverses

- Jeudi 4 mars 1993, à 20 h 30, le CBL, 10, rue Saint-Claude, Paris-3, reçoit Goy Koopnicki, écrivain, conseiller régional d'Ile-de-France, qui traitera de «Intégration et nouvelle citoyenneté». Tél. : 42-71-68-19.

Soutenances de thèses

- François Lenet, samedi 6 mars 1993, à 10 heures, Institut d'art et d'archéologie, salle Catalani, 3, rue Michelet, Paris : «Le peintre Henri de Maistre et les ateliers d'art sacré (1919-1947)».

JOURNAL OFFICIEL

Est publié au Journal officiel du mercredi 3 mars 1993 :

UN ARRÊTÉ

- Du 23 février 1993 fixant la liste des manifestations sportives admises au bénéfice de l'exonération de l'impôt sur les spectacles.

SPORTS

FOOTBALL : le Real de Madrid bat le Paris-SG 3-1

Les leçons de Bernabeu

En s'inclinant 3-1 sur le terrain du Real de Madrid, mardi 2 mars, le Paris-SG a compromis ses chances de qualification pour les demi-finales de la Coupe de l'UEFA. Menés 2-0 à la fin de la première mi-temps, les Madrilènes Butragueno et Zamorano, - les Parisiens ont réduit le manque grâce à David Ginola avant d'encasser un penalty de Michel, lors de la dernière minute de jeu. Le match retour aura lieu le 17 mars au Parc des Princes.

MADRID

de notre envoyé spécial

Au cœur des quartiers d'affaires de Madrid s'élève un coupe-gorge. Un lieu encaissé entre des étroits abrupts, noir comme une rue mal fumée, dont les visiteurs ressortent souvent désemparés de leurs illusions. On ne flâne pas dans le stade Santiago-Bernabeu. On prend son dû et l'on s'éloigne, heureux d'avoir échappé au danger. On ne rêve pas dans le repaire d'un monstre, issu d'une de ces légendes qu'aiment à se raconter les amateurs de ballon rond.

Pour l'avoir oublié un instant, les joueurs du Paris-SG ont vu leur entrée dans le gotha du football international repoussée à une autre occasion. A deux minutes de la fin d'une rencontre palpitante, ils pensaient avoir accompli leur mission. Un but inscrit à l'extérieur devait leur suffire à buter le Real - à ajouter «de Madrid» tient presque du pléonasme

- hors de la Coupe de l'UEFA. Las, ils ont revu d'aggraver le score au lieu de s'y accrocher. Patrick Colletier s'est cru autorisé à quitter son poste de défenseur pour traverser le terrain. Il a échoué sur le fil. Le ballon est reparti dans l'autre sens. Les Parisiens n'avaient plus qu'à recourir aux mauvais expédients : un fauchage, une main dans leur surbride de réparation. A une minute de la fin, Alain Roche regagnait son banc de touche, expulsé. Et Michel transformait en deux temps son penalty raté-joie. 3-1 : le bal des débutants devenait une soirée des dupes. Le parcours initiatique du PSG, qui avait brillamment passé les épreuves de Naples et d'Anderslecht, venait de tourner à la dure leçon des choses du football.

Un déclin d'aristocrate

Ni Artur Jorge, l'entraîneur, ni Michel Deniset, le président du club, n'ont cherché à incriminer l'arbitre ou la pression d'un stade à moitié plein. Entre le PSG, le plus jeune des clubs professionnels français de première division, fier de lancer d'un grand club parisien en gestation, et le Real, le plus prestigieux club d'Europe, figure de proue d'un puissant club omnisport (1), la différence tenait en un mot : le métier. «Nous n'avons pas deux cent cinquante matches de Coupe d'Europe derrière nous», constatait Michel Deniset.

Le Paris-SG venait de buter sur un vieux seigneur, qui ne régnait plus comme dans le passé, mais qui connaît toutes les arcanes du pouvoir, qui se souvient de toutes les fétiches qui lui ont permis de dominer le football continental. Sur la pelouse de Bernabeu, le Real venait de rééditer le

même tour que face à La Corogne, le manant qui prétendait lui dérober le championnat d'Espagne - la Liga - ou face au FC Barcelone, l'ennemi de toujours. Les Madrilènes avaient joué sans grande particularité, mais ils avaient gagné.

Le Real conserve son secret dans les flancs de son aune. Dans une salle de 60 mètres carrés où s'entasse un fatras de coupes et de trophées, que l'on ne sait même plus où ranger. Adossé à ce cliché symbolique de sa puissance, à ce passé prestigieux, le club peut se permettre de faire la fine bouche, d'aborder avec un dédain d'aristocrate les compétitions qu'il juge subalternes. Et ses soixante mille socios peuvent s'autoriser à boudier un match de Coupe d'Europe alors qu'ils se bousculent pour les rencontres de la Liga, jugée prioritaire cette année. Que représente un quart de finale de la Coupe de l'UEFA quand on s'est adjugé six fois, dont cinq d'affilée, le trophée des clubs champions ? Une formalité que l'on se doit de gagner, par la force des choses. Avant la rencontre de mardi soir.

Mais cet amoncellement de métal de la «salle des trophées» s'est parfois transformé en boulet. Depuis deux ans, le club d'argent plus tempéré le moindre titre national. Depuis 1986, il ne s'était plus adjugé la plus petite récompense européenne. Les entraîneurs aux noms prestigieux, aux idées bien arrêtées, se sont succédé sur le banc de touche. Le public s'est mis à bougriner son équipe, à regretter ouvertement le bon vieux temps. Le passé était devenu un handicap. Jusqu'à ce qu'au début de la saison Ramon Mendoza, le président du Real, n'appelle au chevet de l'équipe

façon un ancien instituteur, connu pour avoir tiré plusieurs petits clubs de divisions abyssales vers l'élite du football espagnol.

Avec son visage lisse et ses lunettes, Benito Floro ne ressemble pas à un homme capable de tenir une formation aussi capricieuse. Il a pourtant eu l'audace de réclamer les pleins pouvoirs, et le cran de résister à la pression du public, pendant les premiers mois de titonnements. Dans une équipe où les vedettes aiment à jouer aux fiars-à-bras, il a osé imposer un psychologue, capable de leur faire avouer leurs doutes. Se regardant enfin sans faux-fuyants, sans se cacher derrière un palmarès de plus en plus lointain, les joueurs ne se sont plus contentés de la fierté de porter le maillot blanc. Devant le tableau noir qu'affectionne leur nouveau maître, ils ont surtout réappris le plaisir de jouer ensemble. Benito Floro ne jure en effet que par l'attaque et par un jeu qui se rapprocherait paradoxalement de celui prôné par l'entraîneur rival, Johan Cruyff, du Barça. A voir les prestations de son équipe, il lui reste beaucoup de travail pour transformer des joueurs assez lents en adeptes du football total. Mais, depuis deux mois, le Real gagne. Il occupe la tête de la Liga et paraît en mesure de retrouver son rang. Le passé n'est plus source d'inhibition, mais de nouveau la principale motivation d'une équipe sûre de sa force.

JÉRÔME FÉNOGLIO

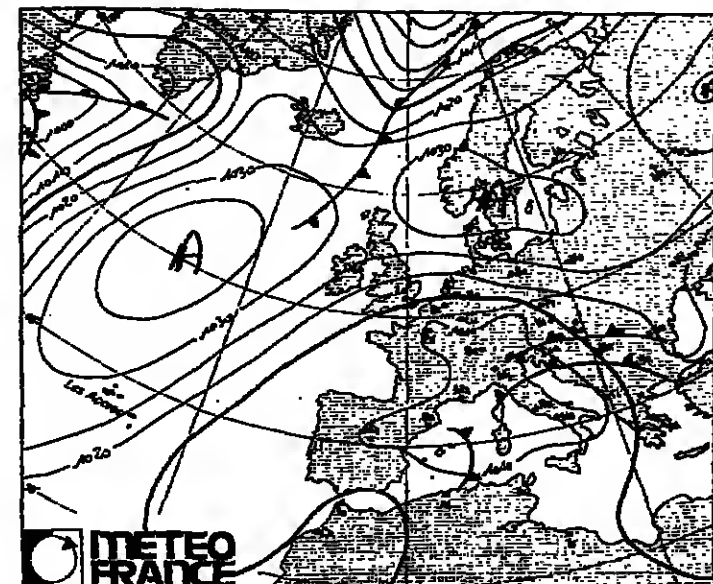
(1) Le Real Madrid regroupe notamment des équipes de basket et de volley qui se situent aux premiers rangs européens.

هكذا نحن الآن

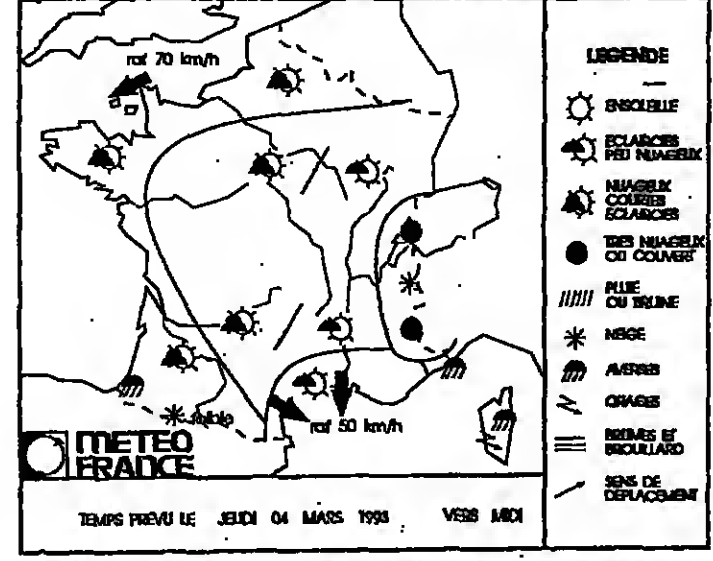
RN Monde

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 3 MARS 1993 A 0 HEURE TUC

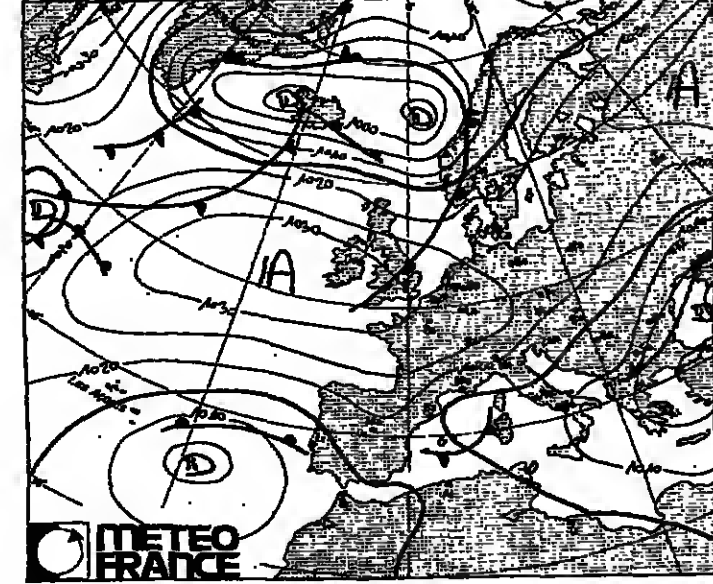


PRÉVISIONS POUR LE 4 MARS 1993



Jeudi. Excepté les reliefs qui restent chargés, le soleil gagne du terrain. Sur la façade est du pays, de Mulhouse aux massifs du Jura et des Alpes, le ciel restera chargé toute la journée, avec des précipitations neigeuses intermittentes et à la principale le long des frontières italiennes. Sur Languedoc-Roussillon, Provence et jusqu'au Var, le ciel est peu nuageux dès le matin. Un peu d'insolation encore sur l'extrême Sud-Est et la Corse, conservant à ces régions un ciel très nuageux, avec des averse, voire quelques orages dans l'après-midi. Sur le Bretagne et la Basse-Normandie, encore des averse le matin, d'insolation dans l'après-midi, mais le ciel restera tout de même assez chargé. Dans l'intérieur, les averse donneront quelques flocons. Par contre, sur les régions du Sud-Ouest, du Pays basque aux Pyrénées occidentales, les averse se renouvellent dans la journée, et donneront encore des précipitations neigeuses sur les Pyrénées. Les massifs des Pyrénées et du Massif central resteront enneigés. Partout ailleurs, il y a déjà de belles éclaircies le matin, occultées parfois par des bancs de nuages bas sans importance, laissant une tendance peu nuageuse. La vent de nord-est est sensible partout, un peu plus fort sur les côtes bretonnes, où il atteint 70 km/h en rafales.

PRÉVISIONS POUR LE 5 MARS 1993 A 0 HEURE TUC



TEMPÉRATURES maximales - minimales et temps observés le 3-3-93

FRANCE		ÉTRANGER	
AMARCO	11 3 C	ALGER	12 6 N
BARCELONE	8 4 C	AMSTERDAM	4 -2 C
BORDEAUX	6 2 C	ATHÈNES	16 6 D
BRETAGNE	6 2 C	BANGKOK	24 26 N
BREST	6 2 C	BARCELONE	8 6 N
CAEN	6 2 C	BELGRADE	8 6 N
CHARENTAIS	6 2 C	BERLIN	2 -6 C
CLERMONT-FR.	4 -2 C	BIRKENHEAD	6 -1 D
COCHINCHINE	5 2 C	COPENHAGUE	1 -1 C
CORSE	6 2 C	DAKAR	22 17 D
DIJON	4 -2 C	GENÈVE	8 -1 C
DOUBOIS	4 -2 C	GRANDE	8 6 N
GUERRE	7 1 C	JERUSALEM	24 8 N
LYON	6 2 C	LE CAIRE	25 10 D
MARSEILLE	10 2 C	LANZAROTE	13 2 D
NANCY	8 2 C	LONDRES	4 8 C
NANTES	4 2 C	LOS ANGELES	15 9 C
NICE	11 4 D	LUXEMBOURG	7 -3 D
PARIS	6 2 C	MADRID	8 -2 D
PERPIGNAN	4 2 D	MARAKESH	16 7 D
PORTO-PRINCE	29 13 D	MEXICO	26 11 D
RENNES	6 2 C	MILAN	4 0 C
ST-DENIS	-1 3 C	MONTREAL	-2 -11 C
		MOSCOW	-3 -9 C

TUC = temps universel coordonné, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver. (Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

RADIO-TÉLÉVISION

DANIEL SCHNEIDERMAN

IMAGES

Sans nom

La guerre. La vraie. La sale. La sans nom. Celle qui ne fait que des vaincus, celle qui n'abandonne, en se retirant comme la mer, qu'une grève de honte, et de malheur, et de silence. La guerre, immense et profonde, comme l'océan, avait envahi la soirée de Canal Plus, lundi soir. L'actualité commandant de regarder autre chose, on avait enregistré cette fresque de Bertrand Tavernier et Patrick Rotman, la Guerre sans nom, en se disant qu'on trouverait toujours un moment pour y jeter un oeil. On s'y résignait presque par devoir : cette guerre d'Algérie, on en avait déjà tant entendu parler...

ne savait rien. On n'avait en tête que quelques images, quelques slogans, quelques miettes, rien de tout. Et cette guerre sans nom nous submergeait lentement. Ce n'était rien, rien que quatre heures de paroles d'hommes, de ces anciens enfants de vingt ans jetés sur les pitons, dans les bleds. Rien que leurs paroles filmées en plans fixes, sans effets, sans reconstitutions, sans trahis. Ce n'était rien, et rarement fut donnée à voir une œuvre aussi inappreciable, rarement fut montré en aussi gros plan ce monstre d'absurdité et d'héroïsme, de douleur et d'insignifiance, une guerre, une guerre sale, une guerre inutile, une guerre perdue.

Du départ, encadré par les CRS, jusqu'au cessez-le-feu et son étrange silence, toute une histoire terrible se déroule, passant par l'arrivée sur une terre inconnue - « on vous file un pétard dans les mains, ça fait drôle » - la torture, la peur, les remords - « j'ai manqué de courage, j'aurais dû passer au FLN » - et depuis, l'obsession de chaque matin. « Pour nous, la guerre d'Algérie, c'est tous les jours », souffle la femme d'un amputé, « j'ai une plaie qui ne partira jamais », dit un autre. Des gorges se nouent, des larmes affluent. Est-ce possible, trente ans après, plus d'une génération, que ces blessures ne soient pas refermées ? Est-ce possible ?

Pendant ce temps, dans les rues de Paris, on mourait aussi. Le 17 octobre 1961, « Plénitude Chaude », sur France 3, le rappelait, la police tua des dizaines d'Algériens qui manifestaient. Ousarhams, mais les Algériens étaient l'ennemi. La guerre, toujours. La sale. La sans nom. On jeta des hommes à la Seine. Plusieurs semaines plus tard, les pêcheurs voyaient encore des corps flir vers le mer. On en tua, à l'ébri des regards, jusque dans la cour de la préfecture. Les valises de commissions d'enquête furent étouffées. Il fallut trente ans pour que l'histoire rende ces corps-là.

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ► signalé dans « Le Monde radio-télévision » ; □ Film à éviter ; ■ On peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Mercredi 3 mars

TF 1
NOCTURNE
Demain jeudi 22 heures.
-10 % sur tout l'ameublement.
ISAMARITAINE

- 20.20 Sport : Football. Coupe d'Europe des clubs champions : CSKA Moscou-Olympique de Marseille, en direct de Berlin. A 22.25, meilleurs moments du match FC Porto-Milan AC. A 23.30, résumé des matches FC Bruges-Glasgow Rangers et PSV Eindhoven-IFK Göteborg.
- 21.15 Tirage du loto.
- 22.20 Côté enfants.
- 0.10 Journal et Météo.
- 0.15 Série : Intrigues.
- 0.40 Documentaire : La Saga de la chanson française. Serge Gainsbourg.

FRANCE 2
20.50 Téléfilm : La Tricheuse. De Joyce Boulay.

FRANCE 3
20.45 Magazine : La Merche du siècle. Sid'amour, le sexe et temps du sida. Invité :

Le marché du sexe
"Les comportements sexuels en France"
Le rapport d'Alfred Spira
publié à La Documentation française

- 22.25 Journal et Météo.
- 22.55 Sport : Voile. Défi Choral.
- 23.05 Mercredi chez vous. Programme des télévisions régionales.

CANAL PLUS
21.00 Cinéma : Pulsion homicide. ■ Film américain de Graham Baker (1984).

22.25 Flash d'informations.
22.30 Cinéma : Predator 2. ■ Film américain de Stephen Hopkins (1990) (v.o.).

0.20 Cinéma : Le Juge et l'Assassin. ■■ Film français de Bertrand Tavernier (1974).

ARTE
20.40 Documentaire : Notes personnelles I. De Roland Zieg.

22.15 Musique : Une façon particulière

- avec Nikita Megaloff, De Thierry Ben-Zeou.
- 23.10 Documentaire : L'Enfant aveugle. De Johan Van Der Keuken.
- 0.05 Magazine : Mégamix. (52 min, redif.). M 6
- 20.45 Téléfilm : Pour le meilleur et pour le pire. De Clive Donner
- 22.35 Téléfilm : Violences conjugales. D'Amir Kavarani.
- 0.00 Magazine : Vénus.
- 0.30 Informations : Six minutes première heure.
- 0.40 Magazine : Eclat 6.

FRANCE-CULTURE
20.30 Antipodes. Livres de la mémoire.

21.28 Poésie sur parole.

21.32 Correspondances. Des nouvelles de la Belgique, du Canada et de la Suisse.

22.00 Communauté des radios publiques de langue française. Champ libre. 2. L'anthropologie.

22.40 Les Nuits magnétiques.

0.05 Du jour au lendemain.

0.50 Musique : Coda.

FRANCE-MUSIQUE
20.30 Concert (donné le 11 octobre 1992 lors du Festival de l'Abbaye d'Ambronay) : Athalia, drame biblique, de Mendelssohn, par le Chœur de l'Orchestre national de Lyon, la Philharmonie de Lorraine, dir. Bernard Tóu.

21.45 Concert (donné le 7 février, salle Olivier Messiaen) : La Nuit du scabre, de Manoury ; Dynamique des fluides, de Murat ; Symphonie en douze mouvements, de Gabadoulina, par l'Orchestre national de France, dir. David Robertson.

23.09 Feuilleton : Meldonor.

23.19 Ainsi la nuit.

Jeudi 4 mars

- TF 1
15.20 Série : Hawaii, police d'Etat.
16.05 Feuilleton : Santa Barbara.
16.30 Club Dorothée.
17.25 Série : La Miel et les Abeilles.
17.50 Côté enfants.
17.55 Série : Héloïse et les garçons.
18.25 Jeu : Une famille en or.
18.55 Magazine : Coucou, c'est nous ! Invité : Indira.
19.50 Diversité : Le Gaby Show (et à 0.10).
20.00 Journal, Tiercé et Météo.
20.45 Série : Commissaire Moulin. Larmes blanches, de Nicolas Ribowski.
22.10 Magazine : L'Amour en danger.
23.20 Série : Les Enquêtes de Remington Steele.
0.15 Journal et Météo.

FRANCE 2
15.15 Variétés : La Chance aux chansons. Emission présentée par Pascal Sevran. Les derniers adieux de Georges Frantz.
16.15 Jeu : Des chiffres et des lettres.
16.45 Feuilleton : Beaumanoir.
17.10 Magazine : Giga.
17.15 Jeu : Qui le meilleur gagne plus.
19.15 Journal et Météo.
20.00 Magazine : Envoyé spécial. De Paul Nihon et Bernard Benaymin. Poussières de vérité : L'étang de Berre ; Le chasseur de météorites.
22.20 Variétés : Tarata.
23.45 Journal et Météo.
0.05 Magazine : Le Cercle de minuit. Présenté par Michel Field.

FRANCE 3
15.35 Série : La croisière s'embrase.
16.25 Magazine : Zapper n'est pas jouer. Invité : Daniel Guichard.
17.55 Magazine : Une pêche d'enfer. Invité : Michel Lese.
18.25 Jeu : Questions pour un champion.
18.50 Un livre, un jour. Emission présentée par Olivier Barrot. Histoire du théâtre dessinée, d'André Degens.
19.00 Le 19-20 de l'information. Invité : Michel Rocard, maire de Confiance-Sainte-Honorine, en duplex de Saint-Sébastien. De 19.05 à 19.31, le journal de la région.
20.05 Jeu : Huguodélie (et à 20.40).
20.15 Divertissement : La Classe.
20.45 La Dernière Séance.

- 21.00 1^{er} film : Tonnerre apache. ■ Film américain de Joseph M. Newman (1933).
22.33 Dessins animés : Tax Avery. One Ham's Family (1943, v.o.).
22.50 Journal et Météo.
23.20 2^e film : La Bête aux cinq doigts. ■■ Film américain de Robert Florey (1948) (v.o.).
0.48 Continentales. L'Eurojournal : l'info en v.o.

CANAL PLUS
15.25 Magazine : L'œil du cyclone. Spécial Images.
16.30 Cinéma : Envoyé spécial. ■ Film américain de Manny Coto (1990).
18.00 Canaille peluche. Sandokan.
En clair jusqu'à 20.35
18.30 Ca cartoon. Présenté par Valérie Peyot.
18.50 Le Top. Présenté par Yvan Le Bolloch et Bruno Solo. Yannick Noah.
19.20 Magazine : Nulle part ailleurs. Présenté par Philippe Gélès et Antoine de Caunes. Ticky Holgado.
20.30 Le Journal du cinéma.
20.35 Cinéma : L'Amour en deux. ■ Film franco-belgo-suisse de Jean-Claude Gailly (1991).
22.15 Flash d'informations.
22.20 Cinéma : Cless Action. ■ Film américain de Michael Apted (1990) (v.o.).
0.05 Cinéma : Paper House. ■■ Film américano-britannique de Bernard Rose (1987).

ARTE
Sur la cible jusqu'à 19.00
17.00 Cinéma : Alphaville. ■■ Film franco-italien de Jean-Luc Godard (1965) (redif.).
19.00 Magazine : Rencontre. César/André Ferréol.
19.25 Documentaire : Le Tueur silencieux. De Paul Martinen.
20.30 8 1/2 Journal.
20.40 Soirée thématique : Die Zweite Heimat, le seconde patrie. Soirée proposée par ARD/ WDR et présentée par Jean-Claude Carrière.
20.41 Téléfilm : Die Zweite Heimat. D'Edgar Reitz, avec Henry Arnold, Selome

- Kammer. 1. Le Temps des premières chansons.
22.45 Documentaire : L'Anglaise, une porte vers la liberté. De B. Verhag et C. Strigel.
0.15 Musique : Montreux Jazz Festival. (28 min, redif.). M 6

14.15 Magazine : Destination musique. Véronique Sanson.
17.00 Variétés : Multitop.
17.30 Série : L'Étalon noir.
18.00 Série : Booker.
19.00 Série : Les Rues de San-Francisco.
19.50 Météo des neiges.
19.54 Six minutes d'informations, Météo.
20.00 Série : Cosby Show.
20.35 Météo 6.
20.45 Cinéma : La Soupe aux choux. ■ Film français de Jean Girault (1981).
22.35 Cinéma : Flashback. ■ Film australien de Russell Mulcahy (1984).
0.10 Informations : Six minutes première heure.
0.20 Musique : Flashback.

FRANCE-CULTURE
20.30 Dramatique. Un homme si simple, d'André Salomon.

21.30 Profils perdus. François La Lionnais.

22.40 Les Nuits magnétiques. Enfantances coloniales.

0.05 Du jour au lendemain.

0.50 Musique : Coda.

FRANCE-MUSIQUE
20.30 Concert (donné le 23 janvier, salle Gaveau) : Sextuor à cordes op. 23, de Boccherini ; Sextuor à cordes op. 21, de Haydn ; Sextuor à cordes op. 140, de Spohr ; Ricercare a sei voci, de Bach ; Sextuor à cordes en fa majeur op. 118, de Brahms, par l'Ensemble Sequenza (Régis Pasquier, Gérard Poulet, violons ; Bruno Pasquier, Hatto Beyerle, altos ; Christoph Henkel, Julius Berger, violoncelles).

23.09 Feuilleton : Maldoror.
23.19 Ainsi la nuit. Quatuor pour piano et cordes en sol mineur K 476, de Mozart ; Quatuor à cordes n° 73 en fa majeur op. 74, de Haydn ; Fantaisie pour piano à quatre mains en fa mineur op. 940, de Schubert.
0.33 L'Heure bleue. Jazz s'il vous plaît, par André Clergeat.

Grâce à une convention entre les deux pays

Les ministères français et italien de la santé veulent mettre un terme aux circuits parallèles de greffes d'organes

MM. Bernard Kouchner et Raffaele Costa, les ministres français et italien de la santé, ont annoncé, lundi 1^{er} mars, qu'une convention serait très prochainement signée entre les deux pays. Cette convention devrait mettre un terme aux circuits parallèles qui permettent à de nombreux malades italiens de se faire greffer un organe dans les hôpitaux français. Une convention du même type pourrait être prochainement signée entre Israël et la France.

Objet de multiples rumeurs depuis plusieurs années, l'existence de circuits parallèles de greffes d'organes entre la France et l'Italie

avait été officiellement établie l'an dernier par un rapport de l'IGAS (Inspection générale des affaires sociales). Ce rapport relevait notamment que, si la France se situe actuellement au premier rang en Europe pour le nombre des transplantations d'organes, elle doit en partie cette place à l'afflux de patients étrangers non résidents, surtout pour les transplantations hépatiques et rénales. (Le Monde du 4 juin 1992). Au terme de leur enquête, les inspecteurs de l'IGAS estimaient que près d'un malade sur quatre greffé en France était un étranger, les malades italiens représentant la majorité, les autres venant de différents pays de la CEE, d'Afrique du Nord ou du Proche-Orient.

Entre autres difficultés, l'enquête de l'IGAS évoquait l'existence de « filières de recrutement » et les

« relations privilégiées » établies entre certains transplantateurs français et le corps médical italien. Il y a quelques mois (Le Monde du 29 juillet 1992), le professeur Daniel Fries était contraint de démissionner de ses fonctions de chef de service de néphrologie à l'hôpital Bicêtre (Assistance publique de Paris) après la plainte d'un malade italien en attente de greffe de rein. Cette plainte accusait le médecin de lui avoir demandé de l'argent en liquide.

Selon le rapport de l'IGAS, la situation est « d'autant plus déplorable que l'Italie (...) est très loin de déployer le même effort que la France pour obtenir des dons d'organes du sein de sa population ». Le ministère français de la santé et de l'action humanitaire souhaitait depuis plusieurs mois remédier à une situation à ce point déséquilibrée. Parallèlement à une série de réformes du système national des greffes d'organes, un projet de convention avait été établi avec le ministère italien de la santé. Les récents événements politiques italiens et la nomination d'un nouveau ministre de la santé risquaient de retarder la signature de cette convention. Aussi, M. Kouchner a-t-il souhaité, lors de son récent déplacement à Rome, boucler au plus vite ce dossier.

La convention, qui sera prochainement

signée entre les deux pays, devrait mettre un terme à l'existence des « filières de recrutement » en organisant une collaboration interhospitalière entre établissements agréés. En d'autres termes, les malades italiens ne pourront être greffés en France que lorsqu'ils seront adressés par les médecins d'un hôpital italien agréé. Parallèlement, l'Italie, qui doit près de 500 millions de francs à la France au titre d'opérations d'interventions chirurgicales, s'engage à développer son propre système de dons et de prélèvements d'organes (on compte actuellement six fois moins de dons en Italie qu'en France).

Les autorités italiennes devront en outre garantir le règlement des interventions pratiquées en France, et ce sur de nouvelles bases. Le ministère français va en effet modifier les règles en instaurant un « forfait-greffe » à la place du règlement au prix de journée qui était jusqu'ici la règle. Cette modification souhaitée par la Sécurité sociale devrait permettre une plus grande transparence financière et une meilleure précision dans la connaissance des coûts réels de cette activité.

JEAN-YVES NAU

Depuis l'apparition de l'épidémie de sida

Moins de 16 % des Français déclarent avoir changé leur comportement sexuel

L'enquête sur les comportements sexuels en France effectuée sous la responsabilité du professeur Alfred Spira et de M^{me} Nathalie Bajos (unité 292 de l'Institut national de la santé et de la recherche médicale) a été publiée, mercredi 3 mars, dans la collection des rapports officiels de La Documentation française (1).

Cette étude résulte d'une série d'entrevues téléphoniques réalisées auprès de vingt mille personnes âgées de dix-huit à soixante-neuf ans et résidant en France métropolitaine. Les premiers résultats de l'enquête ont été publiés ces derniers mois (Le Monde du 1^{er} juillet 1992, du 7 novembre 1992 et du 24 février 1993).

Le principal enseignement de cette étude concerne l'évolution des pratiques sexuelles face à la progression de l'épidémie de sida. Comparant leurs résultats à ceux obtenus il y a une vingtaine d'années par le docteur Pierre Simon, les chercheurs constatent « une lente évolution des comportements sexuels ». « Moins de 16 % des personnes interrogées déclarent avoir changé leur comportement sexuel depuis l'apparition du sida ; il s'agit surtout d'individus jeunes, célibataires et diplômés du supérieur. »

(1) Les Comportements sexuels en France. Rapport au ministre de la recherche et de l'Éducation. La Documentation française, 351 pages, 100 F.

SOMMAIRE

DÉBATS

Justice : « Reconstruire », par Jean Tiberi ; « Quel étrange pays », par Joseph Rovin, Liberté ; « La redoutable ascension de la vidéosurveillance », par Bernard Spitz. 2

ÉTRANGER

Le gouvernement bulgare s'apprête à approuver le volet militaire du plan Vance-Owen. 3
La mise en place des postes de douane à la frontière tchécoslovaque est mal acceptée par la population. 4
Hongrie : les communistes orthodoxes tentent de discréditer la mémoire de l'ancien premier ministre, Imre Nagy. 4
Le prince Sihanouk renonce à son projet de gouvernement de coalition. 5
La grande majorité des juifs arabes ont déjà émigré aux États-Unis. 5

POLITIQUE

À l'occasion de la réforme de la Constitution, M. Mitterrand propose l'abrogation de l'article 16. 8
La campagne pour les élections législatives : jeux troubles en Aquitaine. 10
Deux sondages prédisent la défaite de M. Rocard dans les Ventes 10

SOCIÉTÉ

L'assaut à Waco (Texas) contre la secte des Davidians est vivement critiqué aux États-Unis. 11
La délinquance et la criminalité ont augmenté en 1992. 11
Justice : les réformes de Blois. 14

ÉDUCATION • CAMPUS

« Désarroi étudiant en ex-Yugoslavie » : Les édités à la conquête des faces. Nouveaux

instituts, nouveau métier • L'école des citoyens • La mystère du budget étudiant. 15 à 17

ÉCONOMIE

Le prix des logements anciens à Paris a baissé de 11 % en 1992. 18
Point de vue : « Airbus n'est pas un usinier », par Louis Gallois. 18
La renaissance des Coccinelle brisées. 19
Chargeurs SIA prévoient une année 1993 « très difficile ». 20
Vie des entreprises. 20

CULTURE

Les derniers feux du ministère Lang. 24

SPORTS

Football : les leçons de Bernabéu. 24

ARTS • SPECTACLES

Serge Silberman se couvrait de Bural : parce que c'était Luis... • L'ibsen à l'Odéon : obsession fin de siècle • « Banquise bleue », dixième édition • Zarsanga : la voix d'or du Pakistan. 27 à 38

Services

Abonnements. 2
Annonces classées. 22 et 23
Carnet. 24
Marchés financiers. 20 et 21
Météorologie. 25
Mots croisés. 26
Radio-télévision. 25
La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM
Ce numéro comporte un cahier « Arts-Spectacles » folioté 27 à 38
Le numéro du « Monde » daté 3 mars 1993 a été tiré à 495 837 exemplaires.

Demain dans « le Monde »

« Le Monde des livres » : Rilke entre dans « La Pléiade »
Le premier volume de Rainer Maria Rilke dans la « Bibliothèque de la Pléiade », Œuvres en prose, poèmes et essais, suscite l'enthousiasme d'Hector Bianciotti pour cet écrivain en « état de poésie ».
Dans le même supplément : cinquante ans de littérature éminente vue par un lecteur exceptionnel, Pierre-Yves Fédion, dans un livre passionnant. Le quatrième volume de la Géographie universelle dirigée par Roger Brunet, consacré aux États-Unis et au Canada, est analysé par Armand Frémont.

Un arrêt du Conseil d'État

SOS-Racisme peut organiser une réunion dans un lycée

Dans un arrêt rendu lundi 1^{er} mars, le Conseil d'État a considéré que l'association SOS-Racisme « ne pouvait être assimilée à un groupe politique », que « le thème retenu concernant un débat d'ordre civique et social » et qu'enfin « la proximité d'une consultation électorale ni la notoriété de l'engagement politique personnel de Harlem Désir n'étaient de nature à retirer ce caractère à la réunion ».

Le Conseil d'État a donc annulé la décision du tribunal administratif et rejeté la demande de la PEEF. Depuis février 1991, les lycées ont un certain nombre de droits collectifs à l'intérieur des établissements : droit d'expression, d'association et de réunion. Ils doivent s'exercer dans le respect du principe de laïcité du service public d'enseignement et interdirent « tout acte de prosélytisme et de propagande ».

Doyen du Sénat

Geoffroy de Montalembert est mort

Geoffroy de Montalembert (RPR), sénateur de Seine-Maritime et doyen de la Haute Assemblée, est décédé, mardi 2 mars, à Neuilly-sur-Seine (Hauts-de-Seine). Il avait quatre-vingt-neuf ans. Il sera remplacé au Palais du Luxembourg par M. André Martin (UDF).

[Né le 10 octobre 1908, à Annepes (Nord), Geoffroy de Montalembert avait été successivement maire d'Annepes, de 1923 à 1935, puis d'Ermenouville (Seine-Maritime) depuis cette date. Député de Seine-Maritime de 1936 à 1940, sénateur depuis 1946, il avait été vice-président du Sénat de 1959 à 1962, puis vice-président de la commission des finances du Sénat de 1971 à 1986. Gaulliste de toujours (sa fille Henriette, épouse M. Philippe de Gaulle), Geoffroy de Montalembert avait été vice-président du comité consultatif constitutionnel en 1958.]

(Publicité)
LE FRANÇAIS EN RETARD D'UNE FENÊTRE

Sens du confort et de l'économie, en RFA on change trois fois plus de fenêtres que chez nous. Pourtant, Iso-France-Fenêtres pose en une journée, sans aucune dégradation, une fenêtre en bois, alu ou PVC. Hermétilité totale et gain de lumière grâce à leur procédé exclusif. Garantie décennale. Également portes blindées. Ag. Vélux, 111, rue La Fayette (10^e). Ag. Gare-du-Nord et 26, av. Quilhou, à St-Mandé. Le 48.97.18.18. Grenoble, 76.41.17.47. Lyon, 06.05.16.15. Rouen, 06.04.18.18.

Au conseil des ministres

M. Mitterrand se félicite du processus de démocratisation en Afrique

La réunion du conseil des ministres, tenue au Palais de l'Élysée mercredi 3 mars, a été marquée par deux communications, l'une sur la situation internationale et l'autre sur l'économie française. À propos de la situation en Afrique, M. François Mitterrand s'est personnellement félicité « du processus de démocratisation en marche sur le continent africain et notamment en Afrique francophone ». « Dans dix-sept pays sur vingt qui sont précédemment des pays francophones, a-t-il relevé, des progrès ont été réalisés depuis le discours de La Baule pour une marche vers la démocratie. » Évoquant la situation au Rwanda, le chef de l'État a demandé au ministre des affaires étrangères « d'entreprendre des démarches qui permettront aux Nations unies d'intervenir dans ce conflit en raison de son aspect international ».

Rendant compte de son récent déplacement à Moscou, destiné à préparer le voyage du 16 mars du président de la République, où il s'est entretenu avec le président Eltsine de la situation dans l'ex-Yougoslavie, M. Roland Dumas, ministre des affaires étrangères, a souligné qu'il était « indispensable que la communauté internationale, y compris les États-Unis d'Amérique et la Russie, s'engagent plus à fond pour soutenir le plan Vance-Owen qui représente la seule chance pour résoudre le conflit au sol. A défaut de cet engagement, a-t-il ajouté, les risques seraient grands d'une aggravation sur le terrain ».

Commentant la situation économique et financière de la France, M. Michel Sapin, ministre de l'économie et des finances, a pour sa part constaté que « l'économie française est fondamentalement saine ». Il a particulièrement réitéré l'idée selon laquelle « le déficit des finances publiques serait responsable du niveau des taux d'intérêt ». Selon le ministre ce déficit, étant financé par emprunts à long terme, ne contribue pas à créer des tensions sur le marché. Il a enfin plaidé une nouvelle fois pour la stabilité du franc par rapport à la monnaie allemande, ne souhaitant pas que celle-ci soit remise en cause compte tenu du préjudice grave vis-à-vis de la Communauté européenne, et d'une part pour la France, qu'un tel débat pourrait provoquer.

Le conseil a d'autre part adopté un projet de loi autorisant l'approbation d'un accord de coopération culturelle, scientifique et technique conclu le 31 octobre 1991 entre le Yémen et la France. Enfin, M. André Laignel, secrétaire d'État à l'aménagement du territoire, a présenté une communication sur la préparation des contrats de Plan entre l'État et les régions. D'où il ressort que le gouvernement a décidé de modifier les contributions financières de l'État qui sont reconduites en moyenne en francs constants. L'aménagement sera supérieur dans les régions défavorisées et inférieur dans les régions prospères. Dans la région Île-de-France, l'aide de l'État sera réduite.

À l'occasion des assises du 7 mars au Bourget

La direction du RPR entend réaffirmer l'unité du mouvement

Trois ans après ses assises tumultueuses du 11 février 1990, le RPR tiendra de nouveau, statutairement, ses assises, dimanche 7 mars, au Bourget (Seine-Saint-Denis). La dernière réunion de cette instance suprême du mouvement néo-gaulliste avait été le théâtre, sans précédent depuis la création du parti le 5 décembre 1976, d'un affrontement de tendances qui, au-delà de la simple rivalité entre les hommes, recouvrait une opposition de lignes politiques. Il y avait, d'un côté, MM. Jacques Chirac et Alain Juppé, et de l'autre, MM. Charles Pasqua et Philippe Séguin. Ce ci-devant s'est confirmé à l'occasion de la campagne sur le référendum de ratification du traité de Maastricht, les deux premiers étant pour un vote favorable et les deux autres y étant opposés. Si cette division ne semble pas avoir eu à l'image du RPR et de son président, l'opposition qui perdure entre les deux « couples » et leurs partisans peut, en revanche, se révéler, à terme, dommageable.

C'est du moins l'analyse faite par la direction du RPR, qui organise, à deux semaines à peine du premier tour des élections législatives, ces nouvelles assises. 1993 n'est plus 1990. À l'évidence, il s'agit de faire une démonstration d'unité, à l'occasion de la réélection de M. Chirac à la présidence du mouvement, alors même que la campagne électorale met en évidence, chaque jour, la prolongation du débat entre les pro et les anti-Maastricht. Qu'il s'agisse de la défense du franc, du statut de la Banque de France, de l'évolution de la CSG et de la TVA ou de

l'affectation du produit des privatisations, M. Séguin dit à peu près le contraire de M. Chirac qui, à l'heure actuelle, privilégie les thèses de M. Edouard Balladur.

De crainte d'ouvrir inutilement un front, la direction du RPR se dirige vers un « verrouillage » des assises. Il est ainsi prévu de faire intervenir quatre des « notabilités » du comité de pilotage : MM. Chirac et Juppé, président et secrétaire général, M. Pasqua, président du groupe du Sénat, et M. Bernard Pons, président du groupe de l'Assemblée nationale. L'accueil ayant été effectué par M. Robert Paudouval, secrétaire général adjoint, il sera de bon ton de donner la parole à ses deux alter ego : MM. Nicolas Sarkozy et Dominique Perben. La chose étant dans l'air du temps, un thème a été privilégié : l'environnement. Pour ne pas faire de jaloux, la direction a jugé nécessaire de faire parler trois orateurs : MM. Alain Carignon, Michel Barnier et Jacques Vernier. On évoque aussi une possible intervention de M. Jacques Toubon.

M. Balladur, souffrant, n'est pas prévu au programme. Cette absence de l'ancien ministre de l'économie pourrait expliquer, par un échange artificiel de « bons procédés », l'absence à la tribune de M. Séguin, qui a pourtant manifesté le désir d'intervenir. M. Séguin ne faisant généralement pas porter son propre message par M. Pasqua, cette organisation des débats va cristalliser la mauvaise humeur du maire d'Épinal.

OLIVIER BIFFAUD

Le rapport Vistel propose de clarifier l'exercice du journalisme

Sous le titre « Qu'est-ce qu'un journaliste ? », M. Jacques Vistel, conseiller d'État, a remis, mercredi 4 mars, le rapport que le secrétaire d'État à la communication, M. Jean-Noël Jeanneney, lui avait commandé en octobre. En soixante pages, M. Vistel rappelle les textes en vigueur et les changements vécus par la profession depuis l'adoption de la loi Brachard de 1935 intégrée au code du travail.

Son rapport propose d'intégrer dans les textes la jurisprudence accumulée depuis, en précisant que « le journaliste effectue un travail intellectuel en vue de fournir une information ayant un lien avec l'actualité ». Parce qu'elle a acquis « une force symbolique », M. Vistel croit que la carte professionnelle doit être conservée, mais recommande à la commission qui l'attribue une plus grande vigilance. Il préconise d'intégrer au code du travail la notion d'un « seuil minimum de ressources pour la qualité de journaliste professionnel, et surtout son incompatibilité avec « toute

activité dans le domaine de la publicité ou des relations publiques ».

M. Vistel souhaite le maintien des clauses de conscience et de censure, en les adaptant. Il rejette le refus unanime de la profession d'un ordre des journalistes, en notant qu'« aucun précédent français ou étranger ne plaide en faveur de sa création ». M. Vistel souhaite cependant le renforcement d'un « corpus minimum de règles déontologiques ».

Il propose d'étendre à l'audiovisuel les articles 8 et 10 de la loi de 1986 sur la presse qui répriment le financement par un gouvernement étranger et la confusion publicitaire-informative. Il est également partisan d'un renforcement du rôle du Conseil supérieur de l'audiovisuel, qu'il invite à inclure ces règles dans les conventions signées avec les opérateurs, et à rendre publiques ses remontrances aux journalistes.

M. C. I.

ARTS • SPECTACLES



Luis Buñuel.

BANLIEUES BLEUES PAGES 30 ET 31

Tous les jazz ont rendez-vous, pour la dixième année consécutive, en Seine-Saint-Denis. Ce département sera mobilisé, du 5 mars au 10 avril, par l'intermédiaire de ses institutions prestigieuses ou plus modestes, pour accueillir le gretin de la musique vivante : Sonny Rollins, Martial Solal, McCoy Tyner, Michel Portal, George Russell, tous placés sous la figure tutélaire de Duke Ellington, qui fera l'objet d'un hommage particulier. (Lire les articles de Francis Marmande pages 30 et 31).

IBSEN A L'ODÉON PAGE 29

L'une des plus belles pièces de Henrik Ibsen, *John Gabriel Borkman*, s'installe pour deux mois le 12 mars à l'Odéon-Théâtre de l'Europe. Dans une nouvelle traduction de Michel Butel et Luc Bondy, elle est mise en scène par ce dernier entouré de Bulle Ogier, Neda Strancar et Roland Amstutz. Le metteur en scène allemand s'explique sur ses choix, pour lesquels il a demandé conseil à l'auteur dramatique Botho Strausa. Tous deux nous ont confié quelques-unes de leurs notes de travail. (Lire page 29 les articles de Colette Godard).

ZARSANGA CHANTE LE PAKISTAN PAGE 39

Il y a deux ans, la chanteuse pakistanaise Zarsanga, « Branche d'or » en français, avait fait sensation à Paris. La voici à nouveau sur la scène du Théâtre de la Ville pour un récital unique le 8 mars, détentrice de quelques-uns des secrets du chant pathan, art antique qui mêle l'amour, la gloire et les épopées guerrières. (Lire page 39 le reportage de Véronique Morna).

SERGE SILBERMAN SE SOUVIENT DE BUNUEL

PARCE QUE C'ÉTAIT LUIS...

Serge Silberman a été le producteur de Luis Buñuel pour cinq films entre 1964 et 1977, du *Journal d'une femme de chambre* à *Cet obscur objet du désir*. Il a aussi été son ami. Au moment où se déroule à Paris une importante rétrospective Buñuel, Serge Silberman se souvient. Et sa mémoire est bonne.

QUAND Serge Silberman parle de Luis Buñuel, on se tourne vers la porte, on croit qu'elle va s'ouvrir sur Don Luis, qu'il est vivant. Tant la mémoire de son producteur a de douceur et de certitude, tant les jours passés à parler, à marcher et à rire, à travailler, à boire et à rêver ensemble, ont rendu l'absence de l'un seulement inconfortable et incongrue. Pas plus.

Pour cette rétrospective Buñuel qui se déroule jusqu'à la fin du mois de mai à Paris, Serge Silberman a écrit un petit texte en forme d'inventaire, d'une belle pudeur sèche, où chaque mot pèse son juste poids. Pour lui, Buñuel était un homme « libre, indépendant, plein d'humilité, respectueux, généreux, affectueux, simple. Et aussi, drôle, mystificateur, un savant qui savait écouter, contradictoire, qui se disait afrancesado (français, « gâché » par la France), un rustique civilisé, un ignorant cultivé, un seigneur (nommé Seigneur par ceux qui l'ont fréquenté ou ont travaillé avec lui), et appelé Don Luis. Un ami qui reste toujours présent pour moi et qui me manque terriblement ». La dernière phrase, au présent.

Serge Silberman a produit cinq films de Luis Buñuel entre 1964 et 1977. Il a aussi produit *Bob le flambeur*, de Jean-Pierre Melville, *Le Trou*, de Jacques Becker, *Ran*, d'Akira Kurosawa... Trois quarts de siècle sur les épaules et un rire d'enfant farceur, c'est un homme pas très grand, mais d'une énergie de jeune volcan. Il a eu mille vies, pas toutes bonnes, la déportation — dont il sort en disant sobrement : « Je pesais peu, à l'époque », — quelques trahisons qui le ruinent, « et puis après un recommencement ». Il parle sept ou huit langues, dant au moins une marte, avec le même accent charmeur et indéfini. *Mitteleuropa* en tout cas, peut se mettre dans une colère folle si le champagne n'est pas à l'exacte température, mais supporte sans broncher les plus terribles revers de santé ou de fortune, dont il resurgit, intact, tel un phénix ébaurifié. Il raconte Don Luis, musarde de Madrid à Los Angeles, en passant par Cannes et Paris, se promène du *Journal d'une femme de chambre* au *Charme discret de la bourgeoisie*, en passant par le *Fantôme de la liberté*, la *Voie lactée* et *Cet obscur objet du désir*.

C'est Gene Maskowitz, le correspondant de Vaciety, qui m'a encouragé à rencontrer Buñuel. Moi, je résistais : « Nan, non, il va me jeter dehors... » Vous connaissez Madrid ? Il y a, place d'Espagne, un building de trente-deux étages avec des bureaux et des petits appartements. Fernando Rey s'était chargé de prendre le rendez-vous. J'étais donc logé au 26, appartement n° 2. J'avais acheté une bouteille de whisky. A 5 heures pile, on frappe à la porte. J'ouvre. Buñuel. La porte de l'appartement d'en face se referme. Il était logé là, et je ne le savais pas. C'est fou, non ?

Il me demande : « Quel est votre dernier film ? » « Le Trou, de Becker. » Lui : « Ce n'est pas possible, je l'adore, c'est un film complètement surréaliste. » On boit le whisky. Je lui demande ce qu'il aimerait tourner. Il préfère que je lui fasse une proposition. Assauts de politesse... Vous, non, après vous... Finalement, il me donne « à choisir ». « Le premier, me dit-il, est intouchable, ce serait une adaptation d'*Au-dessous du volcan*, de Malcolm Lowry. Intouchable, et, de toute

façon, je n'écris pas le scénario. Le deuxième serait autour de Gilles de Rais, avec un petit peu de Sade, pour élargir. Le troisième, le *Journal d'une femme de chambre*, de Mirbeau. »

Je bondis. Quand Jacques (Becker) était déjà très malade, pendant la post-production du *Trou*, j'allais tous les jours le promener au bois de Boulogne. Il me disait : « Mon petit Serge — il avait cinquante et un ans, moi quarante-trois — avec notre prochain film, on va se marrer tous les deux. Renair l'a déjà fait en Amérique, et l'a raté. Ce sera le *Journal d'une femme de chambre*... »

Vallu, c'était décidé. Le contrat avec Buñuel a pris cinq minutes à se conclure. Tout ce que je savais, c'est que plus jamais il ne tournerait pour rien, comme il lui était arrivé de le faire au Mexique. Los Olvidados, il l'a tourné pour 2000 dollars, il avait une participation, mais son producteur a joué le film aux cartes... »

DANIELE HEYMANN
Lire la suite page 28.

NANTERRE
AMANDIERS

ON NE
BADINE
PAS AVEC
L'AMOUR

Alfred de Musset
mise en scène Jean-Pierre Vincent
du 1er février au 9 avril

IL NE FAUT
JURER
DE RIEN

46147000

CINÉMA

SERGE SILBERMAN SE SOUVIENT DE BUNUEL

Suite de la page 27

« Je lui avais suggéré Jeanne Moreau pour le rôle de Célestine, lui aurais-je préféré une actrice mexicaine. C'était l'époque du Festival de Cannes. Jeanne avait un appartement dans la région, je propose à Luis de descendre la voir. Il aimait Cannes, malgré un souvenir désagréable. En 1954, il faisait partie du jury, le président était Jean Cocteau. En compétition, Monsieur Ripois, de René Clément. Bunuel déteste. Cocteau le supplie d'accepter que le film figure au palmarès. Bunuel refuse. Vient la cérémonie de clôture. Monsieur Ripois, prix du Jury. Bunuel, fou de rage, sort de la salle, va directement sur la plage et jette son smoking à la mer... »

« Nous voilà donc sur la côte. Il fait chaud. On va prendre un coup en route. Picon/bière. Une bombe. Elle va me parler du film, dit Bunuel, et moi je vais lui parler des oiseaux. Dix kilomètres plus tard, on s'arrête dans une auberge. Picon/bière. Ça se passe très bien avec Jeanne, elle signe sans voir, sans lire de script, comme une figurante. A l'époque, avec le premier argent qu'elle avait gagné, elle avait acheté une Rolls Royce, avec chauffeur. Bunuel lui dit : « Jeanne, il ne faudra pas venir au studio en Rolls. »

« Au moment de l'élaboration du scénario du Journal, Bunuel me dit : « Je n'ai pas envie d'être tout seul... » Je me souviens de ma première rencontre avec Jean-Claude Carrière. Très maigre, sans barbe, chemise blanche un peu usée, fine cravate noire. Je le prévins : « Bunuel va d'abord vous inviter à prendre un verre, j'espère que vous buvez du vin rouge. » Carrière avoue que non, jamais. Première question de Bunuel, avant de dire bonjour, je vous le jure : « Est-ce que vous buvez du vin rouge ? » Et c'est ce jour-là que, pour la première fois, Carrière en a bu. Deux semaines

PARCE QUE C'ÉTAIT LUIS...

pas été là, pour lui dire : « Tourne, tourne encore un peu, on ne sait jamais », il se serait contenté de filmer 8 000 ou 9 000 mètres de pellicule. Entre nous, il ne voyait jamais les rushes, il m'y envoyait. « Si quelque chose ne va pas, préviens-moi. » Ce que je faisais. Un matin, c'était pendant le Journal d'une femme de chambre, Jeanne Moreau était arrivée avec des cernes très prononcés. Et à l'image cela se voyait. Le lendemain, Luis s'est excusé auprès de Jeanne : « Nous allons retourner cette scène, c'est de ma faute, problème technique. »

« A part ça, il n'expliquait jamais rien aux acteurs. Ne leur donnait même pas le script, seulement des morceaux de pages avec leur texte du jour, ça suffisait : il aurait pu diriger une chaise, par la seule force de son regard. Pour lui, la suprématie, c'était la sobriété. Longtemps, il n'avait utilisé que des objectifs de 30 et 70 millimètres. Après, avec moi, il a essayé le 150. Et pour le zoom, qu'il n'aimait pas du tout, il avait trouvé une idée formidable : « Si je bouge l'appareil en même temps que le zoom avance, dis-til, on ne s'apercevra pas que je l'utilise. »

Le deuxième film que Serge Silberman a produit avec Bunuel est bien la Voix lactée. « Oui, enfin, non, cela ne devait pas être celui-là. Mais un autre film, qui ne s'est pas fait parce que j'ai été ruiné par mon associé, précise Silberman. Jeanne Moreau devait jouer dedans, Peter O'Toole voulait le faire gratuitement, et Omar Sharif... » Suit un récit assez confus, agité de vents contraires, où il est question des rushes d'Orson Welles (lesquels ?), de Robert Badiater, alors jeune avocat, qui lui fut d'un grand secours (à lui, Serge), de Darryl Zanuck, de Harry Saltzman, très embarrassé par des négociations avec une banque espagnole, de son intervention alors déterminante (à lui, Serge), qui l'autorisa à retourner voir Saltzman et à lui dire : « Si je t'avais sauvé 700 000 dollars au lieu de 800 000 dollars, tu m'aurais encore baisé les mains. Alors, Harry, prête-moi 100 000 dollars. En deux fois. » Ce qui fut fait.

« Bunuel, apprenant que je suis un peu vivant, m'appelle, dit Silberman. « Serge, je ne veux plus du vieux film, mais peux-tu te permettre de donner

20 000 francs pour deux mois à Carrière et à moi, j'ai une idée complètement folle. Au-delà de deux mois, c'est moi qui paie. » Trois semaines plus tard, il m'envoie le scénario de la Voix lactée. Et moi, en lisant, je pisse de rire. Je vous le dis, et pourtant, j'ai une certaine éducation. Je dois rejoindre Bunuel et Carrière devant un restaurant, il est fermé, c'est dimanche. Ils sont là, devant la porte. Je crie, de loin : « C'est formidable, je fais le film ! » Bunuel me demande aussitôt le triple de la somme habituelle. Je dis oui, tout de suite. Payable 100 % d'avance. D'accord. En fait, Bunuel voulait me forcer à ne pas faire le film. Il avait peur pour moi. C'était ça, Don Luis.

« Aucun distributeur ne voulait de la Voix lactée. On me prêtait 50 000 entrées à Paris maximum. « Et sur la rive gauche ». Moi, j'avais décidé de sortir Bunuel du ghetto. J'ai montré le film à Boris Gourévitch, un exploitant. Il m'a dit : « J'ai rien compris, mais c'est très beau, je vais l'aider. » Il m'a trouvé neuf salles. Une n'existait pas. Près des Champs-Élysées (rive droite), elle était réservée au porno. J'ai changé l'écran, j'ai changé la façade, et j'ai payé une garantie. La Voix lactée a fait 210 000 entrées à Paris... »

Serge Silberman donne alors, avec une miandrie gourmande, la recette du dry martini, telle que la lui a léguée Bunuel et telle qu'elle est exposée dans le Charme discret de la bourgeoisie. « Il faut avoir des glaçons à - 22°, et rajouter un peu de Noilly-Prat. Mélanger doucement avec une cuillère, et jeter le Noilly, il n'est là que pour parfumer les glaçons. Verser ensuite deux à trois gouttes d'angustura. Puis le gin, le meilleur, Beefeater ou Tanqueray. Secouer, servir dans des verres glacés. »

Ea prime, Serge Silberman vous offre d'ailleurs une autre recette de cocktail, le Bunueloni : « 60 % de gin, 25 % de vermouth rouge, 15 % de porto Punt mes,

une bouteille de vin comme le saint sacrement, et Jean-Claude Carrière, l'air sournois d'un séminariste amoureux. »

Puis une série de clichés extraordinaires : un dîner à Hollywood, en l'honneur de Bunuel, en 1973, avant la nomination aux Oscars, dîner où il ne voulait pas aller et qui finalement l'enchantait. Autour de la table somptueusement dressée, chez George Cukor, c'est comme la réunion unique d'une mafia des talents. Leur *casa nostra* à eux, c'était le cinéma. Il y a là, outre Cukor, Bunuel, son fils Rafael, Silberman et Carrière, Alfred Hitchcock, Billy Wilder, John Ford, Rouben Mamoulian, Robert Wise, George Stevens, William Wyler... « Je ne vous ai raconté là qu'une petite partie de ma vie avec Don Luis, dit Serge Silberman. J'étais auprès de lui, tout à la fin, il ne pouvait plus boire, mais trempait son doigt dans le dry martini, puis s'humectait les lèvres, pour trinquer... »

C'est le moment de revenir à aujourd'hui, de poser la question, celle qu'on ose pas poser. Et Nostromo ? Serge Silberman a un soir de gamia devant un gâteau d'anniversaire : « C'est reparti ! » La nouvelle est à la fois stupéfiante et excellente. Déjà, il y a plus de trois ans, lorsqu'on sut que Silberman mettait en chantier le sombre et métaphorique récit de Joseph Conrad, on frémit. On frémit encore plus lorsqu'on apprit que David Lean, âgé de quatre-vingts ans à l'époque, le mettrait en scène. Car Sir David était fatigué, très fatigué... La préproduction, cependant, allait son train. Pour ménager la santé du réalisateur de *Lawrence d'Arabie*, on construisit d'immenses décors pas trop loin, en Espagne, et on transforma sa résidence du midi de la France en quartier général. Mais David Lean ne tournerait jamais Nostromo.

Il mourut, le 16 avril 1991, à Londres, quatre mois après son mariage. « Il est mort seize jours trop tôt, dit



Sur la paille, pendant le tournage du « Fantôme de la liberté » en 1974, deux figurants célèbres, Serge Silberman (à gauche) en soldat français (mort) et Luis Bunuel en moine (mort).



A table et heureux de l'être, le 1^{er} juillet 1970 à Mexico, Luis Bunuel présentait une bouteille de vin (vide ?) à Serge Silberman et à Jean-Claude Carrière.

plus tard, Luis vient chez moi : « Serge, ce garçon est très intelligent, mais je ne peux pas continuer à travailler avec lui ; il est d'accord avec tout ce que je dis... » Manifestement, Jean-Claude Carrière apprendra vite à contredire Don Luis, juste ce qu'il faudra. Leur collaboration ne cessera plus. Serge Silberman rappelle que les saisons de l'écriture étaient les préférées de Bunuel, les scénarios s'élaboraient en sept versions. Peu de différence entre la première et la dernière, mais deux mois de repos entre chacune d'elles. Lorsque tout était prêt, Bunuel disait : « Malheureusement, il faut tourner. »

« Je ne l'ai jamais entendu élever la voix sur un plateau, affirme Silberman, jamais. Quand il n'était pas content, son regard devenait glauque, c'est tout. S'il utilisait la vidéo en raison de sa surdité ? Non, c'est moi qui lui avais offert, pour qu'il puisse contrôler la prise de vues et réfléchir en même temps. « Avec la vidéo, me disait-il, je vais bientôt pouvoir diriger sans sortir de chez moi, par téléphone. » Une boutade, oui, mais il y avait de ça. Avec lui, tout était si simple, le film se voyait dans ses yeux avant le tournage, il était prémoniteur, il suffisait souvent d'enlever le « clap » entre deux scènes, tout raccordait, exactement. Si je n'avais

reil en même temps que le zoom avance, dis-til, on ne s'apercevra pas que je l'utilise. »

Le deuxième film que Serge Silberman a produit avec Bunuel est bien la Voix lactée. « Oui, enfin, non, cela ne devait pas être celui-là. Mais un autre film, qui ne s'est pas fait parce que j'ai été ruiné par mon associé, précise Silberman. Jeanne Moreau devait jouer dedans, Peter O'Toole voulait le faire gratuitement, et Omar Sharif... » Suit un récit assez confus, agité de vents contraires, où il est question des rushes d'Orson Welles (lesquels ?), de Robert Badiater, alors jeune avocat, qui lui fut d'un grand secours (à lui, Serge), de Darryl Zanuck, de Harry Saltzman, très embarrassé par des négociations avec une banque espagnole, de son intervention alors déterminante (à lui, Serge), qui l'autorisa à retourner voir Saltzman et à lui dire : « Si je t'avais sauvé 700 000 dollars au lieu de 800 000 dollars, tu m'aurais encore baisé les mains. Alors, Harry, prête-moi 100 000 dollars. En deux fois. » Ce qui fut fait.

« Bunuel, apprenant que je suis un peu vivant, m'appelle, dit Silberman. « Serge, je ne veux plus du vieux film, mais peux-tu te permettre de donner

plein de glaçons et une tranche d'orange. Explosif. » Avec Bunuel, il n'y pas que les cocktails qui passaient de la vie à l'écran. La vie, tout court, y courait. Silberman se rappelle : « C'était avant le mixage du Charme, nous étions à Lausanne, au-dessus du lac, dans une auberge où il restait de la charcuterie verte, vieille de cent ans... Je lui dis : « Luis, c'est curieux, tu es né à Saragosse, tu es catholique, tu a été élevé par les jésuites ; moi, je suis né aux confins de la Pologne et de la Russie, j'ai été élevé par des juifs laïques, on se regarde, et on se comprend. » Et il me répond : « Serge, on va faire un film sur le hasard, qui aurait fait que, peut-être, on ne se rencontre pas. » Ce film, c'était le Fantôme de la liberté... Et il a tout de suite commencé à rêver tout haut : « Imagine, Serge, pendant la guerre, on est à la même place, sur les bords du lac, côté suisse ; de l'autre côté, la France occupée. On prend un bateau, et juste au moment d'arriver sur l'autre rive, je t'annonce que tu es juif... » (rires).

Le dernier fruit de l'alliance entre Luis Bunuel et Serge Silberman serait en 1977, Cet obscur objet du désir, remake de la Femme et le Pantin. Film qui connut une grave maladie d'enfance : Maria Schneider, choisie pour le rôle principal, ne parvenait pas à s'adapter à l'univers bunuelien. Voyant un désastre s'annoncer, Silberman préféra arrêter le tournage. Comment, il ose arrêter un film de Bunuel ? Personne ne lui adresse plus la parole. On cherche une nouvelle actrice, Bunuel pense à Angela Molina, Silberman à Carole Bouquet. Elles font des essais toutes les deux, développées en catastrophe dans la nuit. Elles sont excellentes, toutes les deux. C'est alors que Bunuel, songeur, dit : « Serge, tu as déjà entendu parler du Dr Jekyll et de Mr Hyde ? Puisqu'on ne peut pas choisir, on prend l'une et l'autre. Je les habillerai pareil, elles auront la même voix... »

« Vous voulez voir des photos ? » Surgissent alors des cartons, des albums, des enveloppes, « bien qu'on m'en ait volé beaucoup ». Lui, Silberman, figurant (un soldat français) dans le Fantôme de la liberté, avec Luis Bunuel figurant aussi (un moine). Lui, assis à une table, à Mexico, en 1970, avec Don Luis portant

Serge Silberman sans le moindre cynisme, avec la fausse légèreté d'un flâneur qui vient de perdre un banco. Seize jours plus tard, l'assurance payait tout ; là j'en ai été pour 2 millions de dollars. » Mais il n'empêche, c'est reparti. On construit les décors, on Mexique cette fois. Le dramaturge Christopher Hampton travaille à une nouvelle adaptation ; Hugh Hudson (les Chariots de feu) mettra en scène. Le budget prévu est de 45 millions de dollars...

« Le cinéma est une arme magnifique et dangereuse si c'est un esprit libre qui le manie », disait Luis Bunuel. Don Luis était un esprit libre. Son ami Serge Silberman en est un lui-même.

DANIEL HEYMANN

CHERRY

Mardi 9 mars à 20 h 30. La Courneuve.

Du 5 mars au 10 avril, Banlieues Bleues fête 10 ans d'audace et de création jazz en Seine Saint-Denis.

Agenda

La rétrospective « Luis Bunuel, architecte du rêve », organisée par Investissements droits audiovisuels et Las Acacias-Cinéaudience, a lieu dans diverses salles parisiennes et en région jusqu'en juin prochain. Le Charme discret de la bourgeoisie et le Journal d'une femme de chambre sont déjà à l'affiche. Quatre films seront distribués prochainement : le Fantôme de la liberté (17 mars), la Voix lactée (7 avril), Cet obscur objet du désir (21 avril) et Belle de jour (12 mai).

A cette occasion, les Cahiers du cinéma publient dans le numéro 464 de février 1993 un ensemble consacré au cinéaste, qui réunit les articles de Jean Douchet, Charles Tesson, Thierry Jousse, un entretien avec son chef-opérateur, Gabriel Figueroa, et des entretiens inédits avec le réalisateur. A paraître aux Editions Cahiers du cinéma : Bunuel par Bunuel, livre d'entretiens film par film réalisés par T. Perez Turrent et José de la Colina. Les Editions Montparnasse publient une collection limitée et numérotée (de 1 à 5 000) des cassettes vidéo des six films du cycle. 135 F la cassette, 750 F la collection complète. Offre réservée aux lecteurs des Cahiers du cinéma jusqu'en avril, puis vente dans le commerce. Renseignements : 45-48-10-40.

مكتبة الفن

THÉÂTRE

« JOHN GABRIEL BORKMAN » MIS EN SCÈNE PAR LUC BONDY A L'ODÉON

OBSESSION FIN DE SIÈCLE

« John Gabriel Borkman » est l'avant-dernière pièce d'Ibsen. Il avait soixante-huit ans quand elle a été publiée. Elle est rarement montée en France, mais on a pu la voir au Théâtre de l'Europe, en 1985, dans la mise en scène d'Ingmar Bergman, en suédois donc. Huit ans plus tard, c'est en français, dans une traduction nouvelle signée Michel Butel et Luc Bondy, également metteur en scène, que « John Gabriel Borkman » est présenté à l'Odéon, du 12 mars au 12 mai prochain.



Nada Strancar, Roland Amstutz et Michel Piccoli.

JOHN GABRIEL BORKMAN est un ancien mineur, un self-made-man devenu banquier. A la suite d'escroqueries, il a été condamné à huit ans de prison. Depuis, il s'enferme volontairement au premier étage de sa maison, ne voit plus ni sa femme ni son fils. Un jour arrive sa belle-sœur, son premier et seul amour, qu'il a sacrifiée à son ambition. Et la pièce, John Gabriel Borkman, commence.

Le spectacle présenté par l'Odéon a été créé au Théâtre Vidy de Lausanne, puis présenté au Théâtre national de Belgique, à Bruxelles, où Luc Bondy répétait la Rodeo, un opéra dont il a également écrit le livret, d'après la pièce de Schnitzler. A la suite de Paris, entre autres villes, John Gabriel Borkman ira à Nimex, Fienne, Milano, et Berlin.

Dans un décor d'Erich Wonder, autour de Michel Piccoli, Luc Bondy a réuni Bulle Ogier, Nada Strancar, Roland Amstutz, avec qui il a déjà travaillé, plus Catherine Frot, Bernard Nissile, Christine Vuilleux. Et il a demandé à Botho Strauss, dont il a créé pratiquement tout le théâtre, d'être son « conseiller artistique ». Ensemble, ils ont creusé ce texte apparemment simple, construit comme un solide mélo social. Ensemble, ils ont fouillé les motivations complexes des personnages, cherché leur caractère d'humanité, de fragilité, d'émotion.

« John Gabriel Borkman, explique Luc Bondy, est un visionnaire. Il n'a jamais l'impression d'avoir commis des illégalités. On ne saura pas s'il aurait pu ou non réussir, c'est ça qui est beau. A mon avis, il porte l'échec en lui, dans ses gènes, car il est incapable de s'arrêter à la réalité.

Il est d'un égocentrisme total, un peu comme les héros du Chemin solitaire (1), mais Ibsen se situe à l'opposé de Schnitzler, ce libertin. D'ailleurs, il est protestant, convaincu de l'importance des responsabilités individuelles. Pour répondre à un idéal, ses personnages se cassent la tête contre les murs, et ce sont des frustrés. Borkman a vendu la femme qu'il aime par passion du pouvoir. Il s'est puni d'aimer pour se donner toutes les chances d'accéder à ses ambitions. Comme s'il devait choisir : l'amour ou l'or. Ibsen s'est identifié à Borkman, j'en suis sûr, il se comportait

parfois de façon bizarre. Et en même temps, il invente un personnage de pauvre comptable, un frustré lui aussi. Un auteur frustré. Depuis toujours, il écrit une tragédie qu'il corrige sans cesse et ne finira jamais.

» Comme lui, comme tous, Borkman s'est enfoncé dans un rêve et attend. Il attend la réhabilitation, que sa femme le rejoigne, que le monde vienne à lui, reconnaisse la validité de son rêve, lui offre la possibilité de reprendre son œuvre là où elle a été interrompue, en somme annule le temps. Où ailleurs qu'au théâtre peut-on ainsi jouer avec le temps, l'arrêter ? Jour après jour, Borkman reconstitue dans sa tête ce que son existence aurait pu être, il reprend son procès sa défense. Sans désemparer, comme un personnage de Kafka, comme le Krapp de Beckett dans la Dernière Bande, il répète des gestes inutiles, écrit des notes, accumule les papiers. Quand il sort de sa claustration volontaire, il n'est plus capable d'aller nulle part. Je l'ai fait mourir sans montrer comment ou pourquoi. Il meurt, comme Robert Walser, qui se plaignait de ne pas être compris et que l'on a retrouvé un soir, gelé, dans la neige.

» J'ai raconté beaucoup d'histoires pendant les répétitions. Habituellement, je monte beaucoup sur scène, et moi qui suis oerveux, maladroit, j'indique les choses que les comédiens vont faire avec précision. J'aime au théâtre la façon dont on peut se servir d'un accessoire, toucher quelqu'un, se regarder, comme jamais dans la vie. J'aime retrouver les moments où les regards se croisent, se rencontrent, se fuient. Retrouver la façon dont les gens se cherchent, se dévorent. J'aime montrer ce qui se passe dans leur tête pendant qu'ils parlent, le montrer physiquement, à travers des clichés de comportement. Par exemple, on voit marcher quelqu'un dans la rue, et on se dit : « A la manière dont il se tient, et que j'ai déjà vue, que je connais, il doit se raconter telle ou telle chose. » J'aimerais, au théâtre, provoquer chez les spectateurs ce genre de réflexion.

» J'aime montrer, mais là, j'étais fatigué, je devais me ménager. Pour la première fois, j'ai dirigé de la salle, en essayant d'expliquer avec clarté ce que j'imagine. La pièce est terriblement bien construite, elle

avance comme un programme d'ordinateur, il faut l'humaniser tout en gardant une distance de critique, de sarcasme. Les acteurs doivent arriver à une vérité qui n'apparaît pas immédiatement dans les situations ni dans le texte. Et particulier chez le personnage du fils. Il veut se libérer de sa famille, répète : « Je veux me trouver, travailler, je veux vivre. » Quand Ibsen a écrit, un tel langage était absolument révolutionnaire. Dans les années 60 encore, il aurait pu être celui du jeune bourgeois allemand en pleine crise d'identité. Mais aujourd'hui, le personnage risque de glisser au bord du ridicule, et c'est ce qui m'intéresse justement, le danger de glissement.

» Autre chose : si on joue les scènes d'introduction simplement pour expliquer au public ce qui s'est passé avant le premier acte, on l'enlève. Ibsen offre d'autres solutions, car sa dramaturgie se fonde sur la résurgence du passé. Un fragment de passé que les personnages ressassent, qu'ils vivent au présent. On a affaire à des obsédés. Ils confondent les époques. Comme chez Botho Strauss, sauf que lui rompt avec la continuité. Les époques, le passé, le futur, il les extermine. Ibsen et lui sont des auteurs de fin de siècle. Toutes les fins de siècle sont parallèles, avec des guerres, des crises de culture, de civilisation. De plus, Botho Strauss habite Berlin, une ville où tout est plus névralgique, plus visible. Son expérience d'Allemand le rapproche de ce type de théâtre, le pousse à comprendre ces personnages coupés du monde extérieur, animés de terribles mouvements intérieurs.

» D'une certaine façon, la violence absurde de notre temps et celle de la fin du XIX^e siècle conduisent à des réponses similaires. J'ai lu dans le Spiegel, à propos de la Yougoslavie, une polémique entre un social-démocrate, qui disait : « Soyons prudent, ne nous lançons pas inconsidérément », et une déléguée des Verts, en principe pacifiste, qui appelait à la guerre dans un surengagement manichéen assez douteux. Naturellement, je pense qu'on ne peut pas continuer à regarder ce qui se passe sans agir... Mais je suis trop apolitique. Je ne suis pas « anti », non. Simplement, la poésie politique m'est étrangère. Et je pense que le vrai mal du siècle, c'est le sida. »

Propos recueillis par COLETTE GODARD

(1) Luc Bondy a monté le Chemin solitaire, de Schnitzler, en 1989 au Théâtre du Rond-Point. Il avait d'abord pensé donner à la pièce un autre titre : les Égoïstes.

★ Du 12 mars au 12 mai. Du mardi au samedi, à 20 h 30. Le dimanche, à 15 heures. Tél. : 44-41-36-36. De 30 F à 150 F.



Luc Bondy.

Ibsen et Borkman

John Gabriel Borkman est publié le 15 décembre 1896. La première édition (12 000 exemplaires) est rapidement épuisée. Une seconde édition, de 3 000 exemplaires, est mise en vente le jour même, en même temps que paraissent les traductions anglaise, française, russe et allemande.

La pièce est créée le 10 janvier 1897 à Helsinki - représentations simultanées au Théâtre suédois et au Théâtre finlandais. Le 15 janvier, elle est présentée à Francfort, amputée de deux passages jugés offensants par la censure allemande.

Avant la fin du même mois, elle est jouée à Christiania, Stockholm, Berlin, Copenhague. La création anglaise a lieu au Strand Theatre de Londres, le 3 mai 1897. En France, après avoir été jouée en représentation privée les 23 et 24 mars 1897 chez M^{me} Aubernon de Nerville (modèle de la Prout pour M^{me} Verdurin dans A la recherche du temps perdu), elle ne sera donnée que deux fois, les 8 et 9 novembre 1897, en ouverture de la nouvelle saison du Théâtre de l'Œuvre. Lugné-Poe interprète le rôle-titre. John Gabriel Borkman sera repris en février 1908 au Théâtre Réjane, puis en mars 1920 à la Maison de l'Œuvre.

Un édifice de la claustration

Nous publions ici quelques-unes des notes de travail de Botho Strauss et Luc Bondy (1) :

« (...) Borkman, son espace : classeurs, plans, une maquette du paysage équipé de son réseau électrique. Une grande échelle donne accès à la bibliothèque : sa manière silencieuse de grimper et descendre. Borkman contrôle une région, un pays : sa vision se trouve à échelle réduite dans sa chambre. Plus tard, il emportera peut-être ses plans, ses croquis, ses feuilles de papier millimétré avec lui, au grand air, et mourra enveloppé dans ses plans (...). Il vit uniquement pour le moment où il varra la porte s'ouvrir sur un émissaire qui lui annoncera sa réhabilitation (...). Un géant pitoyable, un dominateur solitaire, le « héros bourgeois ».

« (...) Borkman vit les yeux rivés sur son passé et remet tout en ordre. Pour lui, chacun dans son entourage s'est rendu coupable d'un méfait, et il se voit homme de l'exploit libérateur qui sort triomphant d'un borborygme d'intrigues (...). Il convient de souligner que Borkman dépend de sa claustration comme d'une drogue : il arpenté sa cage.

» Éléments dénotant le caractère à la fois forcé et voluptueux de sa séquestration : il se montre tout à

tour d'une affabilité extrême, puis menaçant comme une bête sauvage ; entre obstination menaçante et claudication.

« (...) Borkman : les forces de la terre exercent sur lui une attraction occulte, érotique, il y a quelque chose de « souterrain » dans sa sexualité, une puissance qui vient de la terre. (...) La sujétion érotique de Borkman à la force mythique de l'or. Sa profession de directeur de banque n'est qu'un moyen pour accéder aux puissances de la terre. Il se sent entraîné par des impulsions dont la puissance dépasse la mesure humaine.

» Encore quelques idées vagabondes, désordonnées : la pièce, un édifice de la claustration composé de peu de phrases qui ne cessent de se heurter les unes aux autres, insister sur la carcasse répétitive. Personnage rectroquevillé à la manière de Munch, ils n'ont de cesse de se redresser à nouveau. Technique verbale : chacun doit être à l'affût de toute parole que l'autre pourrait prononcer... »

(1) Ces notes sont extraites du livre de Marie-Louise Bischofberger et Jean-Bernard Torrent, à paraître aux éditions Solin et qui comprend le texte de la pièce, plus différents éléments dramaturgiques et iconographiques, 160 pages, 200F.

L O U I S

SCLAVIS

Vendredi 12 mars à 20 h 30. Montreuil.

Du 5 mars au 10 avril. Banlieues Bleues fête 10 ans d'audace et de création jazz en Seine Saint-Denis.



Don Cherry.



George Russell.



Helen Merrill.

JAZZ

FESTIVAL « BANLIEUES BLEUES » DIXIÈME ÉDITION

COMMENT lire les noms pris entre ceux de McCoy Tyner et George Russell dans un programme au long cours d'une cinquantaine de concerts ? C'est selon, variable avec les saisons et les tensions du secret. On se fait une idée plus ou moins nombreuse du jazz. On le voit comme collectif ou abandonné. On en aime les éclats de solistes, ou, à de certains moments, les mouvements collectifs. Héros ou foules, leaders ou masses, saints ou communautés, toutes les images marchent à fond. Le jazz les inspire.

On peut se demander quel type d'économie, de morale et de projet programment les grandes époques de big bands (à Kansas-City, par exemple, à la fin des années 30). A quelle strate, à quel glissement collent les exercices mystérieux du solo ou des duos dans l'Europe des années 70 ? Quel instant de quelle vie sociale caractérisent les petites formations, les petits combos et autres orchestres de poche de la West Coast ou, juste avant, du New York bebop ? Quel fil d'humanité et d'amour court sous ces recompositions ? On peut sans mal voir l'espace du jazz entier comme une scène de Breughel, comme un champ de particules, comme le ciel en mouvement, avec regroupements, séparations, avancées, oublis, erreurs, catastrophes, trous noirs et quelques fontaines blanches.

Après l'ouverture de McCoy Tyner (solo et big band le 5), l'opéra de cinq semaines bascule (le 19) sur le concert de Sonny Rollins - dont il ne manque pas d'élégances aujourd'hui de se déclarer fatigué, - doublement sur celui de Jimmy Giuffrè et André Jaume ou des Last Poets - un assortiment d'inspiration bien française, les 27 et 1^{er} avril, - pour conclure avec un des plus beaux musiciens de ce temps, tous genres confondus, George Russell. On peut varier le programme d'un festival.

SCÈNES SAINT-DENIS

Pour la dixième année consécutive, le conseil général de la Seine-Saint-Denis et la ville de Saint-Denis s'associent pour réaliser Banlieues bleues, l'un des principaux rendez-vous du jazz, de tous les jazz. Du 5 mars au 10 avril, près de cinquante concerts (dont Sonny Rollins), des créations (Martial Solal, Tony Coe, George Russell), un hommage à Duke Ellington (avec Louis Scialoja, Michel Petrucciani, McCoy Tyner...), des ateliers de création, une exposition des photographies de Robert Frank, des films et des documentaires dans différentes villes et différents lieux culturels de ce département à la pointe de l'art.

Banlieues bleues s'offre à toutes les combinaisons. Permet de raconter des histoires du jazz à entrées multiples, poétiques, méthodiques ou sociales ; de comprendre les mouvements du monde, en gros les plus heureux, ceux qui existent pas, et de retrouver Miché Godard, François Tusques, Didier Levallet ou Steve Lacy.

Qu'au milieu intervient, comme un air de ténor attendu, une sobole, un monologue, Hervé Bourde ou Bireli Lagrene, Tony Coe, Di Donato ou Passaggio, Bill Frisell ou Barthélémy, Portal, Mihal, Threadgill et les inévitables Willem Breuker Kollektief/Westbrook Orchestra dont un sociologue freudien finirait par élucider les raisons de l'inaltérable succès, n'est pas seulement le signe d'un programme pléthorique - ce qu'il est, - d'un état des lieux, mais d'une composition d'ensemble.

Rollins ne se trompe pas sur cette capacité du jazz apparemment renouvelable à maintenir ensemble la part la plus scientifique - la musique restant d'assez loin la plus poétique des sciences exactes - et la part d'inconnu. Comme McCoy Tyner, hipolarisé entre solo à accents coltraniens et grande tradition noire du big band où se perd l'idée de modernité, de classe et d'aventure, Rollins incarne à lui seul, dans un corps immense et généreux, la tension même où se résout le jazz.

Malgré l'incertitude parfois, le manque de netteté ou le flouement de l'entourage, on continue d'attendre ses prises de parole comme une part de l'exception qui nous lie. La musique adoucit, certes, mais surtout elle donne accès : à la part maudite de ce monde infernal et à la chance d'y devenir plus humain. Entre improvisation modale et calypso.

FRANCIS MARMADE

DON CHERRY, L'INVENTEUR DU FREE

LE TOURNANT DU SIÈCLE

Indica, un extraterrestre ou un humain qui se serait permis d'indiquer d'autres voies. Enfant d'une mère choctaw et d'un père afro-américain (barman à Los Angeles du fameux Pentatonix Club, où défient les meilleurs big bands des années 40), il promène sa beauté de métis sans âge. Il apprend la danse avant le piano, quitte la route ordinaire comme les autres filent doux, se fait trompettiste hors norme, au corset ou sur cet étrange petit instrument pakistanais qui étouffe, habile à dégriser l'usage des instruments, oubliant l'instrument pour la musique même.

Entré dans le jazz par le *rhythm and blues* de campagne, compagnon de route à quinze ans de Wardell Gray et de Dexter Gordon, il n'a pas hésité pour autant à changer les règles du jeu, quittant en 1969 l'Amérique invivable de Nixon, fustigeant même par abandonner à leur orchestre névrotique des amateurs transis (ceux du free) pour se livrer, nomade, baladin moderne, à toutes les rencontres possibles en Afrique, au Maghreb, en Europe, en Turquie... Ce mélange de fermeté et de disposition surprend. C'est qu'on n'est jamais très tranquille devant un homme qui n'a pas peur.

F. M.

* Don Cherry Quartet (Carlos Ward, sax, Bob Stewart, tuba, Hamid Drake, drums), le 9 mars à 20 h 30, à La Courneuve (Centre culturel Houdremont).

MICHEL
PETRUCCIANI
Mardi 16 mars à 20 h 30. Pavillons-sous-Bois.
Du 5 mars au 10 avril. Banlieues Bleues fête 10 ans d'audace
et de création jazz en Seine Saint-Denis.

VOTRE TABLE CE SOIR

Ambiance musicale • Orchestre • P.M.R. : prix moyen des repas - J.-L. H. : ouvert jusqu'à... heures.

DINERS

RIVE DROITE

RELAIS BELLEMAN - 47-23-54-42 Jusqu'à 22 h 30. Salle climatisée. Cuisine française traditionnelle. Les RAYOLES DU ROYAN. 37, rue François-1^{er}, 6^e. F. sans dim. Sides aux coquillages. FILET A L'ESTRAGON. Gibas de porc. Menu 160 F et 220 F.

CHARLOT ROY DES COQUILLAGES T.L. La grande maison des CRUSTACÉS et COQUILLAGES, avec tous les produits de la mer à la véritable bouillabaisse marseillaise. Poissons criés sur menu. 12, place Cléber, 9^e 46-74-92-64. Jusqu'à 1 h.

LA VILLA 47-57-23-00 F/Dim. L'Œuvre des GRANDS CHEFS, chefs dans les guides, présente : ses SUGGESTIONS DU MARCHÉ. ses viandes exotiques, ses poissons et sa carte des vins à des prix... plus que RABONNAIRE. 43, rue Baudin LEVALLOIS 92

RIVE GAUCHE

NOS ANCIENNES LES GAYLORS 46-34-66-07 et 66-12 Unique au monde. Cadre fin 17^e. Ambiance exceptionnelle. Menu 6 plats : 180 F tout compris. Vin à discrétion. T.L.S. Dîners midi et soir. Pique-nique et soirées. 39, rue Saint-Louis-en-l'Île, 4^e.

LE MAHARAJAH 43-54-26-07 L'INDE SUCCULENTE au 72, bd St-Germain, 5^e. M^{re} Maubert, T.L. de 12 h à 23 h 30. Plats à emporter : moins 30 % ven., sam., dim. 1 h. CADRE LUXUEUX. Bar, 160 F. Sides : mariages, cocktails, réceptions.

L'ARBUCI 44-41-14-34 Unique ! Recettes de poissons, de viandes, de desserts. Sélection, par le président des 25, rue de Buci, 6^e T.L. 3 h. soumissionnaires, de petits vins de pays... qui changent. DINERS JAZZ CLUB de 21 h à l'aube.

LE PROCOPE 43-26-99-20 T.L. Le « café » rive gauche à la mode depuis des siècles. Cuisine bourgeoise et inventive. 13, rue de l'Ancre-Cordée, 6^e Jusqu'à 1 h. Merveilleux bœuf de coquillages. Choix de côtes-du-Rhône. Huitres à volonté 120 F/p.

RESTAURANT THOUMIEUX 47-45-48-75 Spécialité de coq au vin et de canard au confit de canard. Service jusqu'à 23 h 30. TOUS LES JOURS. Dim. service continu de 12 h à 23 h 30. SALONS CLIMATISÉS. 79, rue Saint-Denis.

SOUPERS APRÈS-MINUIT

ALSACE A PARIS T.L. 43-26-89-36 9, pl. St-André-des-Arts, 6^e - SALONS CROQUETTES, GRILLADES, FLAMMEKÛCHE, POISSONS DÉGUSTATION D'HUITRES ET COQUILLAGES Pâtisserie - Grande crûte d'Alsace.

LES GRANDES MARCHES AU PIED DE L'OPÉRA-BASTILLE Le point de rencontre du quartier RUITRES - POISSONS Fines traditions DÉCOR « élégance de l'ère » au mode-chambre appropriée pour les repas d'affaires T.L. de 11 h 30 à 1 h 15 du matin 6, place de la Bastille. 43-29-00-32 PARKING SOUS L'OPÉRA

JAZZ

ENTRETIEN AVEC LE PIANISTE LAURENT DE WILDE

«VOUS qui êtes le jeune pianiste le plus demandé, votre absence de Banlieues bleues vous surprend-elle ?

— Pas du tout. A Banlieues bleues, on sent un travail de programmation, une vraie réflexion et pas simplement un bouclage de budget. Le jazz français contemporain est bien représenté, et les invités américains sont de grosses pointures classiques (McCoy Tyner, Sonny Rollins, George Russell) savamment insérées. Il n'y a pas d'inconnus, l'ensemble affirme une idée, une cohérence visible. Le festival ne joue la carte «classique» que pour de très grands artistes reconnus, en les mettant en miroir ou en opposition avec le contemporain européen, ce qui permet d'éclaircir tous les aspects du jazz. C'est intelligent.

— Je ne figure pas à Banlieues bleues mais je ne vois pas du tout ce que j'y ferais actuellement. Je me vois comme un pianiste classique, à fond dans la tradition. Encore vingt ans, et le jazz européen aura provoqué de nouvelles fractures à son tour. Peut-être est-il déjà en train de le faire. On change de génération. Ma propre histoire ne s'est pas confondue avec celle du courant contemporain. Je suis né à Washington en 1960. Après l'Ecole normale supérieure et l'agrégation de lettres, je me suis installé à New-York, c'est là que j'ai appris. Je suis revenu en France au bout d'une dizaine d'années. C'est ainsi et pas autrement, sinon je jouerais sans doute comme les autres... Qui le sait ?

— Quand vous parlez de classicisme, de tradition, à quel faites-vous allusion ?

— Les choses vont très vite. Je pense évidemment à Monk, Bud Powell, Hank Jones, Tommy Flanagan, Ahmad Jamal, Chick Corea ou Herbie Hancock. Je pourrais citer Debussy ou Stockhausen, comme pour perfectionner ma biographie, mais je ne les écoute pas.

— Sans parler en termes d'image, n'y a-t-il pas un petit risque à installer cette figure «classique» du musicien moderne ?

— Je n'en sais strictement rien. Je ne me pose pas la question. Hormis l'avenir matériel, je ne me pose pas ces questions. Je procède ainsi parce qu'il m'est impossible de faire autrement. La seule chose dont un artiste ne doit pas douter, c'est de son goût, de la connaissance exacerbée de ses propres défauts, de ses limites. Pour parler de musique que j'aime beaucoup, je me sens aussi loin de Poulenc ou de Schostakowitch que d'un concerto de Mozart. J'aime les révolutions douces ou plutôt les révolutions invisibles, changer un pont sur un standard, modifier un tempo comme Barney Wilen nous l'a fait faire dans *Lady Be Good*. On peut être très réceptif en ballade affectivement lente, très cassé-cou, et ça sonne de façon pleine, pas seulement nouvelle mais très heureuse.

— J'ai beaucoup travaillé sur Queneau. Je reste très impressionné par la fluidité de la phrase, son architecture secrète, cette pensée de la forme extrême. Je vais dans ce sens, sans concept visible, en recherchant la même gravité charnelle, émotionnelle. La rigueur conceptuelle me rase.

— Ça tient à la venue du jazz dans votre vie ?

— C'est encore plus simple. Il s'est installé au centre. J'étais aux Etats-Unis et je devais gagner ma croûte. Je me suis mis à jouer en public. Les choses se rattachent elles-mêmes. C'est là que je me suis installé pour apprendre, pour rencontrer les musiciens, avec la conscience

LA MORALE DU JEU

Laurent de Wilde est un jeune pianiste que l'on demande de toutes parts. Pianiste et aussi normalien, Français et aussi Américain, en quête de simplicité et aussi d'universalité. Il n'est pas invité par «Banlieues bleues» et n'en conçoit aucune amertume. Il parle même avec sympathie de ce festival. Il ne voit pas aujourd'hui quelle place il pourrait y tenir. Découverte d'un enfant de Monk et de Raymond Queneau.

très forte de l'histoire qui s'était faite là, des sons de la rue, de la présence de Rollins, de Hank Jones, d'Art Taylor à deux pas. C'est là que je retourne enregistrer parce que j'y ai gardé tout un réseau d'amis. Cela finit par répondre parfaitement à ma démarche, je me sens normalien quand je suis pianiste, pianiste quand je suis normalien, européen à New-York, américain en Europe, je me rattrape sur l'universel, un universel très singulier évidemment, mais surtout, ce qui m'importe, c'est de travailler en version originale.

— Comment préparez-vous un enregistrement ?

— Comme quelqu'un écrirait un livre. Je laisse beaucoup de temps à la réflexion, par goût et par réaction contre tous ces disques, surtout aux Etats-Unis, qui ont été des rencontres hâtivement montées par un producteur et dont l'amateur garde le souvenir d'un solo ici ou là, et le public, de redites. Je n'ai qu'un souci, jouer des morceaux que j'aime, chercher dans le répertoire celui qui s'impose à moi, l'élan soudain à la bouche, je me méfie des interprétations qui s'éloignent ostensiblement de l'original. Au fond, c'est une démarche de chercheur, un travail de bibliothécaire. J'aime cette sensation de passer après d'autres, travailler le plus profondément possible telle phrase et atteindre ce moment où n'importe quel mélodiste, batteur compris, élève tout l'orchestre.

— Le côté bravoure, morceau de bravoure, a toujours existé en jazz. C'est quelque chose que je n'ai pas du tout cheillé au corps. L'échappée miraculeuse ne m'intéresse pas. En club ou en concert, le public tient au morceau de bravoure. En live, je me conforme à ce désir. Ahmad Jamal me disait qu'il préfère enregistrer en public parce qu'il ne vit pas les situations comme très différentes.

Dans mon cas, je sais qu'en club je suis dans la condition même du musicien qui doit fournir vite, fort, et jeter. Ce que le disque me permet d'éviter. L'objectif, c'est une musique que l'on peut écouter à fond aussi bien qu'en fond sonore. Un son immédiatement reconnaissable, celui de Miles Davis, par exemple, dans un restaurant ou sur une chaîne au maximum. Keith Jarrett a atteint ce point parce qu'il n'a peur de rien.

— C'est une affaire de piano, de trio ou d'accompagnement ?

— D'accompagnement. Le piano accentue la fonction, les mains déjà s'y accompagnent. L'instrument est mixte, à la fois soliste et second mais je n'ai aucune envie d'imposer ma vision. Quand on joue, ce n'est pas pour imposer, c'est pour proposer, je n'ai pas la réponse, je pose des questions. Un trio doit être le contraire d'un compromis. J'aime choisir les musiciens avec un soin précieux, préparer longuement les harmonisations, les climats, de sorte que tout se passe pendant la séance, qu'elle raconte l'histoire même d'une musique qui se fait, sans récomposition ou changement d'ordre des morceaux enregistrés.

— Bill Evans en trio donne cette impression à chaque instant, comme s'il indiquait la possibilité d'une société heureuse, où les leaders se succèdent, se relaient, se cèdent la place. Une société où l'oo s'accompagne mutuellement, modèle même de la conversation réussie. Je ne crois ni à l'énergie maximale, ni à un train composé de locomotives, ni aux échanges forcés. Les exceptions me confortent, Martial Solal parce que la vie a fini par lui donner raison, ce qui fait plaisir, ou Monk qui délivre toujours ce sentiment de plénitude même seul. De ce point de vue, je ne me sens pas autosuffisant. Je ne me suffirais pas. J'ai besoin des autres.

— Comme une patience, une ascèse...

— Pas du tout. C'est un jeu dont la seule finalité est de trouver la couleur à plusieurs. Les rythmiques devraient tourner jusqu'à l'insoutenable. Avec Ira Coleman, le bassiste, on travaille plusieurs jours avant d'entrer en studio, on cherche l'idée oblique pour entrer dans tels morceaux, sans redite surtout, sans remplissage, pas un mot de trop, comme une leçon d'économie. Economie de gestes, de moyens, ce n'est pas la philosophie orientale au rabais, c'est le point à atteindre, Casals que je vois à la télé, là, vieux, vieux, très vieux, qui tremble de tout l'archet, et dès qu'il le pose sur la corde, dès qu'il attaque, pas un millimètre de perdu. C'est ça le point à atteindre, c'est simple.

Propos recueillis par FRANCIS MARMANDE

* Discographie : Off the Beat 1 CD IDA015 distribué par OMD ; Old and Blue 1 CD IDA023 distribué par OMD ; Colors of Manhattan 1 CD IDA027 distribué par OMD ; A parade fin mars Open Changes chez IDA.

Agenda

Principaux rendez-vous : McCoy Tyner solo, big band (le 5 mars à 20 h 30, Espace Lumière, Epinay). «Ellington», Martial Solal Dodecaband (le 6 mars, Espace Lumière, Epinay). Don Cherry Quartet (9 mars à 20 h 30, Centre culturel Houdremont, La Courneuve). «Ellington on the Air», Louis Solais Sextet (12 mars, Salle des fêtes, Montreuil). Michel Petrucci Quartet joue Ellington (16 mars, Espaces des Arts, Pavillons-sous-Bois). Sonny Rollins (19 mars, Chapiteau Saint-Denis). Bireli Lagrene Trio (20 mars à 20 h 30, Espace des arts, Pavillon-sous-Bois). Helen Merrill, Gordon Beck, Steve Lacy (24 mars, Centre culturel Aragon, Tremblay). Shinehead, The Last Poets, Sound System Raga Dub Force (27 mars, Gymnase Maurice-Baquet, Bagnolet). Passaggio (31 mars à 20 h 30, Espace Renaudie, Aubervilliers). André Jaume/Jimmy Guffre (1^{er} avril à 20 h 30, Bourse du travail, Saint-Denis). Carlos Zingaro Solo, Michel Portal et Unit (9 avril, MC 93 de Bobigny). George Russell and Living Time Orchestra (10 avril, MC 93 de Bobigny).

Location : pas de réservation téléphonique. On peut obtenir un bulletin de location dans les différents lieux de spectacles de Seine-Saint-Denis, dans les FNAC (et par le minitel 3615 FNAC), Clémentine et Virgin Megastore, et à Banlieues bleues, 9, avenue Berlioz, 93270 Sevran. Prix des places : de 70 F à 110 F (150 F et 180 F pour le concert de Sonny Rollins). Carte Trombone : 150 F, trois concerts au choix, tarif réduit sur les autres concerts Banlieues Bleues.

* Renseignements : 43-85-66-00. Réservations : sur place ou par correspondance, Banlieues bleues 9, avenue Berlioz, 93270 Sevran.



Laurent de Wilde.



Duke Ellington.

Hommage à Duke Ellington

DIRE qu'un moment, par fétichisation de l'improvisation, relatif vieillissement de l'orchestre et souci de se distinguer, on a pu se méfier du grand orchestre de Duke Ellington... Ses thuriféraires, il faut le dire, n'ont rien fait pour aider les détracteurs. Butés, abscons comme la lune, fanatiques, ils ont réussi à donner de l'entreprise l'impression usée qu'elle finit par laisser entrevoir. L'intérêt que suscite Ellington aujourd'hui a quelque chose de réjouissant. Martial Solal laque son Dodecaband, big band de poche aux couleurs travaillées, sur la piste des grandes Soites ellingtoniennes. Il croit, non sans raison, qu'on n'a pas encore fait le tour des possibilités harmoniques et de la

richesse d'invention de ces monuments de l'art contemporain. Il n'est pas le seul. Mais il est un des très rares à pouvoir réellement en exploiter les accents.

Michel Petrucci aborde l'œuvre en pianiste, de l'intérieur. Sa découverte est contemporaine. Ellington, pour lui, c'est l'époque du croisement des modernes, Mingus et Roach (Money Jungle), celle de Coltrane. Ellington, au risque de déprimer son orchestre, ne manquait jamais d'inviter à son bord celui qui passait par là, juste pour voir, avec un tempérament de joueur. Un soir à Paris, ce fut Elvin Jones, le berouleur terrifiant en rupture de ban coltrane. Le spectacle seul des trombones qu'affichait la section des saxophones, solides au poste depuis quelques dizaines d'années, valait le déplacement. Petrucci va du côté des rythmes et des timbres, aventuré en solo ou en quartet dans la jungle ellingtonienne aussi riche en compositions qu'en arrangements ou en invention de styles et de climats.

L'entreprise qui rencontre aujourd'hui le plus de succès, non sans paradoxe, est celle de Louis Solais («Ellington on the Air») dont l'ambition très digne, très peaufinée, croise le désir extrêmement convenable d'un public sous le charme et pris par l'élégance du jeu. Cela dit, il n'est pas impossible de penser que tout un chacun se recommande implicitement du Duke, comme on le fait en peinture de Cézanne, McCoy et son big band moderne noir à l'ancienne, Breuker et Westbrook a contrario, Guffre à lui tout seul, tous les clarinettes, Portal aux barres, par nature, Joachim Kuhn ou Keith Tippett en tant que pianistes, Gérard Marais en arrangeur, et George Russell évidemment comme l'autre idée ellingtonienne du jazz. Doué de la même élégance en tout cas.

F. M.

3^{ème} SALON
DU
DESSIN
DE
COLLECTION
3-8 MARS 93
PARIS - GRAND PALAIS
Tous les jours 12h - 22h
Samedi et dimanche 10h - 19h30
Lundi 12h - 19h30
Renseignements
Minitel 3615 Code SALONS

BANLIEUES

BLEUES

Le festival qui sort le jazz des sentiers battus vous présente 400 musiciens et 50 concerts dans 14 villes de Seine Saint-Denis.

Renseignements : 43 85 66 00

Seine Saint-Denis
Conseil Général

LA SÉLECTION

CINEMA

Tous les films nouveaux

Body

de Uli Edel, avec Madonna, Willem Dafoe, Joe Mantegna, Ann Archer, Charles Hallahan, Mark Rolston. Américain (1 h 34). Interdit - 16 ans.

Séduisante, très libérée - et néanmoins directrice d'une galerie d'art - une femme est accusée du meurtre de son amant, riche et cardiaque. L'arme du crime : le corps de la dame - et l'usage pluridisciplinaire qu'elle en fait. Le réalisateur de *Last Exit to Brooklyn* dans un combat singulier avec Madonna.

VO : Forum Horizon, handicapés, THX, Dolby, 1 (45-08-57-57 ; 36-65-70-83) ; Impérial, handicapés, Dolby, 2 (47-42-72-52) ; U. G. C. Denton, Dolby, 3 (42-25-10-30 ; 36-65-70-83) ; U. G. C. Normandie, Dolby, 3 (45-53-16-16 ; 36-65-70-83).

VF : Rex (le Grand Rex), handicapés, Dolby, 2 (42-36-83-93 ; 36-65-70-83) ; U. G. C. Montparnasse, Dolby, 3 (45-74-94-94 ; 36-65-70-14) ; Paramount Opéra, handicapés, Dolby, 3 (47-42-56-31 ; 36-65-70-18) ; Les Nations, 12 (43-43-04-67 ; 36-65-71-33) ; U. G. C. Lyon Bastille, Dolby, 12 (43-43-01-59 ; 36-65-70-84) ; U. G. C. Gobelins, handicapés, Dolby, 12 (45-81-94-94 ; 36-65-70-45) ; Miroslav, Dolby, 14 (38-65-70-41) ; Montparnasse, Dolby, 14 (43-20-12-06) ; U. G. C. Convention, Dolby, 15 (45-74-93-40 ; 36-65-70-47) ; Pathé Wepler, Dolby, 15 (39-68-20-22).

Face Value

de Johan Van der Keeken. Hollandais (2 h).

Variation sur la peur et le désir, l'être et le paraître. Le désir de se donner à voir, la peur de se voir dans le regard de l'autre, sinon de soi-même.

VO : Utopia, 5 (43-28-84-85).

Joni

de Abubakar Sani Murtuza, avec Omar Seck, Omar Gueye, Amadou Camara, Abou Camara, Zator Sani, Fatou Sani Fall. Sénégalais (1 h 20).

En trois épisodes situés à des périodes différentes, un hymne à la dignité africaine face à l'oppression.

VO : L'Entrepôt, 14 (45-43-41-83).

Parfois trop d'amour

de Lucas Belvaux, avec Joséphine Fresson, David Martin, Bernard Mazinghi, Francis Bouc, Lucie Thilly. Belge (1 h 20).

Trois amis parcourent les routes, à l'aventure, dans le nord de la France. L'Entrepôt, handicapés, 14 (45-43-41-83).

Le Pays des sourds

de Nicolas Philibert. Français (1 h 39).

Vu de l'intérieur, l'univers des enfants du silence - sourds profonds pour qui tout passe par le regard et le toucher.

14 Juillet Odéon, 6 (43-25-53-83) ; Les Trois Balcas, 9 (45-61-10-80) ; Rameau, handicapés, 10 (42-86-64-44).

Sabine

de Philippe Faucon, librement inspiré du récit d'Agnès L'Héritier, avec Catherine Kiehl, Mark Sagara, Sylvain Haumet, Corinne Deboulle, Frank Peil, Salvatore Caputo. Français (1 h 30).

Une jeune flegmeuse toxicomane et un garçon de rencontre. Portrait d'une dérive.

Escorial, 13 (47-07-28-04).

Samba Traoré

de Ibrahim Ouedraogo, avec Bakary Sangaré, Mariam Kaba, Abdoulaye Kambou, Ibrahima Traoré, Moumouni Compaoré, Kiri Casimir Traoré. Franco-ivoirien-burkinabé (1 h 25).

Après avoir braqué une station-service, un homme épouse une jeune femme de son village et y réalise un vieux rêve : ouvrir son propre bar.

VO : Ciné Beaubourg, handicapés, 3 (42-71-82-38) ; 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-53-83) ; Les Trois Balcas, 9 (45-61-10-80) ; 14 Juillet Bastille, handicapés, 11 (43-57-90-81) ; 14 Juillet Beaubourg, 15 (45-75-75-78) ; Beaubourg Montparnasse, Dolby, 15 (38-65-70-38).

Sarafinal

de Darrell James Root, avec Whoopee Goldberg, Miliam Makaba, Leleth Khumalo, John Kani, Darnisani Dlamini, Mngweni Ngema. Sud-africain (1 h 30).

La guerre civile vue par - et à travers - les enfants de Soweto lors des affrontements entre Blancs et Noirs dans les townships sud-africains. Un des événements les plus violents de l'ère de l'apartheid, qui a entraîné la libération de Nelson Mandela. Le retour en Afrique du Sud de la chanteuse Myriam Makeba (« Mann Africa ») après plus de vingt ans d'exil.

VO : Forum Horizon, handicapés, Dolby, 1 (45-08-57-57 ; 36-65-70-83) ; U. G. C. Bastille, Dolby, 12 (43-43-01-59 ; 36-65-70-84) ; U. G. C. Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59 ; 36-65-70-84) ; Miroslav, handicapés, Dolby, 14 (38-65-70-41) ; Sept Paranaïens, 14 (43-20-12-06).

La Sévillane

de Jean-Philippe Toussaint librement adapté de son roman « L'Appel du phare », avec Milla Jovovich, Jean YVES, Jean-Cluade Adelin, Tom Novembre, Alexandre von Sivers. Franco-belge (1 h 30).

Pour l'écrivain-cinéma, une idylle ironique et désenchantée tissée de minuscules incidents.

Europa Panthéon (ex-Réflex Panthéon), handicapés, 14 (43-24-15-04).

Terceiro Milênio

de Jorge Bodanzky, Wolf Geyer, Brésiliens (1 h 35).

A l'occasion d'un voyage d'un sénateur (Evaristo Carrera), portrait-découverte d'une petite rivière de l'Amazonie, le Solimões, et de la région qui l'entoure, peuplée d'Indiens.

VO : Utopia, 5 (43-28-84-85).

Les entrées à Paris

Depuis le début de l'année, soit pour la huitième semaine consécutive, le nombre global des entrées est supérieur à celui de la période correspondante de l'an dernier. Cette fois, ce sont les vacances scolaires (elles étaient plus tardives en 1992) qui viennent donner un coup de pouce au box-office.

L'époque profite à la plupart des nouveautés, sans qu'aucune ne batte des records. Bon démarrage pour *Malcolm X*, avec près de 70 000 entrées dans un circuit modeste de seize salles, et malgré le handicap de sa longueur - on note que c'est la version française qui séduit, surtout. Le film de Spike Lee parvient ainsi à rassembler les suffrages du public populaire, notamment des barbouilles, plutôt que des cinéphiles. Et remarquable entrée en matière d'une brève histoire du temps : Stephen Hawking, incomparable vulgarisateur, entre plus de 12 000 spectateurs dans trois salles. Très joli démarrage, d'un film de mer, qui obtient un score imprévu à 3 000 dans l'unique petite salle du Latine.

En revanche, *Simetone 2*, a priori conçu pour les adolescents en vacances, déçoit avec seulement 16 000 spectateurs devant ses 18 écrans, tandis que *Frégate* passe quasiment inaperçu dans son unique salle.

Les films des semaines précédentes viennent toujours le haut du box-office, mais les entrées à 175 000 entrées en cinquième

semaine. Avec un total de 875 000, ils sont, non seulement assurés de passer haut la main la barre du million, mais ils font beaucoup mieux que le précédent millénaire du box-office parisien. *Basic Instinct*, qui n'en était qu'à 654 000 sur la même durée.

Deux autres films connaissent une carrière remarquable. Avec près de 80 000 spectateurs en quatrième semaine, *Héros malgré lui* atteint l'imposant total de 430 000. Voilà qui devrait mettre du baume au cœur de Stephen Frears, après l'échec de son film aux États-Unis. Et, à son niveau, le film d'Eric Rohmer connaît lui aussi un fort beau succès : dans seulement deux salles, *L'Arbre, la Meule et la Méditerranée* suscite la curiosité de près de 10 000 amateurs, soit un très joli total de 25 000 en trois semaines.

Et si Chaplin perd un peu trop vite du terrain dès sa deuxième semaine, à moins de 30 000, *Piège en haute mer* continue d'attirer un fort contingent d'amateurs d'aventures, avec 80 000 entrées (270 000 en trois semaines). *Chérie, j'ai agrandi le bébé* reste à près de 60 000, et le *Cris* fait encore recette, ce qui lui permet de totaliser 840 000 spectateurs en trois semaines.

L'emballage va-t-il se poursuivre ? Si aucune sortie des semaines à venir ne promet des scores faramineux, le scénario des Césars, la 8^{ème} fois, pourrait renouer quelques-uns des succès de l'an dernier.

Sélection

Arizona Dream

de Emir Kusturica, avec Johnny Depp, Jerry Lewis, Faye Dunaway, Lili Taylor, Vincent Gallo, Albert Hall, Al Freeman Jr., Danny Linds, Spide Lee. Américain (3 h 21).

Une bien étrange machine volante, faite de tendresse, d'humour, de souvenirs de cinéma, de lyrisme, d'ouïssance, d'étonnement, parfois émerveillé, devant l'Amérique d'aujourd'hui, par l'auteur du *Tyros* des films, avec en vedette, la révélation d'un Johnny Depp très éloigné des feuilletons télévisés.

VO : Forum Horizon, handicapés, Dolby, 1 (45-08-57-57 ; 36-65-70-83) ; Les Trois Balcas, 9 (45-61-10-80) ; U. G. C. Bastille, 12 (43-43-01-59 ; 36-65-70-84) ; U. G. C. Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59 ; 36-65-70-84) ; Miroslav, handicapés, Dolby, 14 (38-65-70-41) ; Sept Paranaïens, 14 (43-20-12-06).

Blade Runner - version intégrale

de Ridley Scott, avec Harrison Ford, Rutger Hauer, Sean Young, Edward James Olmos, M. Emmet Walsh, David Warner. Américain (1 h 57).

Le XXI^e siècle dans la caméra d'un cinéaste en état de grâce.

VO : Gammont Parntasse, Dolby, 14 (43-35-30-40).

Héros malgré lui

de Stephen Frears, avec Dustin Hoffman, George Davis, Andy Garcia, David Warner. Américain (1 h 58).

Dans la tradition de la comédie à l'américaine, Stephen Frears emballe une comédie féroce sur les messages médiatiques et la crédibilité des foules.

VO : Gammont Les Halles, Dolby, 1 (40-28-12-12) ; Gammont Opéra, Dolby, 2 (47-42-56-31) ; U. G. C. Odéon, Dolby, 3 (44-07-20-10) ; U. G. C. Bastille, 11 (43-07-45-00) ; Sept Paranaïens, Dolby, 14 (43-20-12-06) ; Gammont Convention, Dolby, 15 (48-28-42-27) ; Pathé Wepler, 15 (38-65-70-22) ; La Gaieté, THX, Dolby, 20 (46-36-10-86 ; 36-65-71-44).

Les Nuits fauves

de Cyril Collard, avec Cyril Collard, Romane Bohringer, Carole Lopez, Corine Bue, Claude Winter, René Mars Bini. Française (1 h 10).

A toute allure sur les chemins dangereux de la vie et de l'amour, un formidable élan d'énergie, d'humour et de tendresse piloté par Cyril Collard, sans censure de sécurité.

Ciné Beaubourg, handicapés, Dolby, 3 (42-71-82-38) ; U. G. C. Bastille, 11 (43-07-45-00) ; U. G. C. Gobelins, 13 (45-81-94-94) ; U. G. C. Convention, Dolby, 15 (45-74-93-40 ; 36-65-70-47) ; Pathé Wepler, 15 (38-65-70-22) ; La Gaieté, THX, Dolby, 20 (46-36-10-86 ; 36-65-71-44).

Hors saison

de Daniel Schmid, avec Sami Frey, Carlos Drexler, Ingrid Caven, Dieter Meier, Ueli Lomel, André Ferrel. Suisse-franco-allemand (1 h 36).

Sur le mode du « je me souviens », une évocation émoynante, souriante et optimiste de la vie d'un grand hôtel au début du siècle.

Publiheis Saint-Germain, 6 (42-22-72-80).

Lioubov

de Valeri Todorovski, avec Evgeni Mironov, Natalia Petrova, Dimitri Martynov, Tatiana Skorokhodova. Russe (1 h 48).

Malcolm X

de Spike Lee, avec Denzel Washington, Angela Bassett, Albert Hall, Al Freeman Jr., Danny Linds, Spide Lee. Américain (3 h 21).

La nouvelle superproduction de Spike Lee qui a convoqué tous les moyens du cinéma pour rendre un homme en peine pesant en leader noir assassiné par ses frères en 1965. Un film-monument, comme l'Amérique sait le faire.

VO : Gammont Les Halles, Dolby, 1 (40-28-12-12) ; 14 Juillet Odéon, Dolby, 3 (43-25-53-83) ; Gammont Opéra, Dolby, 2 (47-42-56-31) ; U. G. C. Bastille, 11 (43-07-45-00) ; U. G. C. Gobelins, 13 (45-81-94-94) ; U. G. C. Convention, Dolby, 15 (45-74-93-40 ; 36-65-70-47) ; Pathé Wepler, 15 (38-65-70-22) ; La Gaieté, THX, Dolby, 20 (46-36-10-86 ; 36-65-71-44).

Maris et Femmes

de Woody Allen, avec Woody Allen, Mia Farrow, Judy Davis, Sydney Pollack, Juliette Lewis, Lisa Kudrow. Américain (1 h 47).

Tandis que Canal Plus, sur petit écran, retransmet *Alice*, sur le grand écran s'allument ces hommes et ces femmes qu'à peine entends-on, on n'oublie pas.

VO : Forum Orient Express, handicapés, Dolby, 1 (45-08-57-57 ; 36-65-70-83) ; U. G. C. Bastille, 11 (43-07-45-00) ; U. G. C. Gobelins, 13 (45-81-94-94) ; U. G. C. Convention, Dolby, 15 (45-74-93-40 ; 36-65-70-47) ; Pathé Wepler, 15 (38-65-70-22) ; La Gaieté, THX, Dolby, 20 (46-36-10-86 ; 36-65-71-44).

Les Nuits fauves

de Cyril Collard, avec Cyril Collard, Romane Bohringer, Carole Lopez, Corine Bue, Claude Winter, René Mars Bini. Française (1 h 10).

A toute allure sur les chemins dangereux de la vie et de l'amour, un formidable élan d'énergie, d'humour et de tendresse piloté par Cyril Collard, sans censure de sécurité.

Ciné Beaubourg, handicapés, Dolby, 3 (42-71-82-38) ; U. G. C. Bastille, 11 (43-07-45-00) ; U. G. C. Gobelins, 13 (45-81-94-94) ; U. G. C. Convention, Dolby, 15 (45-74-93-40 ; 36-65-70-47) ; Pathé Wepler, 15 (38-65-70-22) ; La Gaieté, THX, Dolby, 20 (46-36-10-86 ; 36-65-71-44).

Qin Ju une femme chinoise

de Zhang Yimou, avec Gong Li, Lei Luo Sheng, Ge Zhi Jun, Liu Pei Zhi. Chinoise (1 h 44).

De la quête obstinée d'une jeune paysanne pour la reconnaissance de son bon droit, Zhang fait le fil rouge d'une fable tragique et subtile, occasion de découvrir une Chine à nos yeux simple et inconnue, et bon prétexte pour passer un moment avec la toujours aussi belle Gong Li.

VO : Ciné Beaubourg, handicapés, 3 (42-71-82-38) ; La Pagode, 7 (47-05-12-11) ; Publiheis Champs-Élysées, 8 (47-20-76-23).

Ta Dona

de Adama Brabo.

avec Fily Traoré, Mamadou Fomba, Balthazar Kella, Balthazar Kella. Franco-malien (1 h 40).

Mélant les mythes traditionnels et le pamphlet politique contemporain, Adama Brabo invente un film composite, dérivant d'une étonnante richesse.

VO : Images d'Afrique, 6 (45-87-18-09) ; Utopia, 5 (43-28-84-85).

Les Visiteurs

de Jean-Marie Poiré, avec Christian Clavier, Jean Reno, Valérie Lemercier, Christian Bujard, Marie-Anne Chazel, Isabelle Huppert. Française (1 h 45).

Et voilà que sans crier gare - ou à peine - ces Visiteurs sont en passe de rééditer le coup du Père Noël est une ordure, c'est-à-dire de faire d'une pierre deux coups : être un succès populaire et devenir peu à peu un film-culte dont les répliques saillantes ponctuent de nombreuses conversations.

Gammont Les Halles, handicapés, Dolby, 1 (40-28-12-12) ; Gammont Opéra, Dolby, 2 (47-42-56-31) ; Rex, Dolby, 2 (43-36-33-93 ; 36-65-70-23) ; Bretagne, Dolby, 3 (42-86-64-44) ; Gammont Convention, 15 (48-28-42-27) ; U. G. C. Bastille, 11 (43-07-45-00) ; U. G. C. Gobelins, 13 (45-81-94-94) ; U. G. C. Convention, Dolby, 15 (45-74-93-40 ; 36-65-70-47) ; Pathé Wepler, 15 (38-65-70-22) ; La Gaieté, THX, Dolby, 20 (46-36-10-86 ; 36-65-71-44).

Reprises

Les Hants de Hurlevent

de William Weller, avec Laurence Olivier, Merle Oberon, David Niven. Anglais (1 h 35).

D'après le roman d'Emily Brontë, l'auteur fut dans une Angleterre terriblement victorienne. Un vrai grand classique, le roman aussi bien que le film. A fait l'objet de plusieurs remakes, mais à jamais été égalé.

VO : Grand Action, 5 (43-29-44-40 ; 36-65-70-83) ; Mac-Mahon, 12 (43-23-78-59 ; 36-65-70-48).

The Player

de Robert Altman, avec Tim Robbins, Greta Scacchi, Fred Ward, Peter Gallagher, Whoopi Goldberg, Brian James. Américain (1 h 58).

Déclasse service pour le dernier film d'Altman en l'honneur par effraction de l'impertinence dans les studios d'Hollywood. A consommer très frais.

VO : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-25-36-65-70-83) ; Sept Paranaïens, 14 (43-20-12-06).

Festival

Georges Sadoul à la Cinémathèque

La Cinémathèque française consacre une grande rétrospective à Georges Sadoul (1904-1967). Celui qui fut le « papa » de la critique et de l'histoire du cinéma d'après-guerre, avant d'être lui-même sévèrement critiqué pour ses oukases issues de son engagement politique, a laissé une œuvre qui peut être aujourd'hui appréciée plus paisiblement. Œuvre d'une richesse considérable pour laquelle Sadoul effectua des recherches qui redéfinirent les études modernes sur le cinéma. Ses écrits comportent des zones d'ombre et des jugements démentis par le temps, les six volumes de son *Histoire générale du cinéma* demeurent un monument inégalé. Outre une exposition, qui se prolongera jusqu'en juin, trente films balisent cette évocation, d'un programme Lumière consacré par Langlois à *Mérophis*, de Bresson en passant par des titres essentiels de Dovjenco, Renoir, Capra, Rossellini, Visconti ou Godard, mais aussi des pistes plus inattendues ouvertes par Frédéric Ermet, Salah Abou Seïf ou Luc Moulin.

La Cinémathèque redouble d'activité en ce début d'année, et propose deux autres rendez-vous. Dans le cadre de son Cabinet d'Amateurs, une soirée dédiée à Man Ray, « directeur du mouvement *movies* », aura lieu le jeudi 4 mars à partir de 18 h 15. Par ailleurs, l'association Les amis de la Cinémathèque relance ses après-midi, chaque jeudi à 15 heures, avec pour les mois de mars et avril, un film du cinéma français de 1945 à 1960 : début le 4 mars avec *Rue de l'Éstrapade* de Jacques Becker (1933).

Renseignements à la Cinémathèque française, tél. : 45-53-21-36. Rétrospective Georges Sadoul, jusqu'au 20 mars, salle du Palais de la Culture, 7, avenue d'Alsace-Lorraine, 75018 Paris. Le Cabinet d'Amateurs, Palais de Tokyo, salle Jean-Epstein, 12, avenue du Président-Wilson, 75016 Paris. Les après-midi de la Cinémathèque, salle du Palais de Chaillot, Les Amis de la Cinémathèque, tél. : 42-46-42-64.

La sélection « Cinéma » a été établie par : Jean-Michel Frotier.

THEATRE

Spectacles nouveaux

Le Belvédère

d'Otto von Oerth, mise en scène d'Agathe Alana, avec Laurence Ballester, Eric Boucher, Christophe Deloche, Jean Lescot, Grigori Manoukov, Michel Oulmet et Thérèse Quentin.

An bout du monde, à bout de force, s'agitent des peintures expressionnistes. Le Belvédère est joué en alternance avec le Tonnelle de Hermann Ungar, farce cruelle et irrésistible.

Théâtre, 41, av. des Gratiolles, 92000 Garches. À partir du 8 mars. Tél. : 47-83-26-30, 80 F et 110 F.

Ce qui arrive et ce qu'on attend

de Jean-Marie Besset, mise en scène de Patrick Karpent, avec Christophe Malavoy, Marie-France Pélissier, Sabine Hnoudin, Samuel Labarthe, Philippe Etasse, Jacques Cornot et François Caron.

Un jeune architecte qui veut construire le premier monument humain sur la Lune se heurte aux problèmes de l'amour et de l'humanité.

Gaîté-Montparnasse, 28, rue de la Gaité, 14^e. À partir du 9 mars. Du mardi au samedi à 20 h 45. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 43-22-16-16. De 120 F à 220 F.

Contes d'avant l'oubli

d'après Isaac Bashevis Singer, mise en scène de Jean-Luc Porraz, avec Valérie Belloc, Isabelle Faria de Oliveira, Camille Grandville, Philippe du Janard, Alala Longlet, Christophe Odent, Catherine Benhamou, Eric Prat, François Moreau et Jean-Marc Talbot.

L'entraînement en spirale des histoires juives de l'un des plus grands conteurs d'histoires infinies.

Théâtre de l'Est parisien, 159, av. Gambetta, 20^e. À partir du 9 mars. Du mardi au samedi à 20 h 30. Le jeudi à 19 heures. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 43-54-80-80. Durée : 1 h 40. 80 F et 130 F.

La Dame au petit chien

d'après Anton Tchekhov, mise en scène de Jacques Gaudy, avec Claude Darvy et Jacques Gaudy.

Les amours exaltées, vouées à l'échec. Théâtre Daniel Sorano, 16, rue Charles-Pathé, 94000 Vincennes. Le 7 mars. 16 heures : le 6, 21 heures (les 10, 11, 12, 14, 15, 17, 18, 19 et 21). Tél. : 43-74-73-74. 75 F et 90 F.

Demain, une fenêtre sur rue

de Jean-Claude Grumberg, mise en scène de Jean-Paul Rousillon, avec Myriam Boyer, Catherine Farnon, Olga Grumberg, Philippe Lantier, Joachim Lormand, Jacques Martini, Baptiste Rousillon, Jean-Paul Rousillon et Pierre Serrail.

Exploration coléreuse et comique des tares de la petite bourgeoisie.

Théâtre national de la Colline, 15, rue Laïko-Stra, 20^e. À partir du 9 mars. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 h 30. Tél. : 43-66-43-60. De 60 F à 140 F.

Le Golem

d'après la légende de la Kabbale, mise en scène de Bruno Abraham-Kramer, avec Bruno Abraham-Kramer et Isabelle Aranygova (pianiste).

Les pièges de l'homme providentiel, même lorsqu'il est fabriqué pour de bonnes causes.

Montparnasse (Péti), 31, rue de la Gaité, 14^e. À partir du 9 mars. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 15 h 30. Tél. : 43-22-77-30. De 50 F à 100 F.

DU 5 MARS AU 10 AVRIL

42.02.02.68

هناك من النحل

DE LA SEMAINE

Harriet

de Jean-Pierre Sarrasin,
mise en scène
de Claude Verdy,
avec Frédéric Aïkine, Catherine Gaudin,
Hélène Gay, Alain Puyon, Yves Korbou et
Lionel Privat.

Citée au Nouveau Théâtre d'Angers, la
pièce est le portrait d'un tyran vieillissant,
Strindberg.

Paris-Villette, 211, av. Jean-Jaures, 19. A
partir du 5 mars. Du mardi au samedi à
21 heures. Matinée dimanche à 18 h 30.
Tél. : 42-02-02-03. De 65 F à 135 F.

Henry VI, le cercle dans l'eau

de William Shakespeare,
mise en scène
de Georges Bouché, Michel Bompoll,
Thierry Bosc, Daniel Briquet, François
Cahuzac, Dominique Charpentier,
Jean-Charles Gaudin, Philippe Dumas,
Philippe Fréon, Cécile Gaudin-Fogel, Aziza
Kabbouche, François Loriguet, Frédéric
Pellegry, Eric Pottier, Caroline Prost,
Pierre-Henri Pons, Gilles Milin et Alain
Simonet.

De la guerre de Cent ans, à la guerre des
Deux-Roses, aux guerres de religion, l'ef-
froyable enchaînement de violence et de
vengeance. La grande saga des Henri est
donnée en alternance.

Théâtre, 41, av. des Grésillons, 92000
Gennevilliers. A partir du 5 mars. Du mardi
au samedi à 20 h 30. Dimanche à 18 h et
20 h 30.
Tél. : 47-93-26-30. 90 F et 110 F.

Jackets on the Main secrète

d'Edward Bond,
mise en scène
de Bruno Bloyet,
avec Michèle Gaudin, Hansman Gail,
Pascal Kader, Mado-Paula Leoni, Sabine
Miller, Julien Negulesco, Martine
Schmuckler, Laurent Schilling, Monique
Stallan, Jean-Christophe Humbert ou
Sébastien Richard, Jérôme Porat.

Mise en perspective de deux histoires,
celle d'un enfant japonais et d'un soldat
anglais... Avec l'humour et la rage de
Bond.

Théâtre de la Ville, 2, place du Châtelet,
9. A partir du 3 mars. Du mardi au samedi
à 20 h 30. Matinée dimanche à 18 heures.
Tél. : 42-74-22-77. De 90 F à 130 F.

Léonce et Léna

de Georges Bloyet,
mise en scène
d'Edmond Pommerehne,
avec Nathalie Ancelin, Axel
Bogdanowicz, Pascal Bongard, Nicole
Dupont, Olivier Fournier, Pierre Gaudin, Yann
Gouven et Dominique Hubert.

Comme Léonce, dont il s'est inspiré,
Bogdanowicz raconte les révoltes de la
jeunesse.

Grand-théâtre de la femme du Buisson,
allée de la Fosse, 77000 Noisiel, Les 5, 6
et 8 mars, 21 heures (le 7, 18 heures (et
les 10, 11, 12, 13, 14 et 15 mars). Tél. :
64-62-77-77. De 70 F à 110 F.

Madame Klein

de Nicolas Wright,
mise en scène
de Brigitte Jacques,
avec Michelle Marquais, Dominique Sandoz
et Dominique Reynaud.

Un jeune homme meurt à Budapest. A
Londres, trois femmes se disputent sur la
cause de cette mort.

Théâtre de la Commune, 2, rue Edouard-
Poissot, 93000 Aubervilliers. A partir du 9
mars. Du mardi au samedi à 20 h 30.
Matinée dimanche à 18 heures. Tél. :
48-34-07-77. De 70 F à 120 F.

Partenaires

de David Mamet,
mise en scène
de Bernard Stora,
avec Richard Berry, Fabrice Luchini et
Anne Brochet.

C'est l'histoire de deux producteurs de
cinéma et d'une secrétaire - à New-York,
le rôle a été créé par Madonna. Holly-
wood vu par un auteur qui a pratiqué la
grande union à rêver.

Mithridate, 4 bis, rue de la Mithridate, 2.
A partir du 4 mars. Du mardi au samedi à
20 h 30. Matinée dimanche à 17 heures.
dimanche à 16 heures. Tél. : 47-42-95-22.
De 50 F à 240 F.

La Pièce perdue

de Michel Maffes,
avec Cécile Massé, Michel Massé et Jean-
Michel Bernier.

Des auteurs qui ne parlent pas le même
langage tentent de jouer ensemble une



« Minima Moralia », mise en scène de Thierry Bedard, à Saint-Denis.

pièce qui n'existe pas. Retour d'un maître
de l'absurde.

Cartoucherie-Théâtre de la Tempête, route
du Champ-de-Manœuvre, 12. A partir du
4 mars. Du jeudi au samedi à 21 heures.
Matinée dimanche à 16 h 30. Tél. : 43-28-
36-36. De 50 F à 110 F.

Le Pilote aveugle

d'après Giovanni Papini,
mise en scène
de Christiane Chavigny,
avec François Marthouret.

Après Le Cidre à Avignon et au Petit
Odeon, François Marthouret, toujours
solitaire au scène, découvre un auteur
italien.

Athénée-Louis-Jouvet, 4, square de l'Opé-
ra-Louis-Jouvet, 9. A partir du 3 mars. Du
mardi au samedi à 20 h 30, le mardi à
18 h 30. Matinée dimanche à 18 heures.
Tél. : 47-42-67-27. De 90 F à 140 F.

La Si Jolie Vie de Sylvie Joly

de Fanny
et Thierry Joly,
mise en scène
de François Bourcier,
avec Sylvie Joly.

Sylvie dit tout, absolument tout sur elle,
depuis la maternité jusqu'à aujourd'hui.

Lucernaire Forum Centre national d'art et
d'essai, 53, rue Notre-Dame-des-Champs,
9. A partir du 3 mars. Du mardi au samedi
à 21 h 30. Tél. : 46-44-67-34. De 71 F à
140 F.

Terre ou l'Épopée sauvage de Guémoûl et Mattéo

d'Hubert Colin,
mise en scène
de Lucerne,
avec Sophie Daul, Marie Donata d'Uro,
Samuel Labrosse, Olivier Manzard, Ivan
Pereira Zapata, Philippe Riera, Valéry Voff,
Gérald Wolgast et Adam Sandoval.

La bonne volonté interculturelle et démo-
cratique confrontée aux obstacles du pou-
voir.

Cité internationale, 21, bd Jourdan, 14. A
partir du 4 mars. Les lundi, mardi, jeudi,
vendredi et samedi à 20 h 30, le dimanche
à 18 h 30. Tél. : 46-88-36-69. De 65 F à
95 F.

The Elephant Man

de Bernard Pomerance,
mise en scène
de Claude Hatz,
avec Bernard Collins, Simon Lay, David
Stanley et Kristin Zacharissen.

La vie d'un homme prisonnier d'un phy-
sique repoussant. Ce n'est pas Quasi-
modo, l'homme a vraiment existé.

Théâtre de la Main-d'Or Belle-de-mal, 15,
passage de la Main-d'Or, 11. Le 5 mars,
14 h 30 et 20 h 30. Tél. : 45-05-67-88.
De 80 F à 100 F.

Un chapeau de paille d'Italie

d'Eugène Labiche,
mise en scène
de Massimo Schuster,
avec Massimo Schuster.

Le vaudeville-poursuite de Labiche joué
par des manitous.

Cité internationale, 21, bd Jourdan, 14. A
partir du 5 mars. Les lundi, mardi, jeudi,
vendredi et samedi à 20 h 30, le dimanche
à 18 h 30. Tél. : 45-83-36-69. Durée :
1 h 15. De 55 F à 95 F.

Woyzeck

de Georg Büchner,
mise en scène
de Christian Benedetti,
avec Christian Benedetti et
Michel Fouquet, Violette Valard, Brigitte
Barilley, Gilles Doo, Patrick Bonnel, David
Delabasse et François Cogniaux.

Il est des personnages de théâtre si trou-
blés, si complexes que l'on n'a jamais fini
de les explorer. Woyzeck fait partie de
ceux-là.

Cartoucherie-Théâtre de la Tempête, route
du Champ-de-Manœuvre, 12. A partir du
9 mars. Du mardi au samedi à 21 heures.
Matinée dimanche à 18 heures. Tél. : 43-
28-37-04. 90 F et 100 F.

Paris

Le Banc

d'Hervé Lobau,
mise en scène
de Tara Dépre,
avec Martine-Hélène Raulin et Hervé
Lobau.

Après Le Passage de Nord-Ouest et le
Théâtre Hébertot, nouveau lieu pour une
histoire d'amour et de vie, tout en danse,
en chant, en musique.

L'Européen, 5, rue Sot, 17. Du mardi au
samedi à 21 heures. Tél. : 43-67-29-89.
60 F et 100 F.

L'Entretien du solitaire

de Bernard-Marie Koltès,
mise en scène
de Jean-Claude Nordmann,
avec Michel André et Pauline Salles.

A travers un interview, Bernard-Marie
Koltès se dévoile.

Théâtre de la Main-d'Or Belle-de-mal, 15,
passage de la Main-d'Or, 11. Du mardi au
samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à
17 heures. Tél. : 48-05-67-88. 80 F et
100 F.

Faust

de Johann Wolfgang von Goethe,
mise en scène
de Dominique Pitolet,
avec Jean-François Stedier, Hervé Pierré,
Claude Goyon, Nadia Fabrizio, Chantal
Neuwirth et Yves Favre.

Dans cette première version du chef-
d'œuvre de Goethe, Faust et Méphisto
forment un duo furieusement dynamique,
au centre d'un spectacle fort et grinçant.

Athénée-Louis-Jouvet, 4, square de l'Opé-
ra-Louis-Jouvet, 9. Du mercredi au samedi
à 20 h 30, le mardi à 19 heures. Matinée
dimanche à 18 heures. Tél. : 47-42-67-27.
De 90 F à 140 F.

Il ne faut jurer de rien

d'Alfred du Musset,
mise en scène
de Jean-Pierre Vincent,
avec Roland Blanche, Claude Bouchery,
Isabelle Carré, Eric Elmesino, Pierre
Forget, Madeleine Marion, Nicolas Pignat,
François Bonnet, Jean-Charles Bonnel,
Pauline Fancher, Olivier Perrier, Jacques
Perron et Antoine Tournier.

Dernier volet de l'exploration du mal de
toutes les jeunesse à travers Musset, l'en-
fant du siècle.

Théâtre des Amateurs, 7, av. Pablo-Pi-
casso, 92000 Nanterre. Du mercredi au
samedi à 21 heures. Matinée dimanche à
18 h 30. Tél. : 46-14-70-00. De 100 F à
130 F.

Minima Moralia

d'après Hermann Broch, Charles-Ferdinand
Ramuz et Italo Svevo,
mise en scène
de Thierry Bedard.

avec Pauline Branel, Arnaud Cartonnier,
Jean-Louis Couffon, Paola de Ascenzo,
Claude Desautels, Richard Dubois, Marc
Emotte, Hélène Gailly, Alain Guillin,
Raphaël Jorjans, Sylvie Jobert, Marina
Moncade, Valérie Philippin, Marine
Rodriguez Tomé, Jean-Marc Rousset et
Nathalie Schmitt.

En deux parties jouées en alternance,
montages de textes pour deux « leçons de
morale » un peu particulières, pleines
d'humour et de colère.

Salle de la Légion d'honneur, 4, pl. de la
Légion-d'honneur, 93000 Saint-Denis. Du
samedi au mardi à 20 h 45. Tél. : 42-43-
17-17. 80 F et 100 F.

Les Marchands de gloire

de Marcel Pagnol,
mise en scène
de Jean-Louis Martinelli,
avec Gérard Barreau, Charles Berling,
Jean-Claude Bille-Rodière, Jean-Marie
Bory, Florence Boudet, Rémy Cerdanier,
Romane Fries, Michèle Gleize, Georges
Mureau, Jean-François Parlier, Jean-Pierre
Sentier et Géraldine Visconti.

Une campagne électorale en province.
Plongée dans le monde politique.

Maison de la culture, 1, bd Léonia, 93000
Bobigny. Les mardi, jeudi, vendredi et
samedi à 20 h 30, le dimanche à 15 h 30.
Tél. : 46-31-11-45. 95 F et 130 F.

Mortadela

d'Alfredo Arias,
mise en scène
de l'acteur
avec Haydée Alba, Didier Guédy, Marito
Marín, Adriana Piguerales, Pilar Robollar,
Alma Rosa, Jordana, Martina Lepege,
Cecilia Sisto, Federico et Jody.

Uo Buenos-Aires de la mémoire, plus
beau, plus séduisant, plus envoûtant, et
plus vrai que le vrai.

Montparnasse, 31, rue de la Galté, 14. Du
mardi au vendredi à 21 heures, le samedi à
18 heures et 21 h 15. Matinée dimanche à
15 h 30. Tél. : 43-22-77-74. De 50 F à
200 F.

Opéra équestre

de Bartabas,
mise en scène
de l'acteur.
Dernières représentations, avant une tou-
rnée en France de cet opéra à la gloire du
Centenaire.

Théâtre équestre Zingaro, 175, av. Jean-
Jaurès, 93000 Aubervilliers. Du jeudi au
samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à
17 h 30. Tél. : 44-59-79-88. Durée :
2 heures. 180 F et 120 F.
Dernière représentation le 7 mars.

Sérénité?

d'Adelson,
mise en scène
de Jean-Marie Lejoly,
avec Odette Barois, René Lafleur, Michèle
Ardery et Solange Charlot.

Un vieux couple en maison de retraite.
Espèce Jeanmappes, 116, quai du Jem-

mapes, 10. Du mardi au samedi à
18 h 30. Matinée dimanche à 14 h 30.
Tél. : 48-03-33-22. 80 F et 90 F.

Le Siège de Numance

de Cervantès,
mise en scène
de Robert Cantarella,
avec Marc Barmon, Evelyn Bork,
Christophe Brault, Mario-Pia Bureau,
Antonia Broutard, Frédéric Costa,
Luc-Antoine Oiguer, Hélène Force,
Christophe Gennin, Franco Giorgetti,
Denis Laidon, Alexandre Meyer, Frédéric
Minière, Jean-Michel Nollet, Claude
Perron, Anne Réjony, Jacques Vincet et
Daniel Zylk.

Une grande bataille de l'histoire de Rome,
une grande épopée théâtrale, traitée avec
insolence.

Théâtre du Rond-Point Renaud-Barnaut,
av. Franklin-Roosevelt, 9. Du mardi au
samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à
17 heures. Tél. : 42-66-60-70. Durée :
2 h 30. De 50 F à 140 F.

La Tempête

de William Shakespeare,
mise en scène
de Mario Gonzalez,
avec Pierre Fancher, Philippe Château,
Jean-Paul Cathala, Muriel Gaudier,
Guillaume Orsat, Laurent Zisserman, Jean-
Pierre Hugues, Jean-Michel Ropers, Noël
Ducasse, Frédéric Marzoyer, Sylvie
Cordier et Pierre Marquet-Saget.

L'île enchantée du magicien Prospero,
c'est le théâtre.

Cartoucherie-Théâtre de la Tempête, route
du Champ-de-Manœuvre, 12. Du mardi au
samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à
18 heures. Tél. : 43-28-36-36. De 50 F à
100 F.

Fin de partie

de Samuel Beckett,
mise en scène
de Charles Tordjman,
avec Jean-Claude Bille-Rodière, Gilles
Barbès et Jean-Claude Parry.

Les géométries sont enfermées dans des pou-
velles, les autres s'enferment dans leurs
idées fixes. Une nouvelle force comique et
cruelle pour les clowns de Beckett.

Centre dramatique national, av. Edouard-
Droz, 25000 Besançon. Le 3 mars,
20 h 45 (et les 10, 11, 12 et 13 mars).
Tél. : 81-88-55-11. De 40 F à 100 F.

Le Joueur

de Carlo Goldoni,
mise en scène
de Jean-Claude Penchenet,
avec Jean-Albert, Artz Arbin, Gilbert
Bauginet, Laurent Boullenger, Joëlle
Bouvier, Philippe Hottier, Xavier Kuentz,
Mathias Miloux, Louis-Benoît Samier, Auri
Rais et Franck Tréval.

Après Le Dernier Soir de carnaval, Jean-
Claude Penchenet revient à Goldoni.

La Crête, 30, quai de Rive-Neuve, 13000
Marseille. Le 3 mars, 20 h 30 (et les 10,
11, 12, 13, 14, 15, 17, 18, 19, 20 et 21
mars). Tél. : 97-54-70-54. 80 F et 125 F.

Macbeth

d'Eugène Ionesco,
mise en scène
de Jorge Lavelli,
avec Claude Auzanne, Michel Aumont,
Christophe Bouillat, Gilles Gaston-Dreyfus,
Jean-Claude Jay, Isabel Karsan, Gérard
Lartigue, Xavier Penoy, Sylvain Thille et
Marie Vardi.

La grande fure de Ionesco sur son obses-
sion : les dictateurs. Une distribution hors
pair, un spectacle tonique, drôle, méchant
à souhait.

Cado, bd Aristide-Briand, 45000 Orléans.
Le 5 mars, 20 h 30 (et les 10, 11, 12, 13,
14, 15, 17, 18, 19 et 20 mars). Tél. : 38-
54-29-29. De 75 F à 115 F.

La sélection « Danse »

a été établie par :
Colette Godard.

DANSE

L'Inde au Rond-Point

Kamari, danseuse
Un spectacle enraciné par le metteur en
scène Dominique Québec à la suite d'un
voyage en Inde, chorégraphié et inter-
prété par la danseuse Shaktantala.

Théâtre du Rond-Point, du 5 mars au
4 avril, 19 heures, le dimanche à 15
heures. Tél. : 42-56-60-70. 120 F.

Hsin Wei Lin,

Joao Fiadeiro

The Back of Beyond (1)
O que eu penso que ele pensa que eu
penso (2)

Une danseuse et chorégraphe de Taiwan,
avec sa compagnie le Théâtre de danse
de légendes, qui mêle le style traditionnel
de l'Opéra de Pékin à la danse moderne.
Puis un danseur et chorégraphe portu-
gais, qui tente d'explorer dans cette
pièce « le conceptuel et l'intuitif ».

Théâtre de la Bastille, (1) jusqu'au
8 mars, 21 heures; (2) du 10 au 13 mars,
21 heures. Tél. : 43-57-42-14. 100 F.

Workweek N°18

Edge of Light, Phil Mc,
Orion, Espace inventaire
Un quatuor du Dans Studin Pauline de
Groot (Pays-Bas), un solo et un trio de
Michèle Lelièvre, une création de
Fabrice Dugard sur un texte de Péro,
avec Amy Swanson et l'actrice Colette
Bergé.

Le Regard du Cygne, du 10 au 12 mars,
20 h 30. Tél. : 43-58-55-93. 50 F et 70 F.

Santiago Sempere

Don Quixote, petites et grandes morts
Une création en deux volets, « Ducks » et
« Amours », inspirée bien sûr par le
roman de Cervantès. Pour huit danseurs.

Centre Georges-Pompidou, du 10 au
13 mars, 20 h 30. Tél. : 42-74-42-19.
50 F.

7^e Biennale du Val-de-Marne

Dix créations et dix reprises dans dix-
neuf villes du Val-de-Marne. Ouverture
très attendue avec *Projet de la matière*
d'Odile Dabot, (1), puis *Necessito* de
Dominique Baguet (2), *Ilbis* de Cécile
Proust (3), la *Porte jaune ou le corps révé-*

lateur de Catherine Langlade (4).

(1) Maison des Arts de Créteil, du 3 au
6 mars, 20 h 45. Tél. : 49-30-18-88. 120 F.
(2) Théâtre d'Iry, le 5, 20 h 45. Tél. :
46-70-21-55. (3) Chevilly-Larue, Centre
Cultural André Malraux, le 6, 20 h 45.
Tél. : 46-06-54-42. (4) Arcueil, Gymnase
Carmen, le 6, 20 h 45; le 7, 18 h 30.
Tél. : 46-15-09-77. Renseignements sur la
Biennale. M. vert : 48-98-98-98. De 50 F à
145 F.

Compagnie Movers

AccordION
Des extraterrestres découvrent notre pla-
nète, y prennent plaisir mais doivent
repartir. Ils laissent des souvenirs. Cho-
régraphie de Moses Pendleton (ex-Pilo-
bois) pour cette compagnie zurichoise,
qui aime danser, acrobatie et mime.

Nantes, salle des Comptes, le 5 mars,
20 h 30. Tél. : 47-29-51-44. De 40 F à
120 F.

Lille

Ballet Frankfurt/Wilhelm Forsythe
In the Middle Somewhere Elsewhere
Entwined in the Figure, Herman
Schoenman

Trois pièces majeures du chorégraphe le
plus excitant d'aujourd'hui, servi par de
fabuleux danseurs. Heures Lille, cou-
rez!

Opéra, les 9 et 10 mars, 20 h 30. Tél. :
20-55-48-61. De 80 F à 220 F.

Colmar

Ballet du Rhin
Casse-Noisette
Un grand classique revu et corrigé par les
Pilatous et Felix Blaske. Retour au sur-
réalisme d'E. T. A. Hoffmann, disant-ils.

Théâtre municipal, les 4 et 5 mars,
20 heures. Tél. : 88-41-29-62. De 60 F à
190 F.

SALLE GÉRARD PHILIPPE

Bagages de Sable
présente
UN FILS DE
NOTRE TEMPS

De Odón von Horvath
Mis en scène par
Claude-Alice Peyrat

Du 5 au 16 mars
49-80-37-48
Bonneuil-sur-Marne

Théâtre
de la Marne
Paris
Avez-vous chance
d'empêcher l'Europe
d'être envahie par les
Allemands ?
Du mardi au samedi à 21 heures
Matinée dimanche à 18 heures
Tél. : 42-02-02-03

Le Parc du 2 au 14 mars
du 4 au 28 mars 1993
une création de la Compagnie du Cercle
"L'EPOPEE DES CELTES"
L'Errance de Grainné
45 86 55 83 Mise en scène Abbi Patrix
THÉÂTRE DU CAMPAGNOL
"Bonsoir et merci !"
de Laurent Serrano et Marc-Michel Georges
du 9 au 14 mars et du 30 mars au 4 avril
Réservations : 64.96.63.67 - C.D.N. de Corbeil-Essonnes

LA SÉLECTION DE LA SEMAINE

MUSIQUE

Classique

Jeudi 4 mars

Fauré

Félicité et Médiane

Franck

Variations symphoniques

Schoenberg

Symphonie de chambre n° 2

Weber

Konzertstück pour piano et orchestre
Jean-Yves Thibaudet (piano),
Ensemble orchestral de Paris,
Armin Jordan (direction).

Les disques RCA ont réédité, dans leur série consacrée au pianiste disparu, les Variations symphoniques de Fauré et l'œuvre de Weber. C'est d'un doigt vigoureux mais aisé qu'il faut attaquer ce morceau de moyenne virtuosité, où toute la difficulté pour le pianiste est de s'intégrer à un orchestre volubile sans rien perdre de sa fantaisie. Écoutons donc Thibaudet. Opéra-Comique, Salle Favart, 20 heures. Tél. : 42-86-88-83. De 40 F à 190 F.

Vendredi 5

Ravel

Sonata pour violon et piano

Schubert

Fantaisie pour violon et piano

Beethoven

Sonata pour violon et piano op. 47
« A Kreutzer »
Anne-Sophie Mutter (violin),
Lambert Ordis (piano).Lire la légende de la photo ci-dessus.
Salle Pleyel, 20 h 30. Tél. : 45-63-88-73.

Lutoslawski

Paroles tissées
Les Espaces du sommeil
Chœur 3
Poèmes d'Henri Michaux
Guy Fledoux (baryton),
François Le Roux (baryton),
Chœur et Orchestre philharmonique de Radio-France,
Dominique My, Wilfried Lutoslawski (direction).

On jouait beaucoup Lutoslawski à la fin des années 70. Et puis la mode du Polonais est passée avec celle de ses contemporains Górecki et Penderecki. C'est donc à une sorte de réhabilitation que s'emploie la Radio dans un programme essentiellement « français ». Outre l'œuvre pour chœur à 20 parties réelles et orchestre que sont les Poèmes d'Henri Michaux, Paroles tissées pour baryton et orchestre adapte des textes de Chabrun, Les Espaces du sommeil pour ténor et orchestre, des poèmes de Desnos. Ce programme se prolonge le 6, à 17 h 30, avec un concert du Quatuor Arditi et s'achève, le même jour, mais à 20 heures, par un programme Debussy, Stravinsky, Lutoslawski dirigé par Michel Tabachnik à la tête du National. Maison de Radio-France, 20 h 30. Tél. : 42-30-15-16. 60 F.

Haydn

Quatuor à cordes n° 32

Schubert

Quatuor à cordes D 703 « Quartettzister »

Beethoven

Quatuor à cordes n° 5

Cet ensemble sur instruments anciens fait des merveilles autour du violoncelle Christophe Cui. Leur enregistrement de l'opus 20 de Haydn est un des grands disques de l'année. Que donnera la finesse de leur sonorité dans Beethoven ? Théâtre de la Ville, 18 heures. Tél. : 42-74-22-77. 75 F.

Samedi 6

Berlioz

Benvenuto Cellini
Chris Merritt (Cellini),
Donna Brown (Teresa).Diana Montague (Ascanio),
Jean-Philippe Courty (Beltracchi),
Michel Trémont (Fieramosca),
Romuald Testa (le pape),
Chœur et orchestre de l'Opéra de Paris,
Myung-Whun Chung (direction).

C'est le retour de Berlioz à la Bastille. Après les Troyens, Myung-Whun Chung s'empare de la vie du sculpteur italien, face à un plateau de haut vol – si toutefois Chris Merritt veut bien se pas chaper trop pincé. Denis Krief est un élève de Menotti, un grand connaisseur de la peinture romantique, un amoureux du théâtre lyrique à l'ancienne avec toutes peintes et reconstitutions façon pléiade. C'est un metteur en scène de charme, comme l'a montré son Turc en Italie à Nancy. La Bastille est un codroit bien dément pour tant de subtilité. Opéra-Bastille, 19 h 30 (+ le 9). Tél. : 44-73-13-00. De 50 F à 570 F.

Chabrier

Une éducation marquée

Donizetti

Rita

Catherine Héroca,
Laurence Orlovski (soprano),
Aurélien Godeau (basse-soprano),
Jean-Philippe Courty,
Simon Edwards,
Dominique Freymy,
Jean-François Rivest (ténor),
Jean-Pierre Bellot,
Mélanie Josseland,
Igor Lewkowicz,
Jean-Paul Zucchi (baryton),
Elisabeth Nawrat (mise en scène).

Spectacle expérimental du Studioper. Soit, sous la direction dramaturgique d'Elisabeth Nawrat, deux œuvres jamais représentées, contées à des chanteurs français en cours de formation. Théâtre du Temple-Royal (le 6, 18 heures ; le 7 et 8, 20 heures). Tél. : 48-06-72-34. 130 F.

Bartók

Pour les enfants, extraits

Beethoven

Sonate pour piano op. 109

Schumann

Album pour la jeunesse, extraits

Faut-il s'enthousiasmer ?

Oli Mustonen (piano).

Mustonen est ce pianiste finlandais qui s'était produit naguère aux rencontres de La Roque d'Anthéron. Il est aussi compositeur, ce qui influence considérablement sa façon de jouer. En fait, quand on l'a entendu, il ne jouait comme personne. Théâtre de la Ville, 18 heures. Tél. : 42-74-22-77. 75 F.

Landi

Stockhausen

Kontapunkte

Pileggi

Vivres de son, création

Boesmans

Surfing

Debussy

Préludes
Christophe Desjardins (alto),
Ensemble InterContemporain,
Hans Zender (direction).

Tandis que l'Opéra de la Mousine crée

sa Ronde, d'après Schnitzler, l'InterContemporain a travaillé les treize minutes de Surfing, musique où, selon Boesmans, « tout pourrait se passer à l'envers ». Antonio Pileggi est un Italien de vingt-sept ans passé par le CNRS de Lyon. Sur une commande de l'EIC, il a composé dix-sept minutes inspirées d'une forte pensée d'Antonin Artaud sur la réconciliation de la rhétorique et du sentiment.

Auditorium des Halles, 19 heures. Tél. : 40-28-28-40. 160 F.

Mardi 9

Berlioz

Le Carnaval romain

Mendelssohn

Concerto pour violon et orchestre n° 2

Jardel

Concerto pour orchestre, création

Ravel

Bakou
Auguste Dumay (violin),
Orchestre national de Lyon,
Emmanuel Krivine (direction).

Reprise pour Paris d'un programme que Krivine avait dirigé à Lyon et qui comprend, en création, un concerto d'un jeune compositeur suisse qui coloure une très fatigante réputation. Théâtre des Champs-Élysées, 20 h 30. Tél. : 49-52-60-50. De 40 F à 290 F.

Huber

Alvina Vernet
Soprano
Jean-Philippe Courty (baryton),
Ensemble vocal Les Jeunes Solistes,
Ensemble Alternance,
Diego Masson,
Rachid Saffi (direction).

Vallée bien le prototype du programme alléchant. Vallée aussi la confirmation que Klaus Huber, compositeur allemand, que un spiritualisme puissant, mûrte à l'assaut de l'audimati des concerts de « musique contemporaine » en voie de déclin.

Auditorium des Halles, 19 heures. Tél. : 40-28-28-40. 160 F.

Gounod

Mireille
Michelle Comand,
Mylene Chabot (Mireille),
Christian Papp,
Lucas Lombardo (Vincent),
Jean-Vincent (Jocaste),
Rita Gori,
Valérie Maréchal (Tavernier),
Alain Verhees (Ramon),
Chœur de l'Opéra Comique,
Orchestre Colonne,
Cyril Diederich (direction).

Ce n'est pas n'importe quelle Mireille que Cyril Diederich – un revenant – apporte dans la fosse de Favart. Il s'agit de la « version originale » : celle qu'Henri Busser avait révisée sur l'initiative de Saint-Saëns et de la veuve du compositeur en 1898. Elle comprend les

réécrits orchestrés et deux scènes perdues, lors de l'incendie de l'Opéra-Comique en 1887, vraisemblablement. La révision se fit sur examen de la partition chant et piano que le feu avait épargné.

Opéra-Comique, Salle Favart, 19 h 30. Tél. : 42-86-88-83. De 40 F à 430 F.

Régions

Lyon

Schumann

Mantel

Manfred Karge (Mantel),
Georges Bouquet (Gemminger),
Alexandra von Schwan (Aurèle),
Chœur et orchestre de l'Opéra de Lyon,
Philippe Herreweghe (direction),
Jean-Claude Benoit (mise en scène).

« J'aimais encore je me suis livré à une composition avec autant d'amour et d'énergie », disait Schumann de son poème symphonique en trois parties qu'il destinait à la scène. L'épuisement, le malade allaient empêcher le musicien allemand d'assister à la création de son œuvre, les 13 et 17 juin 1852. C'était sous la direction de Franz Liszt. Philippe Herreweghe aura à assurer cette redoutable concurrence.

Le 7, 17 heures ; le 9, 20 h 30. Auditorium Maurice Ravel. Tél. : 78-60-37-13. De 60 F à 230 F.

Jazz

McCoy Tyner Solo

& Big Band

Famille affirmée, totalement dégagé de la référence coltranienne, McCoy Tyner revient en Europe à la tête de sa légion impressionnante en solo. Qu'il ouvre la cinquantaine de concerts de Banlieues Bleues est un signe, une image de marque et de plaisir. Pour la perfection formelle et la grande tradition noire (mise en place impeccable, dynamique, rythmes et arrangements enviables) l'orchestre est indissociable.

Le 5, Entrée-sur-Seine, Espace Lumière, 20 h 30. 110 F.

Iva Bittova Solo

Don Cherry Quartet

Le plus surprenant, le plus inattendu des poètes de la trompette de poche : Don Cherry est un des hommes de ce siècle afro-américain, qui se sera autorisé le plus de liberté et d'antonomie dans la vie : entrant dans le quatuor d'Ornette Coleman à vingt et un ans, reconstruisant Sonny Rollins peu après, modifiant la technique de l'instrument, croisant tous les héros du jazz sans exception, quittant avec fracas les États-Unis, promenant sa douceur en Orient, en Europe, partout à l'affût de rencontres, choisi par Lon Read, Bob Dylan, Fenderecki ou aussi bien Bob Wilson, jouant sa vie en douce, sans en démentir, avec l'air, comme on dit, d'un dernier adolescent.

Le 9, La Courneuve, Centre Jean-Houdrecoq, 20 h 30. Tél. : 49-52-61-61. 90 F.

Rock

Stranglers

Entre leur dernier Zéaith et ce concert dans une petite salle du 9^e arrondissement, il y eut le départ de Hugh Cornwell, leur chanteur-guitariste, pièce essentielle si on en juge par leur pire dernier album. Le crime de trop ?

Le 4, Passage du Nord-Ouest, 19 h 30. Tél. : 47-70-81-47.

Dirty District

Leur aia alternatif s'est mué en une fusion rock-rap-reggae plus confondante bien que toujours conviviale. Une collaboration avec Dennis Morris leur a – paraît-il – beaucoup apporté. L'ancien leader de Basement 5, pionnier du dub industriel, les rejoindra d'ailleurs sur scène.

Le 5, Bastille, 19 heures. Tél. : 47-00-30-12. 85 F.

Therapy

Le rock spasmodique de ce trio irlandais ne tolère aucun compromis. Compact, inflexible, leur énergie éblouit cette musique d'une lumière crue, froide mais intense, particulièrement en concert.

Le 6, Rex Club, 23 heures. Tél. : 46-08-83-89.

Wetfrops

Un des nombreux avatars de la vogue grunge, essayant de concilier, pas plus mal que d'autres, distorsion binaire et vague à l'âme.

Le 6, New Morning, 21 heures. Tél. : 45-23-51-41.

Tournées

House of Love

Le groupe de Guy Chadwick a vu le succès l'effleurer et s'éloigner, ce qui ne devrait pas affecter outre mesure sa mélancolie ni ses sacs de fucus.

Le 4 mars, Bouasse, le Dénigré. Le 8, Lille, l'Adonis. Le 9, Rouen, l'Écho 7.

Pablo Moses

L'écoute d'un « best of » récemment publié prouve que cette figure importante du reggae post-Marley méritait mieux que l'administration exclusive des fans du genre. L'encombrante mystique rasta y serait-elle pour quelque chose ?

Le 6 mars, Rouen, l'Écho 7. Le 6, Elysée-Montmartre, 19 h 30. Le 7, Bordeaux, Théâtre Barbier. Le 8, Lyon, le Transbordeur. Le 9, Clermont-Ferrand, Maison du peuple.

Festival

La Route du rock

à Saint-Malo

Félicitons l'audace d'une programmation qui célèbre l'esthétique « indé » en tenant largement compte de la vitalité d'une nouvelle scène française. A l'affiche, des défilés (Via Romance, High James, Rise and Fall of a Decade), des brulantes brutaux (Deity Guss, Sister Iodine, Gallon Drum) et beaucoup de groupes qui réunissent ces extrêmes (Moose, Colin, Planète Zen).

Du 4 au 7 mars. Renseignements : 99-40-42-60. Location : 99-40-13-52. De 25 F à 85 F.

Chanson

Serge Reggiani

Quel acteur ! Il faut l'entendre, seul (les musiciens l'accompagnent dans la plus parfaite des discrétions) sur la grande scène du Palais des Congrès déchirer le Dormeur du Val, chanter la Jura des bombes atomiques, reprendre (en vicesse, l'âge lui a donné le sens de la concision) la Femme qui est dans mon lit... Reggiani parodie la vieillesse, met la main au cœur et bat des poings dans un même geste de rage. Puis promet d'être chanteur quand il sera vieux.

Les 3, 4, 5, 6, 20 h 30 ; le 7, 18 heures. Palais des congrès. De 130 F à 230 F.

Karin Kacel

Karin Kacel mérite sûrement mieux que le sort qu'il s'est lui-même construit : bon chanteur, compositeur et auteur plein d'allure, il fait preuve sur scène d'une dose enviable d'optimisme et d'un caractère forgé au blues, et à la dure école de la chanson française. Guitare musclée, voix rude, tendresse évidente. Mais quand Karin Kacel va-t-il sortir de lui-même ?

Les 3, 4, 5, 6, 8 et 9. Café de la danse, 20 h 30. 115 F.

Georges Moustaki

Le Méditerranéen : comme affiché sur son dernier album, l'homme en blanc revient au sud et au vagabondage heureux. Les nouvelles chansons sont à la hauteur du charme du personnage. Que la voix suive...

Les 4, 5 et 6. Casino de Paris, 20 h 30. Tél. : 49-95-99-99.

Chorus des Hauts-de-Seine

Du 5 mars au 8 avril, le Cinquième Chorus propose quatre semaines de musique sur les scènes de trente communes des Hauts-de-Seine. Au total, près de cent spectacles de chanson française, d'humour, de rock et de spectacles pour enfants. Outre des artistes reconnus tels que Jacques Dutronc, Raymond Dervy, Milla Fernandez, Michel Josses, Georges Moustaki, Tom Novembre, Vanessa Paradis ou Serge Reggiani, le Chorus présente aussi des artistes moins connus et à découvrir.

Jusqu'au 8 avril. Nanterre, Espace Chorus, 20 h 30 et partout dans le département des Hauts-de-Seine. Tél. : 47-29-32-33.

Graeme Allwright

Guitare, voix trépidante, voici le révolté des grands chemins de retour dans la capitale. Avec cette fois un zeste de musique malgache.

Le 9, Passage du Nord-Ouest, 22 heures. Tél. : 47-70-81-47.

Véronique Sanson

Le vibrato, le piano, l'eau de la terre (De l'eau, hygiène écologique et mondialiste du dernier album) : Véronique Sanson, l'éternelle.

Le 9, Zéaith, 20 heures. Tél. : 42-08-60-00.

Musiques du monde

Safy Boutella

Pionnier du jazz algérien, saxophoniste adepte des mélanges (on se souviendra de son excellente collaboration dans l'album Kutché avec Khaled quand ce dernier était encore Chab), qui cultive les harmonies et les mélodies en boucle, Safy Boutella oscille entre Orient et Occident avec une énergie et une délicatesse au goût très particulier (à écouter : son dernier album Mejnann, Indigo/Harmonia Mundi).

Le 5, New Morning, 21 heures. Tél. : 45-23-51-41.

Temo

La musique et la chanson kurdes comptent parmi les plus précieuses et les plus méloides que soient. Temo, qui vit en France, a enregistré un très bel album chez Ocora/Harmonia Mundi il y a deux ans, vendu en soutien au peuple kurde, dont le sort continue de se dégrader. La voix de Temo est superbe.

Le 4, Maison de Radio-France, 20 h 30. Tél. : 42-30-15-16. 20 F.

La sélection « Classique » a été établie par Anne Rey.
« Jazz » : Francis Marmada.
« Rock » : Stéphane Duret.
« Chanson » :
Du 4 au 7 mars. Renseignements : 99-40-42-60. Location : 99-40-13-52. De 25 F à 85 F.

biennale

nationale de danse du Val de l'Arne

Odile Duboc Projet de la matière

(création)

tél : 49 80 18 88

4, 5, 6, mars



JEUDI 4 MARS 1993

OPERA COMIQUE 20 H 00

Armin JORDAN

direction

Jean-Yves THIBAUDET

piano

FAURÉ - FRANCK

SCHOENBERG

WEBER

Norma Vercellotti

usées Nationales
moins de 18
entrer sans r

هكذا من النمل

• Le Monde • Jeudi 4 mars 1993 35

Musée du Louvre
Musée d'Orsay
Musée des Arts d'Afrique et d'Océanie
Musée des Arts et Traditions Populaires
Musée du Moyen Age
Musée Eugène Delacroix
Musée d'Ennery
Musée des Arts Asiatiques-Guimet
Musée Hébert
Musée Henner
Musée des Monuments Français
Musée Gustave Moreau
Musée de l'Orangerie des Tuileries
Musée Picasso
Musée Rodin
Musée du Château de Compiègne
Musée de la Renaissance,
Château d'Ecouen
Musée du Château de Fontainebleau
Musée des Châteaux
de Malmaison et de Bois-Préau
Musée des Granges de Port-Royal
Musée des Antiquités Nationales,
Château de Saint-Germain-en-Laye
Musée de Céramique, Sèvres
Musée du Château
de Versailles et de Trianon
Musée de la Maison Bonaparte, Ajaccio
Musée Fernand Léger, Biot
Musée de la Coopération
Franco-Américaine, Blérancourt
Musée Magnin, Dijon
Musée de la Préhistoire,
Les Eyzies-de-Tayac
Musée Africain et
Musée Napoléonien de l'Île d'Aix
Musée Adrien Dubouché, Limoges
Musée des Deux Victoires,
Mouilleron-en-Pareds
Musée du Message Biblique
Marc Chagall, Nice
Musée du Château de Pau
Musée Picasso de Vallauris.
Dans tous les Musées Nationaux,
l'entrée est gratuite
pour les moins de 18 ans
et pour les enseignants.

**Au fait,
pendant que j'y pense,
pour les moins de 18 ans,
c'est gratuit.**



**Musées Nationaux.
Les moins de 18 ans peuvent
y entrer sans rien sortir.**

**m Réunion
des Musées
Nationaux**

LA SÉLECTION

ARTS

Nouvelles expositions

Dubreuil

Hommage à un lecteur actif des quotidiens internationalistes : Jean-François Dubreuil sollicite la presse de la manière la plus pertinente qui soit, utilisant la configuration des marges et des mises en page pour déterminer l'agencement de ses tableaux. Il caviarde de rouge les publicités, de noir les photographies, réserve le gris ou le blanc pour les tentes, et tire le reste au sort : du hasard raisonné dans l'abstraction géométrique.

Galerie Alessandro Vivas, 12, rue Bouchardon, Paris 10^e. Tél. : 42-38-53-12. Tous les jours sauf dimanche de 14 h 30 à 18 h 30, samedi de 10 h 30 à 19 h 30. Du 4 mars au 17 avril.

Rainer Fetting

Estampes d'une des grandes figures de la scène berlinoise des vingt dernières années, membre éminent du groupe des « nouveaux fauves » et compagnon de route de la « Tautenfraktion ». Il fut, avec ses amis Baselitz et Lüpertz et son ami Salomé, de ceux qui, à travers une peinture d'une violence rarement décalée et des performances mémorables, redonnèrent une âme à l'acédie capitaliste allemande.

Galerie Artstetart, 9, av. Matignon, Paris 8^e. Tél. : 42-38-53-12. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 h 30 à 19 h 15. Du 3 mars au 2 avril.

Paris

Absalon, Gonzalez-Foster, Rullier, Veilhan

Il s'agit ici plus de quatre expositions personnelles que d'une exposition collective, même si Absalon, Gonzalez-Foster, Rullier et Veilhan ont en commun un rejet de la peinture qui les conduit, à travers objets et installations, vers une démarche plus sociologique. On retrouvera cependant quelque chose de grandes utopies cinématographiques dans les cellules d'Absalon, mais aussi un goût de modernité chez Rullier et la poésie du pandore de Veilhan.

Musée d'Art moderne de la Ville de Paris, 11, av. du Président-Wilson, Paris 16^e. Tél. : 40-70-11-10. Tous les jours sauf lundi et jours fériés de 10 heures à 17 h 30, mercredi jusqu'à 20 h 30, samedi et dimanche jusqu'à 19 heures. Jusqu'au 14 mars.

Apollinaire, critique d'art

Paris fut, au début de ce siècle, un des hauts lieux de l'art et de la modernité naissante. Dans ce tourbillon, cet afflux de peintres de tous horizons, la critique de Guillaume Apollinaire tentait de mettre en valeur les créateurs : il écrivit sur Picasso dès 1905, sur Matisse deux ans plus tard, défendit Braque contre l'avis des peintres de Salon. Mais il savait aussi regarder l'art primitif, ou les humoristes. Portrait d'un gosseur sensible.

Pavillon des Arts, 101, rue Rambuteau, Paris 1^{er}. Tél. : 42-33-82-50. Tous les jours sauf lundi et jours fériés de 11 h 30 à 18 h 30. Jusqu'au 9 mai. 30 F.

Martin Barré

Parmi les gloires naissantes de l'école de Paris des années 50, Martin Barré fut peut-être un de ceux qui coinnèrent l'éclat le moins long : il n'a attendu que jusqu'à l'âge de 55 ans sa première grande exposition parisienne, diligentée par Suzanne Page en 1979. Voici la seconde, qui présente la suite de son travail, jusqu'à aujourd'hui, toujours

empreint d'une douce géométrie oscillante.

Galerie nationale du Jeu de Paume, place de la Concorde, Paris 1^{er}. Tél. : 42-60-59-69. Tous les jours sauf lundi de 12 heures à 18 heures, samedi et dimanche de 10 heures à 19 heures, mardi jusqu'à 21 h 30, jusqu'au 11 avril. 35 F.

Beyrouth centre-ville

Six photographes renommés ont travaillé sur la destruction du centre historique de la capitale libanaise : façades menacées, intérieurs pillés, rues trouées. Du constat documentaire de Basilien aux sublimes fictions de Robert Franck - dont c'est ici le grand retour - six regards vides de personnages, mais où on ne compte plus les traces de l'homme.

Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson, Paris 16^e. Tél. : 47-23-36-53. Tous les jours sauf mardi de 9 h 45 à 17 heures. Jusqu'au 12 avril. 25 F (entrée du musée).

Daniel Boudinet

D'abord illustrateur de presse et pour l'édition, le photographe Daniel Boudinet (1945-1990) s'est peu à peu affranchi des règles du photojournalisme pour aborder à une œuvre personnelle marquée par un brio et une délicatesse extrême dans la recherche des formes et des couleurs. Ses vues nocturnes de Paris, Londres, Rome restent des références.

Mission du patrimoine photographique, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson, Paris 16^e. Tél. : 47-23-36-53. Tous les jours sauf mardi de 9 h 45 à 17 heures. Jusqu'au 18 avril. 25 F (entrée du musée).

Collection Rinaco Moscou

Des artistes russes contemporains, auteurs bannis par l'art officiel du réalisme socialiste, aujourd'hui acquis par une compagnie d'investissements moscovite qui démontre que les collections d'entreprises de la CEI ont une modernité d'esprit qui pourraient leur couvrir leurs camarades d'Europe de l'Ouest. Mieux encore, on y découvre des artistes particulièrement intéressants, et aux antipodes des versions idéologiques ou exotiques montrées à Paris ces derniers temps.

Caisse des dépôts et consignations, 56, rue Jacob, Paris 6^e. Tél. : 40-49-54-63. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 heures à 18 h 15. Jusqu'au 24 avril.

Coop Himmelblau

Le groupe autrichien, après avoir cassé la baraque, s'est mis à jouer au ma-jong avec ce qui restait de peinture, l'unique ici de s'interroger sur l'architecture, dont l'idée même est définitivement mise à plat. Inutile de lui substituer la notion de sculpture, qui n'est pas censée être le propos de Coop Himmelblau. Reste à se demander d'une poésie destructrice, et l'intérêt (ou intellectuel, mais réel, de découvrir ici le paroxysme des démarches « déconstructivistes » qui hantent les lendemains du postmodernisme.

Centre Georges-Pompidou, 1^{er} sous-sol petite salle, place Georges-Pompidou, Paris 4^e. Tél. : 44-78-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 22 heures, samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 22 heures. Jusqu'au 12 avril.

Dessins français du XVII^e

On ne le répète jamais assez : les expositions des dessins des collections publiques sont notées, de par la fragilité des œuvres, des événements. Lorsque de surcroît les dessins rassemblés sont habituellement disséminés dans 36 musées de l'Hexagone et qu'ils ont, pour tout coup, jamais été montrés, on se doit de découvrir la vitalité de l'art produit en France entre les règnes du Vert-Galant et du Roi Soleil.

Musée du Louvre, pavillon de Flore, porte Juchat - côté jardin des Tuileries, Paris 1^{er}. Tél. : 40-20-51-51. Tous les jours sauf mardi 9 heures à 17 h 15. Nocturne un lundi sur deux et le mercredi jusqu'à 21 h 15. Jusqu'au 28 avril. 35 F (prix d'entrée du musée).

Daniel Dezeuze

75 dessins récents et torrides de Daniel Dezeuze illustrent « la vie amoureuse des photos ». De Buffon à Matisse, le végétal à sa capture les regards et inspire le style : fidèle aux grilles d'analyse héritées de Supports/Surfaces, Dezeuze expose des dessins nerveux, humides de séve, et froids comme la rosée.

Centre Georges-Pompidou, salle d'art graphique, 4^e étage, place Georges-Pompidou, Paris 4^e. Tél. : 44-78-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 22 heures.

22 heures, samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 22 heures. Jusqu'au 4 mai.

Don McCullin

Cette rétrospective d'un des plus grands photographes de guerre fut l'événement des rencontres d'Arles, en juillet dernier. Irlandais du Nord, Irlandais, Vietnam, Cambodge, Liban, Kurdistan ont été les terrains de bataille de ce témoin lucide qui, vingt-cinq ans durant, n'a cessé de regarder l'horreur en face. Également ou même exotisme, une rétrospective du remarquable photographe péruvien Martin Chambi.

Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson, Paris 16^e. Tél. : 47-23-36-53. Tous les jours sauf mardi de 9 h 45 à 17 heures. Jusqu'au 12 avril. 25 F (entrée du musée).

Henri Gervex

L'œuvre de Gervex oscille entre les pudéscheries de Cabanel, dont il fut l'élève, et le naturalisme des sujets empruntés à la vie quotidienne, qui sentent chez Zola. Plus grivois que réclameur scandaleux, même si son tableau le plus célèbre, *Rolla*, fut refusé pour immoralité, Gervex, à qui Manet dut son admission au Salon de 1881, se détache cependant largement de la cohorte des peintres de la fin du siècle. Un grand petit maître.

Musée Carnavalet, 23, rue de Sévigné, Paris 3^e. Tél. : 42-72-21-13. Tous les jours sauf lundi et fêtes de 10 heures à 17 h 40. Jusqu'au 2 mai. 35 F.

L'Art sacré en France au XX^e siècle

Le terme « art sacré » évoque autant les allégories imagées saint-sulpiciennes que les actes fervents d'un Rouault, la fougue de Matisse et le dévouement du



Xavier Veilhan : Sans titre, 1993. Exposition au Musée d'art moderne de la Ville de Paris.

Père Couturier. Deux expositions, l'une couvrant l'entre-deux-guerres, l'autre la période contemporaine, devraient permettre de faire un point sur cet aspect peu traité de l'art du XX^e siècle.

Centre culturel de Boulogne-Billancourt, 22, rue de la Belle-Équipe, 92100 Boulogne-Billancourt. Tél. : 47-12-77-55. Tous les jours sauf dimanche de 9 heures à 21 heures. Également au Musée municipal, 2, av. d'Alsace-Lorraine, Tél. : 47-12-77-39. Jusqu'au 31 mars.

Henri Matisse

Matisse comme on ne l'a jamais vu, dans toute la complexité et toutes les aventures d'une peinture colossale, sans repos ni certitude. Une douzaine d'années mises à nu en 139 tableaux et quelques sculptures, réunies en un accrochage intelligent et dynamique. Luxe, calme et volupté.

Centre Georges-Pompidou, musée national d'art moderne, grande galerie, place Georges-Pompidou, Paris 4^e. Tél. : 44-78-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 22 heures, samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 22 heures. Jusqu'au 21 juin.

1893 : L'Europe des peintres

Le Musée d'Orsay marque à sa façon les premiers pas de l'Europe sans frontières, et expose un choix d'artistes provenant de dix-huit pays et ayant peint, ou exposé, en 1893. On est tenté, par des rapprochements surprenants, que le style exotique des pays et parfois les écoles, et qu'il est cruellement rappelé que la circulation des hommes et surtout des idées avait alors une vigueur aujourd'hui enviable.

Musée d'Orsay, Entrée aux Anatole-France, pl. Henry-de-Montherlant, Paris 7^e. Tél. : 40-48-60-14. Tous les jours sauf lundi de 10 heures à 18 heures, dimanche de 9 heures à 18 heures, jeudi de 10 heures à 21 h 45. Jusqu'au 23 mai. 35 F. Billet jumelé musée exposition : 50 F.

Paris à l'école

Splendide présentation, esprit pédagogique correct, excellente tenue générale des textes, des sons et des architectures présentes, sans de l'orientation : cette exposition sur le passé, le présent et l'avenir des écoles parisiennes (qui a dû coûter « bonbon » à la Ville de Paris),

mérite mieux qu'un bon point, à savoir une visite en bonne et due forme.

Peintures de l'Assommoir, 21, boulevard Maillard, Paris 6^e. Tél. : 42-78-33-57. Tous les jours sauf lundi de 10 h 30 à 18 h 30, dimanche de 11 heures à 19 heures. Jusqu'au 8 mai.

Rodin sculpteur

Une exposition qui explore les méthodes de travail de Rodin, et montre le sculpteur assemblant et montant sans cesse des formes longuement répétées, par fragments : un bras par-ci, une jambe par-là, et un torse étudié verticalement qui finit parfois à l'horizontale. Le mérite de la démonstration est surtout de rappeler utilement que l'art, quand il grand, est fait d'artifices, et qu'il est parfois nécessaire de mentir pour approcher la vérité.

Musée Rodin, hôtel Biron, 77, rue de Varenne, Paris 7^e. Tél. : 47-05-01-34. Tous les jours sauf lundi de 10 heures à 17 heures, de 1^{er} au 30 avril et samedi de 10 heures à 17 h 45. Jusqu'au 11 avril. 21 F.

Galeries

Christophe Cazin

Georges Perec avait constaté sa disparition, Christophe Cazin l'a retrouvée, sur le seuil de son atelier, mais dans quel état ! La lettre « E » mesure ici 2,50 m, se tord et se multiplie, pour tracer des trois couleurs irradiantes et inclure le spectateur dans leur champ. Trois sculptures fortes, qui n'effacent pas, mais incitent plutôt à la pénétration.

Galerie Bernard Jordan, 52-54, rue du Temple, Paris 4^e. Tél. : 42-72-35-84. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 heures à 13 heures et de 14 h 30 à 17 h 30.

basard, déterminé par une hérésie (la trace du geste, semble prendre une place grandissante. L'ensemble foisonne comme un collage au sein d'une galerie devenue support et enlève Perrot comme l'un des artistes les plus intéressants de sa génération.

Galerie Barbara et Cie, 74, rue Quincampoix, Paris 3^e. Tél. : 42-72-57-38. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 11 heures à 13 heures et de 14 heures à 19 h 30. Jusqu'au 1^{er} avril.

Man Ray

Il les aimait, les photographies, et pouvait les évoquer à l'aide d'un simple batteur à crêpes. Elles étaient célèbres, comme Marie-Laure de Noailles ou Coco Chanel, et se laissaient caresser par le regard de l'artiste. L'exposition rétrospective, à travers photos, peintures, dessins et sculptures, de cette passion que Man Ray éprouvait pour les femmes, toutes les femmes.

Galerie 16, 15, rue Guénégaud, Paris 6^e. Tél. : 43-26-13-14. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 11 heures à 12 h 30 et de 14 heures à 19 heures. Jusqu'au 27 mars.

Régions

Châteauroux

Cremoin

Une rétrospective sur trente ans réunissant quarante boîtes ou tempéras sur toile et une douzaine d'aquarelles d'un des peintres de la nouvelle figuration des années 60 qui sur le mieux l'humour la critique et les écrits d'alors. Le monde étrange, presque métaphysique, de Cremoini provoque un malaise, de

chisme et le futurisme, le dadaïsme et le surréalisme. Mais aussi derrière Cobra, derrière les happenings, chez Fluxus et les autres, ils ont changé la vie, réinventé, non sans lutte parfois. Ils ont bouleversé les genres. Et, depuis Mallarmé, ont découvert que l'œuvre devait trouver sa nourriture et son aboutissement dans le langage, tous les langages.

Centre de la Vieillesse-Charité, 2, rue de la Charité, 13002. Tél. : 91-56-28-38. Tous les jours sauf lundi de 10 heures à 17 heures, samedi, dimanche de 12 heures à 18 heures. Jusqu'au 23 mai.

Moulhouse

Charles Belle

Il faut une belle dose d'optimisme pour peindre aujourd'hui des fleurs. Celles de Charles Belle, gigantesques et superbes, vous en feront voir de toutes les couleurs et vous ne pourrez plus jamais regarder un glissement de la même façon. Il s'est égaré, attaqué aux choses avec une belle santé et magnifie un légume pas aussi ordinaire qu'on peut le penser. Un regard frais comme une promenade autour d'un jardin potager, par un peintre beaucoup trop discret.

Galerie de l'ex-AMC, 7, rue Alfred-Engel, 68100. Tél. : 83-32-12-92. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 14 heures à 18 heures. Également à Chalon-sur-Saône (la Vie des formes) jusqu'au 20 mars. Tél. : 85-80-00-08. Jusqu'au 27 mars.

Nantes

L'Avant-garde russe

Une grande et belle exposition qui met l'accent sur la première période de l'avant-garde russe et, surtout, montre des œuvres parfaitement inconnues, tirées des réserves des musées de province de l'ex-Union soviétique, ou elles dormaient à l'abri des regards stalinistes.

Musée des Beaux-Arts, 10, rue Georges-Clémenceau, 44000. Tél. : 40-41-55-65. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 12 heures et de 13 heures à 17 h 45, dimanche de 11 heures à 17 heures, nocturne vendredi jusqu'à 21 heures. Visites-conférences : 40-41-91-25. Jusqu'au 18 avril.

Troyes

Léopold Survage

Un des événements de ce début d'année : Survage n'avait pas bénéficié d'une rétrospective depuis près d'un quart de siècle. Y eut en particulier montré un ensemble significatif des *Rythmes colorés*, études réalisées avant la première guerre mondiale en vue de monter un dessin animé abstrait. C'est donc à la redécouverte d'un grand précurseur que nous sommes ici conviés.

Musée d'art moderne, place Saint-Pierre, 10000. Tél. : 26-80-57-30. Tous les jours sauf mardi de 11 heures à 18 heures. Jusqu'au 15 mars.

Villefranche-sur-Saône

Jackie Kayser

Peintures et sculptures réservées aux amateurs d'art vraiment cochon, les *Trois Grâces* de Jackie Kayser déclinent leurs rondeurs accortes et poétiques. On appréciera particulièrement les courbes des *Autrites* qui rappellent avec Pascal (qui) « l'homme n'est ni ange ni bête, et le malheur veut que qui veut faire l'ange fait la bête ».

Centre culturel - espace Arts plastiques, 170, rue Grenette, 69400. Tél. : 74-68-33-70. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 14 heures à 18 heures, mercredi de 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 13 mars.

Villeurbanne

Dan Graham

Exposition rétrospective complète et fouillée autour de la figure de Dan Graham, un géométriste qui a bien tourné : passant après sur sa propre expérience, il a entamé en 1964 une critique de la galerie et des revues d'art qui l'a conduit à élaborer des méthodes artistiques radicalement nouvelles, oscillant entre le minimalisme, la performance, la vidéo et les maquettes d'architecture.

Le Nouveau Muséum, 11, rue Docteur-Delord, 69100. Tél. : 78-03-47-00. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 19 heures. Jusqu'au 28 mars. 20 F.

La sélection « Arts »

a été établie par :

Henry Belle

« Architecture » :

Frédéric Edelmann

« Photo » :

Michel Guerin.

ALEX METAYER

Salle des Fêtes
177, av. Gabriel-Péri
GENNEVILLIERS

**5 mars
à 20 h 30**

Tél. : 40 85 64 55

TR : 110 F

TR : 90 F

chorus

Le Nordet présente

du 11 au 17 mars

gilles vigneanult

Location FNAC, Virgin Megastore, etc.

49 80 18 88

مكتبة النسخ

DE LA SEMAINE

DISQUES

Classique

Jean Gilles

Requiem
Quatuor de solistes, chœurs du Festival d'Aix-en-Provence, Ensemble vocal Sagittaires, Ensemble de tambours provençaux, Boston Camerata, Joel Cohen (direction).

C'est peut-être la plus belle messe des morts de la musique française de tous les temps. Si elle est moins connue que celle de Fauré, ou même de Duruflé, c'est que son auteur (mort en 1705 à l'âge de trente-sept ans) avait été oublié jusqu'aux années 50. Requiem tout de pompe, de grandeur aristocratique, destiné à intimider, et qui fut exécuté, malgré son archaïsme marqué (plusieurs séquences de plain-chant) lors du service funèbre de Louis XV, Joël Cohen, qui n'a pas toujours été aussi perfectionniste, même ici ses troupes au sommet.

1 CD Erato 2252-45883-2.

Beethoven

Missa solennelle
Eva Mei (soprano), Maria Lipovsek (mezzo), Anthony Rolfe-Johnson (ténor), Robert Holl (baryton), Chœurs Arnold Schoenberg, Orchestre de chambre d'Europe, Nikolaus Harnoncourt (direction).

Le chef autrichien a dirigé cette messe en ouverture du dernier Festival de Salzbourg. Il disposait d'un quatuor de solistes idéaux, suraiguës, au-delà du recensement. D'un chœur admirable. Et il avait trufé l'Orchestre de chambre d'Europe, son instrument de prédilection pour le répertoire beethovenien, de cuivres et de timbales anciens. Ainsi allait-il signer pour le disque une *Missa solennelle* qui ne ressemble à rien de connu : tempos lentissimes (l'exécution dure au total presque dix minutes de plus que sous la baguette de Gardiner, trois de moins qu'avec Karajan) ; mais chaque instrumentiste, chaque soliste articule avec tant de force, d'élan, d'engagement que chaque détail a sa vie, sa raison d'être. Un phrasé militaire dans le *Credo*, un *Benedictus* sérénitaire - chœurs voletant au-dessus d'un violon solo intarissable - un *Agnus Dei* raconté comme une bataille, on est bien dans le registre beethovenien du surhumain.

1 coffret de 2 disques Teldec 9031-74884-2. Distribué par Warner.

Chostakovitch

Suites de jazz 1 et 2 - Concerto pour piano et trompette
Ronald Brautigam (piano), Peter Massars (trompette), Orchestre du Concertgebouw, Riccardo Chailly (direction).

Un disque invraisemblable, chef-d'œuvre du kitsch assumé par un Chostakovitch pince-sans-rire, composant avec une sorte de perversité masochiste des valse et des fox-trots à la pelle, de ces « œuvres » pour orchestres de bal qu'on entend toujours dans les grands hôtels moscovites. Il y a aussi le *Concerto pour piano et trompette* entièrement composé d'allusions (gazzées) au passé de la musique, l'épreuve de gymnastique pianistique que l'on sait. Le piano sur lequel joue l'interprète hollandais est une casserole, le trompettiste et les cordes du Concertgebouw font merveille, dirigés par un Chailly exceptionnellement nuancé.

1 CD Decca 433 702-2.

Hindemith

Kammermusik 1 à 7
Ronald Brautigam (piano), Konstanty Kulka (violin), Norbert Blum (viola), Lynn Harrell (violoncelle), Leo Van Doeselaar (orgue), Orchestre du Concertgebouw d'Amsterdam, Riccardo Chailly (direction).

Les Musiques de chambre de Hindemith ont souvent été comparées aux *Concertos brandebourgeois* de Bach. Un compositeur allemand retrouvait, en effet, dans les années 20, l'art de décliner de façons différentes une formation orchestrale, de mettre en valeur, dans des rôles solistes, un ou plusieurs instruments alternatifs. Le premier concerto, pour douze instruments solistes, avec accordéon et percussions rigolotes, renoue avec la veine humoristique de la *Gebrüchmusik* (musique utilitaire) de Chostakovitch à la même époque (lire ci-dessus). Le deuxième, pour cinq vents, est le plus souvent interprété : admirablement écrit, il le mérite. Les concertos pour violon

Les compositeurs-interprètes

Historiques, mais authentiques...



Darius Milhaud.

Le mouvement baroque se nourrit du retour aux instruments d'époque, de la recherche d'une technique de jeu aussi proche que possible des conditions matérielles contemporaines de la création des œuvres. Ce mouvement s'accompagne logiquement d'un regain d'intérêt, observé depuis quelques années, pour les interprétations historiques laissées par les compositeurs. Rien ne saurait, en effet, être plus « authentique » qu'un compositeur-interprète au « travail ».

La publication par EMI de sa série *Composers in Person* est la consécration par une grande marque du travail auquel de petits éditeurs indépendants se livraient dans leur coin, depuis quelques années déjà. Le géant britannique aux archives inépuisables publie donc des albums consacrés à Darius Milhaud, Chostakovitch, Richard Strauss et Stravinsky (avant Saint-Saëns, Granados, Debussy, etc.). Ces témoignages sont-ils réellement à prendre au pied de la lettre ? Pour en être certain, il faudrait avoir acquis la certitude que ces compositeurs étaient irréprochables en tant qu'interprètes. Or rien n'est moins certain. Chostakovitch e bien reçu une médaille au Concours Chopin, mais trente ans avant qu'il n'enregistre ses deux concertos pour piano et quelques préludes et fugues à une époque où il avait abandonné, depuis longtemps, sa carrière de concertiste. Ce n'est donc pas pour son aisance technique que l'on admirera son interprétation, mais pour ses contours dessinés à la pointe sèche : Chostakovitch n'est ni Kissen ni Keith Jarrett. Prétendre le contraire serait faire preuve de fétichisme. De son côté, Darius Milhaud fut toujours un piètre chef d'orchestre. Ses interprétations laissent cependant parfois passer ses intentions sans aller bien ou-delà, sauf exception. *Le Bouff sur le toit* est, à cet égard, exemplaire. Incapable de maîtriser la polyrythmie de cette œuvre, le compositeur laisse régner le plus grand

désordre dans son orchestre - la prise de son extraordinaire d'André Charlin permet de tout entendre. Seulement, voilà, malgré ses lauriers objectives, son interprétation est la plus pétaradante que nous connaissions, avec celle de Leonard Bernstein (également publiée par EMI). Il arrive - rarement ! - que le sens l'emporte sur la technique.

Il faut donc considérer avec circonspection certains documents laissés par les compositeurs, voire par des musiciens qu'ils ont adoubés. Le chef d'orchestre-compositeur Gustav Mahler (qui n'a gravé qu'un rouleau de piano mécanique) prisait beaucoup Bruno Walter, Otto Klemperer et Willem Mengelberg. Or l'interprétation historique, forcément authentique, de sa *Quatrième Symphonie* (Philips), par ce dernier est l'une de ses lectures les plus datées - osons le mot : démodées - qui soient. Elle est tellement moins disciplinée, moins convaincante aujourd'hui que celles laissées par l'Autrichien et l'Allemand (qui étaient pourtant de la même génération). Que pensera-t-on du Mahler de Mengelberg dans un siècle ? Les compositeurs de premier plan au XX^e siècle qui ont laissé des disques écoutables sans arrière-pensées sont très rares : Rachmaninov, Bernstein, Boulez, Maderna sont de ceux-là. Mais si la pertinence de leurs interprétations est avérée, n'est-ce pas parce qu'ils ont prouvé leur talent en jouant la musique des autres au cours d'une vraie carrière d'interprètes ? Cette preuve nous est apportée par Richard Strauss qui fait sonner sa *Symphonie domestique* comme personne. Il dingue si bien Mozart !

ALAIN LOMPECH

* 5 CD EMI disponibles séparément : 1 CD 7.54606-2 (Chostakovitch) ; 1 CD (Milhaud) 7.54604-2 ; 1 CD 7.54610-2 (R. Strauss) ; 1 coffret de deux CD 7.54607-2 (Stravinsky).

(n° 5), pour alto (n° 6), pour violoncelle (n° 4) empruntent curieusement des bies à Prokofiev. L'ensemble s'écoute sans passion mais avec un véritable intérêt documentaire pour l'époque (celle de la nouvelle objectivité à laquelle Kurt Weill, de Berlin, allait contribuer). Comme quoi Riccardo Chailly veut vraiment renouveler le répertoire, les pôles d'intérêt, les manières de faire du véritable orchestre royal néerlandais.

1 coffret de 2 CD Decca 433 616-2.

Bach

Suite n° 1 pour violoncelle seul

Sandor Veress

Sonates pour violon et pour violoncelle seuls - Violoncelle
Thomas Demenga (violoncelle), Hansel Holz (violin), Tobias Zinnermann (piano).

Excellence absolue de l'interprétation ; bonheur de la découverte. Certes pas de la sonate de Bach pour violoncelle seul (Demenga y est un peu trop placide, lucide). Mais des trois partitions de Sandor Veress, compositeur hongrois né en 1907, mort en 1992, maître à penser de Kurtág et de Ligeti, dont l'exil en Suisse, après 1949, lui a valu d'être remarqué et admiré par Heinz Holliger (signataire d'un texte de présentation), Veress est un Bartók qui n'aurait jamais oublié Bach (d'où le couplage retenu pour cet enregistrement). Les deux sonates pour instruments solo sont des chefs-d'œuvre incontestables : hauteur de vue, ampleur de conception. Le *Trio* est aride, bizarre, presque impossible à jouer : ses dissonances doivent sonner juste, absolument. Demenga, Zimmermann et Schneeburger sont des amoureux du diapason.

1 CD ECM New Series 437 40-2.

A. Ry.

Rap

Ice Cube

The Predator
Une semaine après sa sortie, *The Predator* se classait à la première place des ventes de disques aux États-Unis - sans promotion, sans campagne publicitaire - avant de redescendre rapidement dans les classements. La brièveté de son passage au sommet des hit-parades témoigne de la nature du disque : c'est un journal, un magazine. Les dernières nouvelles que l'on achète lorsqu'elles sont encore chaudes. *The Predator* est le bilan des émeutes de Los Angeles que *Death Certificate* annonçait. La nécessité de la réaction, la rapidité expliquent peut-être la déferlante du disque : échantillons élémentaires (de plus en plus les rappers pratiquent l'emprunt mutuel : ici, Ice Cube fait son choix chez Public Enemy, en plus des sources habituelles, Parliament ou les Ohio Players), rythmiques d'une brutalité assez peu dansante. Mais c'est pour mieux montrer ses dents. « *Bientôt nous attrapons le sergent Koon* (l'un des policiers acquittés

après avoir passé à tabac Rodney King), nous lui tirerons dans la gueule », et ce n'est qu'un début. La vraie mesure de la violence de ce disque se prend à l'aune de l'élegance *Good Day*, une bonne journée étant celle qui n'aura vu aucun mort dans le ghetto, aucun policier sortir de sa voiture.

Ice Cube a perfectionné une rhétorique de violence, d'intimidation, fondée sur l'alternance de la liote et de la franchise la plus crue. Aujourd'hui plus que l'an passé, son discours fait peur, mais le peur est sans doute la seule chose que le monde qu'il décrit puisse partager sans mesure.

Priority/4th + Broadway/Island 514 351-2.

Apache Indian

Cet Indien vient de l'Inde, celle de Bombay, celle qui s'est transportée par pans entiers entre Londres, Birmingham ou Bradford. Cet Indien-là pratique le ragga-muffin, une musique venue de la Jamaïque, le autrefois peuplée d'Indiens, ce qui lui permet de se baptiser Aravak, quand il en a assez d'être Apache. Dans son reggae, Apache Indian a mis beaucoup d'Asie. Du créole indien, des mélodies, des inflexions rythmiques empruntées au bhangra, la musique de danse de la communauté indo-pakistanaise du Royaume-Uni.

Mieux vaut en convenir tout de suite, le mélange n'est pas toujours à la hauteur des ingrédients. Les normes du ragga-muffin, la production spatiale ne mettent pas toujours en évidence la richesse de ces troupes qui se mélangent, glissent les uns contre les autres. D'autant que *No Reservations*, compilation exhaustive des deux premières années de la carrière d'Apache Indian, est un disque trop long pour éviter la répétition.

Mais il y a le reste, l'essentiel : une parole neuve, un regard qui se pose sans aménité et sans hostilité sur le monde laissé derrière et défie l'Europe d'y comprendre quelque chose. *Arranged Marriage* (« *Mariage arrangé* ») est devenu un tube en Angleterre en évitant à la fois le piège du militantisme et celui de la complaisance. Cette attitude est presque une méthode : qu'il parle du sida, du cinéma indien ou des connexions planétaires qui font et défont les tribus, Apache Indian ne se départit jamais d'une distance affectueuse, d'une élégance irréprochable vis-à-vis de sa musique. C'est ce qui donne son prix exceptionnel à *No Reservations*.

Island 514 112-2.

T. S.

Rock

The Jayhawks

Hollywood Town Hall
Hollywood Town Hall frappe d'abord par sa lenteur. Pas une lenteur de ballade, mais une espèce de pesan-

teur qu'on reconnaît pour l'avoir entendue chez Neil Young ou Bob Dylan (la lenteur absolue étant celle de *Sooner or Later* - cf. *One of Us Must Know* - la distorsion du temps, le cauchemar qui n'en finit pas d'engluer les sentiments). Cet espacement se fait avec des guitares étagées, de grands coups de caisse claire, une harmonie, des voix (une grave et sourde, une haute et claire), et un tonnerre de souvenirs. Il faudrait maître aujourd'hui de parents allergiques au rock'n'roll pour absoudre les Jayhawks des péchés originels du genre. Pourtant, à l'inverse de certains épiques, on entend chez eux comme une nécessité impérieuse de retrouver ces sentiments naïfs et impossibles à éviter qui ont saisi toute une génération il y a vingt ans. Les Jayhawks (quatuor guitares-basse-batterie accompagné de quelques guitaristes survivants dont Nicky Hopkins et son piano qui fit tant pour donner visage humain aux Rolling Stones), sont sincères, n'essaiment même pas de faire semblant d'être d'aujourd'hui. Ils refont ce chemin avec la même inconscience qui fit de Crosby, Stills, Nash and Young un quatuor béant et de Neil Young une

voix sur laquelle on pouvait compter pendant les longues nuits. Les Jayhawks feraient presque croire que la route vaut encore la peine d'être faite.

Def American/Phonogram 512 986-2.

T. S.

Chanson

Pierre Eliane

Thérèse Songs
Le « gang nancéen » ? C'était les frères Couture, Charliette et Tom (Novembre est son pseudonyme), mais aussi Dick Tracy, feu groupe rock, Mil Mougenot ou un certain... Pierre Eliane. *Mongame*, son précédent album, édité chez CBS, date de 1986. Textes soignés, musique enlevée, consignée avec Alice Botté, guitariste de Couture, et Manfred Kovacic, saxophoniste de Bashung. Une pièce rare. En forme d'illustration de ce que cet adolescent, fondateur du mouvement « *rupturaliste* » et poète déjà publié - aux Editions Saint-Germain-des-Près - ambitionnait : « *Raconter la littérature et le juke-box* ».

Le long silence de Pierre Eliane s'explique par une décision choc : en 1988, le chanteur prend, ni plus ni moins, l'habit religieux chez les frères carmes. Le voilé de retour avec un disque totalement inattendu, presque inclassable : *Thérèse Songs*. A lui seul, ce titre est un programme : les textes de la sainte de Lisieux, écrits pour qu'ils soient chantés, sont servis sur un plateau doré par l'ex-rockeur dans une version plutôt folk. Une manière dépouillée qui fait la part belle à la guitare acoustique avec, en contrepoint, omniprésente, une basse électrique. Plus rares, comme des taches de couleur, un saxo couinant (Manfred Kovacic), un bouzouki exotique (Alice Botté, qui est aussi à la guitare) ou une harmonica bluesy avec, en renfort au chant, Martin Desrêre. Si les textes de la « petite Thérèse » (comme il l'appelle) peuvent heurter avec leur vocabulaire très piété dix-neuvième, celui qui a fait le grand écart entre le show-biz et le courant ténor le pari de les rendre accessibles aujourd'hui avec sa voix à la tessiture chaude et aux accents rocailleux.

1 CD Studio SM 12 21 27

OLYMPIA
BRUNO COQUATRIX
présente
en accord avec le Théâtre de Sorbonne
du 23 au 28 MARS 93

IONATOS
Nouvel Album chez Tempo/Audio
Rencontre musicale
Fnac Musique Bastille
9 mars à 18 h
Fnac Cité Défense
12 mars à 13 h

LOCATION OUVRETE
Olympia 47 42 25 49
36 15 Libé

Télérama

THÉÂTRE 14 JEAN-MARIE SERREAU LOG: 45 45 49 77
Direction artistique : DERNIÈRE LE 7 MARS
LE REPOS DU SEPTIÈME JOUR
de PAUL CLAUDEL
COMPAGNIE JEAN BOLLERY

Léonce et Léna
GEORG BÜCHNER
CREATION
Mise en scène : Etienne Pommerehne
Traduction : Bernard Dort
du 5 au 16 mars
Location : 64 62 77 77
La Ferme du Buisson

ATHÈNÉE
du 1er mars au 4 avril
FAUST
J. Wolfgang GOETHE
version originale dite *Urfaust*
mise en scène Dominique Pitoiset
du 3 mars au 8 avril
LE PILOTE AVEUGLE
textes de Giovanni Papini
mise en scène Catherine Dewitte
par François Marthouret
47.42.67.27



A l'ouest du Pakistan, royaume des tribus, terres de passage et de conquête. Fêtes et épousailles au son des tambours.

LA CHANTEUSE ZARSANGA AU THÉÂTRE DE LA VILLE

PESHAWAR

de notre envoyée spéciale

AVANT d'être, longtemps, la meilleure auberge de la ville, le Dean's Hotel abrita la vie mondaine des officiers britanniques. Sur ses pelouses, sous les palmiers géants d'un ventilateur de salon, on y dégustait des boissons fraîches dans la fournaise de l'été, quelque remuant alcoolisé – interdit depuis par l'Etat musulman – pour résister aux assauts de l'hiver, en écoutant des airs de fox-trot. L'ancien mess des officiers a gardé ses lambris cirés, ses toits de toile ondulée, et gagné des néons. En 1947, année de l'indépendance du Pakistan, le Dean's Hotel prit le nom de Sir Harold Deane, premier administrateur en chef de la province frontalière du Nord-Ouest (NWFP), créée en 1901 par le viceroy des Indes. Peshawar en est, aujourd'hui, la capitale.

Dans la grande salle à manger du Dean's, le *chappli kebab* (un hachis de viande de mouton à l'ail étalé sur un *naan*, une grande galette de blé), à toute heure, sert de point de ralliement. Mumtaz Nasir est en tournée d'inspection. Il est employé du Lok-Virsa, organisme d'Etat chargé des musiques traditionnelles à Islamabad, géométrie «démone de l'islam» que le Pakistan s'est bâtie aux portes du Pendjab, dans les années 60, en guise de nouvelle capitale. Chaque voyage dans la région de Peshawar est pour ce fonctionnaire tatillon l'occasion d'une descente profonde en terres pathanes (*pashitounes*, dirait-on en Afghanistan), domaine de guerriers efficaces qui baptisent leurs fils au son du fusil.

Travailler au Lok-Virsa, c'est faire office de médecin aux pieds nus dans des provinces disparates où couvent souvent les braises de conflits intercommunautaires (du Balouchistan aux contreforts de l'Himalaya, en passant par le Cachemire et le Sindh). Il y faut recenser d'innombrables musiciens et tenter d'en conserver la trace par l'enregistrement (cinq cents bandes de bonne tenue disponibles à ce jour). Le tout sans beaucoup de moyens. Chaque année, un grand festival de folklore organisé à Islamabad permet de s'interroger sur l'état des musiques et des arts populaires du Pakistan. Des acheteurs étrangers viennent y traiter quelques affaires – culturelles s'entend.

A l'opposé des larges rues ombragées, des terrains de cricket et des jardins du Cantonment Area, l'ancien quartier anglais, les bazars de la vieille ville de Peshawar croulent sous les marchandises et la poussière. La course précipitée des *rickshaws* (les *vespas-taxis*), la foule ondulante, l'odeur du thé au lait servi en toute occasion envahissent les ruelles. Dans cet empilement d'édifices baroques, le ciment, la terre et la toile n'ont cessé de gagner du terrain sur les balcons et les façades de bois sculpté au temps des Moghols. Peshawar est la dernière frontière. L'ultime ville, cosmopolite, grouillante, citée convoitée sur la route des invasions qui mène de Kaboul à l'Inde en franchissant la passe de Khyber.

Partout, de radio-cassettes achetées en contrebande surgissent les échos des chanteurs à la mode et des idoles d'hier : Gulzar Dardona, moustache discrète et voix de miel, Gulzar Qamar, romantique, forte, gutturale. Tablas (la frappe est ici plus lourde qu'en Inde), luth *rabab*, hautbois *sharnai*, flûte *naif*, harmonium portatif, mélodies enroulées : nous sommes ici à la croisée de l'Inde, de la Perse et de l'Asie centrale. Sur la fréquence de Radio-Peshawar, on entend aussi Kamargol, «Hossenbibi», la «jolie», la «sucrée», une des chanteuses les plus populaires de l'Afghanistan : comme la plupart des musiciens traditionnels de son pays, elle est venue chercher refuge au Pakistan. Car, depuis de longs mois, Radio-Kaboul reste musicalement muette. Plus de concerts, plus de

LA VOIX D'OR DU PAKISTAN

Elle a quarante ans, peut-être. Elle vit à Peshawar. Au Pakistan, on l'appelle Zarsanga, «Branche d'or». Cette petite nomade à la peau très noire ne sait pas, ne sait plus, ce qui lui a valu un surnom dont elle rit, flattée. De sa voix incomparable, elle chante d'antiques chansons d'amour et de gloire, des tranches d'épopées guerrières qui fondèrent son peuple. Pour la seconde fois, Paris la repoit.

mariages en liesse. La République islamique d'Afghanistan ne laisse personne chanter, pas même les hommes.

Les autorités pakistanaises se méfient de leurs «zones tribales», réfractaires à tout gouvernement central. Elles leur ont déjà donné tant de fil à retordre – et avant elles, aux Anglais, aux Moghols, aux Sikhs, aux Huns et aux Perses... Les Pathans sont les ultimes gardiens des cols, de ces «passes» de légende qui ouvrent la route vers l'Indus. «Ils ont un mauvais tempérament», écrivait Marco Polo vers 1275. Ils sont très versés dans la magie et l'invocation des démons. Et aujourd'hui? Les cérémonies ponctuelles au son du *ghaghar* (craque d'argile ou de métal frappée comme un tambour) durent plusieurs jours d'affilée, à l'abri des replis de la montagne aride.

Jadis, explique Mumtaz Nasir, le voyageur ayant franchi le col de Khyber entrant dans Peshawar par la Kabuli Gate, aujourd'hui rasée. Il débouchait de plain-pied sur Quissa Khwani Bazar, la rue des conteurs. Là, des hommes forts en voix et détenteurs des plus secrètes légendes, parfois accompagnés d'un *rabab*, le rejetaient pendant des heures dans les maisons de thé, les *ichai-khana*. Le fonctionnaire du Lok-Virsa a consigné les survivances des épopées d'antan dans *The Bazar of Storytellers*, un opuscule affublé d'une couverture moderne, c'est-à-dire très kitsch (les conteurs y sont dessinés comme des acteurs de cinéma). «On y retrouve cet incroyable enchevêtrement de cultures qui est la marque du nomadisme pathan.» Poésie, souffle épique, grands espaces, liberté.

Aujourd'hui, la rue des conteurs est peuplée de marchands de cassettes bon marché. Depuis son arrivée à Peshawar il y a huit mois, Kamargol en a déjà enregistré

cinq. Ici les musiciens survivent dans l'honneur. Peshawar (plus d'un million d'habitants, dont un nombre incalculable de réfugiés afghans) possède un théâtre municipal de 1 200 places où sont donnés concerts et spectacles plusieurs fois par semaine. La source miraculeuse se situe pourtant au siège de Radio-Peshawar, qui possède dans ses archives des trésors de musique populaire, des kilomètres de bandes datant pour certaines d'avant la création de l'Etat pakistanais en 1947. Après leur années d'apprentissage en famille et dès qu'ils ont acquis une notoriété dans les fêtes civiques, Radio-Peshawar est un passage obligé pour tous les chanteurs populaires. Parfois, les portes d'Islamabad s'ouvrent. Certains, telle la chanteuse Zarsanga, trouvent des contrats à l'étranger.

Zarsanga, «Branche d'or». La jeune femme – du moins le paraît-elle – sourit, flattée, amusée. Elle a, depuis l'enfance, endossé la responsabilité de ce gracieux surnom. Qui songe le premier à comparer l'enfant fragile, petite nomade à la peau très noire, à une précieuse branche d'arbre? Un oncle? Une mère? Un *chaman*? Zarsanga ne sait pas. Ne sait rien. Vit pieds nus. Elle fume des cigarettes américaines qu'elle tient coincées entre l'annulaire et le petit doigt, comme il est d'usage sur les marchés montagnards où les hommes, enveloppés de châles de laine, bardés de cartouchières et de fusils, font sécher des plaques d'herbes bienfaisantes devant les yeux intrigués des rares passants étrangers autorisés à circuler par là.

Enveloppée de voiles blancs, légers, immaculés, Zarsanga est de nature joueuse. Elle rit, livre des bribes d'une vie dominée par le destin de la voix. Offre l'hospitalité – un devoir sacré chez les Pathans. Puis renverse les yeux, se ferme au monde extérieur pour puiser en elle d'antiques chansons d'amour et de gloire, des tranches d'épopées guerrières, ciment nécessaire de l'unité des quatre tribus mythiques qui fondèrent son peuple. «Branche d'or» est née il y a environ quarante ans, du côté de Bannu, la métropole, à une centaine de kilomètres au sud de Peshawar, «ville des fleurs», où les Moghols plantèrent des arbres, des forêts et des mosquées, avant que les sikhs ne les rasent au tout début du dix-neuvième siècle.

Quand on lui demande où elle a vécu avant d'être domiciliée dans un quartier populaire de Peshawar, le regard de Zarsanga se perd dans une rêverie vagabonde. Au village, sous la tente. C'est selon. Les saisons. Les moments. L'inspiration. Dans une auberge où, un jour qu'elle nettoyait le sol en chantant, passa un joueur de tabla. Médusé par sa voix, il l'épousa, et lui fit six enfants. Le mari musicien a ce ventre rond qui est au Pakistan le signe de la prospérité et montre une admiration gracieuse pour sa femme dont il salue, comme il est d'usage ici, les performances vocales et poétiques de grognements admiratifs ponctués d'un renversement ostentatoire des yeux et des paumes de la main.

Zarsanga ne fait pas partie des artistes bien en cour à Islamabad. Cette gloire-là lui est, à vrai dire, bien égale. De Paris, où elle est venue chanter il y a deux ans (au Théâtre de la Ville), elle garde le souvenir d'un *payp heureux*. Elle se contente de traduire les hauts faits des guerriers pathans, leur «terreur morbide d'être confrontés à la honte». Elle chante, le cœur renversé, la difficulté d'aimer dans une société où les mariages sont décidés par les oncles en fonction des branches tribales et des intérêts des troupeaux. Elle vante, d'une voix tendue, les charmes des complots entre femmes, réunies en cercle dans les longues après-midi d'été où il fait bon se raconter des histoires, encore des histoires, tandis que les hommes sont à la guerre.

VÉRONIQUE MORTAIGNE

* Le 8 mars, à 20 h 30, Théâtre de la Ville. Tél. : 42-74-22-77. Les Trésors du Pakistan. 1 CD Playsound 3650 82 distribué par Aurodis.

Les Sabri Brothers à Fontevraud

La marche des héros

NEW-DELHI

de notre envoyée spéciale

TANDIS qu'à Peshawar une poignée d'intellectuels, fils de réfugiés de l'Ouzbékistan ou du Kazakhstan, cherchaient à mettre en place un Forum culturel d'Asie centrale, traduisant la poésie pathane en ouzbek, et réciproquement, les Sabri Brothers étaient en tournée en Inde : Peshawar regarde vers Tachkent, Karachi vers Bombay. Les frères Sabri sont, avec Nusrat Fateh Ali Khan, les représentants internationaux du chant soufi *qawwali*, forme musicale dévotionnelle et rythmée du nord du sous-continent indien. Le genre a été estampillé «pakistanaï», grâce à l'aura des interprètes ci-dessus cités, mais aussi parce qu'à l'époque de la partition de l'Inde et du Pakistan, la plupart des musiciens *qawwalis* ont été contraints de rejoindre le territoire pakistanais. A l'inverse, de nombreux musiciens classiques indiens dont les familles étaient d'origine musulmane ont choisi de rester en Inde.

La musique savante a donc passablement décliné au Pakistan, tandis que se fortifiait la branche mystique du *qawwali* soufi. Les frères Sabri, des Punjabis nés en Inde, sont arrivés en catastrophe à Karachi en 1947, jeunes immigrants en butte aux répressions, abrités des pluies sous des tentes de fortune, livrés à la misère. Ils régneront aujourd'hui sur un univers cinquant, sillonnant le monde pour mieux se replier dans leurs basses familiales, des maisons de nouveaux riches dans un quartier populaire de Karachi, «la ville où l'on trouve de tout». A Nusrat Fateh Ali Khan, qui vit plus au nord, à Faisalabad, le sérieux, l'apreté au gain, l'acharnement à la conquête, peut-être aussi le génie. Aux Sabri, le savor de l'islam, l'humour et la joie du chant.

L'édifice Sabri repose sur deux frères. Ghulam Farid, le chanteur leader, est une sorte de géant aux cheveux

teints au henné et aux yeux peints au khôl, capable d'aller chercher au plus profond ses retentissants hommages à Allah et à Ali, le seul vrai successeur du Prophète selon les chiites : Magbool Ahmed, qui chante et joue de l'harmonium, mâche du pain, des feuilles de bétel roulées à longueur de journée. Ses dents en ont terriblement rougi, jusqu'à prendre la couleur des bagues empierrées qui lui ornent les dix doigts. Une promenade dans les venelles étroites du vieux Delhi en compagnie des frères Sabri veut son pesant d'or. Ils sont ici des héros, bien plus que Nusrat, qui n'a d'eux jamais mis les pieds en Inde. On les salue. On veut les toucher. On attend d'eux une hypothétique bénédiction.

Dans une maison de la vieille cité musulmane, les frères Sabri sont venus en amis. Demain, ils chanteront dans l'auditorium de l'Askari Hotel, devant un auditoire huppé. Avec leurs six choristes, frappeurs de mains, leurs joueurs de tabla et leur art consommé de la provocation et de l'improvisation, ils se livreront à des jeux d'amour et de dévotion dont le public raffole ici, comme au Pakistan. Pour l'heure, ils ont initié la valse des roupies. Les billets changent de main, «Ah, Allah, Allah», à une vitesse impressionnante. Magbool offre du pain à la cantonade. «Ah est le seigneur du peuple dont je suis le seigneur». Ghulam approuve d'une voix de baryton. «Tu n'as pas suivi mon conseil lorsque je suis mort», reprend le chanteur en rayonnant d'une gaieté folle. Mille roupies. Il est 4 heures du matin. Magbool dit qu'il se sent nostalgique. Karachi est à trois pas...

V. M.

* Les Sabri Brothers, le 21 mars, à 17 heures, à l'Abbaye royale de Fontevraud, 49590 Fontevraud-l'Abbaye. Tél. : (06) 41-51-73-52. Ya Habib, 1 CD Real World 260 681. Distribué par Virgin.

هڪڙي نڪتل